



**HAL**  
open science

**Le littoral russe de la Mer Noire: nouvel objet de  
diplomatie publique pour la Russie. Essai sur  
l'utilisation de l'espace dans le processus de génération  
du soft power**

Tatiana Kovacik

► **To cite this version:**

Tatiana Kovacik. Le littoral russe de la Mer Noire: nouvel objet de diplomatie publique pour la Russie. Essai sur l'utilisation de l'espace dans le processus de génération du soft power. Géographie. 2013. dumas-01148975

**HAL Id: dumas-01148975**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01148975>**

Submitted on 6 May 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Université La Sorbonne - Paris IV  
UFR de Géographie**

**Mémoire de Master II**

*Sous la direction de M. Alain Cariou*

**Le littoral russe de la Mer Noire :  
nouvel objet de diplomatie publique pour la  
Russie**

*Essai sur l'utilisation de l'espace dans le  
processus de génération du soft power*

*Par Tatiana Kovacik*



*Septembre 2013*



## - Table des Matières -

<b>Introduction .....</b>	<b>5</b>
<b>Partie I : Pratique du Terrain, Approche conceptuelle et méthodologie .....</b>	<b>10</b>
<b>Chapitre I Le Terrain : le littoral russe de la Mer Noire .....</b>	<b>11</b>
A) La genèse de la recherche et la justification du choix du terrain .....	11
B) La structure du système du littoral de la Mer Noire.....	20
<b>Chapitre II Les Concepts.....</b>	<b>26</b>
A) Principales théories et critiques.....	26
B) L'adaptation au « cas » russe. ....	32
<b>Chapitre III L'idée .....</b>	<b>37</b>
A) Thèse et hypothèse de recherche : la posture de départ .....	37
B) Les outils pour étayer l'hypothèse .....	41
<b>Partie II : Le littoral russe de la Mer Noire, au cœur d'une stratégie d'attraction .....</b>	<b>46</b>
<b>Chapitre IV La valorisation de l'espace littoral de la Mer Noire .....</b>	<b>50</b>
A) Les ressources « primaires » du littoral .....	50
B) Mise en marche des mécanismes de valorisation : un espace dynamique en pleine mutation.....	55
C) Un espace d'investissements .....	61
D) Intégration et polarisation : la construction d'un carrefour régional. ....	67
<b>Chapitre V Le rôle de la valorisation de l'espace : Augmenter l'attractivité.....</b>	<b>76</b>
A) S'appuyer sur les ressources et les mécanismes et favoriser certains domaines.....	76
B) Assurer la sécurité du littoral de la Mer Noire .....	90
C) La mise en place d'une <i>sun belt</i> « à la russe » ?.....	97
<b>Chapitre VI La génération d'un <i>soft power</i> en marche ? .....</b>	<b>102</b>
A) Le littoral russe possède des ressources capable de générer du <i>soft power</i> . ....	102
B) Quelle diplomatie publique sur le littoral pontique russe ?.....	107
C) Difficultés et limites de la génération du <i>soft power</i> .....	112

<b>Partie III : Les freins à l’attractivité et leur gestion</b> .....	<b>116</b>
<b>Chapitre VII Un espace à risque ? Le littoral aux portes de zones géopolitiques instables</b> .....	<b>119</b>
A) Des citoyens « encombrants ».....	119
B) Des voisins turbulents .....	124
C) Le système Caspienne-Mer Noire, carrefour des ambitions et terrain de jeux géostratégique.....	128
D) Les risques effectifs pour le littoral de la Mer Noire. ....	130
<b>Chapitre VIII Les dysfonctionnements internes du système du littoral de la Mer Noire</b> .....	<b>132</b>
A) La complexité du fonctionnement russe, frein à l’investissement étranger et au tourisme ?.....	132
B) Le problème de la superposition : le littoral en quête de stabilité.....	139
C) L’effrayante perspective de la macrocéphalie.....	144
<b>Chapitre IX La Nécessité d’une politique de gestion efficace</b> .....	<b>146</b>
A) Réduire les freins à l’attractivité .....	146
B) <i>Soft power</i> et diplomatie publique « à la russe » : essai de définition.....	150
C) Atouts et freins à l’attractivité sur le littoral russe de la Mer Noire : Synthèse. ....	152
<b>Partie IV : Sotchi 2014, l’outil de diplomatie publique le plus abouti. Etude de Cas</b> .....	<b>154</b>
<i>Sotchi 2014: au cœur de la future cité olympique</i> .....	<i>156</i>
<i>La stratégie de diplomatie publique décryptée</i> .....	<i>160</i>
<i>L’épreuve du feu</i> .....	<i>167</i>
<b>Conclusion</b> .....	<b>172</b>
Table des figures .....	176
Bibliographie.....	179
Ressources numériques .....	183
Annexe 1. Les « trois » diplomaties publiques russes. Texte original et traduit.....	186

# Introduction

*Les mécanismes de soft power et de diplomatie publique  
ne sont pas satisfaisants sur les plans quantitatif et qualitatif...  
Il faut d'urgence développer des instruments modernes  
et des réseaux d'influence, au moins dans les pays de notre voisinage.*

V. Nikonov, président de *Russkii Mir*, à Dmitri Medvedev,  
Rencontre avec des représentants d'association, 18 septembre 2008<sup>1</sup>

2003. Vladimir Poutine, président de la Fédération russe depuis trois ans, décide d'évaluer l'image que « l'Ouest » se fait de son pays. Un sondage est alors effectué aux Etats-Unis où il est demandé aux sondés de citer dix mots qui leur viennent à l'esprit lorsqu'ils pensent à la Russie. Le verdict est sans appel : le communisme, le KGB, la neige, le froid et la mafia se disputent la première place, loin devant Tchaïkovski, les *blinis* ou la culture millénaire du pays <sup>2</sup>.

Si ce sondage peut prêter à sourire, non seulement parce qu'il renvoie à des clichés réducteurs largement utilisés sous la Guerre Froide, mais également parce qu'il n'a été effectué qu'aux Etats-Unis, il a cependant fait grincer bien des dents à Moscou. Le Kremlin a reconnu qu'il avait un problème d'image à l'international. Et chacun a tenté de trouver des raisons et des responsables. Si, pour le Kremlin, Vladimir Poutine en tête, les journalistes étrangers travaillant en Russie sont en grande partie responsables de cette image négative, plusieurs rencontres et forums ont permis de pointer du doigt un autre adversaire, venant de l'intérieur : la politique étrangère menée par la Russie. Le pays aurait en effet majoritairement utilisé la coercition et serait un partenaire imprévisible dont on se méfie. En somme, un gouverneur a parfaitement résumé la situation lors du sommet du *Global Policy Forum*, tenu à Yaroslav en 2010 : « la Russie a un déficit de *soft power* pour avoir trop privilégié le *hard power* »<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Cité dans KASTOUEVA-JEAN, Tatiana, « Soft Power russe : discours, outils, impacts », *Russie NEI Reports* n°5, IFRI (octobre 2010)

<sup>2</sup> EVANS, Julian, "Spinning Russia", in *Foreign Policies* (december 2005) , URL <[http://www.foreignpolicy.com/articles/2005/11/30/spinning\\_russia](http://www.foreignpolicy.com/articles/2005/11/30/spinning_russia)>

<sup>3</sup> BONIFACE, Pascal, « Les Russes se mettent au Soft Power », in *Affaires Stratégiques.info* (septembre 2010) <<http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article3883>>

### *Etat, puissance, soft power et diplomatie publique*

Un Etat, comme toute construction, cherche à assurer sa pérennité. Les Grecs anciens voyaient déjà deux menaces au maintien de la *polis*. La première venait de l'extérieur, représentée par les « Barbares » qui assiégeaient la cité. La seconde en revanche, émanait de la cité même : le dysfonctionnement politique interne. L'Etat doit donc être capable de générer une autorité suffisante pour assurer son maintien sur le plan international, comme sur son propre territoire. Cette autorité, plus ou moins étendue, est assimilée à la puissance ou au pouvoir. Par abus de langage, Etat et puissance sont même devenu des synonymes<sup>4</sup> : il n'est pas rare en effet de lire après une rencontre du G8 que « les grandes puissances se sont retrouvées... ». La puissance pourrait ainsi d'abord être définie comme le pouvoir d'assurer sa souveraineté contre toute menace venue de l'intérieur comme de l'extérieur.

Selon une autre acceptation, elle serait également la capacité d'affecter autrui pour le plier à sa volonté : pendant des siècles, et aujourd'hui encore, les Etats ont levé des armées, conclu des traités militaires et économiques, colonisé des terres en cherchant à étendre leur « aire d'influence ». La puissance s'entend alors ici comme un rapport de domination entre les Etats. Cependant, des études sur le fonctionnement du système mondial actuel ont révélé que la « puissance » ne dépendrait plus seulement de la force et des capacités de coercition sur autrui et que celles-ci pouvaient même se révéler contre-productives. L'Europe, par exemple, a choisi de développer une puissance « normative »<sup>5</sup> pour certains, ou une puissance « postmoderne »<sup>6</sup> pour d'autres, opposées à la coercition et à la puissance militaire. Les Etats-Unis ont, quant à eux, certes, conservé une puissance coercitive importante, principalement dans les domaines militaires et économiques, mais ont également cherché à diversifier leur capacité d'influence, notamment par le biais du *soft power*. Cette notion, développée par l'américain Joseph Nye, sera d'une grande importance dans ce mémoire : le *soft power* est la capacité pour un acteur politique d'infléchir la vision, voire le comportement, d'autres acteurs par l'attraction ou la cooptation plutôt que par la coercition ou la rétribution<sup>7</sup>.

---

<sup>4</sup> BRUNET, Roger, FERRAS, Robert, THERY, Hervé, *Les Mots de la Géographie, dictionnaire critique*. Montpellier-Paris, Reclus - La Documentation Française, 2006 (3<sup>ème</sup> édition), pp. 408.

<sup>5</sup> LAÏDI, Zaki, *La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*. Presses de Sciences Po, 2005. pp.49-60. Zaki Laïdi y explique comment l'Europe utilise les normes juridiques pour imposer sa volonté aux autres Etats.

<sup>6</sup> KAGAN, Robert, *La puissance et la faiblesse. Les Etats-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial*. Plon, 2003, chapitre 4 : Le paradis postmoderne pp. 87-111.

La puissance « postmoderne » y est définie comme un système qui ne repose plus sur « l'équilibre de la force » (système westphalien) mais sur le « rejet de la force » (p. 92).

<sup>7</sup> NYE, Joseph S., *Soft Power : The means to success in world politics*. New York, Public Affairs, 2004.

Cependant, le lien entre ce qui est appelé le « troisième pouvoir »<sup>8</sup> et l'Etat doit être expliqué. En effet, le *soft power* est généré par une multitude d'acteurs. Prenons pour exemple l'*American Way of Life*. Il a été certes véhiculé par des acteurs culturels (Hollywood, Musique), économiques (Ford, Coca-Cola), médiatiques (CNN) et transnationaux (ONG), mais également par l'Etat. En effet, si le *soft power* n'est pas une politique en soi, il peut résulter d'une politique. Le terme de diplomatie publique entre alors en jeu. Théorisé en 1965 par Edmund Gullion, qui ne fait que nommer pour certains quelque chose qui existe en pratique depuis longtemps<sup>9</sup>, la diplomatie publique a un caractère particulier. Contrairement à la diplomatie « traditionnelle », secrète et cantonnée aux hautes sphères étatiques, la diplomatie publique se définit comme étant l'ensemble des moyens engagés par un Etat pour communiquer directement avec l'opinion publique étrangère. Son but est d'abord d'assurer les intérêts et la sécurité de l'Etat en expliquant, voire en justifiant son action. Mais, elle sert également à influencer de manière positive et à « attirer » l'opinion publique étrangère, afin que cette dernière, acquise à la cause de l'Etat, serve ses intérêts. Et dans ces conditions, la diplomatie publique peut générer du *soft power*.

### ***L'espace au service de l'Etat et de sa « puissance » ?***

Joseph Nye définit plusieurs ressources susceptibles de générer du *soft power*. L'espace, objet de prédilection du géographe pourrait-il être une de ces ressources ? Il semblerait en effet que l'espace soit amené à jouer un rôle clé dans la puissance d'un Etat. D'abord, parce que son organisation et son bon fonctionnement rendent l'Etat plus attractif et assure sa pérennité. Ensuite parce qu'il peut potentiellement servir de vitrine à la puissance. Par exemple, la *skyline* américaine est devenue le symbole de la puissance urbaine des Etats-Unis, à tel point que même si elle est fonctionnellement inutile, sa construction est jugée comme nécessaire<sup>10</sup>. L'espace, en tant que territoire aménagé et construction humaine, pourrait ainsi servir une sorte de « marketing d'Etat », appelé également parfois *nation branding*.

---

“Soft power is attractive power” (p.6) “Hard and soft power are related because they are both aspects of the ability to achieve one’s purpose by affecting the behavior of others.” (p.7)

<sup>8</sup> NYE, Joseph S., *Soft Power : The means to success in world politics*. New York, Public Affairs, 2004., p.31

<sup>9</sup> CULL, Nicholas J., *The « Public Diplomacy » before Guillon: evolution of a phrase*. USC Center on Public Diplomacy. <http://uscpublicdiplomacy.org/pdfs/gullion.pdf>

<sup>10</sup> DAVIS, Mike, *City of Quartz : Los Angeles, capitale du futur*. Paris, La découverte, 2000. Chapitre 4.

***Un lien entre la diplomatie publique, le soft power et l'espace se formerait alors.***

L'espace serait donc un moyen possible pour un Etat de communiquer directement avec l'opinion publique étrangère. Il pourrait ainsi être utilisé comme *nation branding* par la diplomatie publique et générer du *soft power* dans la mesure où il permettrait de séduire l'opinion publique étrangère et de l'influencer de manière positive.

La Russie, consciente à la fois de l'image négative qu'elle peut véhiculer et de son manque de stratégies « d'attraction », a décidé de combler son retard. En 2004, Vladimir Poutine annonce, dans un discours devant les ambassadeurs et les représentants permanents de la Fédération de Russie, vouloir construire une image nationale positive et conforme à la réalité<sup>11</sup>. En 2005 *Russia Today*, qui se veut l'équivalent de *CNN* et de la *BBC* voit le jour. Mais consciente de la nécessité d'élargir le spectre des instruments utilisés, la Russie décide également d'utiliser le *nation branding*.

Une question se pose alors : quel espace pourrait permettre à l'Etat russe de montrer au monde la « Nouvelle Russie » et de rompre avec les « clichés » dont il s'estime être victime ? Moscou et Saint-Pétersbourg, déjà des « vitrines » qui attirent, n'ont jusqu'à maintenant pas été suffisantes. La première semble attachée à l'image du pouvoir politique et du communisme, la seconde à la brillante, mais ancienne, Russie des Tsars. Elles sont, en quelque sorte, trop rattachées au passé. Le Kremlin s'intéresse alors de plus en plus à un espace en total contre-pied avec les résultats du sondage de 2003 évoqués plus haut: le littoral russe qui borde la Mer Noire. Le sondage associait la Russie avec le froid et la neige ? Le littoral de la Mer Noire est une région subtropicale. La Russie était réduite au communisme et au KGB, au stakhanovisme et à l'œil omniprésent et sévère de Moscou ? Le littoral de la Mer Noire propose, et cela assez ironiquement depuis l'époque communiste, le meilleur système de loisirs et de repos de la Russie. Cet espace a indéniablement le potentiel pour rompre avec les clichés et la mauvaise image de la Russie. Il est donc apparu nécessaire d'en faire une vitrine et de s'en servir dans une logique de diplomatie publique. C'est pourquoi, dès 2006, la ville de Sotchi a été choisie pour porter la candidature de la Russie aux JO d'hiver de 2014, alors que fonctionnellement et économiquement, nous le verrons plus précisément dans le développement, la région de l'Oural semblait plus indiquée. Cependant, le littoral de la Mer

---

<sup>11</sup> Vladimir Poutine, *Intervention devant les ambassadeurs et les représentants permanents de la Fédération de Russie*, 12 juillet 2004 (URL [http://archive.kremlin.ru/appears/2004/07/12/0000\\_type63374type63378\\_74399.shtml](http://archive.kremlin.ru/appears/2004/07/12/0000_type63374type63378_74399.shtml))

Noire a-t-il les capacités de servir de *nation branding* pour la Russie ? Comment le littoral est-il valorisé ? Quel rôle la diplomatie publique russe joue-t-elle dans la promotion de cet espace ? Est-elle suffisante pour, d'abord, rehausser l'image de la Russie, puis générer la production d'un phénomène d'attraction et donc d'un *soft power* ?

Le littoral de la Mer Noire a une autre particularité, et non des moindres : il est situé à proximité d'un nœud géopolitique complexe et d'acteurs « réfractaires ». La poudrière caucasienne, les mouvements séparatistes, certains dysfonctionnements territoriaux internes sur les plans politiques ou économiques sont autant de facteurs susceptibles de réduire l'attractivité de la région étudiée. Il s'agira alors de montrer plus précisément quels sont ces freins à l'attractivité mais également quelles sont les stratégies mises en place par la Russie pour tenter de les dépasser.

En s'appuyant sur des recherches à la fois théoriques et pratiques, des réponses tenteront d'être apportées à l'ensemble de ces questions pouvant être ainsi résumées : **Comment la Russie tente d'utiliser le littoral de la Mer Noire pour rehausser son image sur la scène internationale, et dans quelles mesures y parvient-elle ?**

Au travers de l'exemple du littoral russe de la Mer Noire, une thèse sous-tend le mémoire : montrer que **l'espace peut être un moyen de générer du *soft power*** ; et pour ce faire, traduire les concepts utilisés plus haut en outils géographiques. De cette thèse découle l'hypothèse sur laquelle s'est fondé le mémoire : **le pouvoir russe utiliserait le littoral de la Mer Noire comme un outil de diplomatie publique, capable de générer du *soft power*, dans le but de rehausser son image sur la scène internationale.**

Afin de répondre à la problématique, d'illustrer la thèse et de confirmer ou de réfuter l'hypothèse, ce mémoire est découpé en quatre parties. La première partie installe les fondations : elle permettra de découvrir le terrain de recherche, d'expliquer les concepts qui seront utilisés tout au long du mémoire, mais également de définir la méthodologie utilisée. Après avoir montré dans la deuxième partie en quoi le littoral de la Mer Noire est situé au cœur d'une stratégie d'attraction, la troisième partie étudiera les freins à l'attractivité et la gestion dont ils font l'objet. Enfin, la quatrième partie permettra, à travers une étude de cas, d'étudier ce qui semble être l'outil de diplomatie publique le plus abouti sur le littoral de la Mer Noire : l'Organisation des Jeux Olympiques d'Hiver, qui se tiendront à Sotchi en 2014.

## **Partie I : Pratique du Terrain, Approche conceptuelle et méthodologie**

# Chapitre I

## Le Terrain : le littoral russe de la Mer Noire

### A) La genèse de la recherche et la justification du choix du terrain

*Fiat Lux, et facta est lux.*

*La Bible, « Genèse », chapitre 1, Verset 3  
Version de Jérôme de Stridon (V<sup>ème</sup> siècle)*

Au commencement, travailler sur la Russie n'était pas une évidence. Certes, en tant qu'objet géographique, il y avait quelque chose qui semblait passionnant, mais en même temps, il apparaissait difficile de faire un mémoire sur un pays aussi complexe sans avoir jamais expérimenté son mode de vie et sans même en parler la langue. La littérature française et anglo-saxonne disponible sur le pays était certes abondante, mais s'affranchir de la littérature russe revenait en quelque sorte à ne pas prendre en compte les témoins et chercheurs de « l'intérieur » qui avaient sans doute une vision différente de leurs collègues étrangers. Il paraissait donc plus facile de choisir un terrain de recherche déjà connu et dont la langue ne représenterait pas une barrière. Les Etats-Unis et l'Irlande se sont alors présentés comme des terrains plus faciles d'accès. Pourtant, l'idée de travailler sur la Russie revenait sans cesse. Et, irrémédiablement, la peur d'avoir une vision partielle et trop « occidentale » se faisait son corollaire. Pour contourner cet obstacle, il fallait trouver un moyen d'être plongée dans le quotidien des Russes. Une seule solution : passer une année entière en échange universitaire en Russie ; et pour cela commencer dès l'année 2010-2011 à apprendre à parler russe. Dans ces conditions, faire un mémoire sur la Russie semblait plus envisageable.

Une fois l'espace russe choisi, une seconde étape a consisté à rechercher les espaces et les questions qui pourraient potentiellement faire l'objet d'une recherche. Après avoir pensé à étudier « les tubes » de la Baltique, mais qui finalement impliquait autant l'Union Européenne que la Russie, une autre idée s'est formée : l'étude du Transsibérien, comme potentiel objet d'attraction, et le rôle qu'il aurait alors dans le décloisonnement de l'espace russe. Cependant,

les quelques natifs russes à qui l'idée avait été présentée ont paru étonné que le Transsibérien puisse apparaître comme un objet d'attraction et, selon eux, c'était sans doute encore là un de ces mythes créés par l'imaginaire européen. Si l'idée du Transsibérien a alors été abandonnée, la notion d'espace attractif en Russie restait, comme toute idée qui prend le contre-pied de ce qui était pour nous généralement admis. La quête pour trouver en Russie un espace ayant une capacité d'attraction significative était alors lancée.

Afin de prendre connaissance des espaces et des problématiques que connaît le territoire russe, *L'Atlas géopolitique de la Russie*<sup>12</sup> fut l'un des premiers outils utilisés. Un des sujets, abordé dans la troisième partie intitulée « les intérêts géostratégiques de la Russie », était particulièrement intéressant. Abordant la place de la Russie dans le système de la Mer Noire, il présentait un espace complexe où semblait se superposer les fonctionnalités<sup>13</sup>. C'était, de plus, le premier littoral touristique jusque là cité...et qui dit touristes, dit attractivité.



Carte 1: La région de la Mer Noire, première approche cartographique.  
(source : Atlas Géopolitique de la Russie)

<sup>12</sup> MARCHAND, Pascal, *Atlas géopolitique de la Russie. Puissance d'hier, puissance de demain ?* Paris, Ed. Autrement, 2007. 80 p.

<sup>13</sup> Ibidem, pp. 58-59

En outre, en parcourant quelques médias russes, un nom revenait souvent : celui de Sotchi, ville justement située sur la Mer Noire, et future capitale des Jeux Olympiques d'Hiver. Encore une fois, un lien se dessinait entre les Jeux Olympiques et la notion d'espace attractif. Si Sotchi avait été choisie c'était bien que la ville possédait un potentiel d'attraction. La recherche d'informations plus précises se révélait nécessaire. Une image de la ville et du littoral s'était déjà pourtant inconsciemment dessinée dans mon esprit : la côte devait être plus ou moins semblable à celle des fjords scandinaves. C'est la Russie, il fait froid et il neige. D'autant plus que Sotchi a été choisie comme capitale des J.O d'Hiver.

Une simple recherche sur le site internet de la ville et la première photo visible sur le site à l'époque a fait voler en éclat cette image et, de fait, suscité un grand intérêt<sup>14</sup> :



**Photographie 1 : Les Quais de Sotchi**  
(Source: <http://www.sochiru.ru/>)

Après quelques recherches plus approfondies sur cet espace, trois points concernant le littoral russe de la Mer Noire étaient assez intrigant pour être soulevés : D'abord, la singularité de cet espace qui présente une rupture totale avec l'image qu'on se fait habituellement de la Russie. Ensuite, « l'entêtement » du Kremlin pour que la région accueille les Jeux Olympiques d'Hiver en 2014, révélant un intérêt curieux de la part du pouvoir russe pour cet espace. Enfin, l'intérêt ancien des Russes pour cette région aux nombreux atouts.

---

<sup>14</sup> <http://www.sochiru.ru/>

### ***La singularité du littoral russe sur la Mer Noire***

Comme énoncé dans l'introduction, le littoral rompt avec les clichés sur la Russie. Sa singularité tient d'abord à son « environnement », entendu au sens latin et donc élargi du terme (<en viro>, tout ce qui *entoure l'homme*).

Le littoral de la mer Noire est soumis à un climat « pontique » qui naît de la situation d'interface caractéristique du littoral situé entre mer et montagne. Abrisé par la chaîne caucasienne, barrière aux influences froides venues des plaines de Sibérie, le littoral voit ses amplitudes thermiques réduites grâce à la présence de la mer, lui permettant de bénéficier d'un hiver relativement doux. En revanche, la présence de la mer comme celle de la montagne (par ascendance orographique des flux d'ouest) augmente le niveau de précipitations. Il est possible de subdiviser ce climat pontique en deux sous-climats. D'abord le climat colchidien, qui tient son nom d'un ancien royaume géorgien, la Colchide. Il s'étend de Touapsé à la Géorgie et se caractérise par un été très chaud et humide, assimilé de fait, à un climat subtropical<sup>15</sup>. Ce climat donne une atmosphère lourde et moite en été, se concluant souvent en fin de soirée par un orage. A partir de Touapsé, et ce jusqu'à Anapa, le climat obéit aux « règles » du climat méditerranéen : les étés sont secs et relativement chauds et les précipitations estivales sont réduites à leur minimum. Une différence notable est cependant à apporter : contrairement au climat méditerranéen ou colchidien type, le littoral pontique est soumis à un froid qui peut-être conséquent en hiver. De décembre à février, les températures peuvent être négatives, le gel continu et un épais manteau neigeux peut recouvrir le littoral. La *bora*, un vent froid, est particulièrement craint par les habitants du littoral. Venant du nord, en hiver ou au printemps, il est capable de geler le port de Novorossiisk, unique port russe habituellement libre de toute glace<sup>16</sup>.

Le couvert végétal est dominé par un type xérophytique méditerranéen, dont les essences connaissent une période de repos végétatif estival plus ou moins long, s'adaptant ainsi à la sécheresse. Dans la revue *Méditerranée*, R.-P. Zimina et A. Douquedroit ont même fait du littoral pontique russe un exemple idoine pour représenter la végétation méditerranéenne orientale se distinguant de la végétation méditerranéenne occidentale qu'on trouve sur la côte d'Azur par exemple<sup>17</sup>. Caractérisée par la présence d'espèces steppique de la région iranotouranienne, et par la succession des groupements végétaux méditerranéen et d'une laurisylve,

---

<sup>15</sup> DOUBOVAIA, O.D, (sous la direction de). *Atlas de Géographie. 8<sup>ème</sup> classe*. Moscou, Izdatelctva DIK, Dropha, 2012. pp. 20-21. (ДУБОВАЯ, О.Д. (Руководитель проекта). *Атлас. География 8 класс*. Москва, Издательство ДИК, Дрофа, 2012. 48 с.)

<sup>16</sup> TOUCHARD, L, *La Russie et le changement climatique : une nouvelle géographie du froid*, Paris, L'Harmattan, 2011. pp. 64-73

<sup>17</sup> DOUQUEDROIT, A., ZIMINA, R.P, *Méditerranée*, Aix-en-Provence, 1987. vol.61, pp.61-73

« probable descendante de la végétation tertiaire de la Méditerranée orientale », cette végétation est réduite à une frange littoral. La rupture visible entre le climat colchidien au sud de Touapsé et méditerranéen au nord est également visible dans le paysage agricole : la partie soumise au climat subtropical, de Touapsé à Sotchi, est marquée par la culture du thé tandis qu'au nord, de Anapa à Touapsé, le littoral, plus sec, est caractérisé par la culture de la vigne. Zimina et Douquedroit font également remarquer que de nombreuses espèces étrangères ont été introduites pendant la période soviétique sur le littoral : des fruitiers, comme l'olivier, l'amandier ou encore le mandarinier, mais également des espèces ornementales (chêne-vert, cèdre, cyprès). Comme l'observe Jean Radvanyi, des espèces méditerranéennes occidentales et tropicales ont systématiquement été introduite en ville<sup>18</sup>, peut-être pour rappeler le paysage urbain des villes méditerranéennes les plus célèbres. Les villes se parent de palmiers qui résistent au froid et plusieurs parcs urbains entretiennent plusieurs centaines d'essences.



Photographies 2 : La variété des essences du *Dendarium* à Sotchi

Une autre singularité du littoral est son caractère urbain hétéroclite. Contrairement aux autres grandes villes voisines, comme Krasnodar, Volgograd ou Rostov-sur-le-Don, les villes du littoral ont conservé des rues principales étroites bien qu'elles aient également adoptées sur certains axes les grandes artères de l'époque communistes. L'architecture est également variée : l'inspiration méditerranéenne côtoie les styles néo-classique et contemporain, ou encore le « néo-réalisme » stalinien. Une des villes les plus représentatives de cette variété de style est sans doute Sotchi.

<sup>18</sup> RADVANYI, Jean, *La nouvelle Russie*, Paris, Armand Colin, 4<sup>ème</sup> édition, 2007. P.335.



**La Gare de Sochi**



**Gare maritime de Sochi**



**Poste principale à Sochi**



**Phare futuriste de Touapsé**



**Le théâtre d'Hiver à Sochi**

**Photographies 3 : Le caractère architectural hétéroclite du littoral**

### ***L'entêtement du Kremlin dans le choix de la région pour la tenue des J.O d'hiver de 2014***

Depuis quelques années, Vladimir Poutine multiplie les apparitions sur le littoral, notamment à Sotchi. Durant l'été 2004, il y invite successivement Gerhard Schröder et Jacques Chirac pour des discussions informelles sur la situation internationale, en particulier sur l'Irak, avant d'inviter, une année plus tard, le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi. Angela Merkel est invitée en janvier 2007 dans la résidence présidentielle de Sotchi, et G.W. Bush en avril 2008. La dernière visite en date est celle de Monti, fraîchement élu à la tête du gouvernement italien, qui y a rencontré Poutine à la fin du mois de juillet 2012. L'actuel président y passe régulièrement ses vacances seul ou en compagnie de son premier ministre et ancien président, Dmitri Medvedev.

Simple attrait personnel ou conscience du véritable potentiel de la région ? Toujours est-il que le Kremlin a largement insisté auprès du Comité National Olympique russe pour que la ville qui porte la candidature des J.O d'Hiver de 2014 soit Sotchi. Le CNO a en effet pour tâche de départager les villes candidates d'un même pays, afin de n'en présenter qu'une au Comité International Olympique. L'entreprise n'a pas dû être difficile puisque Leonid Tyagachev, alors président du CNO, est proche de Vladimir Poutine<sup>19</sup>. Et pourtant, il est vrai que le choix de cette ville est étonnant. D'abord parce que Sotchi est, comme nous l'avons vu plus haut, soumise à un climat subtropical. Certains opposants au Kremlin, comme Boris Nemtsov, candidat malheureux aux élections municipales de Sotchi en 2009, se sont d'ailleurs opposé à ce choix : « Poutine a choisi le seul endroit en Russie où il n'y a pas de neige en hiver. Il a décidé de construire des patinoires dans la partie la plus chaude de la région la plus méridionale. Sotchi a un climat subtropical. Il n'y a pas de tradition de sport de glisse ou de hockey là-bas. A Sotchi, on préfère le football, le volleyball, la natation. D'autres régions de la Russie ont besoin de palais de glace. Nous, non. »<sup>20</sup>. Non seulement le climat, mais aussi l'altitude, est jugé inadéquat. En effet, Krasnaïa Polyana, l'un des futurs centres olympiques et la principale station de ski de la région située à une soixantaine de kilomètres de Sotchi, ne culmine qu'à 520 mètres. La région de l'Oural, par exemple, dispose de stations de ski aux altitudes plus élevées situées à proximité de grandes villes comme Perm et surtout Ekaterinbourg, qui auraient eu les capacités d'accueillir le « village olympique ». De même, des stations de ski russes reconnues au niveau national, comme Abzakovo ou Bannoe,

---

<sup>19</sup> Leonid Tyagachev, président du CNO de 2001 à 2010, a en effet été aperçu plusieurs fois en compagnie de Poutine, notamment à Sotchi (<<http://www.theage.com.au/news/russia/russias-rich-follow-putin-to-ski-playground/2007/02/28/1172338690072.html>>). Il a été remplacé à la tête du CNO par Alexander Zhukov, aujourd'hui toujours en poste.

<sup>20</sup> Interview de Boris Nemtsov, in *Foreign Policy*, Mars 2010. Disponible sur internet (URL <[http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/03/01/interview\\_boris\\_nemtsov](http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/03/01/interview_boris_nemtsov)>)

auraient pu profiter de la tenue des J.O pour se développer, et devenir des stations de ski de renommée mondiale. Outre l'Oural, le choix de la région de l'Altai, et de la ville d'Irkoutsk, par exemple, aurait pu permettre de désenclaver, au moins le temps des Jeux, cet espace. Il semblerait donc que ni l'Oural, ni la Sibérie ne disposent des qualités nécessaires pour accueillir les J.O. aux yeux du gouvernement russe : en effet, ces deux régions véhiculent l'image négative, évoquée dans le sondage en introduction, dont la Russie souhaite se défaire. Sotchi, choisie comme ville « requérante »<sup>21</sup> par le CNO russe, devient officiellement ville candidate le 22 juin 2006 au coté de Salzbourg (Autriche) et Pyeongchang (Corée du Sud). Le *round* final eut lieu en juillet à Guatemala City où s'était réuni le CIO. Symbole de l'importance de ce choix pour la Russie, Vladimir Poutine avait fait le déplacement jusqu'à la capitale guatémaltèque afin de défendre en personne la candidature de Sotchi<sup>22</sup>. Il prononça à cette occasion, le 3 juillet 2007, un discours en anglais et en français, effort rare de la part du dirigeant russe<sup>23</sup>, dans lequel il présenta habilement les avantages de la ville et de sa région : « c'est une ville unique où il est possible de profiter d'un climat printanier en février, mois de déroulement des J.O., alors qu'en haut des montagnes c'est l'hiver et il y a de la vraie neige »; il met également en avant les efforts financiers qui peuvent être déployé dans la région (il est question de « seulement » 12 milliards de dollars à l'époque)... Le lendemain, Sotchi était choisie pour accueillir les 22<sup>ème</sup> Jeux Olympiques d'Hiver de l'histoire.

### ***La Riviera des « Tsars » : d'Alexandre Ier à Vladimir Poutine***

Sous la Russie impériale, le littoral de la Mer Noire suscite déjà l'intérêt des dirigeants russes pour son important caractère géostratégique. Véritable front pionnier face à l'Empire Ottoman expansionniste contre lequel la « Troisième Rome » s'est fait un point d'honneur de lutter, le littoral pontique reste pendant de longues années un espace de *hard power*. Au cœur de la guerre russo-ottomane sous Catherine II (1787-1791)<sup>24</sup>, la région est ensuite intégrée à l'Empire en 1815, sous Alexandre I<sup>er</sup>. Elle reste cependant un point chaud tout au long du

---

<sup>21</sup> Nom donné par le CIO aux villes qui dépose une candidature pour organiser les Jeux Olympiques. Pour 2014, parmi les 7 villes requérantes (Salzburg en Autriche, Pyeongchang en Corée du Sud, Sotchi en Russie, Borjomi en Géorgie, Jaca en Espagne, Almaty au Kazakhstan et Sophia en Bulgarie) seules Salzburg, Sotchi et Pyeongchang sont devenues villes candidates après examen du dossier par la commission du CIO.

<sup>22</sup> « Vladimir Poutine prendra part au Guatemala à l'ouverture de la session du CIO », *RIA Novosti*, article du 21/06/2007 (URL <http://fr.rian.ru/russia/20070621/67600801.html>)

<sup>23</sup> Russia Today : « Full version of Putin Speech (2014 Winter Olympic) » on *You Tube* (URL <http://www.youtube.com/watch?v=ByUqTJ2voSM>)

<sup>24</sup> SHEVELEVA, Irina, MANCHINA, Nadiezhda, *Le kraï de Krasnodar, Voyage pour la santé: Guide Historique*. Moscou, Vetche, 2011. pp 51-63. (ШЕВЕЛЕВА, Ирина, МАНЬШИНА, Надежда. *Краснодарский край, путешествие за здоровьем, Исторический путеводитель*. Москва, Вече, 2011. 288 с.)

XIX<sup>ème</sup> siècle : la longue guerre du Caucase (1817-1864) s'organise à partir de ses côtes et la guerre de Crimée (1853-1856) utilise sporadiquement les ports de Novorossisk et Soukhoumi (actuellement en Géorgie), idéalement situés en retrait de la zone de frappe principale, comme ports militaires. A la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'intérêt pour le littoral prend une nouvelle forme: le professeur et géographe Krasnov et les professeurs et climatologues Voïekov et Pasternatski mettent en avant la possibilité d'y développer un « tourisme de cure », grâce aux vertus du climat et de l'eau de mer comme de source<sup>25</sup>. Outre la Mer Noire, le littoral dispose en effet de nombreuses sources d'eaux froides et chaudes, conséquence de la proximité avec les chaînes caucasiennes. Puis, après avoir été privilégié pour ses vertus thérapeutiques et accueilli la noblesse et la bourgeoisie, le littoral se transforme, sous l'époque communiste, en lieu de villégiature pour les élites du parti. Ayant séjourné plusieurs fois à Matsesta pour des problèmes de santé, Staline s'y fait construire une datcha qu'on peut aujourd'hui visiter, appelée *Zilionaiä Rochia*<sup>26</sup>, littéralement le « bosquet vert », où il reçoit sa « cour » et travaille régulièrement<sup>27</sup>. La Seconde Guerre Mondiale marque le tournant d'une nouvelle phase de développement du littoral : les milliers de soldats qui y sont envoyés non seulement pour combattre mais surtout pour s'y faire soigner permettront de faire connaître le littoral et les bienfaits de ses *sanatoria*. Ils seront un vecteur indéniable du développement du tourisme de masse après la guerre. Le développement a été analogue, dans des proportions moindres certes, à celui de la Côte d'Azur : après avoir attiré noblesse et bourgeoisie pour ses vertus thérapeutiques, le littoral français avait été choisi comme lieu de villégiature par la nouvelle élite américaine et européenne avant de connaître une démocratisation massive après la seconde guerre mondiale. Le littoral de la Mer Noire a continué par la suite à attirer les chefs d'état russe. Leonid Brejnev, Boris Eltsine et Dmitri Medvedev ont pris l'habitude de s'y rendre régulièrement pour de courtes périodes ou en août pour leurs vacances, séjournant notamment au *Bocharov Ruchei*, le palais présidentiel. Mais incontestablement, c'est Vladimir Poutine qui a fréquenté le littoral russe de la Mer Noire avec la plus grande assiduité. Hiver comme été, à ski ou à vélo, l'actuel président de la Fédération de Russie a, semble t-il, établi à Sotchi un nouveau fief.

---

<sup>25</sup> *Ibidem*, p 208-209

<sup>26</sup> SHEVELEVA, Irina, MANCHINA, Nadiezhdza, *Le kraï de Krasnodar, Voyage pour la santé: Guide Historique*. Moscou, Vetche, 2011. pp 94-95. (ШЕВЕЛЕВА, Ирина, МАНЬШИНА, Надежда. *Краснодарский край, путешествие за здоровьем, Исторический путеводитель*. Москва, Вече, 2011. 94-95 с.)

<sup>27</sup> SEBAG - MONTEFIORE, Simon, *Staline, la cour du tsar rouge*. Edition des Syrtes, 2005. 793 p.

La découverte successive de ces informations laissait apparaître un sujet attrayant. La rupture avec l'image habituellement donnée de la Russie, l'intérêt marqué des dirigeants pour le littoral depuis des décennies, mais surtout sa promotion répétée par l'actuel président russe au cours de nombreuses occasions (rencontres politiques, séjours, J.O) laissait à penser que cet espace pouvait jouer un rôle clé dans la « nouvelle Russie » que Vladimir Poutine voulait construire depuis son arrivée au pouvoir. Le choix était fait, le terrain était choisi. Il restait un an. Un an pour plonger dans le quotidien des Russes et comprendre leur société afin d'étayer la toile de fond du sujet. Un an pour approfondir les recherches avec des sources universitaires, des étagères de la Bibliothèque Nationale Russe à celles de l'Université d'Etat Saint-Petersbourg. Un an, enfin, pour saisir l'opportunité d'aller confronter la théorie à la pratique du terrain, en allant l'éprouver directement sur le littoral de la Mer Noire.

## **B) La structure du système du littoral de la Mer Noire**

*Système : Ensemble organisé d'éléments et d'interactions entre les éléments ; du grec <systema> : qui tient ensemble, mais avec l'idée d'union (syn) en un tout organisé, voire stable (histanai)[...] La structure du système est son organisation interne.*

Roger Brunet et alli, *Les Mots de la Géographie, Dictionnaire critique.*

Une des premières étapes a consisté à délimiter les « frontières » du terrain de recherche afin de définir qu'elle serait la structure du système à étudier. Pour tenter de répondre au mieux à l'hypothèse, qui part du principe que le pouvoir russe utilise le littoral de la Mer Noire pour rehausser son image sur la scène internationale, le terrain a donc été défini comme la bande littorale s'étendant de la ville d'Anapa, première grande ville au nord du littoral, à la frontière géorgienne. Cette bande littorale s'élargit au sud, pour inclure Krasnaïa Poliana, station de ski située à une soixantaine de kilomètre à l'est de Sotchi et un des futurs centres olympiques. Après les premières lectures faites sur le sujet, cet espace semblait polarisé par Sotchi. Le littoral de la Mer d'Azov a été exclu pour deux raisons. D'abord parce qu'il ne semble pas intéresser le pouvoir russe et donc ne rentre pas dans le cadre de l'hypothèse. Ensuite parce

qu'il semble s'inclure dans un autre système que celui du littoral de la Mer noire qui va être ici défini. En effet, le littoral de la Mer d'Azov semble davantage appartenir à un système polarisé par Rostov-sur-le-Don voire Krasnodar, bien plus que par Sotchi, ce qui implique d'autres interactions et un autre fonctionnement.

La seconde étape vise à définir la structure du système de l'espace étudié, c'est-à-dire selon les termes de Roger Brunet, son « organisation interne ». Elle est découpée en deux moments : dans un premier temps, la présentation de l'organisation du littoral, puis, son interaction avec d'autres systèmes qui influent sur son organisation interne.

### ***L'organisation du littoral***

Sur les quelques 250 km qui séparent Anapa de la frontière géorgienne s'étend un chapelet de villes dont les plus importantes sont Anapa, Novorossiisk, Guélandjik, Touapsé et Sotchi. Certaines de ses villes sont à la tête de divisions administratives, appelés *raïon*.

Pourvue de 57 300 habitants selon le dernier recensement du service fédéral des statistiques<sup>28</sup>, Anapa est une station balnéaire depuis 1898, spécialisée dans les cures pour enfants et l'oenothérapie. On y trouve un port aux proportions modestes. L'agro-alimentaire est l'industrie dominante. La ville est desservie par un aéroport international servant également de desserte à la ville voisine de Novorossiisk, située à une cinquantaine de kilomètres. Créée comme fort en 1838, Novorossiisk compte en 2010, toujours selon les statistiques de la Goskomstat, 228 739 habitants. C'est le premier port non seulement de la Russie (et le seul en eaux libres de manière constante) mais également de la Mer Noire. Son trafic portuaire est dynamique : il s'évaluait à 113,4 Mt en 2005<sup>29</sup> et est passé à 123,6 Mt en 2009<sup>30</sup>. La ville est donc surtout connue pour ses activités portuaires : c'est à la fois un terminal pétrolier dynamique (une des portes de sortie essentielle des hydrocarbures russes et d'Asie Centrale), un centre de construction navale et une base navale militaire. C'est également un centre industriel qui a diversifié ses activités. La ville compte des usines dans les secteurs de la construction, dont cinq grandes cimenteries, de l'industrie automobile, et également de l'industrie alimentaire. C'est d'ailleurs à Novorossiisk qu'au milieu des années 1970 à été

---

<sup>28</sup> Goskomstat, Site du service fédéral des statistiques de l'Etat (URL : <http://www.gks.ru/wps/wcm/connect/rosstat/rosstatsite/main/>)

Le nombre d'habitants, lors du dernier recensement de 2010 est consultable grâce au lien suivant (URL : [www.gks.ru/bgd/regl/.../%3Cstoragepath%3E::%7Ctabl-23-10.xls](http://www.gks.ru/bgd/regl/.../%3Cstoragepath%3E::%7Ctabl-23-10.xls))

<sup>29</sup> MARCHAND, Pascal, *Atlas géopolitique de la Russie. Puissance d'hier, puissance de demain ?* Paris, Ed. Autrement, 2007. p. 59 « Le Trafic portuaire en 2005 »

<sup>30</sup> Site de l'Association des ports de commerces maritimes. « Trafic Portuaires des ports maritimes de Russie en 2009 ». (<http://www.morport.com/rus/publications/document1024.shtml>)

construite la première usine Pepsi Cola en URSS. A une trentaine de kilomètres au sud-est, Guelendjik est la troisième escale. Station balnéaire de 53 600 habitants<sup>31</sup>, elle est entourée de stations de cure secondaires comme Divnomorskoé. L'économie locale semble partagée entre l'industrie agro-alimentaire et le centre de forage pétrolier que l'on aperçoit en mer. Guelendjik est séparée de Touapsé par 123 kilomètres. Fondée en 1838, Touapsé devient un port conséquent après la découverte du pétrole de Kouban. Le port de commerce est relié aux gisements de pétrole de l'arrière pays (Archéronsk, Maïkop). Le nombre d'habitants s'élève à 64 450 en 2010.<sup>32</sup> Le trafic portuaire a cependant connu une baisse : s'élevant à 20 Mt en 2005<sup>33</sup>, il est passé à 18,4 Mt en 2009<sup>34</sup>. Sochi se trouve au sud-est de Touapsé, à environ 110 kilomètres. Créée en 1838 sous le nom d'Alexandria, la ville ne prend le nom de Sochi qu'en 1896, et devient officiellement une station de cure en 1909. Aujourd'hui plus grande station balnéaire de Russie, c'est aussi la plus grande ville de l'espace étudié : elle compte en effet 345 861 habitants en 2010. Elle inclut sur son « territoire », créé en 1961 et appelé le « Grand Sochi » plusieurs autres stations balnéaires, plus modestes, comme Loo ou Matsesta<sup>35</sup>. Sochi est avant tout connue pour son rôle dans l'industrie touristique, même si on peut également y trouver quelques industries (Philipp Morris).

Le statut de ville (*gorod*) est octroyé par le pouvoir central et ne dépend pas du nombre d'habitants. Vyssotsk près de Saint-Petersbourg a 1100 habitants et est considéré comme une ville tandis que certaines agglomérations de plus de 20 000 habitants n'ont pas ce statut<sup>36</sup>. Les villes choisies polarisent chacune leur propre *raïon*, division administrative qui regroupe plusieurs communes, hormis Adler. Les villes interagissent donc à la fois entre elles et avec leur *raïon*. Le littoral interagit également avec son hinterland immédiat, notamment en ce qui concerne les oléoducs et les gazoducs.

---

<sup>31</sup> Chiffre de 2010. Goskomstat, Site du service fédéral des statistiques de l'Etat (URL [www.gks.ru/bgd/regl/.../%3Cstoragepath%3E::%7Ctabl-23-10.xls](http://www.gks.ru/bgd/regl/.../%3Cstoragepath%3E::%7Ctabl-23-10.xls))

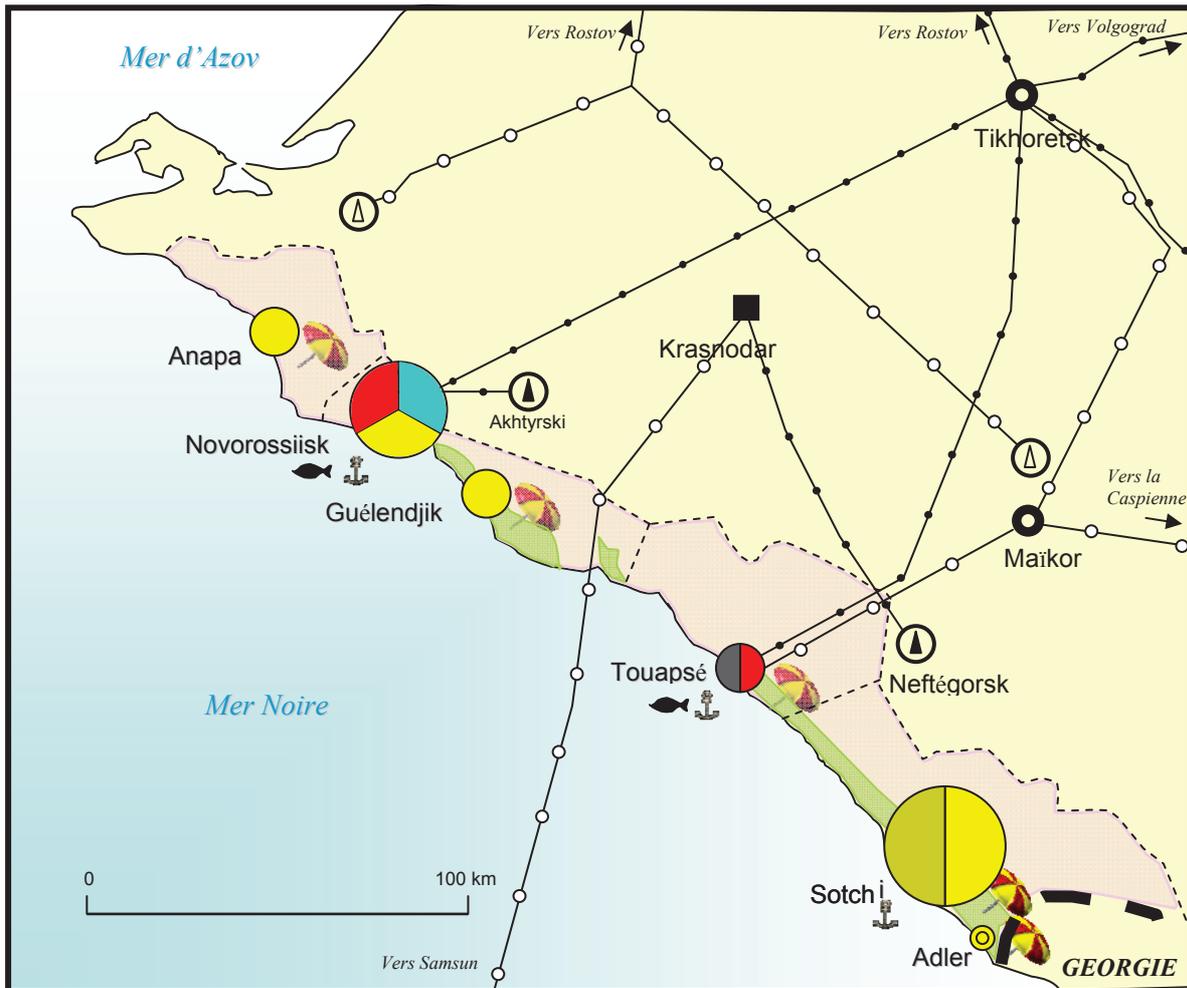
<sup>32</sup> Goskomstat, Site du service fédéral des statistiques de l'Etat (URL :

<sup>33</sup> MARCHAND, Pascal, *Atlas géopolitique de la Russie. Puissance d'hier, puissance de demain ?* Paris, Ed. Autrement, 2007. p. 59 « Le Trafic portuaire en 2005 »

<sup>34</sup> Site de l'Association des ports de commerces maritimes. « Trafic Portuaire des ports maritimes de Russie en 2009 ». (<http://www.morport.com/rus/publications/document1024.shtml>)

<sup>35</sup> SNIGAEVSKII, V.N., *Le Grand Sochi, Guide*. Moscou, Izdatelctva Astrel, 2009. 225 p. (СНИГАЕВСКИЙ, В.Н., Большой Сочи, путеводитель. Москва, Издательство Астрель, 2009. 225 с.)

<sup>36</sup> BRUNET, Roger, *La Russie, dictionnaire géographique*, CNRS, GDR Libergéo-La Documentation française, 2001. p11.

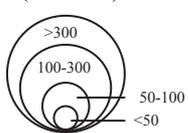


**I. Organisation du littoral de la Mer Noire**

Frontière

Limite administrative du raïon

Population (en milliers)



Elevage de bétail en colline (pâturage) et agriculture dans les vallées

Culture de fruits, de thé et de tabac

Industrie agro-alimentaire

Industrie automobile et métallurgique

Industrie de matériaux de construction

Cimenterie

Raffinage

Port

Port de pêche

Station balnéaire

**II. Le système énergétique en lien avec l'hinterland**

Capitale administrative du Kraï

Ville-carrefour

Gisement de gaz

Gisement pétrolier

oléoduc

gazoduc

Carte 2 : Le système du littoral de la Mer Noire

### ***Le système du littoral de la Mer Noire, en interaction avec d'autres systèmes***

Administrativement, la Russie est divisée en 8 *okrougs* fédéraux eux même subdivisés en entités appelées « républiques », « district », « *oblast* » ou « *krai* ». Le nom de l'entité varie pour des raisons historiques ou connote un statut juridique particulier. Le littoral de la Mer Noire appartient, et donc interagit, avec trois niveaux politiques qui s'emboîtent selon un ordre d'importance : le premier est le système fédéral dirigé par Moscou, le deuxième est le système de l'*okroug* fédéral du sud, dirigé par le représentant plénipotentiaire du président à Rostov sur-le-Don, le troisième est le système du *krai* de Krasnodar, dirigé par un gouverneur. Les décisions politiques qui influencent le littoral peuvent donc provenir de ces trois niveaux de décision (voir *Schéma 1*).

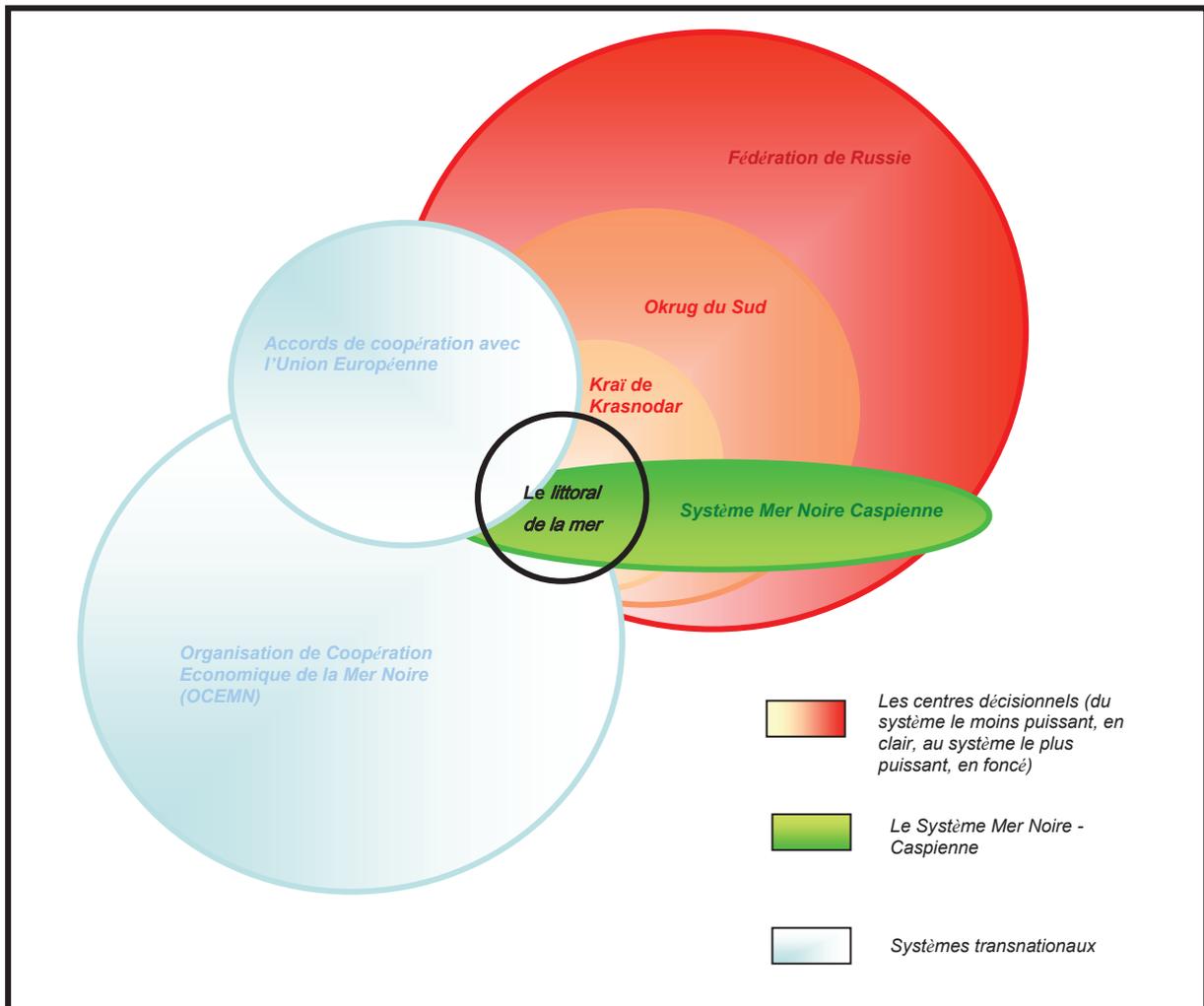
De même, sur le plan fonctionnel, le littoral de la Mer Noire fait partie d'un système formé entre la Mer Noire et la Mer Caspienne, du fait des oléoducs et gazoducs qui les relie, ce que nous avons vu dans la carte précédente. Ce système influence également le littoral et est lui-même influencé par les trois niveaux de pouvoir décrits plus haut.

Enfin, il faut noter la présence de systèmes transnationaux qui jouent également un rôle sur l'organisation du littoral de la Mer Noire. Le premier est l'Organisation de Coopération Economique de la Mer Noire (OCEMN en français, BSEC en anglais pour *Black Sea Economic Organization*) fondée en 1992 et effective depuis 1999. Elle comprend douze membres (la Grèce, l'Albanie, la Serbie, la Bulgarie, la Roumanie, la Moldavie, l'Ukraine, la Russie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, l'Arménie et la Turquie) ayant chacun des intérêts plus ou moins directs sur la Mer Noire. L'Organisation a été pourvue d'une assemblée interparlementaire (*Parliamentary Assembly of the Black Sea Economic Cooperation*), d'un conseil des affaires (*BSEC Business Council*), d'une banque pour le commerce et le développement (*Black Sea Trade and Development Bank*), d'un centre national d'étude (*International Center of Black Sea Studies*) et d'un centre de statistiques (*Center of Statistique*)<sup>37</sup>. Un secrétariat général a pour tâche de gérer son organisation et de faire le lien entre les différentes instances. Le second système est moins organisé et se base sur les accords de coopération signés entre la Russie et l'Union Européenne. La politique des « quatre espaces communs » vise à élargir la coopération entre l'Union Européenne et la Russie afin d'uniformiser la gestion d'espaces « communs » : un espace économique, un espace de liberté, de sécurité et de justice, un espace de sécurité extérieure et un espace de recherche et d'éducation. Ces deux systèmes vont chercher à interagir de manière accrue avec le système

---

<sup>37</sup> Site de l'Organisation de Coopération économique de la Mer Noire. URL<<http://www.bsec-organization.org>>

Mer Noire - Mer Caspienne qui les intéresse en raison de ses ressources et de ses liaisons pour acheminer le gaz et le pétrole. La Russie, qui interagit également avec les systèmes transnationaux et contrôle le système Mer Noire-Mer Caspienne qui se trouve sur son territoire, va logiquement chercher à surveiller et à réduire cette interaction si elle favorise trop les systèmes transnationaux à son dépend.



**Schéma 1 : Le système du littoral de la Mer Noire, en interaction avec d'autres systèmes.**

Ainsi, l'Etat russe semble avoir développé un intérêt pour le littoral de la Mer Noire, système à la fois dynamique et complexe. Pour comprendre comment cet espace pourrait permettre à la Russie de rehausser son image sur la scène internationale, il faut à présent s'atteler à la définition de plusieurs concepts.

## Chapitre II

### Les concepts

#### A) Principales théories et critiques

*L'opinion publique est reine : elle ne gouverne pas.*

Joë Bousquet.

#### *Le Soft Power*

Intuitivement, il semblait cohérent de rattacher la capacité d'attraction du littoral de la Mer Noire à un concept : celui de *soft power*. Joseph Nye qui a mis en avant ce concept dans les années 90 le définit, nous l'avons vu en introduction, comme la capacité d'un acteur politique d'infléchir la vision voire le comportement d'autres acteurs par l'attraction ou la cooptation plutôt que par la coercition ou la rétribution (*hard power*)<sup>38</sup>. Pour l'auteur, le *soft power* existe depuis longtemps, et cohabite avec deux autres types de pouvoir : le pouvoir militaire et le pouvoir économique. Déjà, l'essayiste réaliste britannique E.H. Carr, avant la Seconde Guerre Mondiale décrivait trois types de pouvoir dans la sphère internationale : le pouvoir militaire, le pouvoir économique et le pouvoir sur l'opinion<sup>39</sup>.

Nye évoque trois ressources principales, susceptibles de générer du *soft power* : la culture, les valeurs et les politiques étrangères<sup>40</sup>. Pour illustrer cela, l'exemple le plus clair est celui des Etats-Unis à la fin de la Seconde Guerre Mondiale. L'*American Way of Life*, Hollywood et le *Rock n'Roll* (culture), la démocratie, la société de consommation (valeurs), et la large diffusion d'un "modèle" américain grâce à *Voice of America* ou la CNN (politiques étrangères) ont entraîné la génération d'un important *soft power* par les Etats-Unis.

---

<sup>38</sup> NYE, Joseph S., *Soft Power : The means to success in world politics*. New York, Public Affairs, 2004.

"Soft power is attractive power" (p.6) "Hard and soft power are related because they are both aspects of the ability to achieve one's purpose by affecting the behavior of others." (p.7)

<sup>39</sup> NYE, Joseph S., *The Future of Power*. New York, Public Affairs, 2011, p. 81-82

<sup>40</sup> NYE, Joseph S., *Soft Power : The means to success in world politics*. New York, Public Affairs, 2004.  
, p.11 « Soft power of a country rests primarily on three resources : its culture (in places where it is attractive to others), its political values (when it lives up to them at home and abroad), and its foreign policies (when they are seen as legitimate and having moral authority).

Néanmoins, Nye ne ferme pas le champ des ressources susceptibles de générer du *soft power*. Les ressources économiques, si elles peuvent produire du *hard power*, peuvent également produire du *soft power*. Par exemple, les investissements, ou bien l'installation d'une entreprise à l'étranger, peuvent aussi bien être utilisés comme force de coercition que comme force d'attraction. De même, les ressources militaires peuvent être utilisées pour produire du *soft power*, dans le cadre, par exemple, de coopération et d'échange de savoirs (rencontres de soldats de différentes nationalités dans le cadre de l'OTAN par exemple).

Si les ressources sont multiples, les sources le sont également : le *soft power* peut être aussi bien produit par des institutions, des entreprises, des ONG, des réseaux transnationaux ou des personnalités.

Le public visé par le *soft power* est hétéroclite. Il peut s'agir d'une association, d'une faction politique ou bien même d'une société entière qui est identifiable comme « récepteur ». En outre, le *soft power* a une influence variable selon le « public » qui le reçoit. Par exemple, seuls les membres du parti communiste français, et peut être quelques intellectuels, étaient sensibles à la diffusion des textes de Rashimov ou des parades militaires moscovites et recevaient le soutien financier de l'URSS pour l'organisation de manifestations antinucléaires ou de groupes de jeunesse communistes. Le *soft power* soviétique n'avait pour récepteurs que ses « clients » politiques et influençait peu l'ensemble de la population française. En revanche, la France entière a été touchée par la « révolution plastique », engendrée par la création des premiers *Tupperware* en 1945 ou la démocratisation des appareils électriques (aspirateur, lave-linge, congélateur) qui font leur irruption dans la vie des ménages dans les années 50. Importé majoritairement par des firmes américaines, ce *soft power* touche un « public » plus large. De même, il faut prendre en compte un autre point quand on fait référence aux « récepteurs » du *soft power* : ils peuvent en effet être attirés par des aspects différents. Le récepteur A peut être attiré par un aspect que le récepteur B va rejeter. Par exemple, un film américain qui sort en Corée du Sud peut avoir un effet positif, engendrer un phénomène d'attraction et ainsi générer du *soft power*. Le même film qui sort en Arabie Saoudite peut, au contraire, créer un phénomène de rejet.

Comme le montre la figure 7, il y a donc plusieurs entités qui régissent le fonctionnement de ce phénomène : les **sources** qui possèdent des **ressources** et vont les diffuser vers un **récepteur** qui sera attiré ou non.

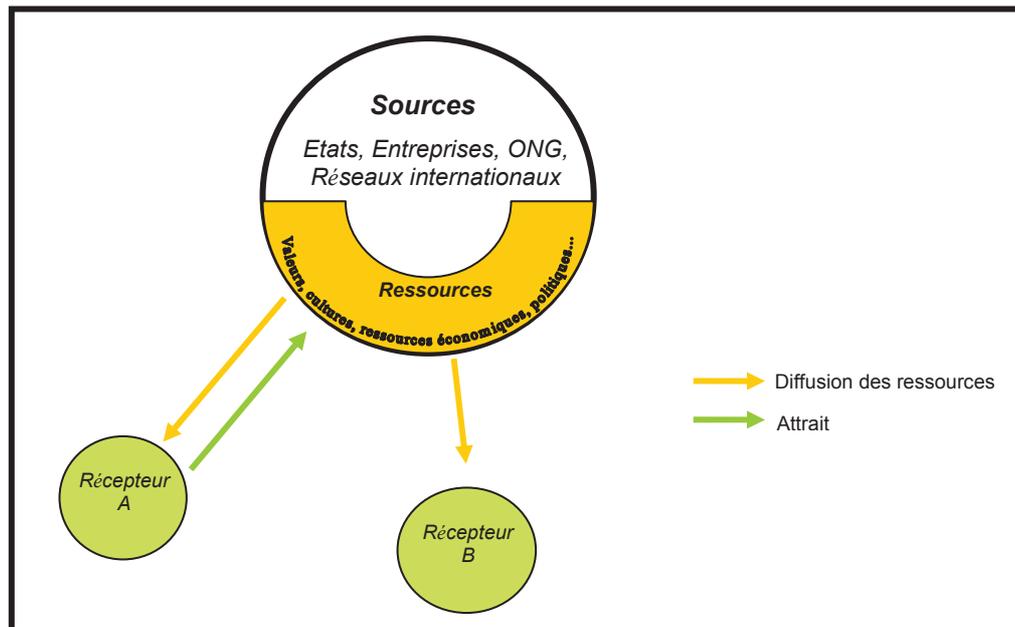


Schéma 2 : Les entités et le phénomène du *Soft Power*.

### ***La diplomatie publique***

La diplomatie publique diffère de la « diplomatie de cabinet » qui concerne les hautes instances étatiques, et qui se fait souvent par le biais de communication confidentielle. « Elle concerne les relations entre les représentants des Etats, ou parfois d'autres acteurs politiques internationaux. La diplomatie publique au contraire vise la société en général. La diplomatie est donc, dans ce sens, un mécanisme de représentation, de communication et de négociation à travers lequel un Etat gère ses affaires et identifie clairement les différents joueurs »<sup>41</sup>. La diplomatie publique permet à un gouvernement d'interagir directement avec l'opinion publique d'un autre pays<sup>42</sup>.

Concrètement, la diplomatie publique est une politique menée par un Etat ayant pour but affiché de créer une image positive et attractive de ce dernier puis, dans la pratique, d'influencer de manière positive et d'«attirer» de manière tangible l'opinion publique étrangère, afin que cette dernière acquise à la cause de l'Etat, serve ses intérêts. Dans ces conditions, la diplomatie publique crée un phénomène d'attraction et génère du *soft power*. Pour Nye, la diplomatie publique doit impérativement se baser sur des ressources existantes,

<sup>41</sup> MELISSEN, Jan, *The New Public Diplomacy. Soft Power in International Relations*. New York, Palgrave Mac Millan, 2005. p.5

<sup>42</sup> NYE, Joseph S., *The Future of Power*. New York, Public Affairs, 2011, p. 101-102

pour pouvoir être crédible et ainsi, fonctionner<sup>43</sup>. La diplomatie publique est donc un outil clé dans la génération du *soft power*.

Le choix de restreindre le sujet à la diplomatie publique implique donc que la source du *soft power* étudié sera uniquement l'Etat, et donc dans le cadre de ce mémoire, l'Etat russe.

Les ressources utilisées sont larges, et sont toutes celles que l'Etat russe est en mesure de mettre à sa disposition. Ce sont elles qui permettront de produire la diplomatie publique qui sera « exportée » et reçue par des récepteurs divers. Le mémoire devra donc s'appliquer à définir les ressources utilisées par l'Etat russe, le type de diplomatie publique adopté ainsi que les récepteurs touchés (A) ou visés (B).

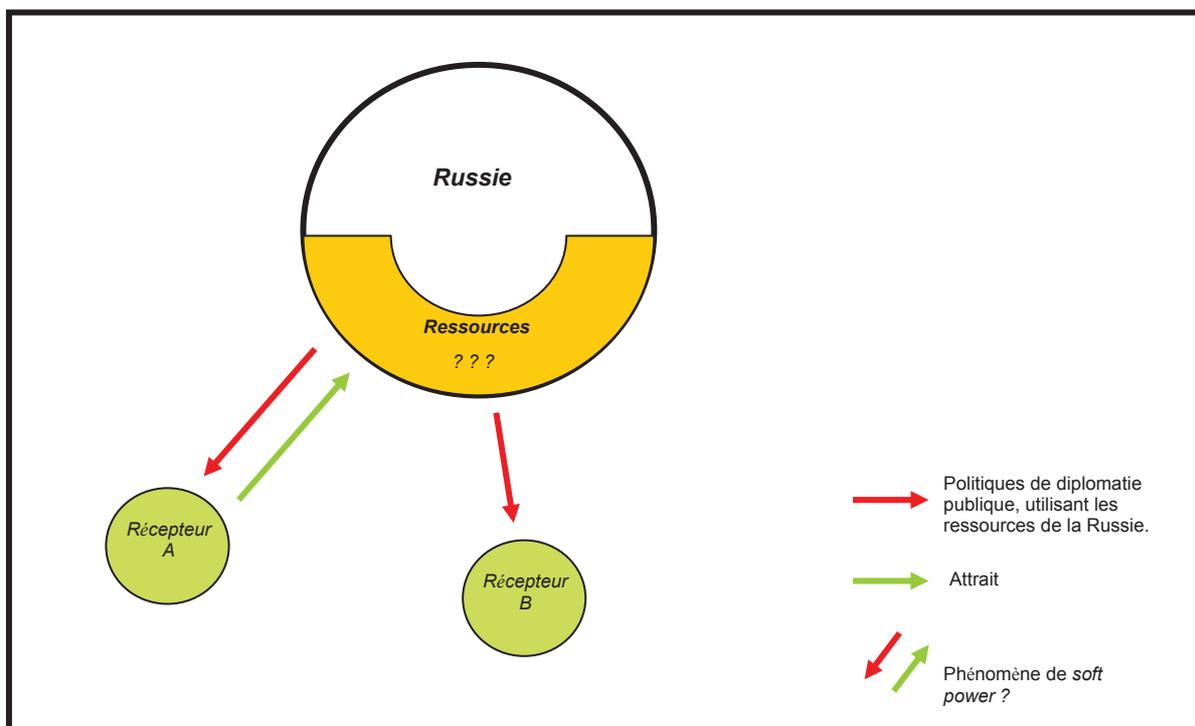


Schéma 3 : La place de la diplomatie publique dans le système d'attraction

Trois approfondissements peuvent-être apportés :

- pour mieux cerner le concept de diplomatie publique, Mark Leonard le différencie du terme « propagande ». Si étymologiquement propagande signifie simplement « ce qui doit être propagé » (du latin <propaganda>), le mot a pris une tournure négative au XX<sup>ème</sup> siècle, employé notamment pour faire référence aux efforts d'influence des Etats fascistes et communistes, ce qui empêche une réutilisation de ce terme associé à la diplomatie publique. La propagande telle qu'elle est ainsi comprise, du fait de son manque de crédibilité, serait

<sup>43</sup> NYE, Joseph S., *Soft Power: The means to success in world politics*. New York, Public Affairs, 2004. p.106

même contreproductive en termes de diplomatie publique<sup>44</sup>. Leonard définit également trois « dimensions » à la diplomatie publique<sup>45</sup>, qui pourront être utiles dans l'étude que propose ce mémoire, car elles correspondent à la forme des moyens qui peuvent être mis en place. La première dimension est la communication quotidienne qui permet d'expliquer le contexte et de justifier les politiques étrangères et domestiques d'un Etat. La deuxième dimension concerne la communication stratégique. Elle s'apparenterait à des « campagnes publicitaires » ponctuelles pouvant mettre l'accent sur différents aspects positifs de l'Etat. Enfin, la troisième dimension évoque le développement de relations durables, via par exemple des échanges universitaires, des séminaires ou encore les médias... Ces trois dimensions doivent aider l'Etat à véhiculer une image attrayante.

- On appelle « nouvelle diplomatie publique » la diplomatie publique dont la source n'est pas seulement l'Etat, mais également des ONG, des entreprises qui portent la voix de leur Etat et en font la promotion. On pourra voir dans quelle mesure elle sert l'Etat russe.

- Pour Joseph Nye, une diplomatie publique efficace doit être basée sur l'échange et comprend « à la fois l'écoute et la parole »<sup>46</sup>. Nous l'avons vu, un film américain apprécié en Corée du Sud ne le sera peut-être pas en Arabie Saoudite ou en Corée du Nord. Il est donc nécessaire d'écouter et de comprendre le contexte et la culture de l'autre, pour pouvoir s'y adapter. Idéalement, celui qui reçoit la diplomatie publique n'est donc plus un simple récepteur mais un interlocuteur. Joseph Nye propose ce schéma (voir Schéma 4) qui, outre la différenciation entre la diplomatie traditionnelle (à gauche) et la diplomatie publique (à droite), met en avant l'interaction des entités entre elles. Par exemple, le gouvernement 1 (G1) agit par le biais d'une politique de diplomatie publique efficace sur la société 2 (S2) qui, par un moyen qui lui est propre (manifestations, articles de presse, création d'association) fera réagir son gouvernement (G2) qui sera donc indirectement influencé par le gouvernement 1. Ou encore, une S1 pourra par le truchement d'une organisation internationale, obliger G1 et G2 à adopter des réformes. Le schéma de Joseph Nye montre ainsi, dans le cas de la diplomatie publique, la multiplicité des échanges envisageables.

---

<sup>44</sup> NYE, Joseph S., *Soft Power : The means to success in world politics*. New York, Public Affairs, 2004. p.107

<sup>45</sup> LEONARD, Mark, *Public Diplomacy*, chapitre III.

<sup>46</sup> NYE, Joseph S., *Soft Power : The means to success in world politics*. New York, Public Affairs, 2004. p.111

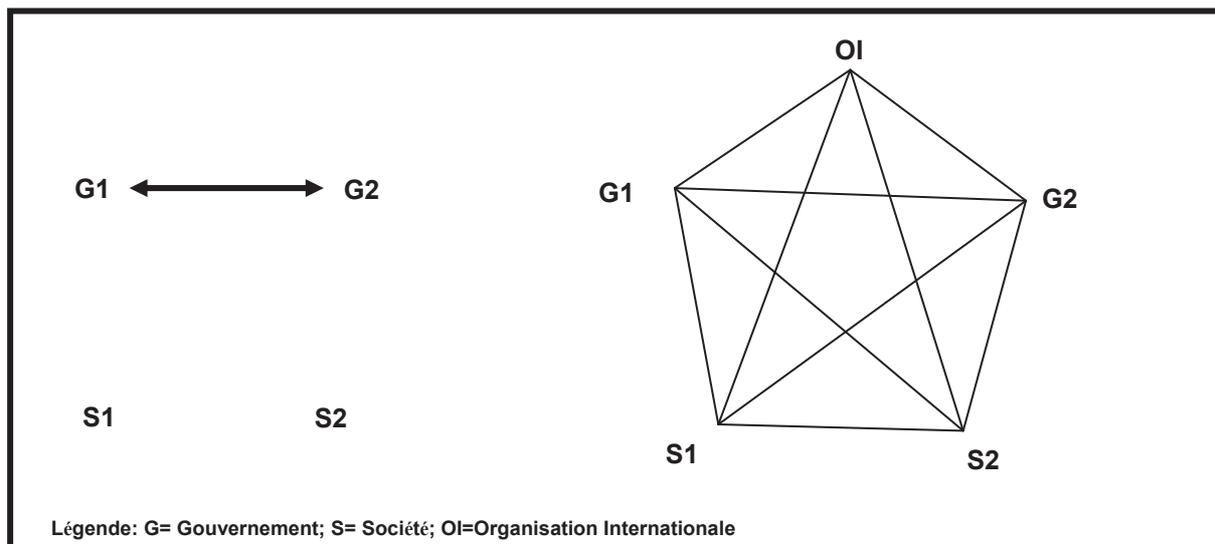


Schéma 4 : Les deux modèles de diplomatie. La diplomatie traditionnelle à droite, la diplomatie publique à gauche.  
(Source: Nye, Joseph, *The future of power*, p.102)

### Critiques

Quelques critiques ont été faites sur la théorie de Joseph Nye. Zaki Laïdi s'interroge à juste titre sur l'ambivalence du terme d'attractivité<sup>47</sup>. En effet, il met en avant que l'attractivité ne débouche pas mécaniquement sur un soutien intrinsèque au pays qui la produit. Il cite, à cet effet, Robert Cooper qui notait que Saddam Hussein aimait les films d'Hollywood<sup>48</sup>. Joseph Nye lui-même a conscience de cet état de fait et remarque que « le dictateur nord-coréen Kim Jong-Il est connu pour aimer les pizza et les films américains, mais que cela n'affecte en rien ses programmes nucléaires »<sup>49</sup>. Il faut donc garder en mémoire que **l'attractivité, si elle est effective, ne garantit pas forcément l'adhésion au système qui l'engendre.**

Zaki Laïdi met aussi en garde contre une pensée qui placerait « l'attractivité en dehors de toute référence à un rapport de force où la coercition joue pourtant un rôle essentiel »<sup>50</sup>. Prenons par exemple, pour illustrer cela, le partenariat commercial entre la Russie et l'Union Européenne. L'adoption par la Russie des dernières normes européennes concernant l'aluminium serait une sorte d'attraction forcée. Certes, la Russie est libre ou non de les adopter, mais si elle ne le fait pas, la production d'aluminium russe perd un important marché.

<sup>47</sup> LAÏDI, Zaki, *La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*. Presses de Sciences Po, 2005. p.28

<sup>48</sup> Cooper, Robert « Hard Power, Soft Power and the Goal of Diplomacy », in David Held et Mathias Koenig-Archbugi (ed.), *American Power in the XXIst century*, Oxford, Polity, 2004, cité dans *La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*. Presses de Sciences Po, 2005. p.29.

<sup>49</sup> NYE, Joseph S., *Soft Power : The means to success in world politics*. New York, Public Affairs, 2004. p.12.

<sup>50</sup> LAÏDI, Zaki, *La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*. Presses de Sciences Po, 2005. p.29

## B) L'adaptation au « cas » russe.

*Quelle que soit l'intelligence du livre de Brzezinski (Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde, ndlr), il y avait dans la métaphore de l'échiquier de son titre un je-ne-sais-quoi d'acte manqué, au sens freudien, comme un pressentiment de ratage : on ne devrait pas jouer aux échecs avec les Russes, dont c'est le sport national.*

Emmanuel Todd, *Après l'empire, essai sur la décomposition du système américain*, p.207

Certes, la Russie n'a pas besoin de *soft power* pour se faire entendre sur la scène internationale. Aujourd'hui puissance économique indéniable, notamment grâce à ses ressources énergétiques et minières, la Russie s'est relevée tant bien que mal de la chute d'un empire autoritaire et de la phase de libéralisation féroce qui lui a succédé. Malgré des faiblesses qu'elle ne peut cacher (chute démographique, transition sociale encore difficile, mécontentements politiques et débat sur la « démocratie ») la Russie garde pour l'instant une certaine stabilité et une place importante sur la scène internationale. Elle a multiplié ses participations dans des organisations multilatérales qui peuvent lui être profitables, comme l'Organisation de coopération de Shanghai, EurAzES ou récemment l'OMC, initiatives qui s'inscrivent également dans la construction d'une image positive en l'ouvrant au monde<sup>51</sup>. Elle a tenté de garder des liens avec ses anciennes républiques, indépendantes depuis la chute de l'URSS, en créant la Communauté des Etats Indépendants. Symbole de sa croissance économique, elle fait partie des BRICS, terme qui apparaît au début des années 2000, dans un rapport de la banque d'investissement Goldman Sachs, et qui désigne les pays à forte croissance dont le poids dans l'économie mondiale ne cesse d'augmenter. Indépendante énergiquement, à la recherche d'une dynamique économique pérenne, cherchant à tendre vers la stabilité politiquement et socialement, la Russie a su indéniablement affirmer son rôle sur l'échiquier mondial. Et si on file la métaphore utilisée par Emmanuel Todd dans *Après l'Empire*<sup>52</sup>, la Russie, en bon joueur d'échec, doit toujours avoir un coup d'avance sur son adversaire et se déplacer là où on ne s'attend pas à la voir. Le *soft power* pourrait à cet égard représenter un terrain favorable.

---

<sup>51</sup> LAVROV, Sergueï, *Entre passé et futur : la diplomatie russe dans un monde en mutation*, OLMedia Group, 2011, p. 123

<sup>52</sup> TODD, Emmanuel, *Après l'empire, essai sur la décomposition du système américain*, Paris, Gallimard, 2002, Chapitre 7 : « Le retour de la Russie »

### ***Soft power et diplomatie publique « à la russe » ?***

Etudier la conception russe du *soft power* et de la diplomatie publique a semblé nécessaire. D'abord dans un souci de terminologie : quels sont les termes précis employés et comment les traduire pour rester fidèle à leur sens ? Après cette première étape, il sera envisageable de répondre à d'autres questions : est-ce que les Russes définissent le *soft power* comme les Anglo-Saxons ? Le terme de diplomatie publique recouvre-t-il les mêmes éléments de définition ? Ont-ils des « restes » de l'époque soviétique dans leur conception ? Voient-ils véritablement dans le *soft power* une politique étrangère à approfondir ?

En ce qui concerne le *soft power*, les Russes en ont fait une traduction littérale. *Miagkaïa Sila* (мягкая сила) signifie la force, et, par extension, le pouvoir (*sila*) doux (*Miagkoï*). Il correspond donc, dans la forme, au *soft power* des Anglo-Saxons. En revanche, les choses se compliquent pour le terme de diplomatie publique. En effet, on peut référencer dans les ouvrages scientifiques comme dans les médias, trois termes qui pourraient se traduire par diplomatie publique. Le premier est celui de *poublitchnaïa diplomatia* (публичная дипломатия) qui est étymologiquement le plus proche de l'origine latine *publico*. Il est défini comme ce qui appartient à la collectivité à travers l'Etat. On parle, par exemple, comme en France, aussi bien de pouvoir public (*poublitchnaïa vlast'*) que d'entreprises publiques (*poublitchnaïa kompania*). Le deuxième terme est celui d'*obchectvennaïa diplomatia* (общественная дипломатия). Il vient d'*obchiestvo* : « la société », « ce qui est commun » et pourrait donc se traduire comme la diplomatie « commune » à l'ensemble de la société. Ce terme est utilisé en Russie pour parler de choses partagées par l'ensemble de la société. Par exemple, on traduit les transports en commun par ce terme (*obchectvennii transport*). La différence entre les deux termes semble mince ; pourtant, elle est importante. L'adjectif *poublitchnaïa* met en avant l'Etat, comme clé de voûte de la société. Au contraire, l'adjectif *obchectvennaïa* place la société en avant, comme élément premier, base de l'Etat. Enfin, le dernier terme est celui *narodnaïa diplomatia* (народная дипломатия). *Nardnaïa* signifie « du peuple » ou « populaire ». Largement utilisé sous l'époque communiste, le terme « diplomatie du peuple » pourrait également correspondre au terme de diplomatie publique, puisque cette dernière s'adresse aux sociétés des pays étrangers.

Cependant, il n'y a pas eu d'uniformisation quant à l'emploi du terme et différentes communautés scientifiques, parfois à l'intérieur d'une même entité, utilisent des termes différents. Par exemple, l'Etat possède une agence fédérale « pour les affaires de la communauté des Etats indépendants, des compatriotes vivant à l'étranger et pour la

coopération humanitaire internationale », appelée *Rossotroudnitchestvo* (россотрудничество), qui utilise davantage le terme d'*obchectvennaïa diplomatia*, pour sa référence à « ce qui est commun à l'ensemble de la société », et, à moindre échelle, celui de *narodnaïa diplomatia*, car, si sa signification, héritée de l'époque communiste, ne correspond pas parfaitement à ce que l'agence entend par diplomatie publique, elle a le mérite d'être comprise par l'ensemble de la population russe (cf. Annexe 1. Différenciation et définition de la diplomatie publique par le *Rossotroudnitchestvo*)<sup>53</sup>. Cependant une ONG russe, le fond Gortchakov pour la diplomatie publique, accréditée en 2010 par l'Etat russe, a délibérément choisi le terme de *poublitchnaïa diplomatia*. Le fond Gortchakov pour la diplomatie publique n'a en fait de non-gouvernemental que son statut. Le directeur, Leonid Dratchevski, est un ancien ministre de Vladimir Poutine, chargé des affaires de la CEI, et le président du conseil d'administration est Sergueï Lavrov, actuel ministre des Affaires étrangères russes. Selon l'agence fédérale *Rossotroudnitchestvo*, le terme de *poublitchnaïa diplomatia* met trop en avant l'Etat, et a de ce fait été écarté. Le fait que l'agence fédérale choisisse le terme *obchectvennaïa diplomatia* serait donc avant tout une technique de communication de la part de l'Etat russe visant à mettre en avant l'importance du rôle de la société dans le processus, et qui en l'utilisant se place de fait en retrait. En revanche, caché derrière le statut d'organisation non gouvernementale, l'Etat semble ne pas s'encombrer des variations terminologiques et peut utiliser directement le terme de *poublitchnaïa diplomatia*.

Cet exposé un peu long sur les variantes terminologiques propre à la langue russe permet de faire 3 observations : D'abord, que l'Etat russe s'intéresse de très près à la diplomatie publique. En plus de développer des organismes spécialisés, il y place des personnalités clés. S'intéressant à la diplomatie publique, il s'intéresse également à son corollaire, le *soft power*, car comme pour les Anglo-Saxons, les deux notions sont liées<sup>54</sup>. Ensuite, que l'Etat russe veut que sa société se sente impliquée dans le processus de diplomatie publique et se met volontairement à l'écart en apparence, en utilisant le terme d'*obchectvennaïa diplomatia* plutôt que celui de *poublitchnaïa diplomatia* dans la terminologie des corps étatiques officiels. Enfin, que les trois termes peuvent être légitimement employés. Même s'ils mettent en avant, terminologiquement parlant, des entités différentes, ils portent la même essence.

---

<sup>53</sup> МОУКНАМЕТЧИНА, Ф.М. (sous la direction), *La Diplomatie Publique contemporaine : l'évolution russe*. Moscou, La Ville Blanche, Ed. *Rossotroudnitchestva*, 2011. p.11-14 (МУХАМЕТШИНА, Ф.М., (под общ. Ред.) *Современная общественная дипломатия : русское измерение*. Москва, Белый город, Россотрудничество, 2011. 240 с.)

<sup>54</sup> Site officiel du *Rossotroudnitchestva*. « La diplomatie publique: un outil à l'ère du *soft power* ». ( Сайт Россотрудничество « Народная дипломатия : эпоха инструментария « мягкой силы »»). URL <http://rs.gov.ru/node/33009>

Mais quelle est cette « essence »? La définition russe de diplomatie publique se rapproche en fait assez fidèlement de celle développée par les Anglo-Saxons. Dans les ouvrages récents relatifs à ce thème, les auteurs cités comme références sont européens et américains (Joseph Nye bien sûr, mais également Edmund Gullion, Jarol B. Manheim, Jan Melissen, ou encore Simon Anholt). Il n'y a pas, ou peu, de référence à la période soviétique. Pour les Russes, la diplomatie publique peut être générée par l'Etat comme par la société (elle conçoit donc la « diplomatie publique » et la « nouvelle diplomatie publique » qui prend en compte le rôle de la société dans la production de diplomatie publique), et elle a pour but de rehausser l'image de l'Etat à l'étranger.

Dans la forme, comme dans le fond, la diplomatie publique russe actuelle veut se différencier des politiques menées sous les Soviétiques. Alors appelée *narodnaïa diplomatia*, la diplomatie publique était strictement opposée à la « diplomatie des gouvernements », qui en était de fait exclue. Elle était en quelque sorte l'apanage du seul peuple pour dialoguer avec les autres peuples. Or, les Russes partent du principe que la diplomatie publique doit aujourd'hui émaner à la fois de l'Etat et de sa société. Et formellement, nous l'avons vu, *narodnaïa diplomatia* est aujourd'hui employé comme un synonyme de *obchectvennaïa diplomatia*.

### ***Les principales ressources pour la politique de diplomatie publique.***

Selon l'agence fédérale *Rossotroudnitchestvo*, la Russie « détient un sérieux potentiel en termes de diplomatie publique. Cependant son utilisation optimale se heurte à des problèmes compliqués, dont la résolution exige à la fois la volonté de l'Etat et l'implication d'autres forces sociales »<sup>55</sup>. Sous les soviétiques, de nombreux phénomènes étaient en mesure d'être utilisés par la diplomatie publique : le premier *Sputnik* dans l'espace, les exploits de Youri Gagarine, les victoires des sportifs soviétiques. Cependant, l'agence fédérale le reconnaît elle-même, « un tel *soft power* n'était pas comparable à celui de l'Ouest »<sup>56</sup>. Aujourd'hui, l'ensemble des organismes russes spécialisés sur les questions de diplomatie publique s'accordent sur ces ressources : d'abord, la Russie est un centre « civilisationnel » dont se sentent proches les russophiles des pays de l'ex-URSS ou ceux qui ont immigrés. Il est vrai

---

<sup>55</sup> МОУКНАМЕЧИНА, Ф.М. (sous la direction), *La Diplomatie Publique contemporaine : l'évolution russe*. Moscou, La Ville Blanche, Ed. *Rossotroudnitchestva*, 2011. p.14 (МУХАМЕТШИНА, Ф.М., (под общ. Ред.) *Современная общественная дипломатия : российское измерение*. Москва, Белый город, Россотрудничество, 2011. с.14)

<sup>56</sup> *Ididem*

que la langue russe ou encore l'accès de ces populations à l'espace interactif russe (média, internet) est facilité. Ainsi, en Arménie, au Kazakhstan, au Kirghizstan, en Moldavie, en Ukraine et au Tadjikistan, plus des trois-quarts de la population regarde la télévision russe, et cette part est de 96% en Biélorussie<sup>57</sup> ; ensuite, certaines particularités culturelles nationales sont capables de générer du *soft power* comme la littérature nationale, la musique classique, les ballets, le sport ; enfin, la Russie possède de nombreuses infrastructures de diplomatie publique à l'étranger, héritage de la période communiste, comme les centres culturels russes ou les bureaux d'information. Pourtant, on peut noter en aparté, que l'action de ces institutions reste limitée pour équilibrer avec le maintien ferme du *hard power*.

A cela on pourrait ajouter que la Russie a développé ses moyens d'information à l'échelle internationale. En 1991, RIA Novosti, une des plus importantes agences de presse russes est passée sous la tutelle de l'Etat avant d'être refondée en 2004 et aujourd'hui devenir une importante courroie d'information à l'étranger. Son site est consultable dans une dizaine de langues différentes. En 2005, RIA Novosti fonde la chaîne *Russia Today* (RT), chaîne anglophone qui se veut l'équivalent russe, quoi qu'encore modeste, de la BBC et de CNN. On peut également noter que des médias russes se sont associés à d'autres médias internationaux comme *Rossiyskaya Gazeta* ou *Russia in Global Affairs*.

Des structures publiques sont également mises en place. L'agence fédérale *Rosstroudnitchestvo* ainsi que le fond Gortchakov ont déjà été cités. A cela on peut ajouter une nouvelle commission créée au sein de l'administration présidentielle, chargée de l'image de la Russie à l'étranger, dirigée par le chef de l'administration présidentielle et qui siège à huis clos<sup>58</sup>, ainsi que la fondation *Rousskii Mir*, fondée par le Ministère des Affaires Etrangères et qui a pour but de promouvoir la langue et la culture russe<sup>59</sup>.

Il est inutile de faire ici une liste exhaustive des ressources russes en termes de *soft power*. Cependant, ici encore, le développement et l'implication de l'Etat montre l'intérêt de ce dernier pour la question. Après avoir défini les concepts qui seront utilisés tout au long de ce mémoire, il faut à présent établir un lien entre le terrain et les concepts développés.

---

<sup>57</sup> KASTOUEVA-JEAN, Tatiana, « Soft Power russe : discours, outils, impacts », in *Russie NEI Reports n°5*, IFRI (octobre 2010), p.9

<sup>58</sup> *Ibidem*, p.18

<sup>59</sup> LAVROV, Sergueï, *Entre passé et futur : la diplomatie russe dans un monde en mutation*, OLMA Media Group, 2011, p. 837-838 « Discours lors de la seconde assemblée de *Rousskii Mir*, 3 novembre 2008 ». (ЛАВРОВ С., *Между прошлым и будущим: Российская дипломатия в меняющемся мире*, ОЛМА Медиа групп, 2011, 896 с.) Lavrov évoque également le rôle positif de *Rosstroudnitchestvo* et du fond Gortchakov p.829-832.

## Chapitre III

### L'idée

#### A) Thèse et hypothèse de recherche : la posture de départ

*La difficulté d'analyser le rapport entre espace et pouvoir réside dans l'incapacité où nous sommes de donner une définition univoque à chacune des deux notions.[...]De fait, il ya toujours une théorie ou un corpus d'hypothèses sur le comportement collectif ou la logique de l'action qui sous-tendent les relations entre espace et pouvoir et qui conditionnent leur forme dans l'analyse géographique.*

C. Raffestin et A. Barampama, « Espace et Pouvoir »,  
*Les concepts de la géographie humaine* (sous la direction de A. Bailly)

#### *L'espace comme ressource du soft power*

Dans les ressources susceptibles de générer du *soft power*, Joseph Nye ne cite pas à proprement parler le territoire. Espace construit et aménagé, il semblerait que ce dernier puisse être utilisé par l'Etat pour générer du *soft power*. Un premier exemple a été brièvement évoqué dans l'introduction. Dans *City of Quartz*, Mike Davis montre que la *skyline* de Los Angeles est fonctionnellement inutile<sup>60</sup>. En effet, la ville répond à une logique différente de celle du « sacro-saint » *Central Business District* américain, mis en avant par Ezra Park et l'école de Chicago. Dans son modèle, le CBD, comme Midtown Manhattan à New-York ou le Loop à Chicago, polarise une grande partie des activités. En revanche, en raison de son immense étendue (environ 100 km du nord au sud) et pour des raisons historiques, Los Angeles est un véritable pied de nez à la logique d'Ezra Park. La ville a, en effet, développé un système multipolaire. Chaque quartier a son propre centre de commandement et d'affaires. Or, dans l'imaginaire collectif, le CBD et sa projection spatiale, la *skyline*, sont une sorte de vitrine de la puissance économique et urbaine américaine, et génère en soi un phénomène d'attraction, s'imposant comme modèle. Preuve de ce phénomène d'attraction, chaque grande ville qui veut montrer sa puissance économique construit sa propre *skyline*. Par exemple, Paris

---

<sup>60</sup> DAVIS, Mike, *City of Quartz : Los Angeles, capitale du futur*. Paris, La découverte, 2000. Chapitre 4.

(La Défense) et Londres (La City) s'en dotent à la fin des années 60', pour rivaliser avec leurs concurrentes américaines, puis dans les années 90', c'est au tour de la Chine, des « dragons » et des « tigres » asiatiques ou encore de Lagos de se doter de leur propre *skyline*, afin de montrer clairement au monde leur réussite économique... Los Angeles n'échappe pas à la règle : dans les années 1970, alors que la ville répond, nous l'avons vu, à une logique horizontale et multipolaire, les autorités ont décidé de verticaliser l'espace en érigeant des grattes ciel dans le centre historique de la ville. Cet exemple montre ainsi que l'espace, et plus précisément ici son organisation urbaine, peuvent générer de l'attraction. Mais est-ce suffisant pour générer du *soft power* ? En effet, le *soft power* ne se réduit pas à un phénomène d'attraction. Il doit en outre infléchir la vision voire le comportement d'autres acteurs à l'égard de l'émetteur.

En fait, il est possible de dire qu'un espace génère du *soft power* si l'attraction conduit à l'adoption d'un modèle spatial. En effet, cette adoption s'apparente à une acceptation du modèle, et donc des valeurs qu'il porte. Afin d'illustrer cela, prenons un exemple : Staline décide de doter Moscou d'un système de gratte-ciel. Or le gratte-ciel est un « géosymbole » américain, à l'époque symbole de la réussite économique capitaliste et de l'urbanisme triomphant. Le dirigeant soviétique a donc été réceptif (certainement malgré lui) à l'attraction du modèle spatial américain. Il est donc, si on reprend le système de la figure 8, un récepteur. Cependant, Staline ne veut pas adopter *stricto sensu* le modèle américain, de peur que cette adoption apparaisse comme une acceptation du modèle et des valeurs auxquels il renvoie. Il décide donc de construire des grattes ciel, mais sur un plan urbain totalement différent de celui des Américains. Contrairement aux grattes ciel américains centralisés, Staline a fait construire sept gratte-ciels, les « sept sœurs de Moscou », répartis sur l'ensemble de la ville et relativement éloignés les uns des autres. Il ya donc eu attraction pour un géosymbole (le gratte-ciel) mais refus d'adopter le même modèle spatial. Ce « contournement stalinien » démontre l'existence d'un lien mental fait entre l'adoption des « normes » (ici, le modèle spatial urbain) et l'acquiescence à ses normes (ici, le capitalisme). En d'autres termes, si Staline adoptait le modèle américain d'une *skyline* concentrée, cette adoption aurait diplomatiquement signifié une reconnaissance que le modèle américain est le meilleur puisqu'on l'adopte. Il est en outre intéressant de remarquer qu'en 1992, un an après la chute du communisme, un des premiers projets conçus par les autorités moscovites nouvellement « libérales » et « capitalistes », est la construction d'un quartier d'affaires aux « normes » américaines (c'est-à-dire un conglomérat de grattes ciel dans l'espace urbain), aujourd'hui

connu sous le nom de Moskova City. Il est peut-être simpliste, mais cependant curieux, de remarquer également que ni Pyongyang, ni Téhéran, ne se sont dotés jusqu'à présent d'une véritable *skyline*.

L'espace peut également générer du *soft power* car il est porteur d'une ressource chère à Joseph Nye, la culture. Certes, cette dernière peut s'exporter à l'exemple d'Hollywood. Mais, certains éléments culturels sont fixés à l'espace. Les œuvres d'art sont « fixées » à l'espace muséal, les monuments à l'espace urbain. Le *brain drain*, par exemple, démontre que beaucoup de personnes voit l'*American Way of Life* comme uniquement expérimentable sur le sol américain. De même, l'espace peut être représentatif des valeurs de l'Etat. Nous l'avons vu avec la *skyline*, porteuse des valeurs du « capitalisme économique » et de l'urbanisme triomphant. En revenant rapidement à l'étude de Los Angeles on peut donner un autre exemple. Dans certains quartiers de la cité des Anges, une rue principale permet d'accéder à des rues qui elles sont une impasse. Selon Mike Davis, ce phénomène « NIMBY » (*Not In My Back Yard*) est le symbole de l'individualisme et du repli sur soi des communautés angelesines<sup>61</sup>.

Voilà donc la thèse qui sous-tend le mémoire : l'espace serait une ressource dont l'Etat pourrait se servir afin de générer du *soft power*. Et dans cette optique, la Russie pourrait se servir du littoral de la Mer Noire.

### ***Les conditions de la génération du soft power par l'espace.***

L'espace pourrait générer du *soft power* à deux niveaux :

- D'abord, s'il est attractif en raison de ses aménagements, parce qu'il répond aux attentes d'une partie de la société. Il peut s'agir d'un espace économique dynamique (Dubai par exemple attire pour les opportunités d'emploi et d'investissements proposées) ou encore d'un espace touristique. Par exemple, de nombreux touristes passaient leurs vacances en Tunisie (ils sont un peu plus de 7 millions en 2008), pays apprécié pour son climat méditerranéen, ses infrastructures touristiques et ses prix relativement modérés, sans se préoccuper de la politique menée alors par le gouvernement de Ben Ali. La Tunisie avait alors une image positive et générait donc du *soft power* pour les loisirs qu'elle proposait.
- Ensuite, s'il est porteur des ressources attractives décrites par Nye comme la culture ou les valeurs.

---

<sup>61</sup> DAVIS, Mike, *City of Quartz : Los Angeles, capitale du futur*. Paris, La découverte, 2000. Chapitre 4.

Cette attractivité, ou ces ressources attractives doivent, de surcroît, provoquer une réaction positive tangible de la part de sociétés étrangères (amélioration de l’image, augmentation des visiteurs ou des investissements), voire entraîner un mimétisme qui transforme cette ressource attractive en modèle (comme l’exemple de la *skyline*).

***Le littoral russe de la Mer Noire, un espace susceptible de générer du soft power***

En partant de la thèse que l’espace est une ressource potentielle du *soft power*, l’hypothèse de recherche est donc la suivante : le littoral russe de la Mer Noire, utilisé à bon escient par le gouvernement russe, et grâce à une diplomatie publique efficace, est susceptible de générer du *soft power* qui permettrait de rehausser l’image de la Russie sur la scène internationale. Le littoral pourrait donc servir de *nation branding* à la Russie. Plus haut, deux niveaux de génération du *soft power* par un espace ont été évoqués. Appliqué ici, cela veut dire que le littoral pourrait générer du *soft power* soit en étant de lui-même attractif (il est donc lui-même une ressource) soit en portant des éléments attractifs (il est dans ce cas porteur de ressources).

L’ensemble des informations de ce chapitre nous permet de compléter et de complexifier le croquis du chapitre 2, qui résume l’hypothèse :

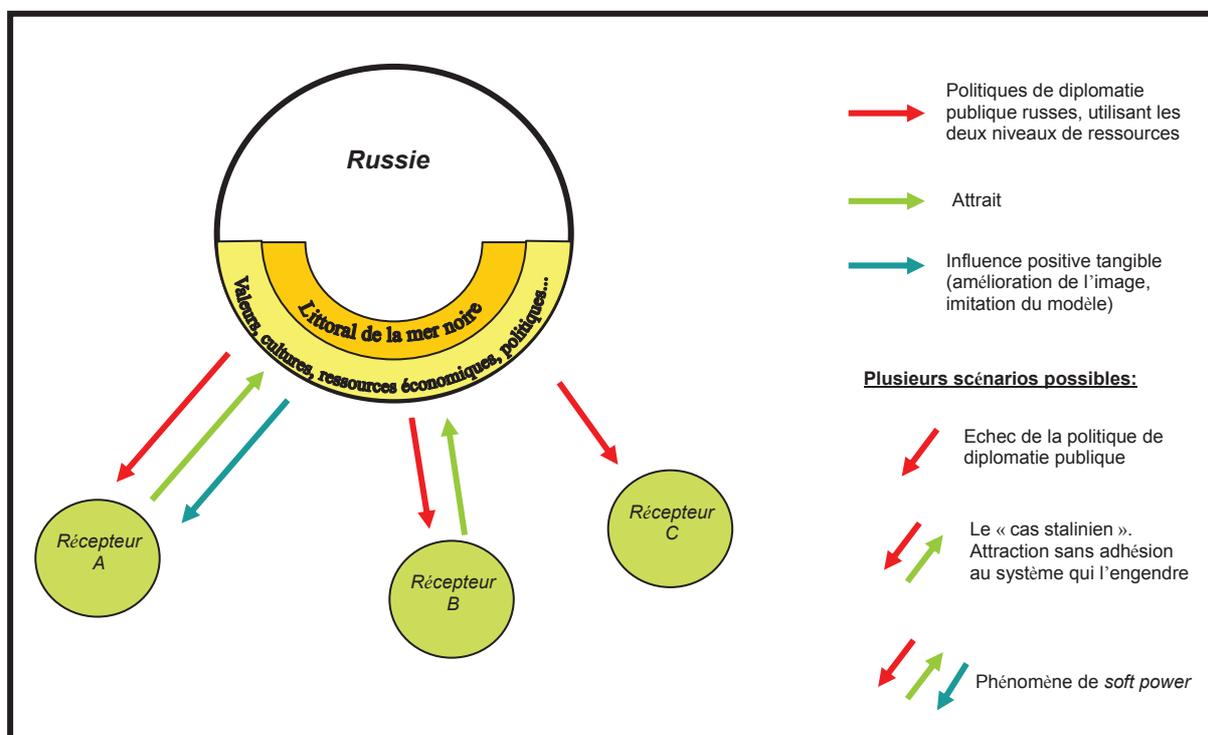


Schéma 5 : Synthèse de l’hypothèse de départ

La Russie chercherait à utiliser un espace, le littoral de la Mer Noire, envisagé à la fois comme ressource et comme porteur de ressources, dans sa politique de diplomatie publique. Cette stratégie aurait pour but de rehausser l'image de la Russie sur la scène internationale.

Plusieurs scénarii peuvent ainsi être envisagés. Dans un premier scénario, malgré des efforts de diplomatie publique qui mettent en avant le potentiel du littoral de la Mer noire, le récepteur C reste impassible. C'est l'échec de la diplomatie publique. Il n'y a donc pas de génération de *soft power*. Dans un second scénario, la diplomatie publique peut générer un attrait, mais ce dernier n'est pas suffisant pour générer une réaction positive de la part du récepteur B. Cette étape permet de prendre en compte la critique faite à Joseph Nye, selon laquelle l'attraction n'entraîne pas forcément l'adhésion au système qui l'engendre (exemple de Saddam Hussein ou de Kim Jong Il regardant des films américains) : ce « cas stalinien » marque l'attraction sans la génération du *soft power*. Enfin, dans le dernier scénario, le phénomène du *soft power* est engendré si l'attraction entraîne chez le récepteur A une réaction et une prédisposition positive à l'égard du système qui engendre cette attraction.

La Russie pourra donc rehausser son image sur la scène internationale dans la mesure où elle rendra possible le troisième scénario.

## **B) Les outils pour étayer l'hypothèse**

*Ne cherchez pas à écrire l'Histoire, contentez vous de rendre ses droits à la Géographie.*

Daniel Pennac, *La fée Carabine*, 1987

### ***Inclure les concepts dans une réflexion géographique***

La thèse qui propose d'étudier la possibilité d'utiliser l'espace comme ressource du *soft power* nécessite un travail d'adaptation : il faut en effet « traduire » les concepts utilisés plus haut en outils géographiques.

Deux outils géographiques ont déjà été utilisés dans les croquis proposés : l'espace et le flux. La Russie, le littoral de la Mer Noire, l'Organisation de coopération économique de la Mer Noire ou encore le « système Mer Noire-Caspienne » évoqués plus haut sont chacun des espaces à la dynamique propre qui entrent en interaction. En revanche, la diplomatie publique, le phénomène d'attraction, ou la génération du *soft power* peuvent eux être assimilés à des

flux. Sur les croquis, ils ont d'ailleurs été représentés sous forme de flèche, symbole géographique du flux par excellence.

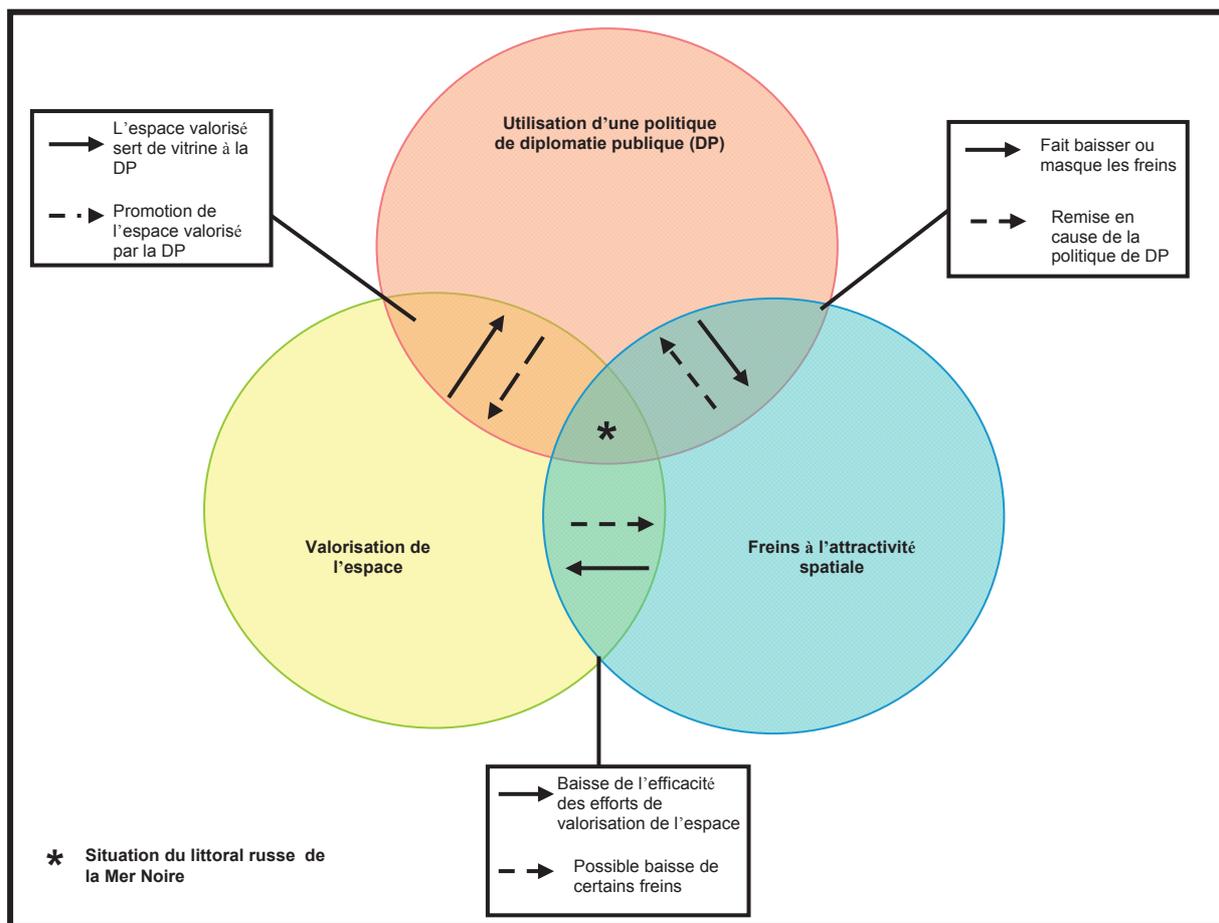
En outre, dans le cadre d'une réflexion sur l'attractivité d'un espace, deux mécanismes contraires peuvent être étudiés en particulier : celui qui fait croître cette attractivité par une valorisation de l'espace et celui qui fait décroître l'attractivité et/ou représente un frein à son expansion. D'abord, le mécanisme de valorisation de l'espace. Il est essentiel pour obtenir ou pour faire perdurer un espace attractif. Il regroupe tous les éléments qui participent à l'attractivité de l'espace. Les investissements, la construction d'infrastructures économiques (usines), sociales (hôpitaux, écoles), touristiques, de loisir, la modernisation du système des transports en sont des exemples. Ensuite, le mécanisme de frein à l'attractivité. Contrairement au mécanisme précédent, celui de « frein à l'attractivité » regroupe les éléments susceptibles de réduire l'attractivité de l'espace. Un manque d'infrastructure, un système politique, économique et social défaillant, des risques écologiques ou encore un contexte géopolitique complexe, peuvent être un de ces éléments.

Il s'agit cependant d'inclure ces deux mécanismes dans la réflexion sur la diplomatie publique qui nous occupe, de voir comment ils peuvent entrer en interaction et les questions que ces interactions engendrent.

Étudions d'abord l'interaction qui paraît la plus simple : celle entre le mécanisme de valorisation de l'espace et le mécanisme de frein à l'attractivité. D'un côté, les freins à l'attractivité mettent en danger le processus de valorisation de l'espace. De l'autre, la valorisation effective de l'espace est potentiellement susceptible de faire baisser les freins à l'attractivité.

La seconde interaction se joue entre le mécanisme de valorisation de l'espace avec l'utilisation d'une politique de diplomatie publique : dans un sens, la diplomatie publique permet une promotion de l'espace valorisé en les mettant en avant grâce à différents procédés ; dans l'autre sens, une valorisation effective de l'espace sert de vitrine à la diplomatie publique, qui selon Nye, doit être crédible. Sans valorisation effective de l'Etat donc, pas de crédibilité de la diplomatie publique puisqu'elle vendrait un « faux produit ».

Enfin, la dernière interaction est celle entre le mécanisme de frein à l'attractivité et l'utilisation d'une politique de diplomatie publique : une bonne diplomatie publique peut tenter de faire baisser, voire de masquer, les freins à l'attractivité de l'espace ; *a contrario*, les freins à l'attractivité spatiale peuvent remettre en cause les politiques de diplomatie publique, voire les mettre en danger, car elles présentent une réalité contraire à l'image que veut « vendre » la diplomatie publique.



**Schéma 6 : Interaction entre la valorisation de l'espace, les freins à l'attractivité spatiale et l'utilisation d'une politique de diplomatie publique.**

L'étude de ces interactions permet de mettre en avant plusieurs questions : les premières sont bien sûr la forme que prend la valorisation de l'espace sur le littoral russe de la Mer Noire, les freins à l'attractivité qui concernent ce même espace et les politiques de diplomatie publique mises en place. Les suivantes se réfèrent aux interactions que nous venons de voir : comment la valorisation de l'espace peut-être un vecteur de réduction des freins à l'attractivité et comment ces freins entravent le développement de la valorisation du littoral de la Mer Noire ? Quelles sont les conséquences de la diplomatie publique russe sur la valorisation du littoral de la Mer Noire, et quels sont les éléments de valorisation qui permettent de nourrir la diplomatie publique russe et servir de vitrine à la Russie ? Enfin, la diplomatie publique est-elle un outil efficace pour réduire les freins à l'attractivité, et ces freins ne risquent-ils pas de remettre en cause la politique de diplomatie publique menée dans le but de générer du *soft power* ? Ce sont à toutes ces questions que nous tenterons de répondre dans le présent mémoire.

### ***Données empiriques.***

La confrontation avec le terrain s'est déroulée en deux endroits : à la Bibliothèque Nationale Russe et sur le littoral de la Mer Noire.

La Bibliothèque s'est révélée être une première mine d'information : les ouvrages se penchant sur l'espace de la Mer Noire étaient nombreux, mais surtout les thèses concernant le littoral étaient souvent écrites par des étudiants chercheurs de Krasnodar, témoins qui expérimentaient le littoral de manière quotidienne, et en avaient de ce fait une approche particulière. Grâce également à des ouvrages plus généraux, les recherches ont permis de cerner les grands enjeux géopolitiques, politiques, économiques et sociaux sous tendus dans la région, du point de vue russe. Cette première approche était essentielle : sans elle, par exemple, il aurait été impossible de se rendre compte, une fois sur le terrain, que quelques kilomètres plus au sud se trouvait la poudrière abkhaze. Ce recul était de fait nécessaire pour avoir de la région une vision plus « macroscopique ».

L'approche du terrain du littoral de la Mer Noire s'est fait sous deux formes : locale et globale. L'approche locale a consisté à se rendre directement sur le littoral et dans chacune des villes qui ont été décrites dans le chapitre I (Anapa, Novorossiisk, Guelendjik, Touapsé, Sotchi et Adler) afin d'observer les éléments qui étaient susceptibles de rendre l'espace attractif ou, au contraire, de freiner cette attractivité. Il va sans dire que cette démarche est subjective et partielle. Cependant, deux facteurs peuvent la rendre plus objective : discuter avec les habitants pour avoir leur avis sur nos observations ; vérifier l'observation, si cela est possible, de manière scientifique, c'est-à-dire auprès des autorités concernées (municipalité, entreprises...) ou dans des ouvrages spécialisés. L'approche globale consistait, quant à elle, à replacer le littoral dans un contexte plus large en l'étudiant à travers les différents niveaux de système qui ont été décrits au chapitre I. Un séjour dans les villes d'Astrakhan, de Volgograd, de Rostov et de Krasnodar a permis de comparer les différents niveaux de valorisation de l'espace et les niveaux de vie apparents de villes qui appartiennent au même système régional (l'*okrug* du Sud pour Astrakhan, Volgograd et Rostov, le *kraï* de Krasnodar pour Krasnodar). Outre la bibliographie générale et spécialisée et le terrain en lui-même, d'autres ressources ont été utilisées. Les Services de statistiques officiels du Goskomstat, ainsi que le service fédéral des statistiques du *kraï* de Krasnodar ont permis d'obtenir de précieux renseignements sur le niveau d'attractivité de la région *via* les indicateurs humains et économiques (par exemple le taux d'investissement, le niveau de vie...). Les médias ont également été une source d'information non négligeable. *Russia Today*, *RIA Novosti* ou encore *Rossyiskaïa Gazeta*,

étaient autant des pourvoyeurs d'informations que des exemples de « diplomatie publique ». En outre, le *Courrier des Pays de l'Est* (notamment le n°1055, mai juin 2006 consacré à « la Russie et son étranger proche, de l'usage du *Soft power* »), les rapports de l'Institut Français des Relations Internationales, les archives de centres d'études universitaires spécialisées sur la Mer Noire (*Harvard Black Sea Security Programm, Center for Black Sea - Caspian Studies* de l'Université américaine de Washington DC) ont été des sources de renseignement précieux. Enfin, les ressources internet ont été d'une importante contribution. On peut rapidement citer les sites officiels du Kremlin, du ministère des Affaires Etrangères, de l'Agence fédérale Rossotroudnatchectva, du *krai* de Krasnodar, de l'organisation de coopération économique de la Mer Noire, de l'OTAN. Le site du centre des études sur le Mer Noire, basé à Athènes, a également été d'une grande utilité. Une liste exhaustive des contributions internet fera partie de la bibliographie

Ainsi, cette première section a permis de présenter le parcours qui a conduit à l'élaboration de la thèse qui sous-tend ce mémoire : l'espace serait une ressource dont l'Etat pourrait se servir afin de générer du *soft power*. De cette thèse est née une hypothèse : la Russie utiliserait le littoral de la Mer Noire afin de rehausser son image, en en faisant un espace attractif, capable de générer du *soft power*. Il s'agit donc, maintenant que le terrain et les principaux concepts qui vont être utilisés ont été présentés, de mettre en avant les éléments susceptibles de favoriser ou d'enrayer le développement de cette dynamique.

## **Partie II : Le littoral russe de la Mer Noire, au cœur d'une stratégie d'attraction**

La stratégie observée a été ici définie comme un processus en trois étapes : valorisation - attractivité - attraction.

La valorisation du territoire marque donc la première étape de ce processus. Il permet de mettre en valeur, voire de créer, les ressources qui rendront l'espace attractif via différents mécanismes (Chapitre IV). Avant le récent regain d'intérêt du pouvoir pour la région, le littoral était déjà porteur de ressources, que nous avons appelées « primaires » dans le développement, pour ne pas les confondre avec l'ensemble des ressources capables de générer du soft power évoqué dans la partie précédente. On définira les ressources primaires comme les ressources (conditions écologiques, aménagements hérités, facteur humain) disponibles sur un territoire à un instant T, précédant la mise en place d'une politique stratégique de valorisation (A). Ces ressources primaires jouent certes le rôle d'une base solide dans la construction d'un espace attractif, mais elles ne sont pas les seules. L'étude de terrain a en effet révélé une véritable frénésie de la construction et de la modernisation des aménagements sur certaines parties du littoral. L'ensemble de ces mécanismes vise à valoriser les ressources primaires mais également à en créer de nouvelles, que nous avons appelé ici les ressources secondaires (B). L'augmentation des investissements dans différents secteurs favorise la mise en place de ces mécanismes. (C). La Russie cherche enfin à faire de cet espace un carrefour régional, à la fois intégré et dynamique, aboutissement de l'étape de valorisation (D).

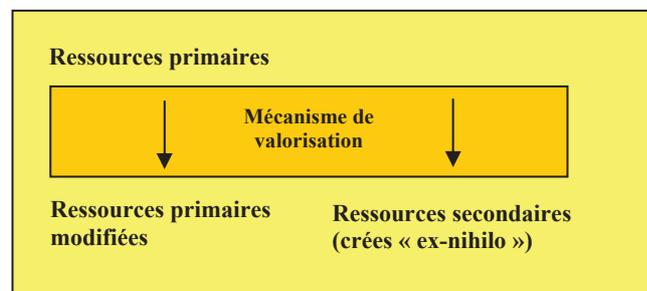


Schéma 7 : la valorisation, première étape du processus de la stratégie d'attraction

La valorisation du territoire via les différents mécanismes que nous aurons étudié dans le chapitre IV, a pour but d'augmenter l'attractivité du littoral pontique. Il faudra donc étudier dans quelles mesures cette entreprise est une réussite (Chapitre V). Pour se faire, la région semble s'appuyer sur certaines ressources en particulier, comme le tourisme (A). En outre, assurer la sécurité économique, politique et sociale et donc la pérennité de la région par la stabilité semble un pré-requis pour assurer son attractivité. Cependant, nous verrons que dans cette entreprise le bilan est en demi-teinte, ce qui permettra d'évoquer certaines limites de la

valorisation du littoral de la Mer Noire dans le processus de création d'attractivité (B). Nous nous interrogerons enfin sur les capacités du littoral russe de la Mer Noire à être une véritable *sun belt*, espace attractif par excellence (C).

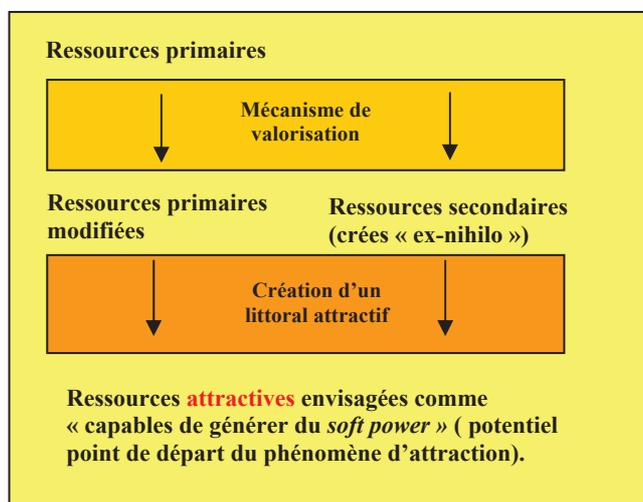


Schéma 8 : Processus de création de l'attractivité

Il s'agira enfin, à l'aide de ce développement, d'évaluer dans quelles mesures ces ressources et les différents mécanismes qui lui sont liés (l'intégration, la sécurisation) sont susceptibles de déclencher un processus de *soft power* (Chapitre VI). Si le pouvoir russe dispose indéniablement de ressources et de mécanismes attractifs sur le littoral de la Mer Noire, capables de générer du *soft power* (A) et tente de mettre en place une politique de diplomatie publique efficace pour mettre en valeur cette attractivité visant ainsi à servir la génération d'un *soft power* (B), l'attractivité d'un espace ne crée pas forcément une attraction chez tous les récepteurs (comme nous l'avons vu dans la première partie) et l'attraction semble aujourd'hui se limiter à un auditoire restreint (national, russophone, membre de « l'ex-empire », espace Mer Noire) tandis que la majorité de l'auditoire international reste encore sourd aux efforts russes (C).

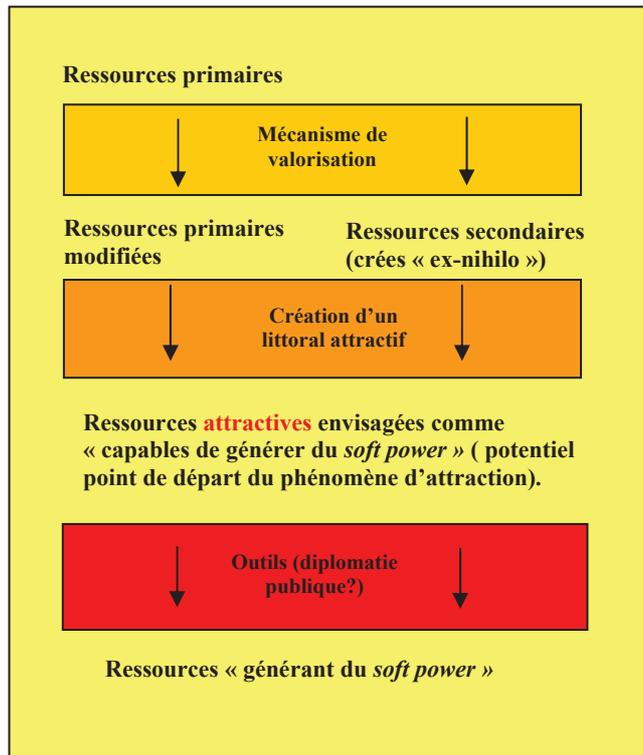


Schéma 9 : processus de création du phénomène d'attraction

## Chapitre IV

### La valorisation de l'espace littoral de la Mer Noire

La valorisation du territoire s'entend comme un processus : le littoral possède des ressources « primaires » dont l'Etat russe va chercher à se servir et qu'il va valoriser via divers mécanismes, comme la modernisation ou encore l'investissement. Mais ces mécanismes servent également à créer de nouvelles ressources exogènes, que nous avons appelées, afin de les différencier des précédentes, les ressources « secondaires ».

#### A) Les ressources « primaires » du littoral

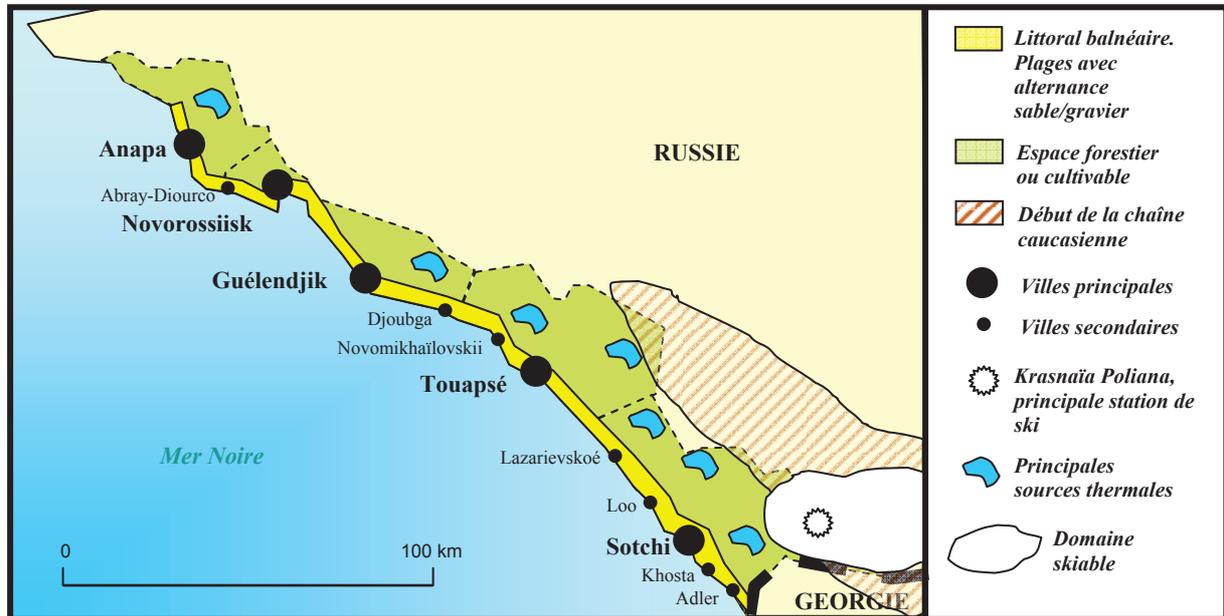
*Les forces de la nature existent indépendamment de l'homme.  
Mais c'est la société qui les fait ressources.*

Roger Brunet, *Les Mots de la Géographie*  
*Dictionnaire critique*, p.433

#### *Des conditions écologiques favorables*

Cette distinction entre « force de la nature » et « ressource » fait écho à un vieux proverbe russe : « Ce n'est pas le champ qui nourrit, c'est la culture ». Un élément naturel ne devient en effet ressource pour l'homme que lorsque ce dernier se rend compte de sa possible utilité dans son <oikos> (maison, et par extension environnement immédiat, en grec). C'est pourquoi le terme de ressources « écologiques », dont le préfixe a pour racine *oikos*, a été ici préféré au terme de ressources « naturelles », traduisant mieux le caractère ambivalent, à la fois naturel et « humanisé » de la ressource. Le littoral bénéficie à la fois d'un climat subtropical et d'un climat continental dégradé qui lui offre des conditions favorables pour multiplier les activités. Cette dualité climatique permet en effet de cultiver au nord, aux abords des célèbres terres noires, des céréales (majoritairement le blé et le maïs) et au sud des fruits, du thé et du tabac. Le climat, mais aussi l'interface mer/montagne structurant la partie méridionale du littoral ainsi que les nombreuses ressources naturelles (sources thermales, forêts, nombre impressionnant de cascades) dans les terres, bénéficient au secteur touristique. Ce syncrétisme

de conditions écologiques très varié permet en effet de développer un tourisme polymorphe, qui peut aussi bien être un tourisme balnéaire, un tourisme de cure, un tourisme vert ou un tourisme « blanc ».



Carte 3 : Les ressources écologiques

### *Un système multipolaire et multifonctionnel déjà bien installé.*

D'abord l'Empire, puis les soviétiques, ont cherché à mettre en valeur la grande diversité de ces ressources et ont progressivement installé un système à la fois multipolaire et doté d'une base économique diversifiée (et à cet égard, multifonctionnel).

Depuis l'époque stalinienne, le littoral de la Mer Noire a joué le rôle de terminal portuaire à la fois pour les produits agricoles en provenance des « terres noires », pour la production industrielle et pour le pétrole arrivant de la Caspienne (en complémentarité avec la ville de Rostov-sur-le-Don, situé plus au nord sur la Mer d'Azov). Il est alors apparu que les villes du littoral pourraient également aisément servir non seulement comme plateforme d'exportation, mais également de transformation. Plusieurs complexes industriels ont alors été mis en place en suivant une logique multipolaire : l'industrie agro-alimentaire a été partagée entre Anapa et Sotchi (aujourd'hui Guélandjik y est aussi associé) tandis que l'industrie pétrolière a été dévolue aux ports de Novorossiisk et de Touapsé. Sotchi s'est également spécialisée avec Novorossiisk dans la production de matériaux de construction, et Touapsé dans l'industrie automobile. Le système industriel s'est donc construit sur la base de la multipolarité<sup>62</sup>.

<sup>62</sup> Voir plus haut la Figure 3 « Système du littoral de la Mer Noire » (p.19).

Mais l'agriculture et l'industrie ne sont pas les seules activités à avoir été privilégiées, ce qui fait de la région un espace fondamentalement multifonctionnel. Le tourisme a été largement développé et ce, dans plusieurs filières : la tradition précédemment évoquée de tourisme curatif a été conservée, le tourisme balnéaire, développé sous Staline, puis devenu massif après la Seconde Guerre Mondiale, est le plus pratiqué aujourd'hui. L'époque soviétique a laissé en héritage un vaste complexe récréatif, composé d'hôtels, de « sanatorii » et de parcs ; parallèlement, le tourisme vert ainsi que le tourisme blanc se développe depuis une vingtaine d'années et deviennent de plus en plus importants. Outre le tourisme, le secteur tertiaire a également connu un essor dans la région depuis la chute de l'URSS.

Clé indéniable pour soutenir sa dynamique, le littoral possède un réseau de transport pluriel qui l'ouvre sur la Russie et le reste du monde. Son réseau routier serait l'un des mieux entretenus en Russie<sup>63</sup>. L'autoroute M4, appelée également autoroute du Don, permet de relier Moscou au littoral via Rostov-sur-le-Don. Deux milliards d'euros ont été injectés en vue de son élargissement (elle ne disposait jusqu'alors que d'une voie dans chaque sens de circulation !) et sa rénovation<sup>64</sup>. Elle est, en outre, une des seules autoroutes gratuites de la Fédération, mais aussi la plus dangereuse (par le nombre d'accidents et de morts)<sup>65</sup>. La M27 complète le réseau routier : elle part de Djoubga et passe par toutes les grandes villes du littoral avant de rejoindre Bakou, via Tbilissi. Lors de la présente rédaction, elle est fermée au niveau de la frontière géorgienne. Enfin, la M25 relie Anapa à l'Ukraine en enjambant le détroit de Kertch. Depuis l'époque soviétique, le littoral est également relié à l'ensemble des grandes villes (Moscou, Saint-Petersbourg, Volgograd, Rostov) par voie ferroviaire. Il faut compter aujourd'hui en moyenne 36 heures pour le trajet Moscou-Sotchi, (selon le trajet emprunté)<sup>66</sup> et est toujours très utilisé par les classes moyennes et moins favorisées mais aussi par ceux qui craignent de prendre l'avion : les crashes sur les vols internes sont en effet monnaie courante en Russie. Le chemin de fer relie ensuite chacune des villes, d'Adler à Anapa, et continue en Ukraine. Deux aéroports avaient également été construits sous les soviétiques, à Anapa et à Adler, afin de densifier le réseau de transport. Les aéroports ouvrent le littoral à l'international, mais de manière encore restreinte. Seul l'aéroport de Sotchi-Adler

---

<sup>63</sup> НИЕТКАЧЕВА, Е.А., Le Kraï de Krasnodar dans le système territorial économique et social de l'okrug fédéral du Sud (de 2000 à 2009), Krasnodar, Thèse de doctorat, 2010. (НЕТКАЧЕВА, Е.А., Краснодарский Край в территориальной социально-экономической системе южного федерального округа 2000-2009 гг. // Автореферат Краснодар, 2010)

<sup>64</sup> MARCHAND, Pascal, *Atlas géopolitique de la Russie. Puissance d'hier, puissance de demain ?* Paris, Ed. Autrement, 2007. p. 32.

<sup>65</sup> MARCHAND, Pascal, *Atlas Mégapole : Moscou*, Paris, Ed. Autrement, 2010. « Au centre des réseaux de communication », p. 36-37.

<sup>66</sup> Site Officiel de la Compagnie des Chemins de Fer russes ([www.rzd.ru](http://www.rzd.ru))

est international et dispose de lignes directes en direction de l'Europe de l'est (Minsk, Chisinau, Kiev), de la Turquie (Istanbul-Ataturk et Trabzon), d'Israël (Tel Aviv-Ben Gurion), de l'Asie centrale (Dushanbe, Tashkent, Khujand) et de l'Arménie (Erevan). La majorité des touristes étrangers transitent cependant encore par Moscou, Saint-Petersbourg et Ekaterinbourg.

Le littoral de la Mer Noire est donc un système à la fois multipolaire et multifonctionnel jouant sur l'équilibre et la diversité de ses ressources. Il dispose en outre d'un solide héritage concernant son réseau de transport.

### ***Le potentiel humain***

Le littoral a également un important potentiel humain. Le tableau ci-dessous permet de comparer la superficie, la population et la densité de chacune des villes du littoral étudié ainsi que de leur « aire administrative » (les villes et leurs aires administratives formant la zone littoral) et de le comparer au contexte général du kraï. La ville de Novorossiisk n'a pas d'aire administrative propre (les données ont été répétées pour être pris en compte pour calculer les valeurs totales du littoral).

	Superficie en km <sup>2</sup> (ville)	Population (ville)	Densité Hab/km <sup>2</sup> (ville)	Superficie (aire admin.)	Population (aire admin.)	Densité (aire admin.)
Anapa	40	57328	1433	989.19	142400	145.1
Novorossiisk	835	228735	274	835	228735	274
Guelendjik	19.26	53658	2786	1227.5	90200	73.4
Touapsé	33	62965	1908	2399.2	127400	53.1
Sotchi	32	137000	4281	3506.5	415000	118.4
Total littoral (ville et aires)	959.26	539686	2136.4	8956.99	1003835	132.36
Total kraï				75485	5281000	70

**Tableau 1 : Calcul de la superficie, de la population et de la densité des villes du littoral et du littoral dans son ensemble pour l'année 2010.**  
(Source : données du service fédéral des statistiques du kraï de Krasnodar)

Le kraï de Krasnodar a une superficie de 75485 kilomètres carrés, une population s'élevant à 5 281 000 habitants et une densité moyenne de 70 habitants au kilomètre carré<sup>67</sup>. Les villes du

<sup>67</sup> МІСЛИВКА, Е.В., Formation municipale de la station balnéaire urbaine de Guelendjik dans le système récréatif du littoral de la Mer Noire et du kraï de Krasnodar, Thèse doctorale, Krasnodar, 2011. (Мысливка, Е.В.,

littoral représentent ainsi 1.2% de la surface totale du kraï et 10% de sa population. Leur densité est 30 fois plus élevée que la densité moyenne du kraï. L'ensemble du littoral quant à lui représente 11% de la surface totale du kraï et 19% de sa population. Sa densité est environ 2 fois plus élevée que la moyenne du kraï.

On remarque donc un fort potentiel humain dans la région littoral majoritairement concentré dans les foyers urbains.

Il faut cependant rappeler que l'évolution démographique de la Russie est négatif (son accroissement naturel est de -1.7 pour 1000 habitants selon le Goskomstat en 2010)<sup>68</sup>. Pourtant les derniers chiffres de l'accroissement naturel des villes du littoral laissent, de manière globale, apparaître une tendance démographique positive. Anapa enregistre dans la première moitié de l'année 2012, 1056 naissances pour 853 morts soit un accroissement naturel de 203, et Sochi un accroissement naturel de 304. En revanche, sur la même période, Novorossisk, Guelendjik et Touapsé enregistre un accroissement naturel négatif (respectivement -231, -31 et -144). En faisant la moyenne des 5 villes, l'accroissement naturel reste positif dans l'ensemble des villes du littoral (+101). Cette « exception démographique » dans une Russie à l'évolution démographique inquiétante laisse espérer une stabilité, voire un renforcement du potentiel humain sur le littoral.

On peut également noter la variété de travailleurs. Par la diversité de sa base économique et la concentration des activités de production, d'exportation ou encore de service, le littoral concentre à la fois une main d'œuvre peu qualifiée et des cadres supérieurs<sup>69</sup> qui permettent à la fois le maintien des différents niveaux de la chaîne de production et un nombre certains de consommateurs aux attentes diversifiées.

---

Муниципальное образование город-курорт Геленджик в рекреационной системе черноморского побережья Краснодарского края, Автореферат дис. Краснодар, 2011.)

<sup>68</sup> Goskomstat (URL <http://www.gks.ru/wps/wcm/connect/rosstat/rosstatsite/main/population/demography/#>)

<sup>69</sup> НИТКАТЧЕВА, Е.А., Le Kraï de Krasnodar dans le système territorial économique et social de l'okrug fédéral du Sud (de 2000 à 2009), Krasnodar, Thèse de doctorat, 2010. (НЕТКАЧЕВА, Е.А., Краснодарский Край в территориальной социально-экономической системе южного федерального округа 2000-2009 гг. // Автореферат Краснодар, 2010)

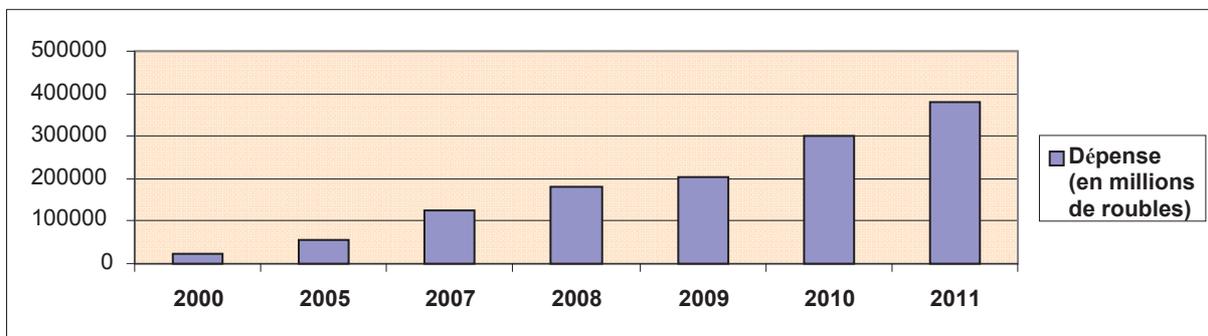
## B) Mise en marche des mécanismes de valorisation : un espace dynamique en pleine mutation

*Je suis née à Sotchi, j'y ai grandi et pourtant aujourd'hui  
je me perds dès que je sors de mon quartier.*

Nina Kolakova<sup>70</sup>, habitante de Sotchi depuis 70 ans.

### *Sur le terrain, l'omniprésence des travaux*

S'il fallait trouver un dénominateur commun à l'ensemble des villes qui bordent le littoral, il s'agirait sans nul doute de la place prépondérante des chantiers de construction ou de rénovation qui envahissent le tissu urbain et ses environs. La construction qui représentait d'ailleurs 12% dans le Produit Régional Brut du *kraï* de Krasnodar<sup>71</sup> en 2008 est passée à 16,3% en 2010, prenant ainsi la première place parmi les secteurs de la structure du PRB<sup>72</sup>. Les dépenses totales de l'ensemble du *kraï* dans le secteur de la construction n'a d'ailleurs pas arrêté d'augmenter depuis les années 2000, arrivant à 381 milliard de roubles, soit 9,5 milliard d'euros (1 euro correspond en moyenne à 40 roubles, *valeur sept. 2013*).



**Graphique 1 : L'augmentation des dépenses dans le secteur de la construction (D'après les données du service fédéral des statistiques du kraï de Krasnodar<sup>73</sup>)**

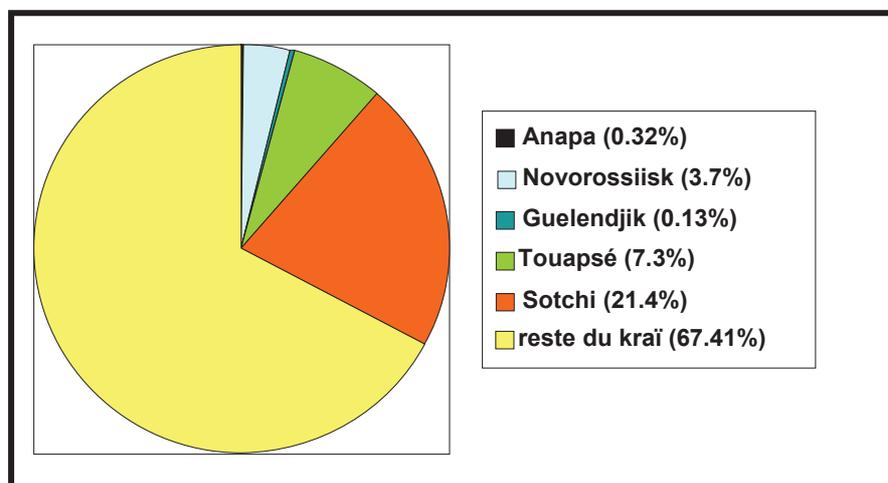
<sup>70</sup> Nina Kolakova est une habitante de Sotchi, rencontrée par hasard à la gare ferroviaire en mars 2012. Comme tous les jours, accompagnée de son mari, elle s'installe devant la gare pour proposer aux touristes qui arrivent de sous louer son appartement pour environ 700 roubles par nuit (17.5 euros), activité rémunératrice commune à Sotchi.

<sup>71</sup> НИЕТКАЧЕВА, Е.А., Le Kraï de Krasnodar dans le système territorial économique et social de l'okrug fédéral du Sud (de 2000 à 2009), Krasnodar, Thèse de doctorat, 2010. (НЕТКАЧЕВА, Е.А., Краснодарский Край в территориальной социально-экономической системе южного федерального округа 2000-2009 гг. // Автореферат Краснодар, 2010)

<sup>72</sup> Site officiel du service fédéral des statistiques du kraï de Krasnodar « Structure du PRB de 2004 à 2010 » (URL [http://www.krsdstat.ru/digital/region17/DocLib/vrp\\_str.htm](http://www.krsdstat.ru/digital/region17/DocLib/vrp_str.htm)). L'augmentation de la part de la construction est visible à la 6<sup>ème</sup> ligne (Строительство).

<sup>73</sup> Site officiel du service fédéral des statistiques du kraï de Krasnodar (URL <http://www.krsdstat.ru>). Les montants exacts sont de (en millions de roubles) : 22114 (2000) ; 57819 (2005) ; 125266 (2007) ; 182313

Certes, les dépenses ont augmenté dans le secteur de la construction de l'ensemble du *kraï*, mais il serait intéressant de savoir quelle est la part du seul littoral de la Mer Noire. Un second graphique est donc nécessaire. Pour la première partie de l'année 2012, les dépenses totales du *kraï* s'élevaient à 198 milliard de roubles.



**Graphique 2 : Part des stations du littoral dans les dépenses de l'ensemble du *kraï* dans le secteur de la construction (janvier-juillet 2012) (D'après les données du service fédéral des statistiques du *kraï* de Krasnodar<sup>74</sup>**

Sur les 45 *raïons* qui composent le *kraï*, les cinq villes du littoral concentrent à elles seules 32,84% de l'ensemble des dépenses du secteur de la construction. Sotchi est largement en tête (21,4% soit un peu plus de 42 milliard) et est suivi par Touapsé (7,3%) et Novorossiisk (3,7%). Anapa et Guelendjik sont en marge avec respectivement 0,32% et 0,13%. A titre de comparaison, Krasnodar, la capitale politique et économique du *kraï*, qui jusqu'alors polarisait le plus grand nombre d'activité et de dynamiques, représente 7% dans l'ensemble des dépenses (environ 14 milliard) soit moins que Sotchi et Touapsé. Le reste des dépenses est réparti entre les 39 autres *raïons*.

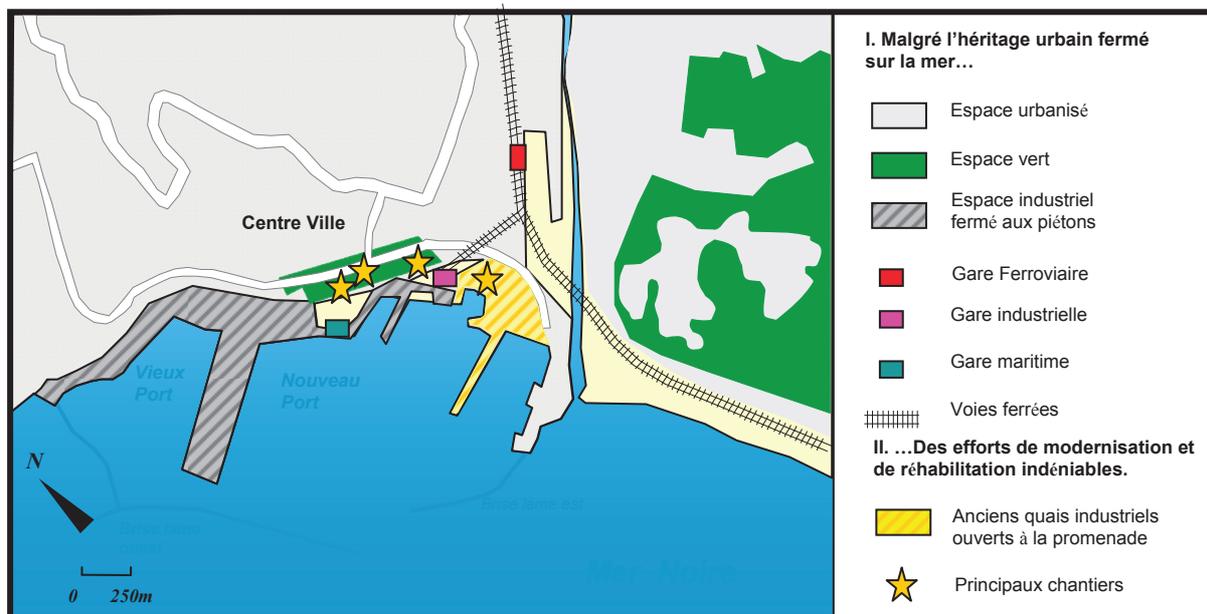
### ***Une modernisation indéniable de l'espace***

L'étude sur le terrain a également permis de remarquer un important travail de réhabilitation de l'ensemble des espaces urbains du littoral. Chacune des villes étudiées fait actuellement, ou a fait l'objet d'efforts afin de moderniser leur espace urbain et ses alentours. On peut d'abord

(2008) ; 204428 (2009) ; 299575 (2010) ; 381135 (2011) (URL <http://www.krsdstat.ru/digital/region5/DocLib/%D0%9E%D0%91%D0%AA%D0%95%D0%9C%20%D0%A0%D0%90%D0%91%D0%9E%D0%A2.htm>)

<sup>74</sup> <sup>74</sup> Site officiel du service fédéral des statistiques du *kraï* de Krasnodar (URL <http://www.krsdstat.ru>). Sur un total pour l'ensemble du *kraï* de 198,748 milliard de roubles, Anapa dépense 0.64 milliard, Novorossiisk 7,345 milliard, Guelendjik 0,26 milliard, Touapsé 14,65 milliards et Sotchi 42,68 milliard. (URL <http://www.krsdstat.ru/munstat/DocLib/Forms/AllItems.aspx>). Statistiques municipales.

noter une attention toute particulière portée aux quais et aux fronts de mer. Si Anapa, Sotchi et Guelendjik rénovent leurs « promenades » en bord de mer, Touapsé tente de reconquérir son front de mer en y lançant des grands chantiers. Un exemple de chantier est celui du phare de Touapsé (Photo p.12) autour duquel devrait se construire une zone de loisirs. Le problème de Touapsé est d'avoir « sacrifié » son front de mer sous l'ère soviétique en le réservant au sud ouest aux activités industrielles et en faisant passer, au sud est, la ligne de chemin de fer sur le front de mer. Visuellement on a donc une désagréable impression de rupture dans l'espace dû à l'enchevêtrement des activités sur le bord de mer. Les nouveaux projets tentent de « rendre le bord de mer » aux habitants. Un parc a été construit sur une avancée artificielle en béton donnant sur la mer de l'autre côté de la ligne de chemin de fer. De même, certains anciens quais de marchandises ont été dévolus à la promenade.



Carte 4 : La modernisation de Touapsé : vers une reconquête du front de mer ?

Les principaux chantiers sont, d'ouest en est, la réhabilitation des quais face à l'hôtel Karavella, le parc de la ville qui ouvre une large perspective sur la mer, même si les quais qui lui font faces sont toujours voués à l'industrie, les abords du nouveau phare et enfin la zone de loisirs au bord de la mer.

Sotchi est probablement la ville la plus dynamique en termes de modernisation. On ne tourne pas la tête sans avoir dans son champ de vision une grue, un immeuble en construction ou un panneau « *na remont* » (en réparation). Grâce à sa tradition balnéaire, Sotchi, comme d'ailleurs Anapa et Guelendjik dispose déjà de promenades en front de mer qui ont récemment fait l'objet d'une grande attention. A Sotchi, environ 2 km du front de mer est, ou

va être, rénovés, de la gare maritime au jardin botanique du Dendarium, se multipliant parfois sur plusieurs niveaux (au sud-est notamment). Mais le front de mer n'est pas le seul touché par la modernisation. Les routes, l'éclairage urbain ainsi que les canalisations font l'objet d'un intérêt tout particulier de la part des pouvoirs publics. L'organisation des Jeux Olympiques de 2014 nécessite en effet une modernisation accélérée de la ville. Des hôtels et de nouveaux immeubles sont construits tant dans le centre ville qu'en périphérie. Comme de nombreux quartiers, celui de Nina Kolakova a rapidement changé de visage. Mais comme elle fait remarquer aux visiteurs qui sous-loue son appartement : « vous pouvez bien changer de visage, on ne vous enlèvera pas votre âme... ».

La modernisation concerne également le réseau de transport (voie de communication et transports en commun) qui est repensé et étendu aux nouvelles zones urbaines. En outre, les deux grands parcs de la ville, le parc Riviera et le Dendarium ont été entièrement rénovés. La ville est aussi sujette à un entretien rigoureux. Les trottoirs de la ville sont régulièrement passés au karcher<sup>75</sup> et des agents de maintenance ramassent quotidiennement les détrit.

Un autre effort de modernisation concerne les voies de communication et d'accès au littoral. La voie de chemin de fer qui relie l'ensemble des villes du littoral a été modernisée sur certaine section (notamment Touapsé-Sotchi). Ce sont en outre des trains modernes qui assure les liaisons (à Saint-Pétersbourg ou Moscou, les trains de banlieues sont encore ceux de l'époque soviétique). Des tunnels ferroviaires, notamment aux abords de Sotchi, ont été creusés pour préserver l'espace littoral. La M4 et la M27, qui traversent la ville, ont également été modernisé grâce à une série de travaux (reconstruction des voies, changements des panneaux...), et nous avons déjà évoqué plus haut les deux milliard qui on été injecté pour leur rénovation. Enfin, déjà pourvu de deux aéroports à Anapa et Sotchi/Adler, le littoral vient de se doter d'un troisième complexe aéroportuaire à Guelendjik et a également lancer un vaste chantier de modernisation pour l'aéroport international de Sotchi-Adler qui va devoir gérer de nombreux flux pendant les J.O.

### ***Une modernisation encore inégale***

Certes, la modernisation est indéniable, mais il faut reconnaître qu'elle est assez inégale. Sotchi est bien sûr fortement privilégié par le pouvoir fédéral du fait de l'organisation des Jeux Olympiques, mais aussi du fait de l'utilisation par Vladimir Poutine de la ville comme lieu de villégiature et de rencontres « informelles » avec plusieurs chefs d'Etat étrangers. La

---

<sup>75</sup> Lors d'un séjour de deux semaines, ils sont passés 4 fois dans la même avenue !

ville a du donc se mettre à l'heure des standards européens. Grâce à leur tradition balnéaire, Anapa comme Guelendjik dispose déjà de quais et d'infrastructures adaptés à l'accueil d'une affluence moyenne. Il y a certes des activités de rénovation et de construction, mais dans des proportions bien moindres que celles observées à Touapsé ou plus encore à Sotchi. En outre, le bord de mer est plus ou moins entretenu, mais l'intérieur d'Anapa et de Guélandjik souffre de problèmes de maintenance générale (voieries, canalisations...). Novorossiisk répond à une autre logique. La ville a une vocation majoritairement industrielle. C'est donc ce secteur qui est plus largement favorisé par la modernisation. Cette dernière s'observe par la rénovation des anciennes unités de production, par exemple la reconstruction du complexe de transbordement de pétrole<sup>76</sup> ou la rénovation du port maritime commercial (le *novorossiysk morskoy torgovy port*), dont la notation a récemment été augmenté par Standard and Poor's<sup>77</sup>, voire par l'extension des zones industrielles dont le cœur, à l'image de Touapsé, est situé sur le bord de mer du centre ville.

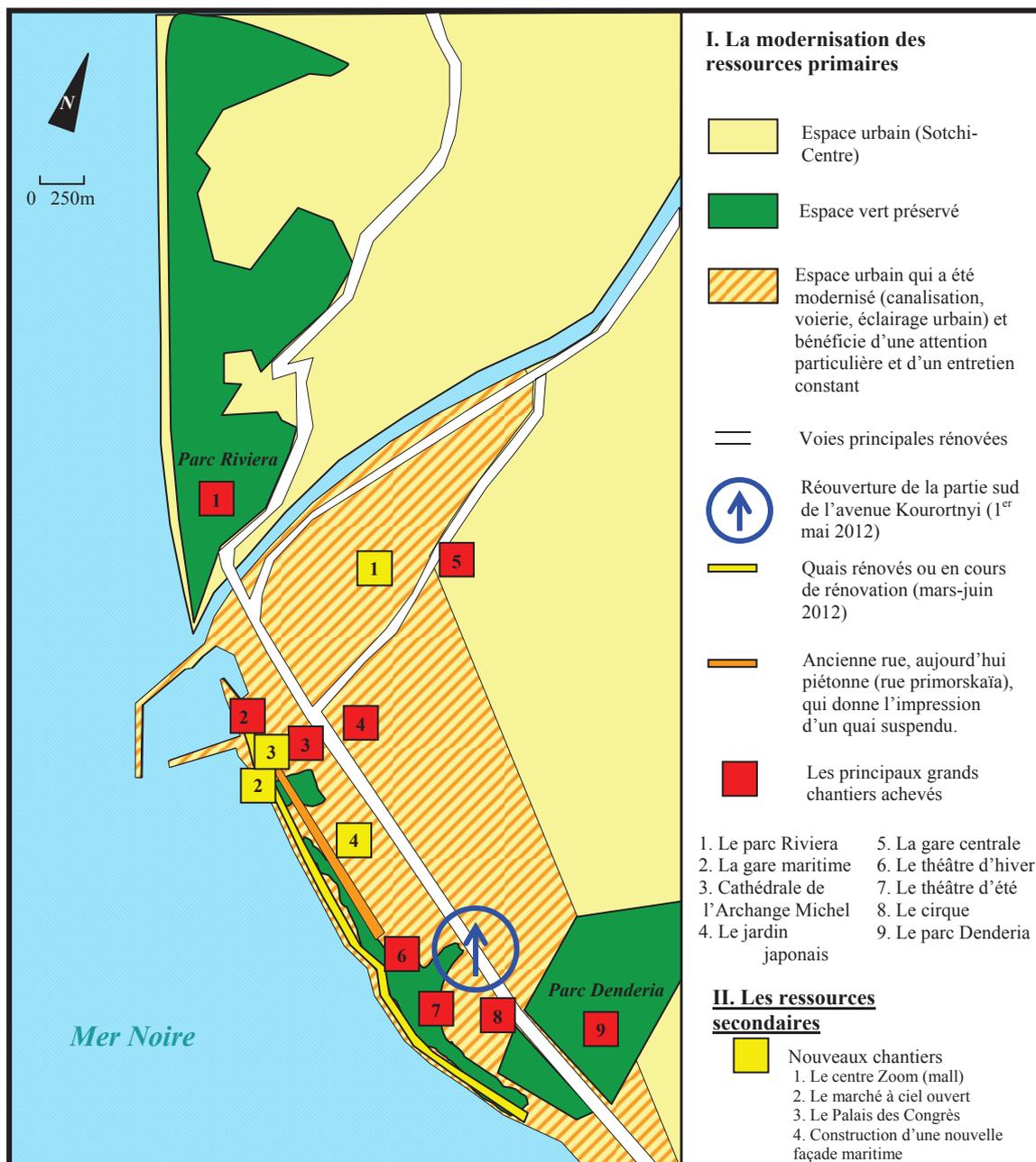
Si on devait établir une typologie des villes du littoral en termes de modernisation, cette dernière placerait sans conteste Sotchi largement en tête, avec des rénovations constantes, une frénésie de la construction et des projets pharaoniques comme les infrastructures pour les prochains Jeux Olympiques ou encore « Federatzii Island », un projet d'îles artificielles face à Sotchi, semblable à ceux engagés dans les Emirats, qui depuis le ciel auraient la forme de la Fédération de Russie<sup>78</sup>. Viendrait ensuite Touapsé, qui par sa dualité (reconquérir le littoral tout en conservant et modernisant également son industrie) nécessite une réflexion et des travaux complexes. Si la ville ne compte pas devenir une station balnéaire à proprement parlé (elle laisse cette place aux petites villes de son *raïon* qui l'entourent), elle compte bien profiter de potentielles rentrées financières liées au tourisme en rendant agréable ses bords de mer. Puis Novorossiisk, avec une modernisation observée surtout dans le secteur industriel, formant ainsi avec Touapsé une « bicéphalie industrielle » sur le littoral. Enfin, Anapa et Guelendjik, malgré des rénovations indéniables, ne sont pas assaillies par la frénésie observable dans les autres villes.

---

<sup>76</sup> НИТКАТЧЕВА, Е.А., Le Kraï de Krasnodar dans le système territorial économique et social de l'okrug fédéral du Sud (de 2000 à 2009), Krasnodar, Thèse de doctorat, 2010. (НЕТКАЧЕВА, Е.А., Краснодарский Край в территориальной социально-экономической системе южного федерального округа 2000-2009 гг. // Автореферат Краснодар, 2010)

<sup>77</sup> D'après l'agence de presse Reuters (URL <http://167.206.188.34:2000/finance/stocks/NMTP.MM/key-developments/article/1956459>)

<sup>78</sup> НИТКАТЧЕВА, Е.А., Le Kraï de Krasnodar dans le système territorial économique et social de l'okrug fédéral du Sud (de 2000 à 2009), Krasnodar, Thèse de doctorat, 2010. (НЕТКАЧЕВА, Е.А., Краснодарский Край в территориальной социально-экономической системе южного федерального округа 2000-2009 гг. // Автореферат Краснодар, 2010)



**Carte 5 : Le centre de Sotchi, en tête des villes du littoral en terme de modernisation**

Sotchi est ainsi la ville où a pu être observé le plus grand nombre de transformation. Et ici, seul le centre ville a été cartographié. Avec la préparation des Jeux Olympiques, que nous traiterons un peu plus tard, c'est la ville entière qui est un immense chantier.

## C) Un espace d'investissements

*J'envisage Sotchi comme la porte d'entrée du sud de la Russie, comme la capitale estivale du pays. [...]. Pour les projets d'investissements, l'administration offrira des avantages fiscaux pour la construction et l'exploitation sur une période de dix ans.*

V. Skripkii, vice-maire de Sotchi,  
*Perspectives pour le littoral russe de la Mer Noire dans le contexte des conditions géopolitiques et géoéconomiques contemporaines*, p.143<sup>79</sup>

### ***Le rôle moteur de l'Etat***

L'Etat, via ses entreprises publiques, investit sur le littoral. C'est le cas par exemple pour la modernisation industrielle à Touapsé, par le truchement de *Rosneft*. En outre, tous les efforts de modernisation du littoral que nous venons d'évoquer sont majoritairement le fait des pouvoirs publics et sont indéniablement un moteur pour les investissements : d'abord, l'intérêt de l'Etat pour la région rassure les investisseurs qui y voient une garantie pour l'aboutissement de leurs projets. Ensuite, la modernisation favorise l'accueil des investisseurs et facilite la mise en place de leur « entreprise » : la logistique, les débouchés commerciaux, l'arrivée des touristes est facilitée par la rénovation des voies de communication ; la modernité « à l'occidentale » des bâtiments et l'intégration progressive de normes internationales (via les accords de l'OMC notamment) facilite l'adaptation des entreprises étrangères.

En outre, l'Etat a pris une série de mesure visant à faciliter les investissements dans la région. Il a mis en place une taxation préférentielle concernant l'ensemble des activités d'investissements et organise des systèmes de crédit, de leasing voire ce porte garant pour certains projets d'investissement. Une garantie étatique dans le cadre de la compétitivité a également été mise en place<sup>80</sup>. Les administrations municipales les premières favorisent l'investissement. Par exemple, outre « la loi des 10 ans » proposée par Skripkii, la ville de

---

<sup>79</sup> VARDOMSKII L.B. et MIRONOV V.A. (sous la direction de) *Perspective pour le littoral russe de la Mer Noire dans le contexte des conditions géopolitiques et géoéconomiques contemporaines*, retranscription de la conférence internationale du 5-6 octobre 1999 à Sotchi. Ed. Epikon, Moscou, 2000. 156 p. (ВАРДОМСКИЙ Л.Б., МИРОНОВ В.А. Перспективы российского Причерноморья в контексте современных геополитических и геоэкономических условий. [Междунар. семинар, 5-6 окт. 1999 г], Епикон, Москва, 2000, 156 с.)

<sup>80</sup> НИТКАЧЕВА, Е.А., *Le Kraï de Krasnodar dans le système territorial économique et social de l'okrug fédéral du Sud (de 2000 à 2009)*, Krasnodar, Thèse de doctorat, 2010. (НЕТКАЧЕВА, Е.А., Краснодарский Край в территориальной социально-экономической системе южного федерального округа 2000-2009 гг. // Автореферат Краснодар, 2010)

Sotchi propose également des « zones économiques libres de type touristique-récréatives » avec un régime fiscal préférentiel.

Il convient de faire un point sur les modalités de financement de l'espace littoral. Selon la loi fédérale du 27 janvier 1995, qui concerne la gestion des stations balnéaires et des stations curatives<sup>81</sup>, leur financement dépend de leur appartenance à un certain niveau : fédéral, régional ou municipal. Anapa, Guelendjik et Sotchi sont toutes trois des stations de niveau fédéral et reçoivent par conséquent le plus important taux de financement de la part de l'administration centrale. On ne compte que onze stations de niveau fédéral en Russie, dont cinq en bord de mer (les deux autres étant à Kaliningrad). Les trois villes sont donc indéniablement privilégiées. Les autres stations, appartenant aux *raïons* de Sotchi, de Touapsé, de Guelendjik, de Novorossiisk et d'Anapa sont des stations de niveau régional (financé par l'*okroug* ou le *kraï*) ou de niveau municipal.

La gestion des villes du littoral est censée répondre à l'article 12 de la Constitution de la Fédération de Russie<sup>82</sup>, article qui garantit « l'autogestion locale dans le cadre de ses pouvoirs. Les institutions de l'autogestion locale n'entrent pas dans le système des institutions étatiques ». En pratique, elle se « définit comme un transfert des tâches, des compétences, des ressources et des pouvoirs de décisions politiques à un niveau local moyen (régional) voire inférieur (villes). On entend donc des unités administratives délimitées géographiquement et dotées d'un ensemble de tâches propres, de suffisamment de ressources financières propres et d'organes de représentation démocratiquement légitimés »<sup>83</sup>. Cette « autogestion locale » est donc censée favoriser la formation d'une élite politique locale « de terrain », qui contrairement au système fédéral à une vision quotidienne des problématiques rencontrées sur le terrain. Ainsi, conformément au schéma 1 de la page 25, la gestion marche de manière emboîtée (une décision peut se décider au niveau local, régional ou fédéral) tout en étant contrôlé par les instances supérieures : en effet, « l'Etat se laisse le droit de contrôle et l'évaluation de l'activité des organes d'autogestion locale au point de convenir de leurs

---

<sup>81</sup> « Concernant les ressources thérapeutiques naturelles, les stations curatives et les stations balnéaires » du 27 janvier 1995. (О природных лечебных ресурсах, лечебно-оздоровительных местностях И курортах" от 27 января 1995 г.) cité dans DEMERTCHIAN, N.C., *Formation des tendances de développement de la ville de Sochi sur la base de l'évaluation complète des centres touristiques à caractère mondial*. Thèse doctorale, Sotchi, 2011. (ДЕМЕРЧЯН, Н.С., *Формирование направлений развития г. Сочи на основе комплексной оценки соответствия туристским центрам мирового уровня*, Автореферат, Сочи, 2011)

<sup>82</sup> Constitution du 12 décembre 1993, Art 12.

<sup>83</sup> ROUDAКOV, L.V., *Réforme politique des systèmes d'autogestion locale dans la Fédération de Russie (l'exemple des villes littorales de la Mer Noire)*, Thèse doctorale en sciences politiques, Krasnodar, 2009. Chapitre 1 « Aspects théoriques de la réforme d'autogestion locale » (РУДАКОВ Л. В., *Политическое реформирование системы местного самоуправления в Российской Федерации. (на примере городов Черноморского побережья России)* ). автореф. полит. наук., Краснодар, 2009.)

activités par des lois légitimes et rationnels»<sup>84</sup>. En d'autres termes, l'autogestion locale s'arrête là où commencent les intérêts de l'Etat. Si l'Etat fédéral veut investir massivement dans un espace et se conforme aux lois de la Fédération de Russie, il a donc la priorité sur la politique locale. Sinon, il doit appeler la Douma à modifier ces lois. D'ailleurs, en discutant des dernières élections municipales de Sotchi (2009) avec quelques habitants, ceux-ci restent persuadés, même si ils ont voté pour « le candidat de Poutine », Anatoli Pakhomov, que des fraudes électorales ont permis d'évincer Boris Nemtsov, qui nous l'avons vu était formellement opposé à l'organisation des Jeux Olympiques (p.17). Ce dernier, en jouant sur le principe d'autogestion locale, aurait pu donner du fil à retordre au système fédéral pour l'organisation des Jeux Olympiques. L'autogestion reste donc une réalité avec laquelle le système fédéral russe doit composer, ou essayer de contourner (lois, positionnement d'un « allié » politique, ici Anatoli Pakhomov).

### *Les investisseurs privés russes*

Il faut ici noter le lien complexe, parfois étroit, entre le pouvoir politique et les investisseurs privés. D'abord parce que ces derniers sont souvent proches du pouvoir. Certes, Vladimir Poutine a mené une guerre contre certains « oligarques » du système Eltsine. Pourtant, aujourd'hui, certains de ces oligarques, comme les nouveaux « grands patrons », sont proches du Kremlin. Preuve de cet attachement, ils peuvent parfois cumuler leurs activités économiques à un mandat politique sous les couleurs de Russie Unie (*Edinaïa Roccia*)<sup>85</sup> à l'image de Roman Abramovitch, le « banquier du Kremlin », actionnaires dans plusieurs grandes entreprises russes et étrangères, propriétaire entre autre du club de Chelsea mais aussi administrateur principal de l'*okrug* fédéral de Tchoukhotka de 2001 à 2008. Ensuite, parce que le Kremlin sait faire pression sur les investisseurs. Par exemple, pendant la crise économique de 2008, Vladimir Poutine avait personnellement fait pression sur le milliardaire Oleg Deripaska, pour que ce dernier ne ferme pas la grande cimenterie de Pikaliovo, unique poumon économique d'une région à 250 km de Saint-Pétersbourg. Deripaska, pourtant « étouffé » par la crise (il aurait en effet perdu la moitié de sa fortune, environ 25 milliards de dollars), n'a d'autre choix que de signer un accord, face aux caméras du monde entier<sup>86</sup>. Si on

---

<sup>84</sup> *Ididem*

<sup>85</sup> Russie Unie (*Edinaïa Roccia*) est le parti politique de Vladimir Poutine, majoritaire à la *Douma* (Assemblée nationale russe), les autres partis représentés étant le parti communiste (KPRF), le parti Russie juste, le parti libéral-démocrate (LDPR) et le parti libéral Iabloko.

<sup>86</sup> Extrait du reportage « Mister Vladimir, Docteur Poutine », France 5. Mars 2012. Disponible sur You Tube « Poutine contraint le président de Rusal, Oleg Deripaska, à ouvrir une usine de ciment ». (URL <http://www.youtube.com/watch?v=Q2szcdHGIn4>)

peut sourire face à l'impression de mise en scène dans l'extrait, le malaise de Deripaska n'est pas feint. La pression exercée par le Kremlin sur le secteur privé est toujours d'actualité, et cet extrait n'est que la partie immergée de l'iceberg, que le Kremlin, ici dans un pur « souci de communication » a bien voulu montré. Volonté de se rattraper face au pouvoir ou confiance dans un retour d'investissement rapide, Oleg Deripaska, originaire du kraï de Krasnodar, fait pourtant parti des deux oligarques (avec Vladimir Potanin, un « proche » du Kremlin) qui financent largement les Jeux Olympiques de Sotchi<sup>87</sup>.

A l'image d'Oleg Deripaska ou de Vladimir Potanin, les investisseurs russes participent largement aux investissements sur le littoral de la Mer Noire. Les efforts de modernisation industrielle à Novorossiisk et à Touapsé ont été lancés par les ports qui ont juridiquement le statut d'entreprise privée. Mais ce sont indéniablement les secteurs de la construction et du tourisme qui intéressent le plus les investisseurs privés et la présence sur place d'usines de matériaux de construction favorise ces investissements<sup>88</sup>. Les entreprises de construction et d'investissement russes ont pris d'assaut le littoral : on peut noter la présence de Stroyontage (spécialisé en travaux publics), Tonneldorstroy (tunnel et infrastructures autoroutières), Rostecnostroy ou encore Energo Stroy Komplekt. On peut également observer des investissements massifs également dans le secteur touristique. Plusieurs hôtels sont en cours de construction ou de rénovations grâce à l'afflux de capitaux privés ; des complexes de loisirs ouvrent ou s'agrandissent sur les quais face à la mer. Avec les Jeux Olympiques et la publicité internationale engendrée, puis dans l'espoir qu'elle entraînera une augmentation du tourisme, les investisseurs attendent des retours sur investissements conséquents.

### ***Les investisseurs étrangers.***

Le littoral bénéficie également de l'apport de capitaux étrangers. Si d'après les chiffres du Goskomstat les IDE dans le kraï de Krasnodar restent encore timides (ils représentent en 2011 0.4% des IDE en Russie)<sup>89</sup> et minoritaires dans la structure générale de l'investissement (en

---

<sup>87</sup> Article de Alexeï Chioukin « La flamme olympique apporte la lumière à Sotchi ». l'Expert, juillet 2007  
Алексей Шукин « Олимпийский огонь принесет в Сочи свет » Эксперт, 2007

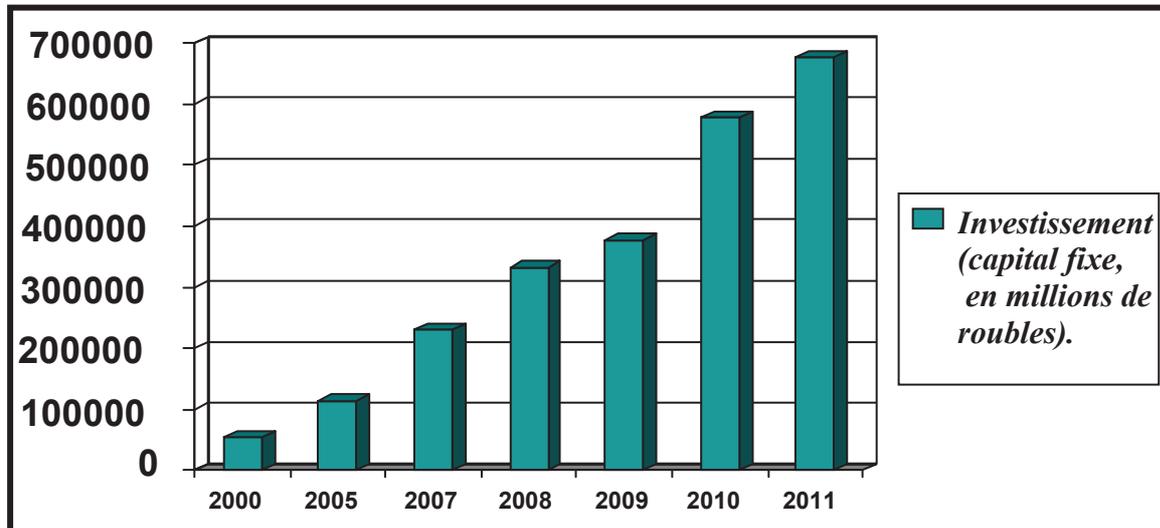
<sup>88</sup> НИЕТКАЧЕВА, Е.А., Le Kraï de Krasnodar dans le système territorial économique et social de l'okrug fédéral du Sud (de 2000 à 2009), Krasnodar, Thèse de doctorat, 2010. (НИЕТКАЧЕВА, Е.А., Краснодарский Край в территориальной социально-экономической системе южного федерального округа 2000-2009 гг. // Автореферат Краснодар, 2010)

<sup>89</sup> Le total des IDE en Russie s'élève à 190,643 milliards de dollars en 2011 (source Goskomstat URL [http://www.gks.ru/free\\_doc/new\\_site/business/invest/in\\_inv1.htm](http://www.gks.ru/free_doc/new_site/business/invest/in_inv1.htm)) et ceux du kraï de Krasnodar s'élèvent à 767 millions de dollars (source : Site officiel du service fédéral de statistique du kraï de Krasnodar. « Somme des IDE » (URL <http://www.krsdstat.ru/digital/region25/DocLib/inv.htm>)

2011, les IDE représentent 4.5% du total des investissements dans le kraï)<sup>90</sup>, ils augmentent cependant rapidement : ils sont passés de 543 million de dollars à 767 millions de dollars entre 2010 et 2011<sup>91</sup>. On peut cependant constater que sur l'ensemble du kraï, contrairement aux investisseurs russes, les investisseurs étrangers restent extrêmement frileux quant au secteur de la construction et du tourisme bien qu'on puisse citer quelques exceptions (Radisson). En 2011, les IDE concernent majoritairement le secteur de l'agro-alimentaire (37%) puis le secteur des transports et communication (18%). Viennent ensuite le commerce en gros (10.5%) et la production automobile (7.3%)<sup>92</sup>. Les plus gros investisseurs dans le kraï de Krasnodar sont les Etats-Unis (20%), les Pays Bas (15.8%), Chypre (15,5%), l'Allemagne (11,7%) et la Suisse (10%)<sup>93</sup>. Par exemple, Philipp Morris, déjà implanté, cherche à multiplier sa participation sur la côte. On peut également noter la présence de Nestlé, Bonduelle, Cargill, CLAAS, Knauf Tetra Pak, Sedak, Radisson ou Chevron.

### *La place du littoral en termes d'investissement et les secteurs privilégiés.*

- Depuis 2000, on note une augmentation des investissements (ici en capital fixe, provenant de Russie et de l'étranger) dans l'ensemble du kraï de Krasnodar.



Graphique 3 : La rapide augmentation des investissements dans le kraï de Krasnodar

<sup>90</sup> Dans le kraï, les IDE s'élèvent à 767 millions de dollars en 2011 soit 30,68 milliards de roubles, tandis que le total des investissements dans le kraï s'élève à 676 milliards de roubles.

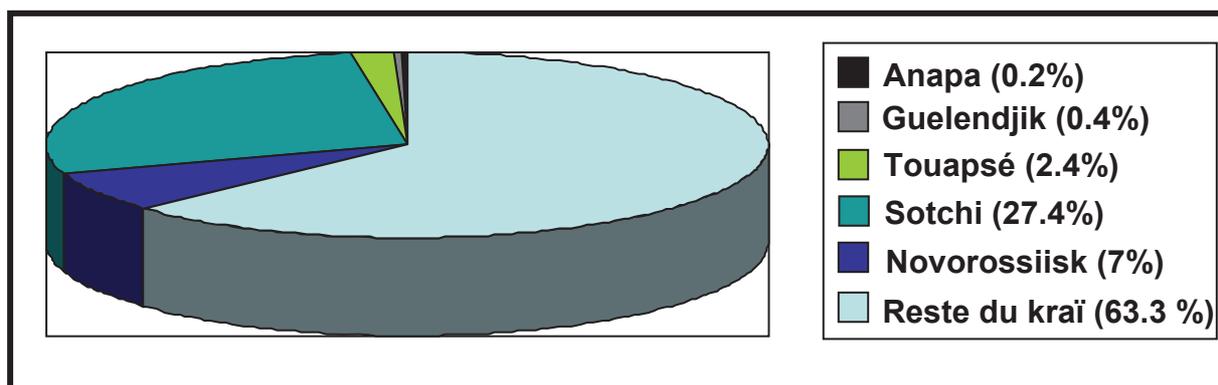
<sup>91</sup> Site officiel du service fédéral de statistique du kraï de Krasnodar. « Somme des IDE » (URL <http://www.krsdstat.ru/digital/region25/DocLib/inv.htm>)

<sup>92</sup> Site officiel du service fédéral de statistique du kraï de Krasnodar. « Investissement direct à l'étranger dans le kraï par secteur ». (URL [http://www.krsdstat.ru/digital/region25/DocLib/inv\\_ved.htm](http://www.krsdstat.ru/digital/region25/DocLib/inv_ved.htm))

<sup>93</sup> Ididem « Principaux pays émetteurs d'IDE dans le kraï de Krasnodar » (URL [http://www.krsdstat.ru/digital/region25/DocLib/inv\\_str.htm](http://www.krsdstat.ru/digital/region25/DocLib/inv_str.htm))

En 2011, les investissements en capital fixe du kraï s'élèvent à un peu moins de 700 milliards de roubles. Les investissements en capital fixe en Russie sont eux de 10776 milliards de roubles. La part du kraï en Russie en termes d'investissement en capital fixe est donc de 6.4%.

- En 2011, les villes du littoral reçoivent 36,7% du total des investissements (capital fixe, russe et IDE) du kraï de Krasnodar, alors qu'elles ne représentent que 6 des 45 raïons du kraï.



Graphique 4 : Importance des villes réceptrices d'investissement dans le kraï, en 2011

Notons enfin que les secteurs privilégiés, en additionnant les investissements russes et étrangers, sont le secteur touristique-récréatif, la filière des transports et l'industrie agro-alimentaire.

### *Un terrain de chasse gardé par Moscou ?*

La faiblesse relative des IDE en comparaison avec Moscou, Petersbourg ou même la ville « voisine » de Volgograd peut laisser perplexe. D'un côté, le pouvoir semble vouloir faire de cet espace une vitrine par la modernisation et les investissements qu'il engendre, provoque ou facilite, d'un autre côté il semble vouloir le préserver d'une capitalisation étrangère massive. En effet, le pouvoir russe a fait prioritairement appel à ses « compatriotes » pour investir et semble méfiant dans le fait de laisser un trop grand nombre de compagnies étrangères prendre possession de secteur économique. C'est un peu un paradoxe que nous retrouverons plus avant dans ce mémoire : les Russes semblent vouloir attirer certes, mais sous certaines conditions. Et le respect d'un certain « protectionnisme territorial » semble être une des premières conditions.

## **D) Intégration et polarisation : la construction d'un carrefour régional.**

*La Russie n'abandonne pas ses positions traditionnelles sur la Mer Noire et essaye, dans les nouvelles conditions géopolitiques, d'y affirmer sa présence prééminente. Les moyens employés - de l'« arme» de l'énergie à la présence physique [...], de l'absorption de la main-d'œuvre aux investissements dans les secteurs stratégiques du voisinage proche- sont utilisés, séparément ou combinés, pour garder, le plus possible et avec des liaisons toujours plus fortes, son ancien espace impérial.*

Doru Cojocaru, *Géopolitique de la Mer Noire*  
Chapitre II, Ed. l'Harmattan, p.35 (2007)

### ***Multipolarité et multifonctionnalité, atouts pour l'intégration et la polarisation de la région Mer Noire ?***

L'espace du littoral de la Mer Noire est un espace multipolaire dont les activités se sont diversifiées. Face à une large avancée du secteur tertiaire (services, tourisme), le littoral n'a pas abandonné les industries qui ont fait sa renommée, notamment le raffinage et l'industrie agro-alimentaire. Nous avons vu qu'à cette multifonctionnalité répond un principe de multipolarité : on remarque deux grands pôles industriels, Touapsé et Novorossisk, et trois pôles davantage tourné vers le tertiaire (Sotchi, Guelendjik et Anapa).

La création d'un espace à la fois multipolaire et multifonctionnel pourrait donc faire de la région un nouveau carrefour économique. Il faut ici rappeler que sous l'URSS, la Russie polarisait l'ensemble des activités de la Mer Noire. Des frontières roumaines aux frontières turques, les ports d'Odessa, d'Illitchevk, de Marioupol ou de Batoumi octroyaient à l'URSS une grande importance sur la Mer Noire. Avec la chute de l'URSS, la Russie n'a conservé que cinq des grands ports commerciaux sur les treize que comptaient l'URSS, les autres se trouvant en territoire ukrainien et géorgien. C'est donc aujourd'hui une question d'honneur pour la Russie de montrer que, même sans ses anciennes républiques, elle dispose toujours de moyens pour polariser les activités de la Mer Noire. Et pour ce faire, transformer le littoral en carrefour économique capable de dynamiser l'ensemble de la région Mer Noire semble être opportun. Et à cet effet, l'Organisation de Coopération Economique de la Mer Noire (OCEMN), pourrait être un outil utile à la Russie pour affermir à la fois sa place de carrefour et son leadership sur la région.

Cependant, la question de la domination de la région de la Mer Noire pose problème<sup>94</sup>. L'OCEMN se veut une organisation multipolaire. En théorie. Car, lors même de sa mise en place dans les années 1990, le leadership était officieusement turc<sup>95</sup>. Avec sa remontée économique, dans les années 2000, la Russie s'est de plus en plus affirmé. Exemple de ce changement, Novorossiisk est le premier port de la Mer Noire avec 123.6Mt en 2009<sup>96</sup>, loin devant le second, Constanza en Roumanie (environ 60Mt la même année). En outre, les indicateurs russes en terme de production, d'exportation et d'accueil de touristes font partie des plus important de la région. Aujourd'hui ce sont donc deux « pôles » qui se détachent des autres dans la région de la Mer Noire: la Turquie et la Russie. Et pour faire de son littoral un carrefour, la Russie doit compter avec la Turquie dont le long littoral sur la Mer Noire est également dynamique. On pourra en effet noter la présence de pôles commerciaux, industriels et touristiques comme Trabzon, Giresun, Sinop et surtout Samsun. Faire du littoral russe de la Mer Noire un carrefour économique régional implique donc de « travailler » avec la Turquie, ou du moins de faire en sorte de favoriser un équilibre qui pourra être favorable à la Russie. Et c'est ce que tente de faire le pouvoir russe. Poutine et Erdogan qui se sont rencontré au sommet du G20 à Los Cabos en juin 2012 ont d'ailleurs affirmé leur coopération à la fois bilatérale et régionale<sup>97</sup>. Les échanges entre les deux pays sont en effet constants : En 2011, la Turquie est le deuxième pays le plus visité par les Russes après la Finlande (respectivement 3.2 million pour la Turquie et 4,4 million pour la Finlande)<sup>98</sup> ; Entre 2003 et 2010, 147 entreprises turques se sont installés sur le kraï de Krasnodar (contre 73 américaines et 69 allemandes)<sup>99</sup> ; Rappelons que le Bosphore est la seule voie de passage pour relier les ports

---

<sup>94</sup> ROMANENKO, V.I., *Le nouvel espace politique de la région de la Mer Noire dans le contexte de la sécurité nationale russe (Analyse politique)*, Thèse doctorale, Académie diplomatique du ministère des affaires étrangères, Moscou, 2009. (РОМАНЕНКО, В.И., *Новое политическое пространство черноморского региона в контексте российской национальной безопасности* // (автореферат) дипломатическая академия министерства иностранных дел российской федераций, Москва, 2009)

<sup>95</sup> VARDOMSKII L.B. et MIRONOV V.A. (sous la direction de) *Perspective pour le littoral russe de la Mer Noire dans le contexte des conditions géopolitiques et géoéconomiques contemporaines*, retranscription de la conférence internationale du 5-6 octobre 1999 à Sochi. Chapitre 1 « Organisation territoriale de la Mer Noire à la Caspienne » Ed. Eripon, Moscou, 2000. (ВАРДОМСКИЙ Л.Б., МИРОНОВ В.А. Перспективы российского Причерноморья в контексте современных геополитических и геоэкономических условий. [Международ. семинар, 5-6 окт. 1999 г], Епикон, Москва, 2000, 156 с.)

<sup>96</sup> Site de l'Association des ports de commerces maritimes. « Trafic Portuaires des ports maritimes de Russie en 2009 ». (<http://www.morport.com/rus/publications/document1024.shtml>)

<sup>97</sup> Article de RIA Novosti « Russie-Turquie, des relations en plein essor », 19 juin 2012 (URL <http://fr.ria.ru/world/20120619/195087558.html>)

<sup>98</sup> Site officiel de l'agence fédérale russe pour le tourisme. « Indicateur des touristes russes à l'étranger 2011 ». (URL <http://www.russiatourism.ru/rubriki/-1124140897/>)

<sup>99</sup> НИТКАТЧЕВА, Е.А., *Le Kraï de Krasnodar dans le système territorial économique et social de l'okrug fédéral du Sud (de 2000 à 2009)*, Krasnodar, Thèse de doctorat, 2010. (НЕТКАЧЕВА, Е.А., *Краснодарский Край в территориальной социально-экономической системе южного федерального округа 2000-2009 гг.* // Автореферат Краснодар, 2010)

de la Mer Noire à la Méditerranée, et qu'en outre il n'est possible d'accéder à la Russie par Ferry que via la Turquie (Ferry Trabzon-Sotchi et Novorossiisk-Samsun ; on exclut la ligne de ferry Sotchi-Batoumi en Géorgie puisqu'elle est aujourd'hui interdite d'accès aux non-russes). Cette stratégie de coopération avec la Turquie est le garant d'une certaine stabilité économique (pas de concurrence féroce, pas d'immobilisme économique) pour la région du littoral de la Mer Noire et permet de fait à la Russie de sécuriser sa place de carrefour économique régional en ayant une politique de modernisation plus soutenue sur son territoire. Le développement de la multipolarité et la multifonctionnalité permettent donc indéniablement au littoral russe de s'intégrer dans le système régional de la Mer Noire, et le cadre de l'OCEMN apporte une certaine stabilité. En revanche, parler d'une polarisation unilatérale de la part du littoral russe serait prématuré, vu la place qu'occupe également la Turquie dans la région.

### ***Le rôle des populations russophones dans la construction du carrefour régional***

Le littoral est susceptible de polariser l'intérêt des populations russophone des anciennes républiques soviétiques. La république autonome de Crimée, composée selon le dernier recensement de 2001 de 60,4% de Russes<sup>100</sup> n'est qu'à 80 kilomètres d'Anapa, directement accessible par l'autoroute M25. La Russie s'est certes retiré des accords de Bichkek (1992) qui prévoyait la libre circulation dans l'ensemble des pays de la CEI, mais elle a mis en place une série d'accords bilatéraux dont un avec l'Ukraine qui facilite le passage de la frontière<sup>101</sup>. Sur le terrain, cette proximité se vérifie. Aucun visa n'est nécessaire, seul le port du passeport est obligatoire pour passer d'un pays à un autre. Les douaniers jettent un coup d'œil rapide et prennent rarement le temps de tamponner le passeport. En prévision, pour éviter toute complication, les Ukrainiens ont toujours quelque chose à proposer aux douaniers pour faciliter leurs passage (charcuterie, produits frais, argent). Des *marchrouka*, nom donné aux minibus russes, passent ainsi quotidiennement le détroit de Kertch, qui sépare les deux pays, avec à leurs bord des Ukrainiens qui viennent passer quelques jours ou même viennent travailler. Cette « facilité d'accès » et le marché de l'emploi florissant sur le littoral (dans le

---

<sup>100</sup> MARCHAND, Pascal, *Atlas géopolitique de la Russie. Puissance d'hier, puissance de demain ?* Paris, Ed. Autrement, 2007. p.57 "Les relations avec l'Ukraine".

<sup>101</sup> Site officiel du Ministère des Affaires Etrangères Russe, en français. Compte rendu de la discussion téléphonique entre Serge Lavrov, Ministre des Affaires Etrangères russe et Konstantin Grischenko, ministre des Affaires Etrangères ukrainien, datant du 31 mai 2012 qui met en avant les avancées en termes de coopération entre les deux pays : « La coopération inter-régionale se développe d'une manière efficace. Des accords importants furent atteints dans le domaine de la gestion du passage de la frontière étatique entre la Russie et l'Ukraine par les citoyens des deux pays ». (URL [http://www.mid.ru/brp\\_4.nsf/0/C9F4E45DFD690F7C44257A1300444796](http://www.mid.ru/brp_4.nsf/0/C9F4E45DFD690F7C44257A1300444796))

secteur de la construction et des services lié à l'industrie touristique) expliquent ces migrations pendulaires. Les habitants de Sotchi font référence à une situation similaire avec la Géorgie avant la deuxième guerre d'Ossétie en 2008, puis aujourd'hui avec l'Abkhazie. Si la frontière russe avec le reste de la Géorgie est fermée, l'Abkhazie, qui fait encore partie de la Géorgie selon la réglementation internationale, au grand dam de Moscou qui a reconnu son indépendance, est accessible par la Russie sous simple présentation à la douane d'un passeport<sup>102</sup>. Et cette république géorgienne compte en grande partie sur l'économie russe pour survivre, et utilise d'ailleurs le rouble. « La saison des mandarines » (*sezon mandarinov*) permet à l'Abkhazie d'écouler sa production de mandarines en Russie ; Les Russes apprécient le littoral abkhaze et représente la majeure partie des touristes dans la région (plusieurs tour opérateurs propose la destination abkhaze comme *Roussaltours*<sup>103</sup> ou encore le Comité gouvernementale de la République Abkhaze pour le tourisme et les stations balnéaires, disponible en anglais<sup>104</sup>) ; l'Abkhazie est aussi un foyer de ressources et de main d'œuvre pour la Russie, notamment en vue de la préparation des Jeux Olympiques. L'Abkhazie en attend d'ailleurs des retombées économiques importantes.

Notons qu'à ces migrations pendulaire peuvent s'ajouter des migrations saisonnières, voire des installations définitives. Elles peuvent également provenir d'Ukraine et d'Abkhazie, mais aussi d'autres pays de la CEI, comme le Kazakhstan, l'Arménie ou l'Azerbaïdjan<sup>105</sup>.

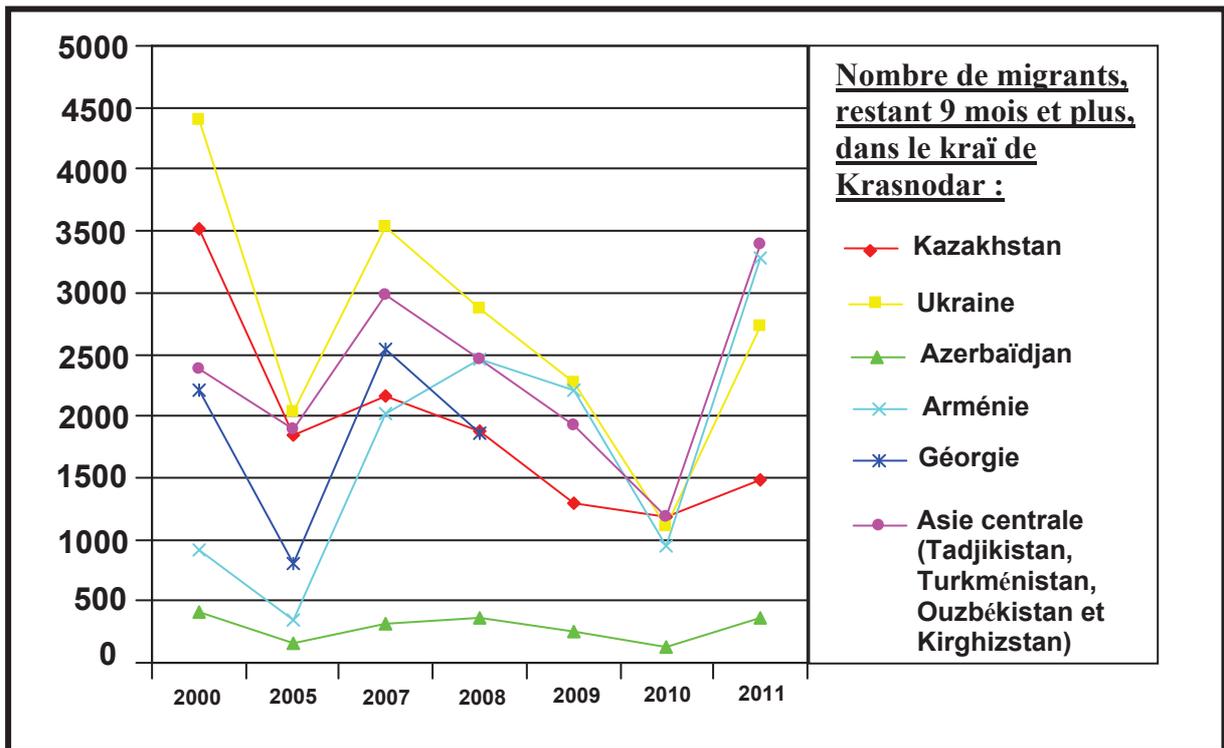
---

<sup>102</sup> Confirmation sur le site Roussaltours <http://www.abkhazia.ru/stateborder/ru.shtml> « Documents nécessaires pour le franchissement de la frontière russo-abkhaze ».

<sup>103</sup> Site officiel <http://www.abkhazia.ru/>; On notera que la page n'a pas de version géorgienne (le russe a été adopté par le « gouvernement ») et appartient à l'espace cybernétique russe (.ru).

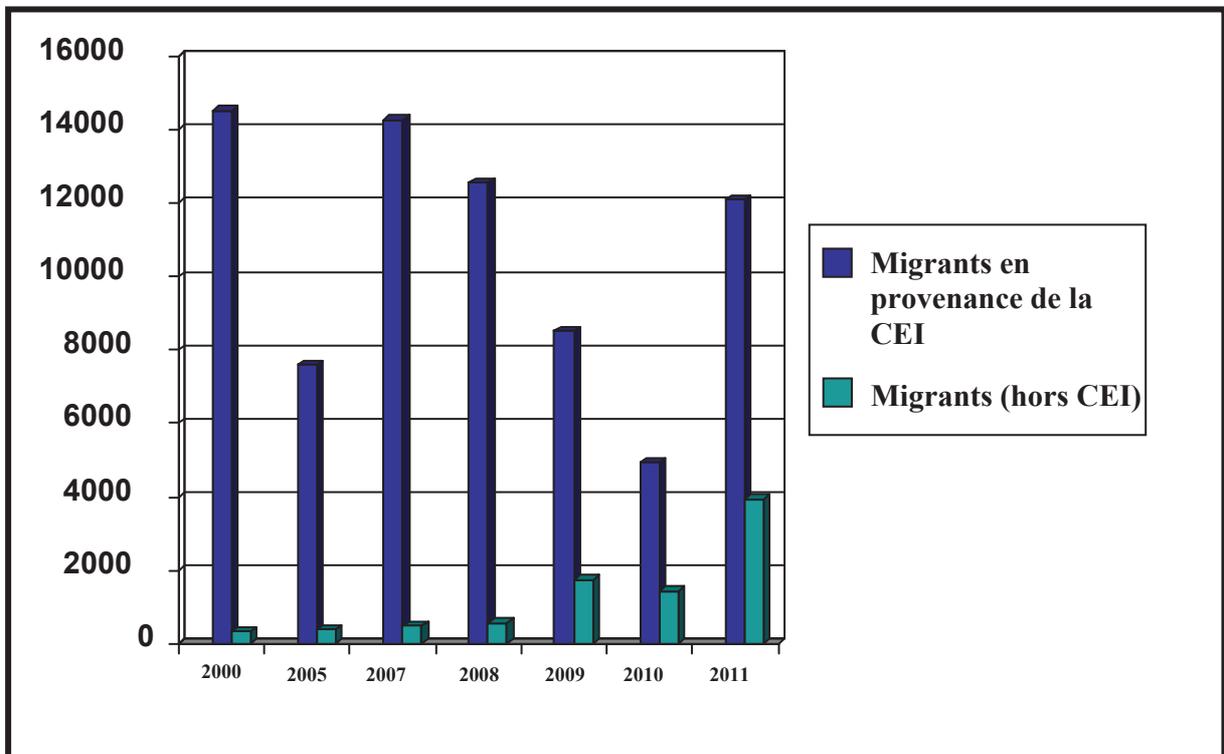
<sup>104</sup> Site officiel <http://abkhazia.travel/en/>

<sup>105</sup> Les chiffres pour le graphique suivant proviennent du site officiel du service fédéral des statistiques du kraï de Krasnodar. « Nombre d'entrée dans le kraï par personne » (URL <http://www.krsdstat.ru/digital/region1/DocLib/%D0%9C%D0%B8%D0%B3%D1%80%D0%B0%D1%86%D0%B8%D1%8F.htm>)



Graphique 5 : Nombre de migrants en provenance de pays de la CEI, restant 9 mois et plus par an, dans le kraï de Krasnodar

Il faut d'ailleurs préciser que les migrants en provenance de la CEI sont largement majoritaires, même si les migrants en provenance de pays tiers augmentent rapidement depuis 2010<sup>106</sup>.



Graphique 6 : Nombre de migrants ; restant 9 mois et plus par an, dans le kraï de Krasnodar

<sup>106</sup> Ibidem

On peut noter sur les deux graphiques une chute constante depuis 2007 (crise financière et contrôle des migrants), aggravée par la deuxième guerre d'Ossétie en 2008. La reprise économique et le lancement des grands chantiers de rénovation permettent en 2011 un nouvel essor.

***Vers un carrefour mondial ? Le corridor des hydrocarbures, le système Caspienne-Mer Noire, la Russie et les autres.***

Déjà exploités au XIX<sup>ème</sup> siècle, les hydrocarbures de la Caspienne sont d'un grand intérêt, et l'URSS a depuis longtemps mis en place un système d'exploitation et d'exportation au sud du pays que nous avons appelé ici le système Caspienne-Mer Noire. Son fonctionnement était assez simple. L'URSS pouvait exploiter la majeure partie de la Caspienne, tandis que l'extrême-sud était dévolu à l'Iran. A partir de la Caspienne a donc été installé un système d'oléoducs conduisant jusqu'à la Mer Noire dont les ports de Novorossisk et Touapsé pouvaient servir à la fois de lieu de raffinage et de terminal pétrolier. L'URSS contrôlait le processus de la production à l'exportation grâce au contrôle territorial de l'ensemble du système Caspienne-Mer Noire. Dans une période où chaque gisement d'hydrocarbures se transforme en eldorado, le système avait la capacité pour devenir un nouveau carrefour mondial, surtout si les retombées économiques sont réinjectées dans le développement du système.



Carte 6 : Le corridor des hydrocarbures dans le système Caspienne-Mer Noire (source : Atlas de l'histoire sociale de la Russie au XXème siècle)<sup>107</sup>

Cependant, l'histoire en a décidé autrement. La chute de l'URSS vient fragmenter ce système et redistribue les cartes. D'abord le partage de la Caspienne, et donc de ses ressources, pose problème. Ce ne sont plus deux pays (URSS et Iran) mais cinq (Iran, Azerbaïdjan, Russie, Kazakhstan et Turkménistan) qui doivent se partager ce qu'ils n'arrivent toujours pas à déterminer comme étant un lac ou une mer<sup>108</sup>. Et ce statut a son importance, puisqu'il va déterminer les zones propres à chaque pays. Si la Caspienne est une mer, alors elle doit être séparée selon la réglementation maritime internationale : chaque Etat dispose de ses propres eaux territoriales qui couvrent douze milles depuis le littoral, puis la zone économique exclusive qui s'étend sur deux cents milles ou qui est à négocier si l'espace maritime n'est pas

<sup>107</sup> POLOUNKINA N.N. et alii, *Atlas de l'histoire sociale de la Russie au XXème siècle*, Novossibirsk, Ed. L'Usine Cartographique de Novossibirsk, 2009. (ПОЛУНКИНА, Н.Н., *Атлас отечественная история XX век*, Новосибирск, Новосибирская картографическая фабрика, 2009)

<sup>108</sup> КОУПРИАНОВ, А.В., *Caractéristiques géopolitiques de la région de la Caspienne et de la Mer Noire dans le système des relations internationales contemporaines*. Chapitre IV « Statut juridique politique de la Caspienne ». Ed. Académie russe de Sciences, Moscou, 2009. (КУПРИАНОВ, А.В., *Геополитические особенности Каспийско - Черноморского региона в системе современных международных отношений* // Российская академия наук, Москва, Институт Экономки, 2009).

assez vaste (comme c'est le cas avec la Caspienne) voire devient le patrimoine commun de l'ensemble des riverains. Si la Caspienne est un lac, alors elle doit être partagée en parts égales à partir des frontières<sup>109</sup>. La situation s'est donc compliquée pour l'exploitation des ressources. Mais ce n'est pas la seule partie du système qui s'est complexifiée : les oléoducs soviétiques se sont trouvés partitionnés entre différents nouveaux Etats, ce qui nécessite une gestion segmentée et donc partagée de l'ensemble du corridor des hydrocarbures.

Cependant, la Russie a pu conserver le système Caspienne-Mer Noire dans son intégralité puisqu'elle est le seul pays parmi les cinq cités précédemment qui bénéficie encore aujourd'hui d'une ouverture sur la Caspienne comme sur la Mer Noire et peut encore contrôler l'ensemble du processus, de l'extraction à l'exportation. Elle se retrouve donc, dans des proportions moindres certes, puisqu'elle doit partager les ressources et a perdu un grand nombre d'oléoducs, dans une position semblable à celle de l'URSS. Dans les années 1990 et 2000, on assiste à une volonté russe de reformer le système Caspienne-Mer Noire à l'intérieur de ces frontières, ce qui lui donnerait le potentiel pour créer, grâce à son « corridor des hydrocarbures » un carrefour à vocation mondial.



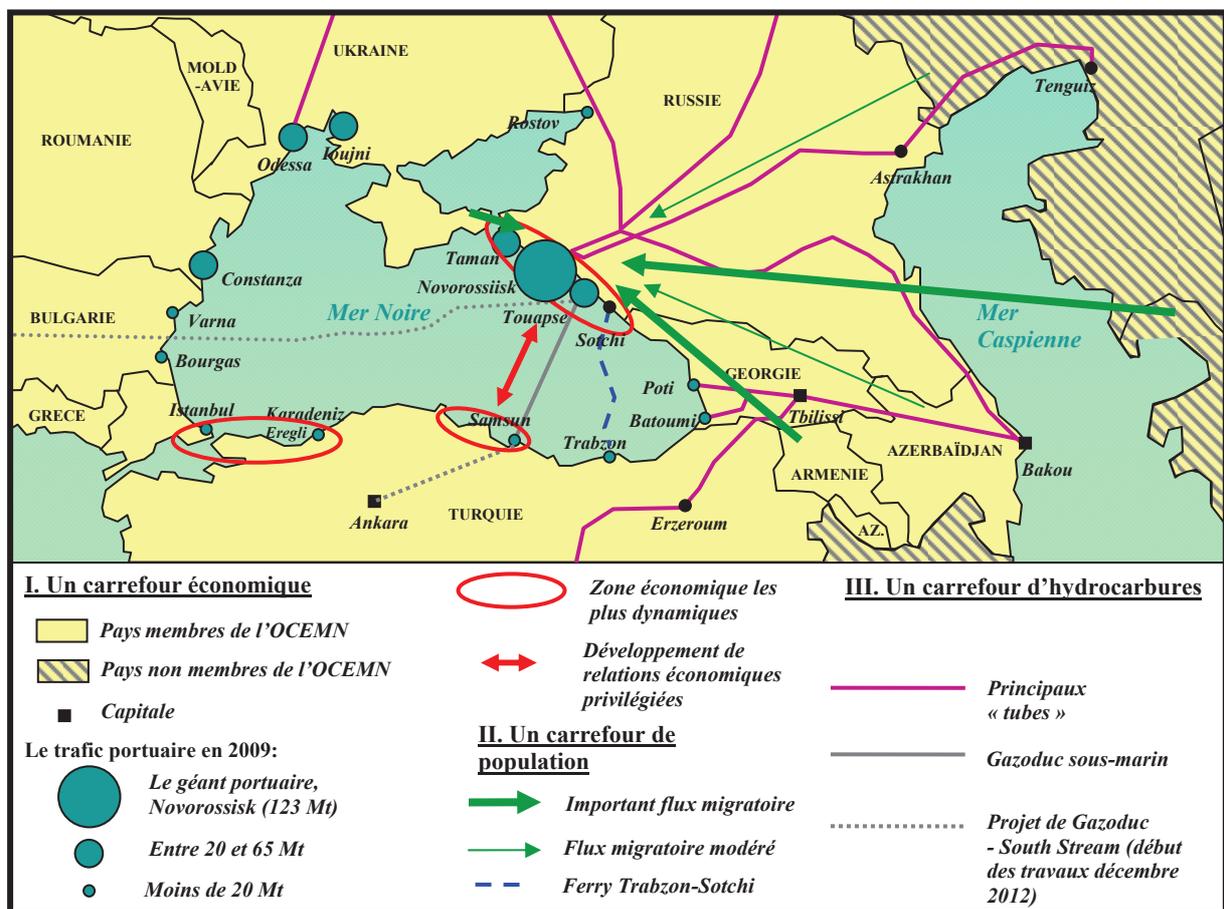
Carte 7 : Le corridor des hydrocarbures aujourd'hui (source : Atlas géopolitique de la Russie)<sup>110</sup>

<sup>109</sup> MARCHAND, Pascal, *Atlas géopolitique de la Russie. Puissance d'hier, puissance de demain ?* Paris, Ed. Autrement, 2007. p.62-63 "La Russie et la Caspienne".

<sup>110</sup> MARCHAND, Pascal, *Atlas géopolitique de la Russie. Puissance d'hier, puissance de demain ?* Paris, Ed. Autrement, 2007. p.62-63 "La Russie et la Caspienne".

Mais nous le verrons par la suite, cette vocation est mise à mal. Le système s'est encore complexifié. Si la Russie veut rester le « corridor » le plus important, d'autres acteurs essaient de développer le système Caspienne-Mer Noire hors des frontières russes pour profiter des ressources de la Caspienne en contournant la Russie. La Turquie, nouveau hub énergétique dans la région, devient un concurrent de poids dans ce système et peut faire profiter les Etats-Unis de sa position stratégique de débouché aux hydrocarbures azéris, via la Géorgie. Cette situation qui peut constituer un frein à la mise en place du littoral russe comme carrefour mondial et réduire son attractivité sera abordé dans la partie III.

La figure 26 met en avant les différents facteurs de la mise en place de ce carrefour régional :



Carte 8 : Intégration du littoral dans le système régional de la Mer Noire et polarisation : la mise en place d'un carrefour régional.

Pour conclure ce chapitre, la modernisation du littoral, les flux d'investissements ainsi que la recherche de la mise en place d'un carrefour dynamique permettent indéniablement de valoriser le littoral russe de la Mer Noire et les ressources qu'il avait reçu en héritage. Il convient à présent de voir en quoi cette valorisation de l'espace est susceptible de favoriser un dessein plus large des autorités russes : Augmenter l'attractivité.

## Chapitre V

### Le rôle de la valorisation de l'espace : Augmenter l'attractivité

Dans le chapitre précédent, la valorisation de l'espace s'est traduite par la mise en valeur de ressources déjà existantes (les ressources primaires) ainsi que la création de nouveaux aménagements (les ressources secondaires). Le rôle de cette valorisation spatiale est de faire du littoral de la Mer Noire un espace attractif. Le chapitre V va tenter d'expliquer comment. D'abord, en s'appuyant sur ces ressources et les mécanismes qui leurs sont liés et en choisissant d'en favoriser certains. Ensuite, en s'assurant de la sécurité et de la stabilité de la région dans plusieurs domaines. Enfin, en tendant à mettre en place une véritable *sun belt* « à la russe ».

#### A) S'appuyer sur les ressources et les mécanismes et favoriser certains domaines

*Plusieurs enquêtes auprès des touristes ont démontré l'intérêt, souvent prioritaire, porté aux équipements et aux services, plus qu'aux atouts touristiques traditionnels [...] mais on constate aussi depuis les années 70' que le nouveau touriste choisit sa destination en fonction du rapport qualité/prix du transport, de l'hébergement et de l'animation. La mondialisation des marchés touristiques [...], la révolution informatique ainsi que la démocratisation d'internet sont autant de facteurs favorables à l'extension géographique des destinations touristiques et à leur commercialisation.*

Jean-Pierre Lozato-Giotart, *Géographie du Tourisme*, p.299

***Les éléments qui permettent la valorisation de l'espace étudiés au chapitre précédent instaurent déjà, en soi, un climat attractif***

Trois types d'éléments permettant la valorisation ont été précédemment étudiés : **les ressources** « **primaires** » et les **mécanismes** (modernisation, intégration...) qui valorisent les ressources « primaires » ou créent de nouvelles ressources, les **ressources secondaires**.

Les conditions écologiques favorables, l'héritage en termes d'aménagements et de structures industrielles et touristiques ainsi que le potentiel humain sont trois ressources primaires facteurs d'attractivité. Les conditions écologiques impliquent un climat plus agréable à vivre que dans le reste du pays, la température la plus froide atteinte étant en moyenne de 3°C en

janvier et février, contre  $-6^{\circ}\text{C}$  et  $-11^{\circ}\text{C}$  dans les villes « voisines » de Rostov et Volgograd sur la même période, et environ  $-9^{\circ}\text{C}$  à Saint-Pétersbourg et Moscou. En outre, elles permettent une diversité des activités et la pratique de l'inter-saisonnalité dans la culture comme dans le tourisme. Sochi est à la fois une station balnéaire et l'extension de la station de ski de Krasnaïa Poliana, et son complexe hôtelier fonctionne, à ce titre, été comme hiver. Cette pratique peut permettre d'augmenter la rentabilité, et donc attirer les investisseurs. Ensuite, les aménagements et les structures industrielles et touristiques mis en place sous les soviétiques ont pour la plupart eu besoin du mécanisme de modernisation, rendu possible par l'investissement, pour retrouver leurs attractivités. Enfin, le potentiel humain est également attractif. Il est à la fois un foyer de producteurs et de consommateurs et confère un certain dynamisme à la région.

Les différents mécanismes évoqués dans le chapitre précédent ont également pour but d'augmenter l'attractivité. D'abord, la modernisation : elle permet de mettre en valeur l'héritage soviétique et installe un climat de dynamisme économique, climat attractif en soi pour trouver de nouveaux investisseurs. De même la modernisation du littoral permet de créer un espace qui répond à des standards qualitatifs plus élevés et peut générer de fait de l'attractivité. Ensuite le financement : traduit par les investissements, il soutient pécuniairement la modernisation des ressources primaires ou favorise la création de nouvelles ressources (ou ressources « secondaires »). Enfin, l'intégration au système régional et la mise en place d'un véritable carrefour régional permet également de favoriser l'attractivité du littoral : mieux relié, jouant sur la multifonctionnalité et la multipolarité et ayant pour objectif de polariser la région cette position qui se veut « centrale » peut attirer les investisseurs aussi bien que les travailleurs et les touristes. Cependant parmi tous ces éléments, deux nous ont semblé être particulièrement favorisés pour augmenter l'attractivité et c'est pourquoi nous avons choisi de les mettre ici en exergue.

### ***Le développement de la filière touristique***

A l'issue de notre recherche, la filière touristique est celle qui nous a paru être la plus révélatrice de la volonté d'augmenter l'attractivité. Dans *Géographie du Tourisme*, Jean-Pierre Lozato-Giotard cite S. Kalfiotis, spécialiste de l'économie touristique, qui définit le tourisme comme étant « le mouvement temporaire des personnes se déplaçant, individuellement ou en masse, de leur domicile vers un autre lieu, simplement pour leur agrément ou pour la satisfaction d'intérêts moraux ou de nécessités intellectuelles, provoquant

ainsi la création d'activité économique »<sup>111</sup>. Essentiellement donc, un espace qui se veut touristique doit être en mesure d'attirer les individus en étant capable de répondre à leur besoins (agrément et satisfaction de leurs intérêts). Et pour répondre à leur besoin, l'espace doit multiplier la capacité et la qualité de son accueil mais aussi les infrastructures récréatives. La première chance pour le littoral est d'avoir héritée du large complexe d'hôtels, de sanatorii et de villas mis en place dès l'époque tsariste et élargit (en termes quantitatif comme qualitatif) sous les soviétiques, complexe qui forme une ressource primaire non négligeable. En outre, les conditions écologiques comme le potentiel humain qui garanti une main d'œuvre qui augmente pour travailler dans ce secteur. Une grande partie de ses ressources primaires à bénéficier des différents mécanismes mise en place. Via le mécanisme de financement, le mécanisme de modernisation, actuellement toujours en cours, a à la fois entraîné une mise en valeur, voire une mise aux normes des unités touristiques et amélioré l'environnement urbain du « potentiel humain ». Le financement a également favorisé la création de nouvelles unités touristiques ayant pour but d'accueillir ou de satisfaire les attentes des touristes. En outre, la place stratégique de carrefour permet d'attirer une main d'œuvre ukrainienne ou nord caucasienne qui permet de soutenir le rythme de construction. On peut, à ce titre, remarquer une hausse de la capacité d'accueil sur l'ensemble du littoral. Des infrastructures récréatives sont également construites en quantité impressionnante sur l'ensemble du littoral. Commençons par Anapa par exemple. Comme le montre le tableau n°2, les projets d'investissements de la municipalité concernent en grande partie la sphère récréative. Si les riverains peuvent également profiter de cette dernière, elle sert surtout à la filière touristique. La ville a ainsi décidé par exemple de créer un immense terrain de golf (quelques 300 hectares) ou encore la rénovation de plusieurs complexes hôtelier ou de divertissement sur les bords de mer. Mi-août 2012 un autre investissement, pour le moins surprenant, a été relayé dans la presse russe : la construction à Anapa pour l'année 2015 d'un parc Disneyland, qui serait alors le deuxième parc à thème du géant américain en « Europe ». Si l'idée de voir Disney s'implanter sur l'ancienne riviera stalinienne est apparue au premier abord peu probable, une visite sur le site officiel de la municipalité a confirmé le projet : Anapa a bien notifié un parc Disneyland dans les futurs investissements, pour un montant de 7 milliards de roubles (environ 175 millions d'euros)<sup>112</sup>.

---

<sup>111</sup> LOZATO-GIOTARD, Jean-Pierre, *Géographie du tourisme*, Ed. Pearson Education France, 2<sup>ème</sup> édition, 2008.

p.8

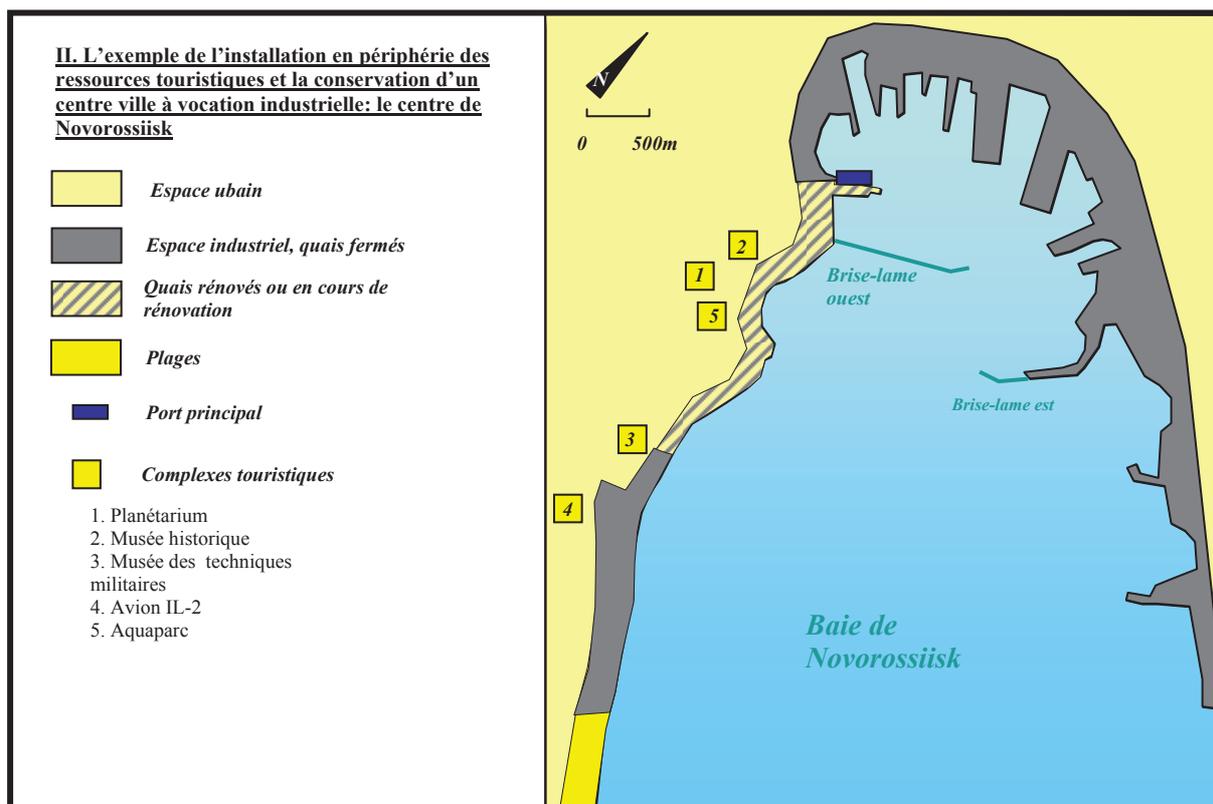
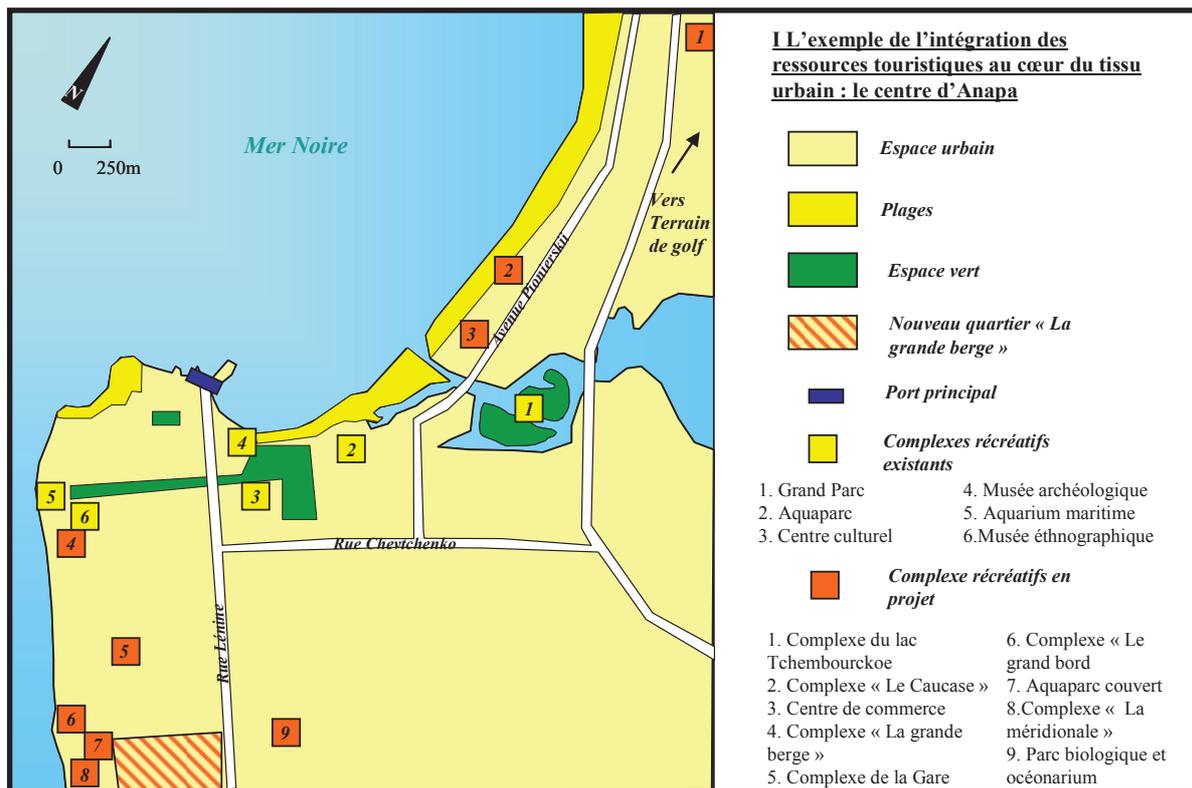
<sup>112</sup> Site officiel de la municipalité d'Anapa. Les projets d'investissement (URL <http://www.anapa-official.ru/investicionnie-proekti/>)

Dénomination	Emplacement	Condition de participation des investisseurs	Estimation du coût de l'investissement	Période de retour sur investissement	Superficie
Construction d'unités touristiques et balnéaires sur les quais « le grand bord »	Partie sud-ouest d'Anapa	Investissement direct	2,08 milliards de roubles	10.4 ans	8.8 ha
Construction du complexe touristique récréatif « le village ethnographique.	Dans la station d'Anapa, quartier Boujor	Investissement direct	105 millions de roubles	5.1 ans	3.5 ha
Construction d'un complexe touristique-récréatif sur le lac Tchembourckoe	Anapa, quartier du lac de Tchembourckoe	Investissement direct	3.5 milliard de roubles	5.2 ans	1200 ha
Construction d'une unité récréativo-balnéaire sur l'avenue « Méridionale »	Anapa, Avenue Vitiazevo	Investissement direct	224 millions de roubles	2.2 ans	1.4 ha
Construction d'un complexe balnéaire	Anapa, quartier de la gare	Investissement direct	1.012 milliards de roubles	2.5 ans	4.3 ha
Construction d'un parc biologique et d'un océanarium	Anapa, quartier de Tchembourka	Investissement direct	724 millions de roubles	6.6 ans	40 ha
Construction d'un complexe récréatif pour enfants « Le Caucase »	Anapa, Avenue Pionierskii	Investissement direct	464 millions de roubles	2.9 ans	3.7 ha
Disneyland	Anapa, village des vignes	Investissement direct	7 milliards de roubles	8.5 ans	62 ha
Terrain de golf	Anapa, au sud ouest du village de Gostagaievskai a	Investissement direct	5 milliards de roubles	7 ans	300 ha
Aquaparc couvert	Anapa, rue Vitiazevo	Investissement direct	180 millions de roubles	6 ans	5.5 ha
Parc des Expositions	Anapa, près de Voskresenskii	Investissement direct	30 millions de roubles	4.2 ans	1.5 ha
Centre de commerce et de bureaux	Anapa, Avenue Pionierskii,	Investissement direct	70 millions de roubles	5.8 ans	864 m2

Village ethnique « La Périphérie »	A 10 km d'Anapa	Investissement direct	186 millions de roubles	6.3 ans	8.6 ha
Centre médicale	Anapa, quartier Alekseïevka	Investissement direct	2 millions de roubles	2 ans	800 m2
Complexe d'habitation « La grande berge »	Anapa, rue Chevtchenko	Investissement direct	4 milliards de roubles	4 ans	9.2 ha
Construction d'un nouveau quartier d'habitation « La grande berge »	Anapa, à l'intersection entre les rues Lénine et Krilov	Investissement direct	24 milliards de roubles	NC	80 ha
Reconstruction du port maritime d'Anapa	Anapa, au bout de la rue Lénine	Investissement direct	2.1 milliards de roubles	7.8 ans	2.2 ha
Développement territorial de l'agro-industrie « Caucase »	Anapa, quartier Barbarovka et Soukko	Investissement direct	81 milliards de roubles	7.8 ans	1790 ha
Complexe récréatif « Le Grand Outrich »	Anapa, village du grand Outrich	Investissement direct	6.9 milliards de roubles	8 ans	6.3 ha
Complexe de golf « La vallée du raisin »	Anapa, quartier Natouraïevskaïa	Investissement direct	11 milliards de roubles	4.4 ans	1622 ha

**Tableau 2 : Les projets d'investissement de la ville d'Anapa fin août 2012 et la place prépondérante de la sphère récréativo-touristique (Source : site officiel de la municipalité d'Anapa)**

Anapa n'est pas la seule ville qui investit, ou prévoit d'investir massivement dans la filière touristique. Guelendjik a comme Anapa mis en chantier plusieurs complexes récréatifs et touristiques. Les villes de Novorossiisk et Touapsé ne sont pas en reste malgré leurs héritages industriels qui accaparent le centre ville. Elles ont choisi de développer la majorité de leurs activités touristiques en périphérie, ne gardant dans le centre urbain que quelques ressources, ce qui leur permet de combiner les deux champs d'activité. Deux logiques urbaines apparaissent quant à l'intégration de la filière touristique dans le tissu urbain : une intégration à la fois dans le cœur urbain et dans les périphéries (à Anapa, Guelendjik et Sotchi) ; une intégration en périphérie (Novorossiisk et Touapsé).



**Carte 9 : Comparaison des deux différents systèmes d'intégration des ressources touristiques :**  
**1.L'exemple d'Anapa : Intégration au cœur du système urbain**  
**2.L'exemple de Novorossiisk : Intégration en périphérie**

La ville qui connaît les plus grands chantiers et projets dans la filière touristique est Sotchi. Comme les autres villes du littoral elle connaît une importante politique de modernisation de

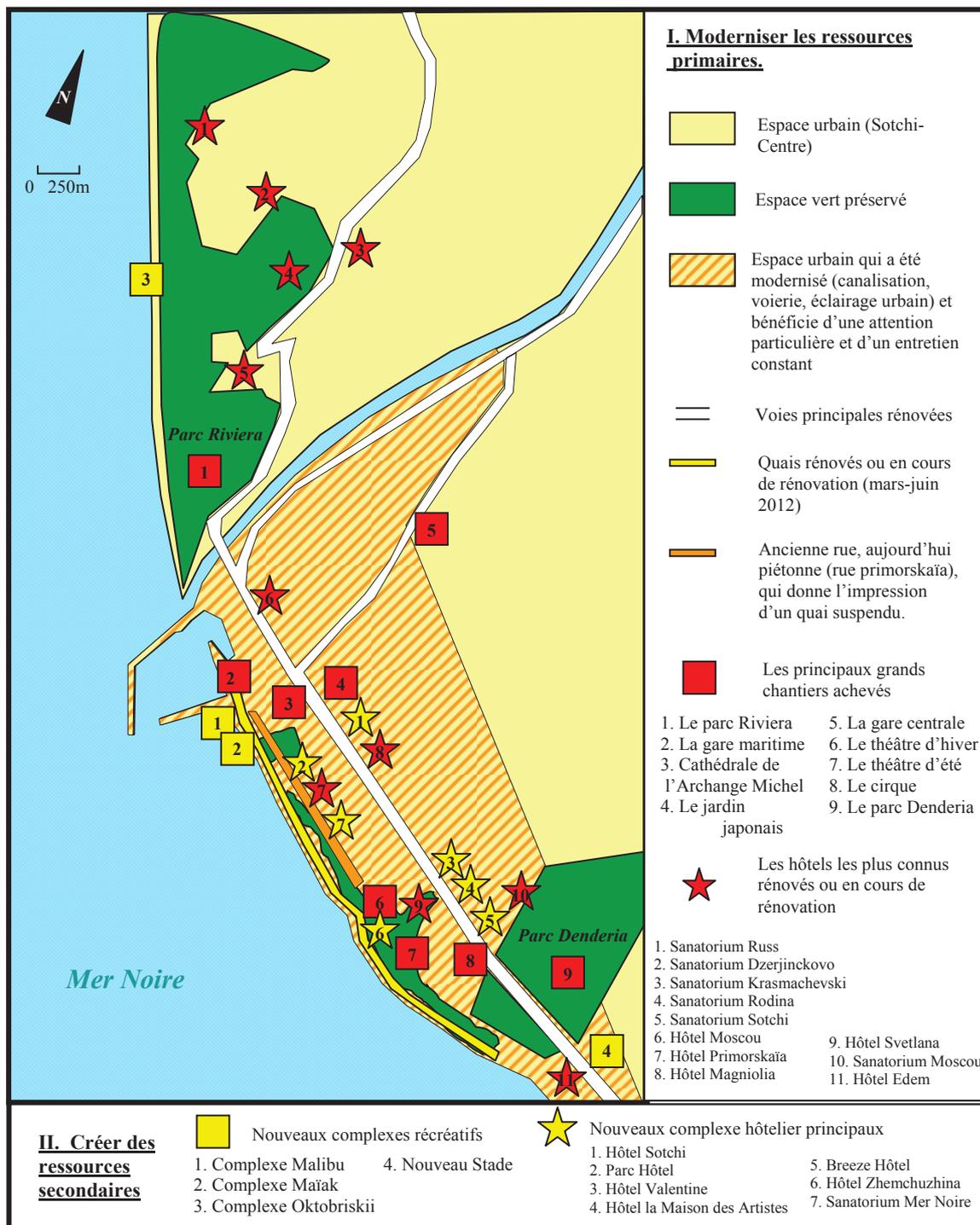
ses ressources primaires, mais profite également de la création de nouvelles ressources. Comme sur le reste du littoral, le financement dans la filière touristique émanent majoritairement d'investisseurs privés russes. Il y a en effet peu d'investisseurs étrangers dans le secteur : 2% des IDE concerne le secteur touristique dans la première moitié de l'année 2012<sup>113</sup>. Depuis l'annonce de la tenue des Jeux Olympiques, de nombreux hôtels ont été rachetés et modernisés, d'autres ont été construits en périphérie mais également dans le cœur urbain, à proximité des ressources culturelles de la ville. Certains de ces nouveaux complexes hôteliers sont de véritables villes.

L'Etat participe également à la multiplication des ressources touristiques. D'abord en investissant directement dans les ressources récréatives culturelles ou en participant à certains projets de complexe récréatifs. A Sotchi, les grands chantiers du théâtre d'hiver, du théâtre d'été, du cirque ou encore de la cathédrale de l'archange Michel ont été menés de pair entre Etat et investisseurs privés. Ensuite en offrant des avantages fiscaux particuliers pour le secteur touristique à la fois pour la construction et l'exploitation<sup>114</sup>. De même, la modernisation générale de l'espace urbain (voirie, éclairage, canalisation) améliore la « toile de fond » à laquelle les touristes peuvent être très sensibles.

---

<sup>113</sup> Site officiel du service fédéral de Statistique du kraï de Krasnodar (URL [http://www.krsdstat.ru/digital/region25/2007/3-4in\\_inv.htm](http://www.krsdstat.ru/digital/region25/2007/3-4in_inv.htm)) Sur un total de 249.1 millions de dollars, 5.1 millions de dollars sont consacrés aux hôtels et restaurants.

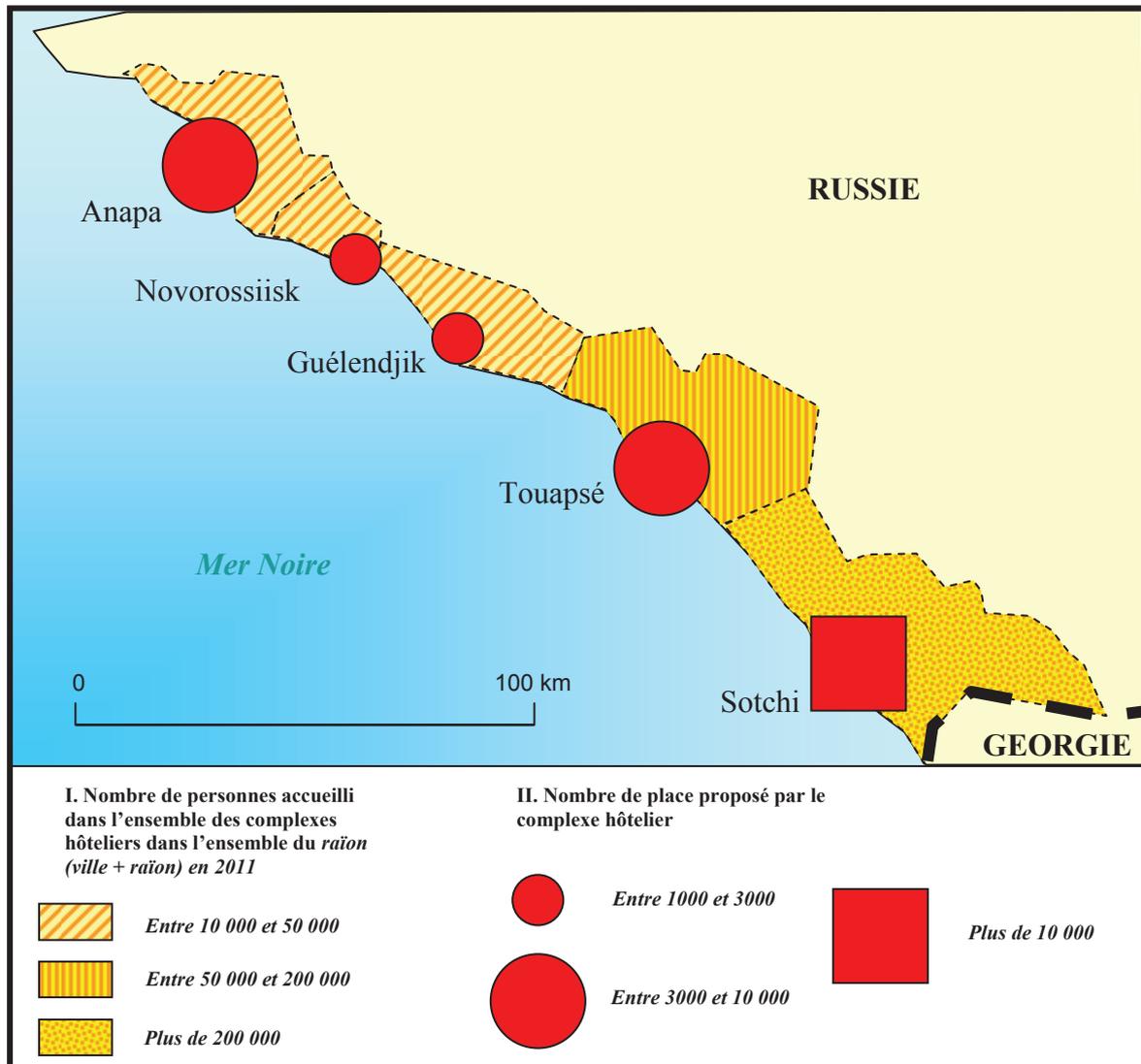
<sup>114</sup> VARDOMSKII L.B. et MIRONOV V.A. (sous la direction de) *Perspective pour le littoral russe de la Mer Noire dans le contexte des conditions géopolitiques et géoéconomiques contemporaines*, retranscription de la conférence internationale du 5-6 octobre 1999 à Sotchi. Ed. Epikon, Moscou, 2000. 156 p. (ВАРДОМСКИЙ Л.Б., МИРОНОВ В.А. Перспективы российского Причерноморья в контексте современных геополитических и геоэкономических условий. [Международ. семинар, 5-6 окт. 1999 г], Епикон, Москва, 2000, 156 с.)



**Carte 10 : La rénovation et l'agrandissement du complexe hôtelier à Sotchi au cœur du système récréatif de la ville**

Si Sotchi n'est pas la seule station balnéaire à augmenter son potentiel d'accueil, elle reste cependant la première ville du littoral en capacité d'accueil et en nombres de touristes reçus.

En 2011, on compte sur l'ensemble du littoral de la Mer Noire 1027 hôtels, soit 77% du nombre total dans le kraï de Krasnodar, qui s'élève à 1334<sup>115</sup>.



Carte 11 : Répartition du complexe hôtelier sur le littoral russe de la Mer Noire (d'après les données de la thèse doctorale de E. Miclivka sur Guélandjik)<sup>116</sup>

Demerchian établi une sorte de cahier des charges qui permet de définir les critères de base, obligatoire à remplir, pour pouvoir prétendre ensuite mettre en place une station balnéaire<sup>117</sup>. Selon lui il faut, dans l'ordre, disposer de conditions écologiques favorables, que l'espace soit

<sup>115</sup> MICLIVKA, E.V., *Formation municipale de la station balnéaire urbaine de Guélandjik dans le système récréatif du littoral de la Mer Noire et du kraï de Krasnodar*, Thèse doctorale, Krasnodar, 2011. (МЫСЛИВКА, Е.В., *Муниципальное образование город-курорт Геленджик в рекреационной системе черноморского побережья Краснодарского края*, Автореферат диц. Краснодар, 2011.)

<sup>116</sup> Ibidem.

<sup>117</sup> DEMERTCHIAN, N.C., *Formation des tendances de développement de la ville de Sotchi sur la base de l'évaluation complète des centres touristiques à caractère mondial*. Thèse doctorale, Sotchi, 2011. p.12 (ДЕМЕРЧЯН, Н.С., *Формирование направлений развития г. Сочи на основе комплексной оценки соответствия туристским центрам мирового уровня*, Автореферат, Сочи, 2011)

sécurisé, qu'il y ait un large choix d'hébergement proposé et qu'un système de transport qui désenclave la station ait été mis en place.

En ce qui concerne les conditions écologiques favorables, le littoral de la Mer Noire les remplit. C'est la région la plus chaude et ensoleillée de la Russie qui en plus de disposer d'une longue ouverture sur la Mer dispose dans les terres de nombreuses sources thermales qui ont fait la réputation de plusieurs de ses stations curatives. L'interface mer/montagne au sud renforce la diversité écologique de la région.

De même, nous avons montré les capacités du complexe d'hébergement, ainsi que le système des transports qui permettait à la région de s'intégrer dans la région et de créer un carrefour qui le désenclave.

Si l'analyse de Demerchian est intéressante, il omet (volontairement ?) d'aborder plus précisément le critère pourtant jugé fondamental, de sécurité de l'espace. On notera que Miclivka parle dans sa thèse sur Guelendjik des troubles des années 1990, mais « qu'aujourd'hui, la situation ayant été « normalisée », elle n'influe presque plus sur les flux touristiques »<sup>118</sup>. Ce discours, qui peut en étonner plus d'un, trois ans seulement après la « deuxième guerre d'Ossétie », est pourtant récurrent chez certains hommes politiques ou chercheurs russes. On trouve en effet deux « écoles » distinctes. Pour la première, la sécurité géopolitique de la région n'est pas remise en cause et les troubles, localisés plus au sud, ne constituent pas en soi un frein à l'attractivité. En revanche, pour la seconde « école », les troubles géopolitiques pourraient venir freiner le développement de la filière touristique<sup>119</sup>.

### ***Le développement du complexe économique et social du littoral***

Le second domaine qui nous est apparu le plus favorisé pour augmenter l'attractivité du littoral est le développement du complexe économique et social du littoral. Ce complexe a pour but de permettre, puis soutenir le développement de la société. Or, plus un espace est développé, plus il va pouvoir répondre aux besoins de la population locale mais également des touristes, et en cela, devenir attractif. Pour rendre compte de l'évolution économique et sociale de la région nous avons choisi d'étudier plus particulièrement trois domaines : le niveau de vie, la santé et l'éducation. Ces trois domaines ont été choisis parce qu'ils servent d'indicateurs pour calculer l'indice de développement humain. Il convient donc de voir en

---

<sup>118</sup> MICLIVKA, E.V., Formation municipale de la station balnéaire urbaine de Guelendjik dans le système récréatif du littoral de la Mer Noire et du kraï de Krasnodar, Thèse doctorale, Krasnodar, 2011. (МЫСЛИВКА, Е.В., Муниципальное образование город-курорт Геленджик в рекреационной системе черноморского побережья Краснодарского края, Автореферат дисс. Краснодар, 2011.)

<sup>119</sup> Ce positionnement sera abordé dans la partie III du mémoire

quoi ces trois domaines font l'objet d'une attention particulière et participe à rendre l'espace attractif.

Le niveau de vie prend en compte la qualité et la quantité de biens et de services dont un individu peut bénéficier. Sa mesure est assez complexe : si la quantité de biens et de services accessibles peut être calculée par le revenu par habitant, la qualité est une mesure plus subjective. A l'aide de quelques chiffres nous essaierons de mettre en valeur la situation du littoral par rapport au reste de la Russie.

Les premiers indicateurs qui peuvent être mis en avant sont les revenus mensuels moyens par habitant ainsi que les pensions versées aux retraités. On remarque qu'ils ont constamment augmenté depuis 2000 pour atteindre respectivement en 2011, 18 166 roubles<sup>120</sup> (soit environ 454 euros) et 7728 roubles<sup>121</sup> (193 euros environ). Cependant il reste inférieur à la moyenne russe qui pour la même année atteint 20 700 roubles<sup>122</sup> (517 euros) pour les revenus mensuels moyens et environ 8100 roubles<sup>123</sup> (202 euros) pour les pensions moyennes. Mais il faut noter que la moyenne nationale est tirée par le haut par Moscou qui atteint en 2011 un revenu mensuel moyen par habitant de 46 350 roubles (1158 euros) et par les régions pétrolières (l'oblast des Nenets atteint 57 320 roubles, soit 1433 euros, celui de Tchoukotski, 40 000 roubles, soit 1000 euros). Il faut également noter que les prix des biens de consommation courante ou de l'immobilier ne sont pas les mêmes à Moscou et dans le kraï de Krasnodar.

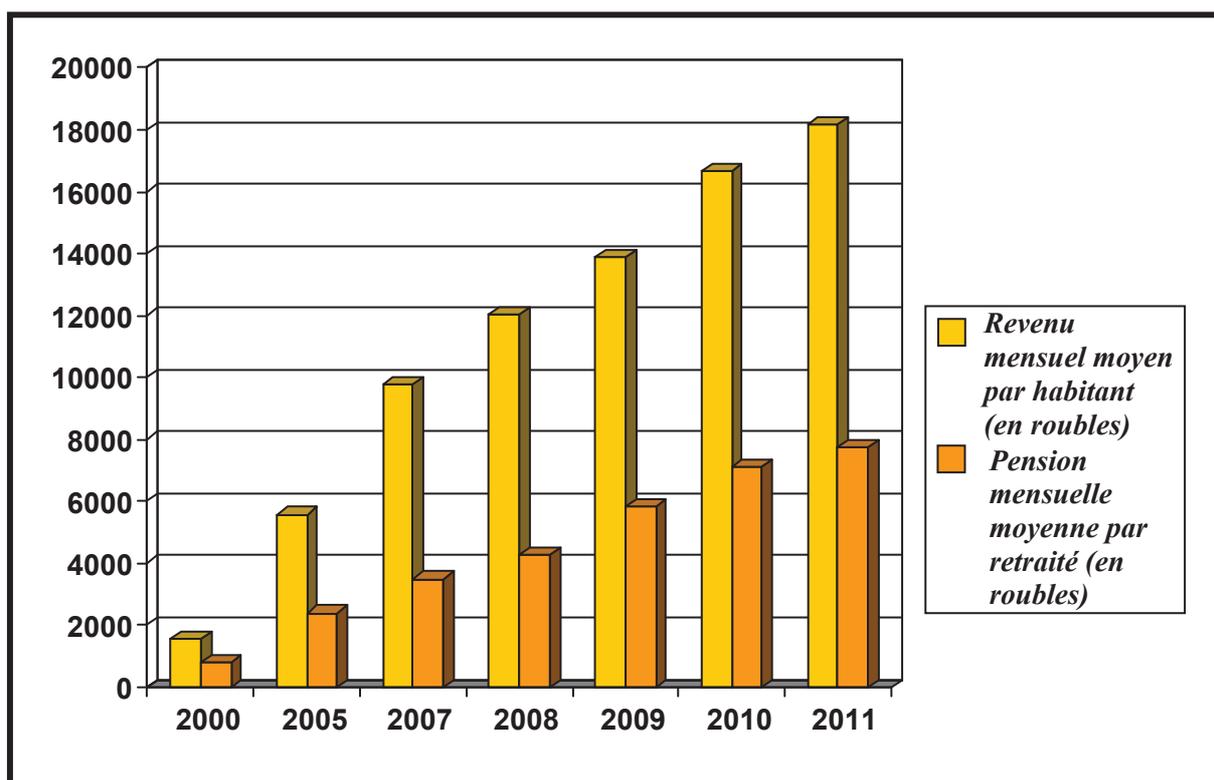
---

<sup>120</sup> Site officiel du service fédéral de statistique du kraï de Krasnodar. « Principaux indicateurs sociaux économiques du niveau de vie de la population du kraï de Krasnodar » (URL <http://www.krsdstat.ru/digital/region12/DocLib/uroven.htm>)

<sup>121</sup> Ibidem. « Pension moyenne de 2000 à 2011 » (URL <http://www.krsdstat.ru/digital/region12/DocLib/%D0%9F%D0%B5%D0%BD%D1%81%D0%B8%D0%B8%202000-2011.htm>)

<sup>122</sup> Site officiel du Goskomstat. « Revenu mensuels moyens en Russie et par division administrative » (URL [http://www.gks.ru/free\\_doc/new\\_site/population/urov/urov\\_11sub.htm](http://www.gks.ru/free_doc/new_site/population/urov/urov_11sub.htm))

<sup>123</sup> Site officiel du Goskomstat. « Dynamique de la pension moyenne dans la Fédération de Russie » (URL [http://www.gks.ru/free\\_doc/new\\_site/population/urov/doc3-1-1.htm](http://www.gks.ru/free_doc/new_site/population/urov/doc3-1-1.htm))



Graphique 7 : Revenus et pensions mensuels moyens, indice du niveau de vie dans le kraï

Le service de statistiques du kraï de Krasnodar ne communique pas les revenus mensuels moyens par habitant par ville du kraï. Cependant, la thèse de E. Mičlivka nous éclaire sur ce sujet et permet de voir que les villes du littoral sont au dessus de la moyenne du kraï, voire de la moyenne nationale. L'année de référence choisie par l'auteur est 2009. Le revenu mensuel moyen par habitant est alors d'environ 14 000 roubles pour le kraï et de 17 000 roubles pour la Russie. Le revenu mensuel moyen de Novorossisk est de 18 664 roubles (2<sup>ème</sup> place du kraï après la capitale Krasnodar, 19 166 roubles), celui de Sochi est de 17 848 roubles (3<sup>ème</sup> place), Guelendjik de 15 653 roubles (5<sup>ème</sup> position) et Anapa de 15 047 roubles (8<sup>ème</sup> position). Le niveau de vie du littoral est donc, en moyenne, plus élevé que dans le reste du kraï et en Russie.

De même, une attention particulière a été portée à la rénovation des ressources sanitaires et éducatives de la région, surtout à Sochi dans l'optique d'un « programme de préparation des Jeux Olympiques ». Ce programme a deux buts : développer le complexe sportif sur l'axe Sochi-Krasnaïa Poliana pour être dans la mesure d'accueillir les J.O. en 2014 ; développer les infrastructures économiques et sociales, pour accueillir dans de bonnes conditions les flux de personnes prévus pour les Jeux. Le développement des infrastructures économiques et sociales répond en effet à une volonté de rendre l'espace attractif : il servira de vitrine à la Russie pour montrer au monde que son niveau de développement est satisfaisant. Si par

exemple, le complexe hospitalier se révélait défaillant et que les sportifs ou des téléspectateurs étaient dans l'incapacité d'être soigné, cela représenterait une mauvaise publicité et mettrait en doute la capacité de la région de répondre aux besoins des potentiels visiteurs. Dans le cadre de ce programme, Medvedev a signé le « projet Sotchi 2014 » qui établit la nécessité de « construire ou développer 218 infrastructures, [...] dont 36 seront réservées au développement du complexe sportif et 182 au développement économique et social de la ville de Sotchi et de sa région »<sup>124</sup>.

Parmi les nouvelles ressources sanitaires, on compte notamment un nouvel hôpital à Sotchi (Infectious disease hospital N°2) ou encore plusieurs centres médicaux (un nouveau complexe médical était prévu dans les projets d'investissements de la ville d'Anapa, Tableau 2). Entre 2008 et 2011 les moyens (capitiaux et humains) ont continué à augmenter dans la plupart des villes du littoral.

	2008	2011
<b>Anapa</b>		
Nombre de lits	2010	2045 ↗
Nombre de médecins	853	985 ↗
Nombres d'infirmières	1848	1989 ↗
<b>Novorossiisk</b>		
Nombre de lits	3404	3456 ↗
Nombre de médecins	1767	2005 ↗
Nombres d'infirmières	3606	4233 ↗
<b>Guelendjik</b>		
Nombre de lits	1193	1146 ↘
Nombre de médecins	578	655 ↗
Nombres d'infirmières	1145	1331 ↗
<b>Touapsé</b>		
Nombre de lits	1733	1569 ↘
Nombre de médecins	709	774 ↗
Nombres d'infirmières	1470	1797 ↗
<b>Sotchi</b>		
Nombre de lits	5732	5972 ↗
Nombre de médecins	3023	2649 ↘
Nombres d'infirmières	5360	4649 ↘

**Tableau 3 : Evolution des moyens médicaux entre 2008 et 2011, en nombre de lits d'hôpitaux, de médecins (toutes spécialités confondues) et d'infirmières.**

<sup>124</sup> БАЙРАМОВ, V.M., *Sureté de la préparation et de la mise en place des XXIIème Jeux Olympiques d'Hiver et des XIème Jeux Paralympiques d'Hiver de 2014 dans la ville de Sotchi. Aspects régionaux*. Moscou, Ed. U Sport Soviétique, 2011. Chapitre 2 « Aspect théorique de l'étude des problèmes de maintien de la sécurité économique dans la préparation des prochains JO   Sochi » p.84. (БАЙРАМОВ В. М., *Безопасность подготовки и проведения XXII Олимпийских зимних игр и XI Паралимпийских зимних игр 2014 года в городе Сочи. региональные аспекты*, Издательство Советский спорт. Москва, 2011. 200 pp.)

Il est difficile d'expliquer la chute du personnel médical à Sotchi alors que toutes les autres connaissent une hausse progressive depuis 2008. Cependant, la mise en place par le gouvernement dans la ville d'un nouvel hôpital, Infectious disease hospital N°2, a pour but d'inverser cette tendance. En offrant un matériel de pointe non seulement pour les soins mais également pour la recherche, le nouvel hôpital doit permettre d'attirer de nouveaux spécialistes et augmenter de fait les effectifs. En revanche, il est possible d'expliquer la baisse du nombre de lits à Guelendjik et Touapsé, due au regroupement de centres médicaux. En outre, concernant les ressources sanitaires, on trouve à Sotchi, le centre de chirurgie ophtalmique de S. Fëdorov, le plus réputé de Russie, et il faut également noter que l'hôpital de Krasnodar, à quelques kilomètres du littoral, a une très bonne réputation, même au niveau international (il travaille étroitement avec un hôpital de Strasbourg et plusieurs professeurs émérites, comme le Pr. G. Massard, s'y rendent régulièrement).

La restructuration des ressources éducatives semble également faire l'objet d'une attention particulière. Il faut également noter qu'il y a une spécialisation accrue dans les établissements supérieurs pour répondre à la demande dans les secteurs économiques porteurs pour la région. L'Université d'Etat de Sotchi, est en cela un excellent exemple. Elle s'est spécialisée dans la filière touristique et propose plusieurs cursus et spécialisations<sup>125</sup> (gestion, droit du tourisme, ingénierie et écologie, communication) qui ont pour vocation de dynamiser la filière mais surtout d'ouvrir les élèves aux « normes » internationales en la matière. Elle propose en outre des cours en russe et en anglais afin de familiariser ses élèves avec cette langue internationale mais aussi pour ouvrir son parcours universitaire aux étudiants étrangers. Le développement des ressources éducatives spécialisées dans des secteurs en expansion à un rôle attractif sur le court comme sur le long terme. En effet, sur le court terme, il est pourvoyeur d'emploi. Et sur le long terme, il assure le développement d'un savoir-faire relatif aux services touristiques qui forgera la réputation du littoral, et c'est cette réputation qui augmentera l'attractivité.

Certes, le développement du complexe économique et social d'une région n'est pas un pré requis obligatoire pour permettre d'attirer des touristes. Cependant, à l'heure du « tourisme responsable », mais aussi par peur de ne pas pouvoir accéder à des infrastructures correctes notamment en termes de santé (si un touriste tombe malade il vaut être certain de pouvoir être soigné correctement), on peut noter une préférence pour les espaces qui concentre à la fois un niveau de développement certain et des prix encore compétitifs.

---

<sup>125</sup> Site officiel de l'Université d'Etat de Sotchi, disponible en anglais (URL [http://en.sutr.ru/index.php?option=com\\_content&view=article&id=179&Itemid=223](http://en.sutr.ru/index.php?option=com_content&view=article&id=179&Itemid=223))

Ainsi, s'appuyer sur le processus de valorisation de l'espace (ressources et mécanisme) et favoriser en particulier la filière touristique et le développement du complexe économique et social du littoral, à pour vocation de créer un espace attractif. Cependant, la valorisation de l'espace a un autre rôle, étroitement lié à l'attractivité, celui d'assurer la sécurité du littoral.

## **B) Assurer la sécurité du littoral de la Mer Noire**

*La région de la Mer Noire est importante pour la sécurité de la Russie.  
Sans sécurité politique, économique, sociale et environnementale  
le développement de notre littoral resterait lettre morte.*

*V. Baïramov, Sureté de la préparation et de la mise en place  
des XXIIème Jeux Olympiques d'Hiver et des XIème Jeux Paralympiques  
d'Hiver de 2014 dans la ville de Sotchi. Aspects régionaux, p.10<sup>126</sup>*

Indéniablement, la sécurité participe à l'attractivité d'un espace. Qui voudrait investir dans un espace économiquement risqué et instable, passer ses vacances sous les bombes ou encore vivre dans une zone où se multiplient les risques écologiques et où le niveau de vie ne peut pas évoluer ? La sécurité, qu'elle soit économique, politique (au niveau national et international), sociale ou environnementale est donc une priorité non seulement pour le développement du littoral, comme le fait remarquer Baïramov, mais également pour conserver les ressources attractives et ne pas mettre en péril la valorisation de ces dernières qui a été engagée.

### ***La coopération économique et politique comme facteur de stabilité ?***

Depuis la chute de l'URSS, la Russie a montré un intérêt constant pour la conservation de sa stabilité. Et pour preuve, une des premières institutions qu'elle a mis en place en décembre 1991 est la Communauté des Etats Indépendants, dont le but était de faciliter « le divorce » entre les Etats nouvellement créés et de continuer de coopérer dans les domaines économique,

---

<sup>126</sup> БАЙРАМОВ, В.М., *Sureté de la préparation et de la mise en place des XXIIème Jeux Olympiques d'Hiver et des XIème Jeux Paralympiques d'Hiver de 2014 dans la ville de Sotchi. Aspects régionaux*. Moscou, Ed. U Sport Soviétique, 2011. Chapitre 1 « Les okroug du Caucase Nord et du Sud, analyse et caractéristiques de la situation socio-économique » p. 10 (БАЙРАМОВ В. М., *Безопасность подготовки и проведения XXII Олимпийских зимних игр и XI Паралимпийских зимних игр 2014 года в городе Сочи. региональные аспекты*, Издательство Советский спорт. Москва, 2011. 200 pp.)

politique et militaire. En 1993, douze Etats forment la CEI<sup>127</sup>. Des organes intergouvernementaux sont mis en place, notamment un secrétariat exécutif qui conduit la politique générale de la CEI, doublé d'un conseil des chefs de l'Etat et d'une assemblée interparlementaire. Cependant la CEI, si elle est en théorie une organisation, est en pratique désorganisée. Une série de mesures contradictoires sont parfois prises. Alors que les accords de Bichkek (1992) permettent la libre circulation des personnes, susceptible de favoriser l'émergence d'une coopération économique plus importante, la Russie décide de ne plus en faire partie et de mettre en place des accords bilatéraux avec chacun des pays. De même, le Kirghizstan décide dès 1993, et ce contre les recommandations de la CEI, d'émettre sa propre monnaie, le *som*, au détriment du rouble qui servait jusqu'alors encore de monnaie commune à l'ensemble de l'espace et facilitait la coopération économique et les transactions commerciales. La CEI a connu des politiques hasardeuses et des dissensions (notamment avec l'Ukraine, le Turkménistan et la Géorgie) et nombreux sont les spécialistes qui la considèrent comme étant un échec<sup>128</sup>. Cependant, la volonté de sa mise en place révèle la volonté russe de créer autour de lui un espace de coopération économique et politique pour assurer sa sécurité. La Russie a d'ailleurs, dans le même sens, été l'instigatrice en 2000 de la Communauté économique eurasiatique rassemblant les pays prônant une plus grande coopération.

On peut donc voir dans la mise en place de l'OCEMN, d'ailleurs contemporaine à celle de la CEI, un processus semblable, engagé volontairement par la Russie, de sécurisation de son espace national par le développement d'une coopération économique dans la région de la Mer Noire. La Banque pour le Commerce et le développement de la Mer Noire est probablement l'organe le plus dynamique pour favoriser la coopération économique. Elle finance les projets interétatiques, favorise l'émission d'IDE d'un pays membre vers un autre pays membre et le développement d'accord commerciaux ou encore établit des liens entre de potentiels investisseurs et des entrepreneurs<sup>129</sup>. Le Conseil des affaires de l'Organisation joue un rôle complémentaire en encourageant financièrement le secteur privé a développé des liens commerciaux entre membres de l'organisation, puis de se développer à l'international.

Sur le terrain, cette coopération économique et les institutions qui lui sont liées permettent d'assurer les arrières des étrangers qui viennent investir sur le littoral et favorise les associations entre entrepreneur ou investisseurs russes et d'éventuels partenaires

---

<sup>127</sup> Il s'agit du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan, du Turkménistan, du Kirghizistan, de la Russie, de la Géorgie, de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de la Biélorussie, de la Moldavie (Etats membres) et de l'Ukraine (Etat participant).

<sup>128</sup> ECKERT, Denis, *Le Monde Russe*, p.28 et COJOCARU, Doru, *Géopolitique de la Mer Noire*, p.75

<sup>129</sup> Site officiel de la Banque pour le commerce et le développement de la Mer Noire, section « Produits et Services » (URL <http://www.bstadb.org/products-and-services>)

commerciaux. 147 entreprises truques se sont installées dans le kraï (contre 73 pour les USA, plus gros investisseurs dans la région et 69 entreprises allemandes)<sup>130</sup>. Les Etats les premiers font d'ailleurs la promotion de cette coopération économique jugée vital pour certains de leur secteur. Le port de Trabzon (Turquie) par exemple continue à exister et produire de l'emploi grâce à sa liaison avec Sotchi.

La coopération économique ne se borne pas aux frontières de l'OCEMN. Nous avons vu que les IDE dans la région augmentait. C'est en tout 73 nationalités différentes qui sont aujourd'hui représenté sur le littoral<sup>131</sup>. Une coopération accrue à l'internationale est également garante d'une plus grande sécurité économique du littoral.

L'intérêt pour la Russie de s'allier afin d'assurer sa stabilité économique revêt une grande importance pour le pays. La coopération économique joue donc un rôle essentiel dans la stabilité économique du littoral. En revanche, la coopération politique est beaucoup moins évidente. Malgré une volonté indéniable de la part de la Russie d'établir une coopération politique (souvent apparenté pour certains à la volonté de conserver sa domination sur les anciennes républiques de l'URSS), la CEI ou même le pan « politique » de l'OCEMN restent sans grands résultats. Si la coopération économique peut apporter au littoral une certaine stabilité, il n'en va pas de même de la coopération politique, quasi inexistante.

### ***Le rôle du développement « durable » dans la sécurité du littoral.***

La naissance officielle de la notion de développement durable date de la parution du rapport Brundtland en 1987. Déclencheur de cette prise de conscience l'ouvrage de Rachel Carson, *The Silent Spring*, décrit en 1962 les conséquences nocives des insecticides DDT et la dégradation massive et généralisée des écosystèmes. Dix ans plus tard, le rapport Meadows « Halte à la croissance ? » pointe également du doigt la destruction amorcée de notre environnement. Il faut attendre 1987 et le rapport Brundtland pour que le développement durable soit théorisé. Le rapport le définit ainsi : « Le développement durable, c'est s'efforcer de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité de satisfaire ceux des générations à venir de répondre aux leurs et correspond au devoir des générations actuelles de

---

<sup>130</sup> НИТКАТЧЕВА, Е.А., Le Kraï de Krasnodar dans le système territorial économique et social de l'okrug fédéral du Sud (de 2000 à 2009), Krasnodar, Thèse de doctorat, 2010. (НЕТКАЧЕВА, Е.А., Краснодарский Край в территориальной социально-экономической системе южного федерального округа 2000-2009 гг. // Автореферат Краснодар, 2010)

<sup>131</sup> НИТКАТЧЕВА, Е.А., Le Kraï de Krasnodar dans le système territorial économique et social de l'okrug fédéral du Sud (de 2000 à 2009), Krasnodar, Thèse de doctorat, 2010. (НЕТКАЧЕВА, Е.А., Краснодарский Край в территориальной социально-экономической системе южного федерального округа 2000-2009 гг. // Автореферат Краснодар, 2010)

transmettre un monde vivable, viable et reproductible »<sup>132</sup>. Le développement durable doit donc assurer la sécurité et la pérennité de l'homme et de son environnement, au sens large du terme. En effet, on réduit souvent cette notion à l'environnement naturel alors que l'environnement concerne tout ce qui entoure l'homme (du latin *en viro*). Donc en soi, l'espace urbain, l'espace rural, sont autant d'espace « d'environnement » de l'homme. Pour éviter une confusion, on donne souvent à cet « environnement au sens large » le nom d'écosystème humain (du grec *oikos* : lieu de vie et *systema* : qui tient ensemble).

Il s'agit de voir dans quelle mesure le développement du littoral russe de la Mer Noire est « durable » et donc, selon la définition, assurer la sécurité et la pérennité de l'homme et de son environnement.

Le développement durable répond en fait peu ou prou à un système simplifié dans lequel interagissent à la fois la croissance économique, le développement humain et le respect environnemental. Ces trois éléments tendent respectivement vers la sécurité économique, la sécurité sociale et la sécurité environnementale. Et pour être durable, la croissance économique doit permettre le développement humain et inversement, le développement humain doit permettre la croissance économique ; la croissance économique doit respecter l'écosystème et le respect de l'écosystème doit être en mesure de favoriser une croissance économique « responsable » ; enfin, le respect de l'environnement tend au développement humain et le développement humain devrait permettre une prise de conscience de l'intérêt du respect de l'écosystème.

---

<sup>132</sup> Cité dans RETAILLE, Denis (sous la direction de), *La Mondialisation*, Paris, Ed. Nathan, 2007. Chapitre 12 « Le développement durable : quelle gestion commune pour la planète ? » p.184.

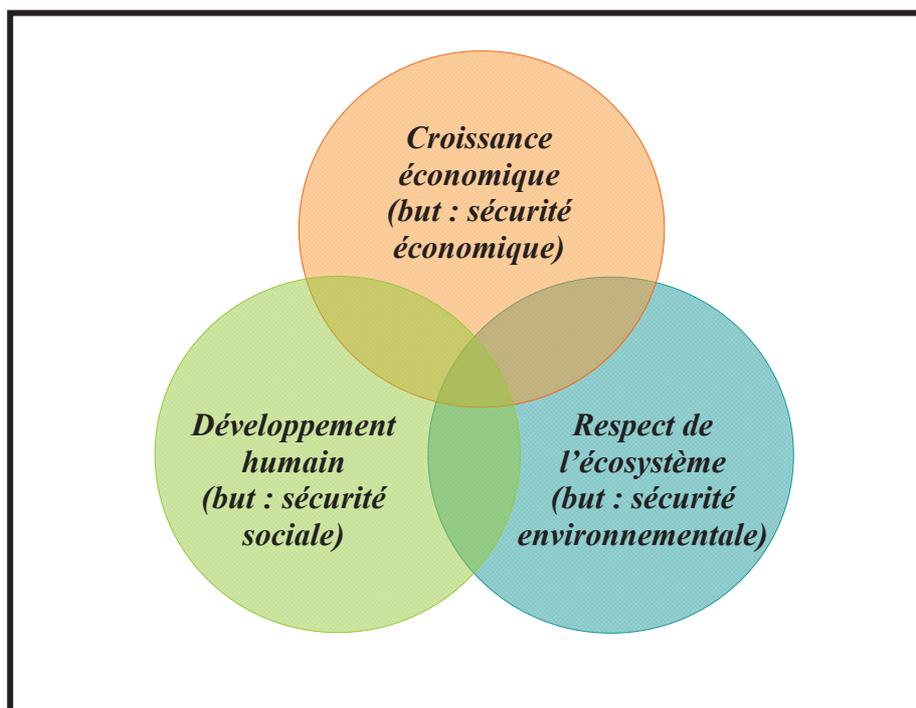


Schéma 10 : Système simplifié du « développement durable »

Il convient à présent d'appliquer ce système à la situation du littoral russe de la Mer Noire.

- L'interaction croissance économique et développement humain :

Nous avons montré précédemment que la croissance économique que connaissait l'espace littoral avait permis d'améliorer le développement humain<sup>133</sup>. Elle a entraîné à la fois une hausse des investissements et une hausse de l'offre d'emploi dans des secteurs variés. Les habitants du littoral ont également su s'adapter à la nouvelle demande : par exemple, des tour-opérateurs improvisés dans les rues proposent des excursions sur l'ensemble du littoral et dans les terres ; des propriétaires attendent à la gare d'éventuels touristes pour sous-louer leur appartement ; certains se découvre une âme de restaurateur et décide de transformer leur propre maison en auberge ; certains cumule à leur emploi celui de conducteur de taxi ; les étudiants sont nombreux à choisir la filière touristique à l'Université. La croissance a également donné à l'Etat les moyens d'investir dans la modernisation et l'extension du complexe économique et social (hôpitaux, écoles) qui favorise le développement humain.

De même, le développement humain joue un rôle dans la pérennité de la croissance économique. Par exemple, le nombre croissant d'élève dans l'Université d'Etat de Sotchi, spécialisé dans le tourisme, permet de fournir une main d'œuvre qualifiée au secteur touristique en pleine expansion, et pourvoyeur de croissance économique.

<sup>133</sup> La croissance économique n'engendre en effet pas forcément du développement humain.

Cette interaction, ou sous système, qui fonctionne peut assurer une certaine sécurité économique et social au littoral.

- L'interaction développement humain et respect de l'écosystème.

Cette interaction est un peu moins évidente. Certes, le développement humain peut favoriser la prise de conscience de la nécessité du respect de l'environnement. Mais les Russes ne sont pas particulièrement connus pour leur conscience environnementale. En effet, producteur de pétrole et de gaz, la Russie peut faire bénéficier à sa population de prix réduits concernant ces ressources. Comme Nina Kolakova (la femme âgée russe chez laquelle j'ai logée *ndlr.*), il n'est pas rare que les russes laissent le gaz perpétuellement allumé pour chauffer leur habitation en hiver. La vieille dame ne manque d'ailleurs pas de « rassurer » ses visiteurs : « Ne vous inquiétez pas, tout le monde fait ça... ». De même, la hausse du niveau de vie a augmenté le nombre de voitures et par conséquent les émissions de CO2 ou encore la masse de déchets. D'ailleurs, le « tri sélectif » reste pour un grand nombre de Russes un grand mystère. La pollution domestique est de fait assez conséquente.

En revanche, il faut reconnaître les efforts pour respecter l'écosystème entrepris par l'administration dans le but d'offrir des meilleures conditions et favoriser la sécurité environnementale. Les villes du littoral font des efforts pour entretenir leurs parcs, comme par exemple le Dendarium et le parc Riviera à Sotchi ou le parc des Enfants à Anapa. Le Dendarium a la particularité d'accueillir un centre d'étude botanique. La modernisation des réseaux de canalisation a permis l'évacuation des déchets dans des stations d'épuration et non plus dans la mer. Le ramassage quasi quotidien des déchets dans les rues augmente également le sentiment de respect de l'écosystème. En outre, à l'est de Sotchi, le parc naturel de Sotchi, qui s'étend sur un peu moins de 2000 kilomètres carrés, a été mis en place en 1983 pour conserver et étudier la biomasse spécifique du littoral. Non loin, on trouve la réserve naturelle de la Biosphère du Caucase.

Certes, si la Russie revient de loin en termes de conscience écologique, il n'en reste pas moins que les administrations municipales ont entrepris des efforts pour respecter l'écosystème afin d'atteindre une certaine sécurité environnementale.

- L'interaction croissance économique et respect de l'écosystème.

C'est l'interaction la plus problématique dans le fonctionnement du système du développement durable, et pas seulement en ce qui concerne le littoral russe de la Mer Noire. En effet, sur le littoral comme ailleurs, l'environnement est mis à mal par la pollution industrielle. Les industries de Touapsé ont pris la mauvaise habitude de rejeter dans la mer leurs déchets, si bien qu'on voit sur les « plages » situées à proximité immédiate de la ville

des panneaux indiquant « Interdit à la baignade et à la pêche ». Mais encore une fois les autorités russes tentent de rattraper leur retard, notamment en adoptant certaines normes (leur respect reste cependant toujours en question). En 2004, elles ratifient après de longues hésitations le Protocole de Kyoto puis participent à la conférence de Copenhague en 2009. Ces normes, si elles sont respectées, peuvent augmenter la sécurité environnementale.

Ainsi, si un cercle vertueux pour atteindre une certaine sécurité économique et sociale sur le littoral semble bien installée (il n'est cependant jamais acquis et doit être entretenu), la sécurité environnementale est plus problématique. Certes des efforts de la part des pouvoirs publics sont engagés, mais ils semblent encore insuffisants pour réduire la pollution domestique et industrielle sur le littoral. C'est donc uniquement dans les domaines où l'interaction crée un cercle vertueux que le développement durable peut être garant de la sécurité.

### ***Le tourisme, meilleure arme pour le développement durable du littoral de la Mer Noire ?***

Cette thèse est développée dans le chapitre II de l'ouvrage de Sitchev, *Maîtrise complexe de la zone littorale de la Mer Noire. Facteurs importants pour son développement durable*. Selon l'auteur, le secteur touristique a en effet le mérite de permettre la croissance économique et le développement humain. Mais il a également pour but de pousser les autorités à prendre soin de leur environnement. En effet, le manque de sécurité environnementale peut devenir un frein à l'attractivité et ralentir, de fait, l'extension de la filière touristique. Des mesures devront logiquement être prises afin de réduire ce frein. Il n'y a en effet pas d'intérêt à injecter des investissements dans la machine touristique si aucun touriste ne vient car la dégradation générale de l'environnement est trop importante. Pour que la machine ne devienne pas contre-productive, il faut donc également investir dans la conservation de l'« écosystème humain ».

Le tourisme serait donc une clé qui permettrait d'ouvrir le littoral à un développement durable. D'abord parce que, nous l'avons vu précédemment, il est un moyen d'augmenter la croissance et d'assurer dans une certaine mesure le développement humain. Ensuite, parce que le tourisme, véritable manne financière, pousse les autorités à prendre en compte l'équilibre environnemental qui, s'il est rompu, peut entraîner une chute rapide du tourisme.

Ainsi, la coopération économique, la croissance économique, le développement humain et le développement de la filière touristique qui pourrait faire tendre vers un développement

durable du littoral vise à assurer la sécurité générale du territoire et par extension, son attractivité. La coopération politique vient cependant ombrager le tableau. Elle est quasi inexistante, or accords bilatéraux exclusifs, et ne peut, à ce titre, garantir une véritable sécurité géopolitique dans la région.

### C) La mise en place d'une *sun belt* « à la russe » ?

*Des rives occidentales à celles du Pudget Sound, en passant par la Floride, le littoral du golfe du Mexique et de la Californie se développe [...] « une ceinture du soleil ». Les médias vantent les attraits de cette région faisant miroiter les bons emplois et la douceur du climat, mais cette image ne saurait cacher l'importance de la pauvreté, qui en fait tout aussi une « poverty belt » et de la dérégulation qui en fait une « free belt » pour les entreprises.*

A. Bailly, G. Dorel, J. Racine, P. Villeneuve, *Etats-Unis, Canada*  
Coll. Géographie universelle, tome 4, Belin Reclus, 1992.

#### *Caractéristiques générales d'une « sun belt »*

Comme son nom l'indique, la *sun belt* est d'abord un espace qui profite de condition d'ensoleillement favorable. Mais cette ceinture spatiale est surtout caractérisée par sa capacité à générer de l'attraction. La première *sun belt* théorisé a été celle des Etats-Unis qui s'étend au sud du pays, de la Floride à la Californie en passant par le Texas. Elle correspond à une zone de dynamisme économique mais aussi de recherche et de développement. Le secteur secondaire se fonde sur une industrie de pointe dans les domaines des NTIC, de l'aéronautique (Boeing) ou encore de l'aérospatial (NASA) et plusieurs « technopôles » se sont construits, le plus connu étant celui de la *Silicon Valley*. Il ne faut cependant pas négliger l'importante industrie pétrolière texane, l'extraction de minerai dans les Rocheuses, ou encore la filière agroindustrielle (le secteur primaire est essentiellement consacré aux cultures méditerranéenne et tropicale). Le secteur tertiaire, et notamment le tourisme, est l'autre atout de la *sun belt* américaine. Pour la primauté de son industrie de pointe et du secteur tertiaire, elle est d'ailleurs souvent opposée à la *manufacturing belt*, fleuron septentrional de l'industrie lourde jusqu'aux années 70 (axe Chicago-Boston via la région des Grands Lacs) qui porte aujourd'hui le nom significatif de *rust belt* (Ceinture de la rouille) symbole de son caractère aujourd'hui vétuste.

La *sun belt* engendre de fait plusieurs phénomènes d'attraction. D'abord, une attraction économique. Une main d'œuvre peu qualifiée, saisonnière ou permanente, est attirée par le

potentiel des unités de production et parfois, les conditions de travail proposés. Des cadres supérieurs, des chercheurs, des entrepreneurs sont également attiré par le dynamisme économique et le cadre favorable pour la création et le développement favorisé par des taxes sur les entreprises et les industries faibles. Cette forme d'attraction est plus couramment appelé le *brain drain*. Ensuite, une attraction « naturelle », appelé l'héliotropisme. Du grec *hélios*, le soleil et *tropos*, qui se tourne vers, ce phénomène décrit un mouvement vers les régions ensoleillées. L'héliotropisme peut se combiner à l'attraction économique. Mais il concerne également les touristes et les retraités qui partent majoritairement s'installer en Floride ou sur la côte californienne.

Cette attraction se traduit par une intensification du phénomène migratoire. Les migrations sont à la fois interne (touristes, retraités, travailleurs en provenance d'autres Etats américains) et externe (travailleurs et touristes venant d'autres pays). De nombreux mexicains travaillent dans la *sun belt* américaine, dans les *maquilladoras*, mais également dans le secteur touristique, ou viennent y passer leur vacances pour les plus fortunés. De même, l'héliotropisme touche les Canadiens qui ne bénéficient pas de meilleures conditions d'ensoleillement dans leur pays, et en termes de distance et de connexion, la *sun belt* américaine est la plus accessible.

L'exemple de la *sun belt* américaine a posé les bases de définition du concept. En résumé, c'est un espace dynamique économiquement dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire, avec une spécialisation marquée dans les industries de pointe et doté d'un fort potentiel touristique. C'est un espace qui attire (facteur économique et héliotropisme) et qui est donc sujet à la réception d'importants flux migratoires.

D'autres espaces ont été assimilées à une *sun belt*. C'est le cas du pourtour méditerranéen du sud de la France par exemple. C'est un espace qui a cherché à développer son industrie de pointe (technopôle de Nice-Antipolis, Montpellier) et également doté d'importante ressources touristiques. On peut y noter une attraction économique et un héliotropisme (taux de retraités élevé, importants flux de touristes).

### ***Des caractéristiques que l'on retrouve sur le littoral russe de la Mer Noire ?***

On peut retrouver une partie de ces caractéristiques sur le littoral russe de la Mer Noire. Le littoral profite également de conditions d'ensoleillement favorables, et comme aux Etats-Unis il y a une grande diversité des ressources écologiques proposées. Toute proportion gardée bien sûr, Los Angeles est, comme Sotchi, situé sur une zone d'interface entre le littoral et les montagnes. A l'échelle de la Russie, le littoral connaît également un certain dynamisme

économique. Comme dans la *sun belt*, les cultures sont majoritairement méditerranéennes et subtropicale. L'agro-industrie, l'industrie pétrolière et les matériaux de construction jouent un rôle de premier plan pour le secteur secondaire. Si le littoral pontique cherche à développer ses activités en recherche et développement (Centre américain de reproduction et génétique humaine), la majeure partie des activités liées à l'industrie de pointe reste cependant concentrée à Moscou ou Saint-Pétersbourg. Les deux villes concentrent les sièges sociaux des grandes entreprises de NTIC russe (par exemple, Vkontakte, l'équivalent russe de Twitter, siège à Saint-Pétersbourg) et la majeure partie des industries aéronautiques et aérospatiales<sup>134</sup>. Les industries aéronautiques et aérospatiales forment en outre bien une « ceinture » sur le territoire russe mais celle-ci s'étend plutôt de Saint-Pétersbourg à Irkoutsk. Le sud de la Sibérie est en effet un important vivier pour l'industrie de pointe, bien plus que ne l'est le littoral de la Mer Noire : Samara (fabrication de lanceurs et de satellites, d'avions de transports civils et militaires, industrie chimique et cryogénique), Omsk (fabrication de lanceurs et de satellites) ou encore Novossibirsk (Entreprise Soukhoï) sont des centres technologiques renommés. En revanche, comme la *sun belt* américaine, le littoral n'abandonne pas son industrie lourde qui garde une place de choix dans son produit régional brut (hydrocarbures, extractions de minerais...)

En ce qui concerne le secteur tertiaire, et en particulier le tourisme, le littoral russe peut être comparé à la *sun belt*. C'est en effet un pôle touristique, doté de nombreuses ressources touristiques. L'inspiration américaine n'est d'ailleurs pas à exclure : comme en Californie, le littoral a multiplié les parcs naturels, invention américaine du XIXe siècle (Parc de la biomasse du Caucase, Parc naturel de Sochi) ou encore les parcs d'attraction (chaque ville du littoral en possède un voire plusieurs, et Anapa se dotera peut-être d'un parc Disneyland<sup>135</sup>...).

En outre, le littoral de la Mer Noire, comme la *sun belt* américaine, attire les flux migratoires. Il enregistre une migration à la fois interne (en provenance d'autres sujets de la Fédération) et externe (en provenance de la CEI majoritairement, comme nous l'avons vu dans la figure). La migration interne est plus importante que la migration externe : Au cours de la première moitié de l'année 2012, sur le littoral de la Mer Noire, le solde migratoire interne était de

---

<sup>134</sup> Il y a en effet un centre de fabrication de satellites à Saint-Pétersbourg et Moscou concentre un grand nombre d'industrie de pointe dans les domaines de l'aéronautique et l'aérospatiale. On trouve dans la capitale un centre de fabrication de lanceurs et de satellites, un centre de contrôle des vols habités et des satellites, des industries spécialisées dans la construction d'avion de combats et de réacteurs (entreprise Volgaero à Rybinsk, non loin de Moscou, conglomérat entre l'entreprise russe NPO Saturn et française Snecma).

<sup>135</sup> Voir Tableau 2, Chapitre V, A)

+22 230 personnes tandis que le solde migratoire externe était de +6 917 personnes<sup>136</sup>. On retrouve à la fois une attraction économique et l'héliotropisme qui caractérise également la *sun belt* américaine.

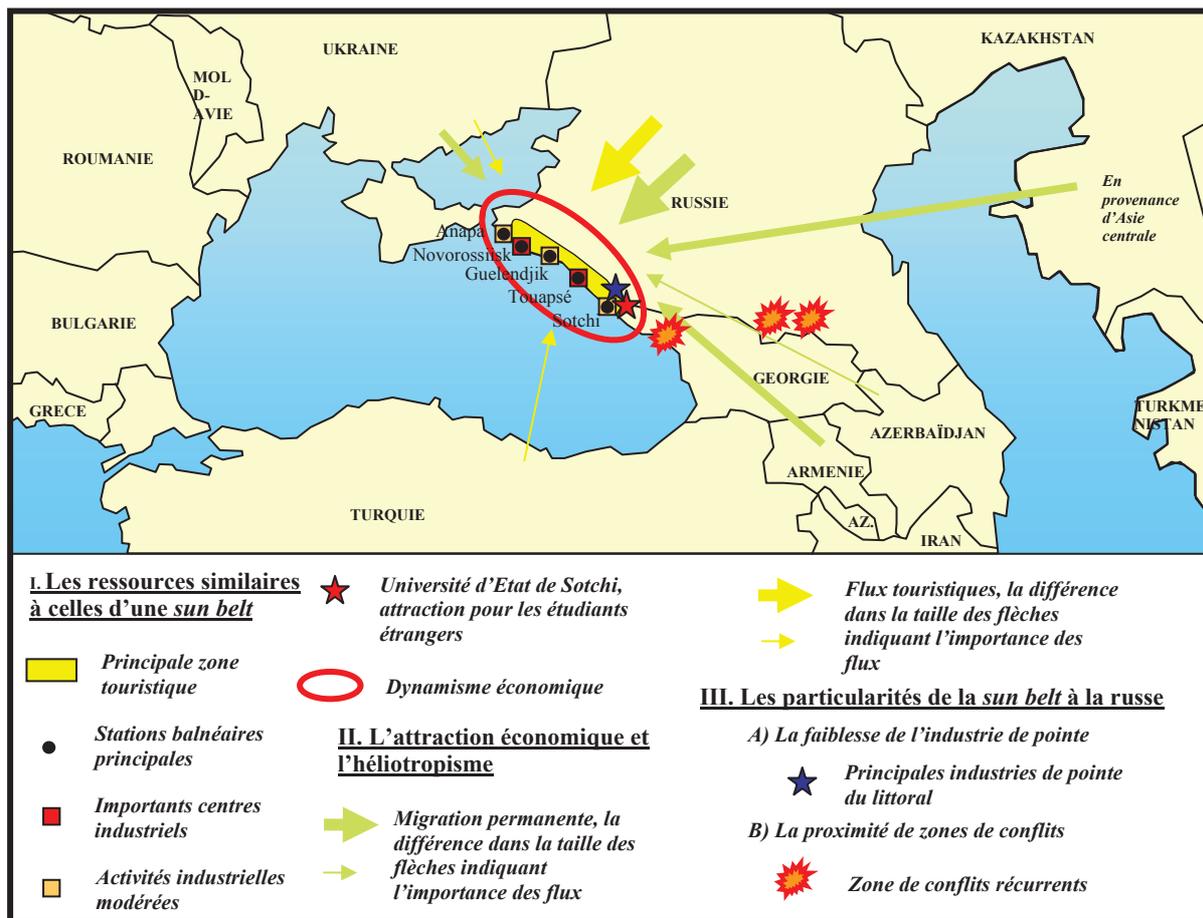
Pour conclure, il semble difficile de donner au littoral le nom de *sun belt*, car on ne retrouve pas un des facteurs qui entre dans la définition américaine : une industrie de pointe et un important dispositif de recherche et de développement. S'il est impossible donc de parler de *sun belt* stricto sensu, on pourrait parler d'une *sun belt* à la mode russe qui présenterait des caractéristiques un peu différentes de la *sun belt* américaine.

### ***Les particularités de la « sun belt à la russe »***

La *sun belt* russe cherche à développer son secteur tertiaire et particulièrement sa filière touristique. De plus, elle n'abandonne pas son industrie lourde et ne cherche pas outre mesure à développer son industrie de pointe située sur un autre axe « historique ». Par les phénomènes d'héliotropisme et d'attraction économique (notamment dans la filière touristique), elle attire à la fois des touristes et des travailleurs. La mise en place dans l'Université d'Etat de Sotchi de cours en anglais et de nombreux partenariats avec d'autres universités européennes (Allemagne, Angleterre, France, Autriche), asiatique (Chine), américaine (US et Canada) ou encore de l'ex-empire soviétique (Arménie, Biélorussie et Ukraine) ainsi que la possibilité de carrières intéressantes dans la filière touristique peuvent favoriser le *brain drain* à l'échelle régionale aujourd'hui, puis au niveau international si l'Université de Sotchi continue sa politique d'ouverture.

---

<sup>136</sup> Site officiel du service de statistique du kraï de Krasnodat (URL <http://www.krsdstat.ru/digital/region1/2007/MIGR.htm>)



Carte 12 : Une sun belt « à la russe » ?

En outre, la proximité avec plusieurs zones de conflits ajoute une particularité. Il apparaît donc que l'espace du littoral ne peut être appelé stricto sensu une *sun belt*, à cause de ses particularités. Cependant, on pourrait parler de *sun belt* à la russe pour prendre en compte le fait qu'elle emprunte des caractéristiques communes à la *sun belt*, mais propose au final un modèle distinct.

Le chapitre V a ainsi permis de mettre en avant le processus d'augmentation de l'attractivité sur le littoral russe de la Mer Noire. Grâce à la mise en valeur de certaines ressources et le choix d'en favoriser certaines (tourisme, développement humain) mais aussi à la recherche d'une sécurité économique, sociale et environnementale, l'attractivité du littoral a été augmenté. Le partage de caractéristiques communes avec la fameuse *sun belt* américaine traduit l'attractivité de la zone bien qu'il semble inapproprié de donner au littoral pontique russe le nom de *sun belt*, stricto sensu. Il convient à présent de voir dans quelles mesures cette attractivité créée est capable de générer du *soft power*.

## Chapitre VI

### La génération d'un *soft power* en marche ?

Il semble opportun de rappeler ici la définition du concept qui nous occupe. Le *soft power* est la capacité d'un acteur politique d'infléchir la vision voire le comportement d'autres acteurs par l'attraction ou la cooptation plutôt que par la coercition ou la rétribution (*hard power*). Nous avons montré précédemment l'ensemble du processus de valorisation et de création de ressources (Chapitre IV) qui vise à rendre le littoral attractif (Chapitre V). Cependant, il reste encore une étape à franchir : en effet, ce n'est pas parce qu'un espace est attractif qu'il va *de facto* générer du *soft power*, c'est-à-dire « infléchir la vision, voire le comportement d'autres acteurs ». En d'autres termes, un territoire attractif en soi n'est pas intrinsèquement garant de l'obtention d'une image positive sur la scène internationale, et de la génération d'un *soft power*. Le chapitre VI va donc tenter d'expliquer comment la Russie tente de franchir cette étape, afin que l'attractivité du territoire génère du *soft power*, et dans quelles mesures elle y parvient.

Si le littoral possède des ressources qui peuvent indéniablement générer du *soft power* et que le gouvernement tente de mettre en place une diplomatie publique efficace pour vendre son espace et transformer les ressources attractives en ressources génératrice de *soft power*, nous verrons les difficultés rencontrées par la Russie et les limites des rouages de « la machine » qui tente de générer du *soft power*.

#### **A) Le littoral russe possède des ressources capable de générer du *soft power*.**

*Le soft power dépend, premièrement et en grande partie, de la compréhension de l'état d'esprit des autres.*

Joseph Nye, *The New Public Diplomacy*, article sur le site de J. Nye

### Les rouages de la machine en place

Le cheminement dans les chapitre IV puis V a permis de décortiquer, en quelque sorte, la machinerie mise en place pour générer du *soft power*. Cette machine a pour tête pensante l'Etat russe qui a choisi pour armature le littoral pontique. La tête a ensuite décidé d'améliorer le fonctionnement interne de son armature, et ce en valorisant les ressources qui la compose, et en important d'autres ressources, afin de rendre son armature plus attractive, par le biais de différents mécanismes.

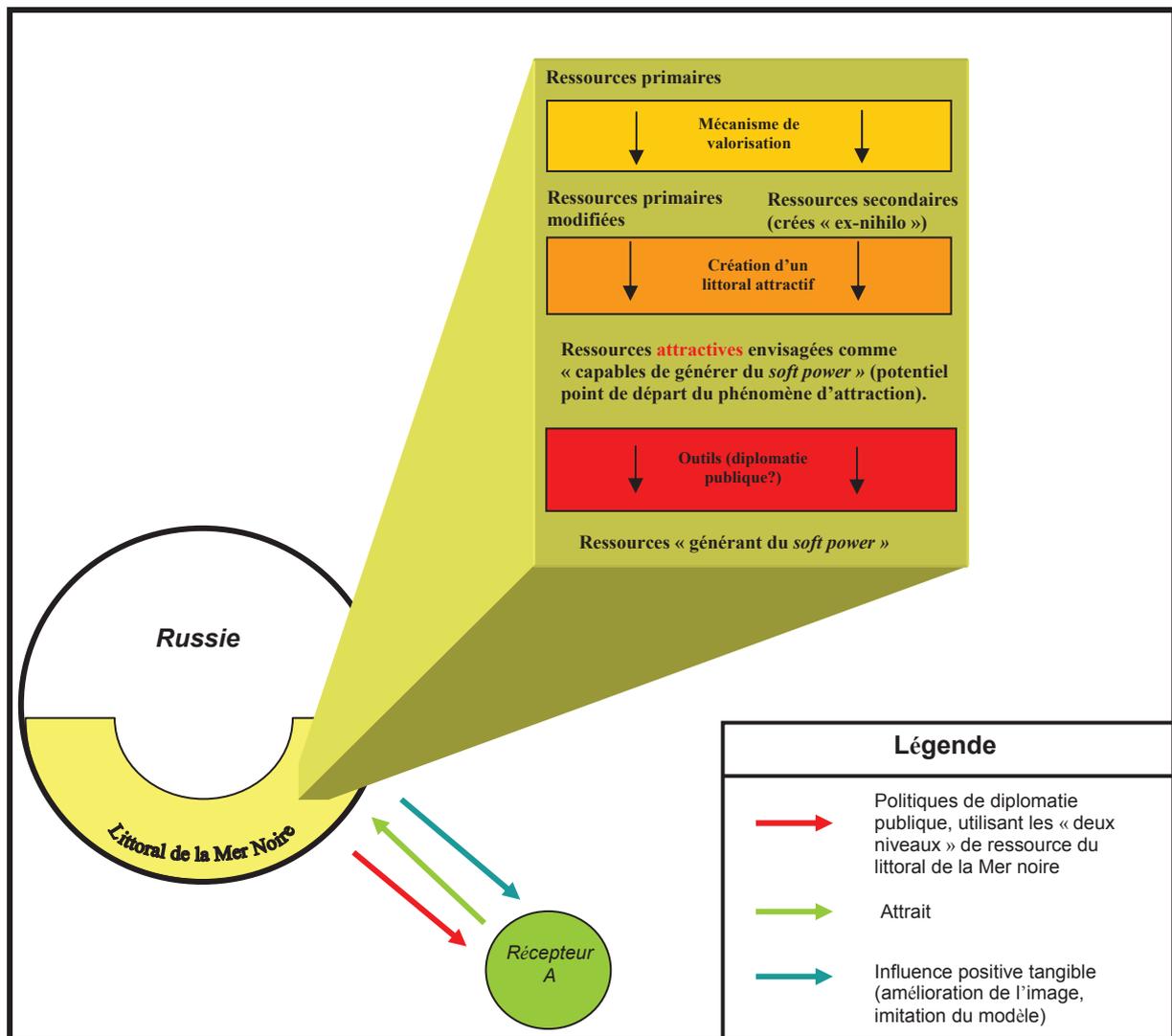


Schéma 11 : Les rouages de la machine pour générer du *soft power* en place

En affrontant le terrain, et c'est ce que nous vu dans les chapitres IV et V, il est apparu que le littoral russe de la Mer Noire disposait d'atouts indéniables pour être en mesure de générer du *soft power* : comme définit dans l'introduction, la base du phénomène de *soft power* est un élément attractif, que nous avons défini dans le présent mémoire comme étant le territoire. Et

l'Etat russe par le processus de valorisation (modernisation, incitation à l'investissement...) a justement cherché à créer un territoire attractif. Le fait que les ressources aient permis la création d'un espace attractif fait de ces dernières la base du phénomène de *soft power*. Elles sont donc à ce titre « capables de générer du *soft power* ». Cependant, ce n'est pas parce qu'un espace est attractif et dispose de ressources « capables de générer du *soft power*, qu'il va, *de facto*, générer du *soft power*.

***Le passage problématique entre « ressources capables de générer du soft power » et « ressources générant du soft power »***

La « découverte » de cette étape s'est faite après quelques interrogations. En effet, une des premières impasses en commençant à travailler sur le sujet avait été de penser : « un Etat réussi à rendre un territoire attractif grâce à une politique de valorisation efficace, et ce territoire va par conséquent générer de l'attraction ». Cette approche, assez séduisante car simple et vérifiable au regard de certains exemples<sup>137</sup>, se heurtait cependant à mon sujet. La Russie a mis en place les rouages d'une machine capable de générer du *soft power*, pourtant, rare sont les personnes qui aujourd'hui savent que la Russie dispose d'une riviera au climat méditerranéen. Le lien de cause à effet entre « un Etat réussi à rendre un territoire attractif grâce à une politique de valorisation efficace » et « un territoire va générer de l'attraction » n'est donc pas si évident. Certes, il faut intégrer le facteur temps, une telle machinerie ne se mettant pas en place du jour au lendemain. Mais deux questions s'imposaient : ***Pourquoi ce lien ne tenait pas de facto et quelle était la pièce manquante pour faire le lien entre ces deux propositions qui semblaient malgré tout liées l'une à l'autre ?*** Ce n'est qu'après avoir commencé l'étude de la politique menée pour rendre l'espace attractif sur le littoral pontique avec plus de minutie que ces questions trouvaient peu à peu des réponses... Le terrain répondait en quelque sorte à la problématique qu'il avait lui-même soulevé.

Tentons d'abord de répondre à la première question.

Il est d'abord intéressant de remarquer que quelque chose d'attractif n'entraîne pas forcément l'attraction. En effet, malgré la racine commune évidente (du latin *attrahere*, tirer à soi), les deux termes sont un peu différents : « attractif » est un état, tandis qu'« attraction » est une dynamique, une force. Et, en ce qui concerne le territoire géographique, il semblerait donc qu'il puisse y avoir une permanence de l'état « attractif » sans création de dynamique d'« attraction ». Ce passage de l'état « attractif » du territoire à un territoire générant une

---

<sup>137</sup> C'est le cas notamment de la *sun belt* américaine, qui est un territoire attractif (industrie, mode de vie, climat) et génère, en outre, de l'attraction (flux migratoires, flux de capitaux).

force d'attraction traduit en outre le fossé entre « ressources capables de générer du *soft power* » et « ressources générant du *soft power* » évoqué plus haut.

Ensuite, il faut noter que la dynamique d'attraction émane d'un être *sensible* si on peut dire, le récepteur, comme nous l'avons vu dans le schéma 5. Ce dernier est par la suite libre ou non d'émettre une réaction positive tangible envers l'émetteur. Rappelons ainsi les trois scénarios de figure évoqués dans le schéma 5 : 1- La mise en place par un état émetteur d'une politique visant à rendre l'espace attractif mais qui n'a aucun effet sur le récepteur. 2- La mise en place par un état émetteur d'une politique visant à rendre l'espace attractif qui provoque une dynamique d'attraction chez le récepteur, qui cependant ne la laisse pas apparaître (c'est ce que l'on avait appelé plus haut le « cas stalinien »). 3- La mise en place par un état émetteur d'une politique visant à rendre l'espace attractif, provoque chez le récepteur une dynamique d'attraction provoquant une réaction positive tangible de ce dernier (augmentation des investissements, soutien géopolitique, flux de vacanciers...). C'est ce dernier système qui correspond au phénomène du *soft power* où le récepteur joue ainsi une place centrale. Et chaque récepteur aura une approche subjective qui lui sera propre quant à l'attraction vis-à-vis de l'Etat émetteur. C'est pourquoi, le récepteur joue ainsi un rôle déterminant concernant le passage de « ressources capable de générer du *soft power* » à « ressources générant du *soft power* ». En effet, c'est le récepteur qui va être sensible ou non à ces ressources : si le récepteur n'est pas attiré par les ressources malgré leurs capacités d'attraction, les ressources restent au stade de « ressources capable de générer du *soft power* », si, au contraire, le récepteur est sensible aux ressources qui les entraînent à avoir une réaction positive tangible envers l'émetteur, les ressources deviennent « ressources générant du *soft power* ».

Pour faciliter ce passage, il faudrait donc chercher à créer ou accélérer la dynamique d'attraction, mais également agir directement sur le récepteur. Il convient donc de voir à présent comment l'Etat Russe entreprend de franchir cette étape, et ainsi répondre à la seconde question : quelle serait la (ou les) pièce manquante qui servirait de pont pour passer d'un territoire attractif à un territoire générant du *soft power*.

### ***La diplomatie publique, pièce manquante au bon fonctionnement de la machine ?***

Ce n'est qu'après avoir répondu à ces interrogations que le rôle que pouvait jouer la diplomatie publique se dessinait peu à peu. En effet, comme nous l'avons défini dans le chapitre II, cette politique réunit l'ensemble des stratégies qu'un Etat met en place afin de générer un phénomène d'attraction chez un récepteur, qui n'est autre que l'opinion publique

d'un autre pays. Et, à ce titre, elle apparaît comme pouvant faciliter le passage de l'étape qui était problématique : transformer « l'attractif » en « générateur d'attraction ».

- D'abord, parce que **la diplomatie publique est une sorte de *marketing* d'Etat**. Le marketing se définit comme un « ensemble de techniques qui permettent à travers une offre de biens et de services, de satisfaire les besoins et désirs des consommateurs d'une manière rentable pour l'entreprise. Pour cette dernière, c'est un levier de compétitivité [...] le consommateur est au centre des préoccupations, car c'est par lui que l'on découvrira la manière de créer de la valeur »<sup>138</sup>. La diplomatie publique pourrait adopter une définition similaire, en remplaçant « entreprise » par « Etat ». En outre, la diplomatie publique place également le « consommateur », ici l'opinion publique étrangère, au centre de ses préoccupations puisque son but est de « vendre » à cette dernière l'ensemble des ressources (ressources primaires, biens et services créés) dont le littoral dispose. Bien sûr, on pourrait arguer que contrairement au marketing d'entreprise, le *marketing d'Etat* n'a pas de fins à proprement parler mercantiles. Pourtant, comme le marché économique, le « marché géopolitique » est un lieu de lutte d'influence, d'établissement de cartel ou de recherche de monopole. Et la diplomatie publique, comme *marketing d'Etat*, a justement comme visée de rendre l'Etat russe plus compétitif sur le « marché des influences géopolitiques ».

Si on file la métaphore du marketing et qu'on l'approfondit un peu plus, il est encore plus aisé d'illustrer le problème du passage de ressources « capables de générer du *soft power* » à « ressources générant du *soft power* » (ou de « l'attractif » au « générateur d'attraction »). Dans le commerce, certains contenus peuvent être attractifs pour le consommateur qui pourrait être susceptible de l'acheter (un gâteau par exemple), mais à cause du contenant, peu attrayant (un simple emballage carton), ou de contre-indication à la consommation (excès de sucre), il ne va pas être acheté par le consommateur. C'est à ce moment qu'intervient le marketing, qui doit à la fois rendre attrayant le contenant et outrepasser la contre-indication. Transposons maintenant cela à la géopolitique et à la diplomatie publique : La Russie dispose de ressources pouvant être attractives pour l'opinion publique étrangère, mais également d'une image négative liée à des choix politiques discutables et la réserve de certains autres Etats envers elle (réserve qui fait office de contre-indication pour leur opinion publique respective), la Russie doit donc développer un marketing d'Etat, la diplomatie publique, pour dépasser ce problème. En cas de réussite de la politique de diplomatie publique, qui implique la création d'une dynamique d'attraction du récepteur pour l'émetteur, les ressources

---

<sup>138</sup> MICHON, Christian, (sous la direction de), *Le Marketeur, les nouveaux fondements du Marketing*. Paris, Pearson Education, 2003. P.13

« capables de générer du *soft power* », élément fondamental du processus d'attraction, deviennent *de facto* des ressources « générant du *soft power* ».

- Ensuite, parce que la **diplomatie publique a pour vocation dans sa définition initiale de s'adapter à la sensibilité du récepteur**. En d'autres termes si on file une fois encore la métaphore du *marketing*, elle doit analyser la subjectivité du « client » afin de lui donner les arguments qui le touchent de manière particulière, et ainsi « vendre » plus facilement son produit. La diplomatie publique donne donc au récepteur une place centrale : si elle arrive à convaincre ou persuader le récepteur, la diplomatie publique va permettre de transformer le territoire « attractif » en territoire « générant de l'attraction ».

C'est pour ces raisons que la diplomatie publique est apparue comme la pièce manquante qui permettait de franchir l'étape afin de générer du *soft power*, en transformant un simple territoire attractif en territoire générant de l'attraction.

La diplomatie publique a donc un rôle important a joué selon notre développement, mais il convient à présent de voir les formes qu'elle prend sur le littoral pontique.

## **B) Quelle diplomatie publique sur le littoral pontique russe ?**

*Au premier abord, Russia Today ressemble beaucoup à CNN, à la seule différence qu'elle peut être comparée à une cheerleader du Kremlin peinant à respirer.*

Peter Finn, cité dans Avgerinos Katherine, *L'effort de diplomatie publique de la Russie : Pourquoi cela ne fonctionne pas ?*, p.122

### ***S'appuyer sur d'anciens vecteurs d'influence***

Il est plus aisé dans un premier temps pour établir les bases d'une diplomatie publique contemporaine de s'appuyer sur des vecteurs d'influence qui semblent acquis. Dans son ouvrage traitant de la diplomatie publique contemporaine, le *Rossotroudnitchestvo*<sup>139</sup>, agence fédérale spécialiste de cette question, évoque le potentiel et les ressources de la diplomatie publique russe<sup>140</sup>. L'agence a un regard assez critique sur « les anciennes armes de la diplomatie publique de l'URSS », condamnant une culture de masse soviétique peu attrayante, une image attachée au *hard power* (Hongrie en 1956, Tchécoslovaquie en 1968 ou

---

<sup>139</sup> Agence fédérale « pour les affaires de la communauté des Etats indépendants, des compatriotes vivant à l'étranger et pour la coopération humanitaire internationale », considérée comme étant l'organe qui permet la promotion de la diplomatie publique.

<sup>140</sup> MOUKHAMETCHINA, F.M. (sous la direction), *La Diplomatie Publique contemporaine : l'évolution russe*. Moscou, La Ville Blanche, Ed. *Rossotroudnitchestva*, 2011. Pp 14-19.

Afghanistan en 1979) ou encore une politisation systématique de la part des autorités de « nombreux événements objets de diplomatie publique » citant à propos les avancées scientifiques et spatiales (1<sup>er</sup> Spoutnik, 1<sup>er</sup> vol habité, Youri Gagarine 1<sup>er</sup> homme dans l'espace) et les victoires sportives. Cependant, si le *Rossotroudritchestvo* se refuse à utiliser les anciennes techniques de diplomatie publique soviétique, l'agence veut en revanche profiter de « vecteurs d'influence » qui ont pu également être utilisés à cette époque.

Dans le cadre d'une politique de diplomatie publique, ces vecteurs d'influence ont un rôle majeur pour le littoral pontique : ils doivent en effet faciliter la « publicité » et la visibilité du littoral, ce qui permet d'en assurer la promotion.

- La langue russe. La communauté russophone est d'une importance capitale dans cette optique de promotion. Elle concerne en premier lieu les pays de la CEI, bien qu'elle y enregistre un important recul lié à la promotion des langues nationales et une « dérussification » active dans certains pays. La fondation *Nasledie Evrasii* a fait une étude en 2008, pour montrer que la situation était très hétérogène et a établi trois grands groupes : le premier comprend la Biélorussie (78% de russophones), l'Ukraine (70%), le Kazakhstan (68%) et la Moldavie (51%) ; la second comprend les pays comportant plus d'un tiers de locuteurs dont le Kirghizstan (38%), le Tadjikistan (35%) et l'Arménie (33%) ; enfin la Géorgie (30%) et l'Azerbaïdjan (28%) forment le 3<sup>ème</sup> groupe, où la langue russe ne cesse d'être marginalisée<sup>141</sup>.

En fait, la perdurance d'une communauté russophone est pour la Russie une sorte de thermomètre : plus le nombre de russophone dans le pays reste élevé alors que l'indépendance permet l'adoption d'une nouvelle langue, plus il y a de chance que ces russophones soient également des russophiles. En effet, sous l'URSS, les citoyens des différentes républiques soviétiques n'avaient pas le choix : il devait parler le russe que ce soit à l'école ou dans les instances étatiques. Les russophones n'étaient donc pas forcément des russophiles. Aujourd'hui, la situation est tout autre. Les citoyens des différents états de la CEI ont le choix de continuer ou non d'apprendre le russe. Hormis en Biélorussie où il a le statut de langue d'Etat, le russe « n'est que » l'une des langues officielles du Kazakhstan et du Kirghizstan, tandis que les autres pays n'ont pas encore statué sur son sort. Apprendre le russe relève donc d'un choix qu'il soit politique (appui aux idées ou « idéaux » russes) économique (attrait pour la Russie comme espace économique « dynamique », probable pourvoyeur d'emploi) ou simplement culturel (sentiment d'appartenance à la sphère culturelle russe). La probabilité que

---

<sup>141</sup>Rapport de la fondation cité dans KASTOUEVA-JEAN, Tatiana, « Soft Power russe : discours, outils, impacts », in *Russie NEI Reports n°5*, IFRI (octobre 2010), Pp. 8 et 9.

cette communauté russophone soit russophile est donc plus élevée qu'auparavant, même si cette communauté est certes moindre.

Voilà pourquoi, pour les russes, cette communauté russophone est un auditoire privilégié dans le cadre d'une politique de diplomatie publique. C'est cette dernière qui peut-être plus facilement touché pour promouvoir le littoral pontique.

- L'Enseignement supérieur. Selon une étude de l'OCDE, la Russie devient un acteur émergent sur le « marché international de l'éducation », et accueille de plus en plus d'étrangers dans ses universités. En 2009, la Russie se situe à la 7<sup>ème</sup> place concernant le nombre d'étudiants étrangers accueilli, avec 3.7% d'étudiants ayant choisit d'y étudier<sup>142</sup>. Et cela peut représenter un important vecteur d'influence pour promouvoir le littoral pontique russe. En effet, l'Université d'Etat de Moscou comme l'Université d'Etat de Saint-Pétersbourg proposent des programmes où l'exemple du littoral pontique est souvent utilisé : en géographie physique et humaine (écologie de l'espace pontique, risques et défis environnementaux, aménagement de l'espace, développement touristique...) en économie (la place du littoral dans la croissance, un développement unilatéral?... ) ou encore plus spécifiquement, dans les programmes ayant trait à l'industrie touristique. L'Université de Sotchi s'est ainsi spécialisée dans le tourisme et a cherché à multiplier ses partenariats.

- Le réseau des centres culturels russes. Les centres culturels russes sont une véritable vitrine pour la Russie à l'étranger. Pour preuve, un exemple récent : l'Etat russe dispose déjà à Paris, d'un centre culturel, situé au 61 rue Boissière dans le 16<sup>ème</sup> arrondissement. L'Etat russe a cependant décidé de construire dans la capitale un second centre et a jeté son dévolu sur les anciens bâtiments de Météo France, situé en bord de Seine dans le 7<sup>ème</sup> arrondissement, a proximité immédiate de la Tour Eiffel. Vaste de 4000 m<sup>2</sup> (le prix du m<sup>2</sup> dans cette partie du 7<sup>ème</sup> est supérieur à 14 000 euros), et avec des travaux estimé à quelques 35 millions d'euros, ce nouveau centre culturel russe est indéniablement une vitrine pour promouvoir la « Nouvelle Russie ». Gageons que sa place central dans Paris ainsi la curieuse cathédrale mélangeant un style orthodoxe des plus classique et un style contemporain ne manquera pas d'intriguer et d'attirer les parisiens comme les touristes... Et un centre culturel permet la promotion du littoral pontique russe directement à l'étranger. En effet, on peut y voir l'affichage de publicité vantant la « Riviera pontique », et les centres peuvent être le lieu de la tenue d'évènement directement lié au littoral, comme la préparation des J.O. de Sotchi.

---

<sup>142</sup> Rapport de l'OCDE, 2010,p. 345 et 346  
<http://www.oecd.org/fr/edu/enseignementsuperieuretapprentissageadultes/48640583.pdf>

### ***Les Nouvelles Technologies d'Information et de Communication : conservation et élargissement du réseau d'influence pour promouvoir le littoral de la Mer Noire***

Ces dernières transcendent les anciennes frontières terrestres et ont à ce titre, un double rôle. D'abord, elles permettent d'affermir les « vecteurs d'influence ». De même, les NTIC facilitent l'accès aux ressources russes (journaux, vidéos) pour les russophones, ce qui permet d'affermir le lien avec cette communauté. La Russie possède à cet égard plusieurs agences de presse internationale, la plus connue étant RIA Novosti, mais également TASS et Interfax. Elles font actuellement une « publicité » effrénée pour Sotchi pas une semaine sans qu'un onglet sur le côté ne face référence à la future cité olympique. La Russie a également choisi de créer de canaux d'information en langues étrangères : outre la traduction multilingue de RIA Novosti, la chaîne télévisée Russia Today est probablement l'exemple le plus emblématique. Proposant des reportages et des flashes d'information sur le mode de la CNN ou d'Al-Jazeera, la chaîne anglophone vante ainsi régulièrement les mérites du littoral ou l'avancée des travaux pour les Jeux Olympiques dans ses émissions. Rappelons ici que Russia Today, ainsi que les agences de presse sont officiellement sous la tutelle du ministère de la presse et de l'information, et à ce titre, véritables outils de diplomatie publique pour le gouvernement russe dans son objectif de promotion du littoral.

Les NTIC visent aussi à élargir le réseau d'influence. Les internautes du monde entier ont un accès direct à ces plateformes de communication, qui sont aujourd'hui parmi les premiers résultats donnés via les grands moteurs de recherche, lorsqu'on recherche une information sur la Russie. De même, il est beaucoup plus simple de promouvoir les établissements d'enseignements supérieurs depuis que ces derniers disposent d'une page web, ou de faire paraître des publicité pour le littoral pontique sur des sites de voyage.

### ***Vladimir Poutine en scène : un objet de diplomatie publique controversé ?***

Vladimir Poutine se veut probablement le meilleur « vendeur » du littoral. Il s'y rend régulièrement, que ce soit pour ses vacances ou parce qu'il y a organisé une rencontre politique. Et à chaque fois, chacune de ses apparitions semble habilement mise en scène pour promouvoir à la fois le littoral et le chef de l'Etat : Vladimir Poutine trouve une amphore antique en faisant de la plongée (mettant à la fois en avant la riche histoire du littoral et l'héroïsme du président), Vladimir Poutine fait du ski, du vélo, de la natation (mettant à la fois la possibilité d'activité plurielle du littoral et la sportivité du président)...L'acteur a trouvé la pièce de théâtre idéale pour le rôle présidentiel qu'il doit joué, cadre qui le mettra en valeur et

qu'il mettra lui-même en valeur. De même, comme au théâtre, l'actuel président russe a aussi eu à cœur de mettre en place des habitudes, une certaine unité de temps, de lieu et d'action, comme pour mieux imprimer la ville dans l'imaginaire collectif. Le président a ainsi installé une certaine périodicité dans le rythme de ses visites, il y est toujours photographié en train de pratiquer des activités sportives, à chaque fois qu'il reçoit un homme d'Etat, ce dernier sera invariablement soumis à la « photo du ponton » qui le représente serrant la main de Vladimir Poutine...

Cependant Vladimir Poutine ne jouit pas de la meilleure réputation qui soit dans l'opinion publique étrangère. Son passé d'ex agent du KGB, son verbe direct et froid, sa gestion parfois brutale des conflits (oligarques, guerre, manifestations réprimées), lui ont conféré l'image d'un homme autoritaire, surtout à l'étranger, à des années lumières de l'image attractive et « légère » qui veut être donnée au littoral. Mais de nombreux russes voient encore en lui, malgré tous les défauts qui peuvent lui être reprochés, l'homme fort de la Russie, celui qui maintient une certaine stabilité. Il faut rappeler que la Russie a toujours connu un système qu'on pourrait qualifier « d'hyper-présidentiel », avec un homme fort à sa tête, et qu'à tort ou à raison, ils associent souvent ce système à la garantie de la stabilité de leur Etat.

Il semblerait donc que la diplomatie publique s'appuie ici sur un échange de bon procédé : on ne sait plus si c'est le littoral qui vend Poutine (cherchant à adoucir son image d'homme autoritaire, surtout à l'égard de l'opinion publique internationale) ou Poutine qui vend le littoral.

### **C) Difficultés et limites de la génération du *soft power***

*Nous sommes résolus à organiser une véritable fête en 2014, la fête du sport qui sera estimée pour sa mission unique : celle de rassembler des gens du monde entier autour des valeurs vraiment significatives que sont l'adoption d'un mode de vie sain, la tolérance et l'égalité.*

Vladimir Poutine, 6 juin 2013, Site officiel des J.O. de Sotchi

#### ***L'efficacité en demi-teinte de la diplomatie publique***

Il est difficile aujourd'hui d'évaluer l'efficacité de la diplomatie publique russe. D'abord parce qu'une diplomatie publique, comme l'émission du *soft power* s'inscrit dans le temps long et que la mise en place de la politique de *marketing d'Etat* de la Russie concernant le littoral n'a commencé que récemment (nous avons pris par défaut la date de candidature de Sotchi aux J.O., soit 2005). Ce temps s'allonge également au vue du déficit de diplomatie publique avec lequel la Russie est partie. Ensuite, parce qu'il est encore aujourd'hui difficile d'évaluer le niveau de réceptivité de l'opinion publique international en général. L'idée de faire un sondage est alors apparue, mais s'est vite trouvé confronté à l'impossibilité d'avoir une étude internationale et vraiment révélatrice. Il est en outre impossible de demander à une personne qui sera «représentatif» de son pays. Prenons l'exemple de l'Ukraine. Les Ukrainiens représentent une part importante des migrants sur le littoral (plus de 2500 en 2011)<sup>143</sup>. Or cela ne revient pas à dire que l'Ukraine est de manière générale récepteur du *soft power* russe. Seule une partie de ses habitants, certainement russophiles, sont susceptibles d'être attiré par le littoral.

#### ***Les faiblesses de la diplomatie publique, facteur de limitation du *soft power* ?***

---

<sup>143</sup> Voir Graphique X, Chapitre IV, p.

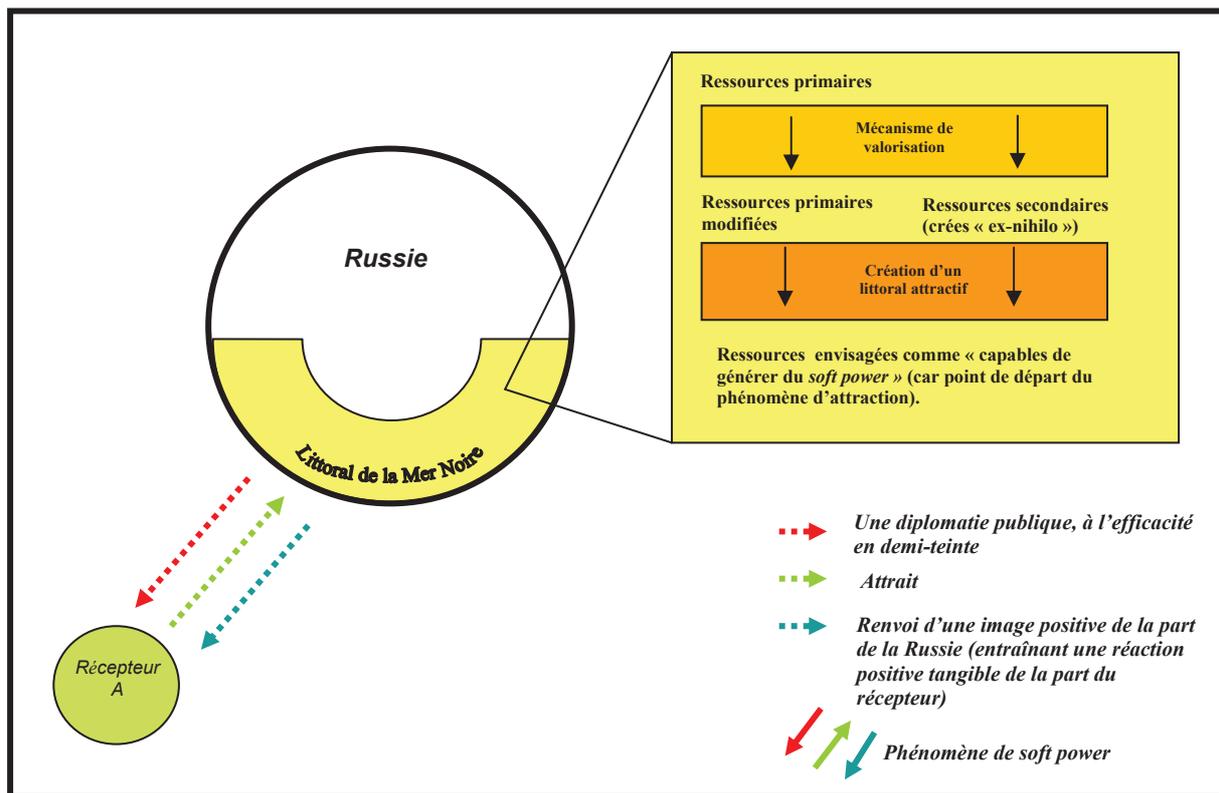


Schéma 12 : Les faiblesses de la diplomatie comme facteur de limitation du *soft power*

Nous avons posé au début de ce chapitre pour postulat que la diplomatie publique serait le rouage qui permettrait à la « machine » de générer du *soft power*. Cependant, nous avons vu ensuite que l'efficacité de cette dernière dans la promotion du littoral était limitée. L'attrait du récepteur va donc être moins sollicité, et le renvoi d'une image positive est incertaine : dans ces conditions, la génération du *soft power* semble compromise.

On pourrait alors objecter que l'Etat russe pourrait trouver un autre moyen que la diplomatie publique pour provoquer l'attrait et donc déclencher le mécanisme de *soft power*, mais au cours de l'étude effectué, et c'est peut-être là une de ses limites, aucun autre moyen n'a été trouvé. De même on pourrait ajouter que l'attrait pourrait émettre du récepteur sans besoin d'un mécanisme antérieur. Cependant, au vue de la réputation actuelle de la Russie, cela semble peu probable.

***Un véritable échec ? Le problème de la compétitivité russe sur le « marché des influences géopolitiques » : frein au fonctionnement de la diplomatie publique sur le littoral***

Comme le fait remarquer Denis Eckert dans *Le monde russe*, la position de la Russie dans le système mondial est « bancal »<sup>144</sup>. On remarque une pluralité des discours comme des actions qui rend difficile la lecture des intentions du pays sur le court et le moyen terme. L'auteur montre, par exemple, la réalité d'une intégration aux réseaux économiques mondiaux (dont l'aboutissement a été l'entrée « attendue » de la Russie à l'OMC) et une ouverture aux influences extérieures, tandis qu'au même moment on peut entendre des discours protectionniste voire isolationniste. Cette bancalité et ce manque de visibilité rend les potentiels partenaires de la Russie méfiants, réduisant son influence et, de fait, sa compétitivité.

En effet, pour filer encore une fois la métaphore du marché économique, rare sont les pays avec lesquels la Russie pourrait établir un « cartel » stable. A l'ouest s'étend l'U.E. mais également les nouvelles frontières de l'OTAN, qui a récemment intégré les trois Etats baltes en 2004. Certes, la Russie est devenue un partenaire institutionnel privilégié de l'OTAN depuis 2002, mais on ne peut parler d'alignement. La politique étrangère américaine au Moyen-Orient, mais surtout l'intérêt croissant pour la région du Caucase suscite de vives méfiances du côté russe. La Turquie, qui pourrait être un partenaire intéressant joue souvent le jeu de l'occident (Construction du BTC en 2005 qui contourne la Russie, appartenance à l'OTAN...). En outre la Russie perd plus ou moins son influence dans les pays de la CEI, ces derniers étant de plus en plus tournés vers l'occident.

Au manque de diplomatie publique dépeint précédemment s'ajoute donc un manque de compétitivité. Les deux problèmes sont d'ailleurs intrinsèquement liés : le manque de diplomatie publique ne permet pas à la Russie de rendre le littoral plus compétitif, le manque de compétitivité de la Russie sur le marché des influences géopolitiques est un frein au fonctionnement de la diplomatie publique.

Cependant, on ne peut pas parler de véritable échec. En effet, nous l'avons vu dans le chapitre IV, une certaine attraction pour le littoral russe de la Mer Noire s'opère, malgré l'image négative de la Russie : En fait le *soft power* russe touche aujourd'hui une clientèle restreinte, via les vecteurs d'influence et les outils que nous avons évoqué plus tôt.

---

<sup>144</sup> ECKERT, Denis, *Le monde russe*, 3<sup>e</sup> édition, Paris, Hachette supérieur, 2012. Chapitre 1 : La Russie et le monde, p.31

Pour des raisons d'héritage commun, la CEI serait le premier espace susceptible d'être touché par le *soft power* russe. Pour certains chercheurs, la fin de l'URSS n'est pas une rupture mais une continuité liée aux héritages. D'abord parce que ce sont les pays où les vecteurs d'influence sont les plus présents et où les NTIC ont trouvé l'accueil le plus large. Cependant, il y a une différence notable entre les différents pays de la CEI. Il semblerait que les pays d'Asie centrale, l'Arménie, l'Ukraine puis le Kazakhstan soient les premiers intéressés. En revanche l'auditoire autre que celui des anciens satellites semble rester plus frileux, bien que difficile à évaluer.

Pour conclure cette partie, si nous avons vu les efforts de la Russie pour créer un espace attractif et mettre en place une diplomatie publique capable de le « vendre » au mieux sur la scène internationale, la génération d'un *soft power* est difficile à évaluer à l'heure actuelle. En fait, les J.O. de Sotchi seront très certainement l'épreuve-test pour mesurer les résultats de cette politique de valorisation engagée par la Russie. Quelles seront les nationalités les plus représentées ? Quel regard les spectateurs étrangers porteront sur Sotchi et rapporteront chez eux ? Est-ce que leur presse nationale a influencé leur vision du littoral russe ? Ces réponses permettront de voir si un *soft power* a finalement pu être généré par le littoral russe de la Mer Noire.

Cependant, la politique de valorisation du littoral est mise à mal par de nombreux freins à l'attractivité que la Russie essaie, peu ou prou, de régler ou de cacher. Ce sera là l'objet de notre troisième partie.

## **Partie III : Les freins à l'attractivité et leur gestion**

Nous avons précédemment vu les efforts mis en œuvre par la Russie pour rendre son littoral attractif, mais également la difficulté qu'elle avait à mettre en place une diplomatie publique efficace et qui se limitait plus ou moins, au final, à sa clientèle « historique ». Mais la faiblesse de la diplomatie publique n'est pas la seule en cause : l'attractivité du littoral se trouve freinée par des facteurs, parfois exogènes, parfois endogènes. Si certains de ces freins étaient évidents et avait motivé la recherche, d'autres sont apparus au fur et à mesure de l'avancée des recherches.

Certains des freins à l'attractivité apparaissaient déjà évidents avant les premières recherches. Ils ont même été pour ainsi dire un moteur dans l'établissement de la problématique. En effet, alors que le gouvernement russe semblait s'intéresser de plus en plus à cette zone pour améliorer l'image de la Russie, il était de notoriété publique que le littoral était aux portes d'un espace géopolitique instable, le Caucase, pouvant représenter un risque à la fois pour son développement et son maintien. Zone de *hard power* incontestable, il était dur de concevoir comment la Russie pourrait en faire une zone de *soft power* (Chapitre VII). A l'intérieur même de ses frontières, la Russie est confrontée à plusieurs conflits avec certaines minorités indépendantistes (A). En outre, au-delà de ses frontières, l'ensemble de la région du Caucase est depuis une vingtaine d'année une région de *hard power* où plusieurs conflits impliquant la Russie ont éclaté (B). A plus vaste échelle, le système Mer Noire-Caspienne, que nous avons décrit dans la partie I<sup>145</sup>, est devenu un nœud géopolitique complexe, où les intérêts de différentes puissances antagonistes se croisent ou s'affrontent (C). Plusieurs scénarios de risques peuvent alors être envisagés (D).

D'autres freins à l'attractivité ont été découverts au fur et à mesure de la recherche et sont liés à des dysfonctionnements internes au système même du littoral de la Mer Noire (Chapitre VIII). La complexité du fonctionnement du «système russe», qui a ses codes propres et qui, d'un point de vue géographique, crée des espaces fermés et extrêmement hiérarchisés est un frein indéniable à l'attraction d'investissement ou de touristes (A). En outre, les recherches ont permis de mettre en avant un problème de superposition à la fois des acteurs et des espaces économiques et politiques (B). Un autre problème qui préoccupe les habitants de la région et les administrations locales est la perspective d'une macrocéphalie concentrée sur Sotchi ce qui modifierait l'équilibre multipolaire et multifonctionnel que nous avons décrit plus tôt et sur lequel s'est construit la région. Cela entrainerait la création d'un

---

<sup>145</sup> Voir Partie I, Chapitre I, p.21.

nouveau paradigme pour le littoral pontique: un système macrocéphale, qui à terme risquerait d'asphyxier le reste du littoral.

Plus la découverte des éléments qui pouvaient freiner l'attractivité du littoral s'épaississait, plus il semblait difficilement concevable que les autorités russes n'en aient pas conscience et ne soient pas déjà à l'œuvre pour établir une stratégie de gestion visant à réduire ces freins. Cette étape a été importante dans l'ensemble de la réflexion sur le mémoire : en effet, si en effectuant des recherches à ce sujet il était apparu qu'aucun effort de gestion particulier pour cette zone n'ait été envisagé, cela aurait dénoté un désintérêt certain de la part des autorités russes pour cet espace. Cependant la politique « d'ingérence », à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières, activement menée par la Russie montre la volonté de réduire ses freins (Chapitre IX). La Russie tente d'abord de gérer la situation géopolitique complexe en « normalisant » la situation à l'intérieur de ses frontières et en sécurisant ses frontières avec le reste du Caucase tout en cherchant également à diminuer les dysfonctionnements internes que connaît le littoral (A). Enfin, paradoxe ou choix délibéré de la part de la Russie ?, cette zone choisie pour améliorer son image, a jusqu'à présent été une des causes du désamour de l'opinion publique pour la Russie en tant qu'acteur géopolitique. Cette dernière partie permettra de mettre en avant tous les paradoxes de la diplomatie publique « à la russe », qui sont en fait, partie intégrante de la définition sur laquelle les recherches du présent mémoire ont permis d'aboutir (B).

## Chapitre VII

### Un espace à risque ?

#### Le littoral aux portes de zones géopolitiques instables

Au début des années 90', l'ensemble de la région caucasienne semble la proie d'un embrasement : une dizaine de foyers de tension apparaissent et « certains voient déjà se profiler un scénario de type balkanique »<sup>146</sup> dans la région. Certains de ces conflits, à l'intérieur même des frontières russes ou en périphérie, restent aujourd'hui un brasier que le moindre souffle risque de raviver. Confrontée à des populations indépendantistes et des « voisins turbulents », la Russie doit également compter avec la présence d'acteurs tiers qui modifient le jeu dans une région qui peut être défini comme un véritable nœud géostratégique.

#### A) Des citoyens « encombrants ».

*Les avions russes bombardent et bombarderont en Tchétchénie uniquement les bases de terroristes. Nous pourchasserons les terroristes partout. S'ils sont à l'aéroport, ça sera à l'aéroport. Cela veut dire, veuillez m'excuser, que si on les attrape dans les toilettes — on les butera dans les chiottes, finalement. C'est une question définitivement close.*

Déclaration de Vladimir Poutine, alors Premier ministre par intérim, 1999.

#### ***Entre guerre ouverte et tensions latentes : petite typologie des espaces de conflits à proximité du littoral pontique.***

« Carrefour des religions », « mosaïque ethnique », « montagne des langues »<sup>147</sup>... si le Caucase a un dénominateur commun, c'est bien sa grande diversité qui en fait un enchevêtrement complexe à appréhender. Cette instabilité chronique, dans la région fédérale même où le pouvoir russe cherche à développer sa zone littorale, semble problématique.

---

<sup>146</sup> RADVANYI, J., BEROUTCHACHVILI, N., *Atlas géopolitique du Caucase. Russie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan : un avenir commun possible ?*, Paris, Ed. Autrement, 2009, p.62.

<sup>147</sup> Dès l'Antiquité, Pline l'Ancien indique que les Romains ont eu recours à quelques 80 interprètes dans la région, alors que le Grec Strabon en référence 70. Leur dénombrement exact est cependant attribué à des géographes arabes.

### - En Tchétchénie, l'illusion de la « normalisation » ?

Depuis la colonisation de leur territoire par les Russes au XVIII<sup>e</sup> siècle, les Tchétchènes sont les héritiers d'une histoire tendue et complexe mais somme toute marquée par une certaine constance : Cherchant continuellement à s'affranchir de la tutelle russe (entrée en résistance du Cheick Mansour 1785-1791 ; coalition des Tchétchènes et du Daghestan sous la houlette de l'imam Chamil 1834-1859 ; création de la République des Montagnards en 1918) ils font face à un gouvernement russe tantôt complaisant (création de la République autonome des Tchétchènes et des Ingouches en 1936) tantôt intransigeant (déportation de tous les Tchétchènes avec les autres « peuples punis » en 1944). Cette situation atteint son apogée au début des années 90' : en novembre 1991, le général Doudaev déclare l'indépendance et, refusant quelques mois plus tard de réintégrer la Russie d'Eltsine, la Tchétchénie adopte sa propre Constitution (1992). L'aide apportée aux opposants de Doudaev se révélant insuffisante, Boris Eltsine donne l'ordre de bombarder Grozny le 11 décembre 1994, commençant une guerre d'usure de deux ans marquée par les attaques russes sur la région touchant majoritairement la population civile d'un côté, et de l'autre la résistance organisée des Tchétchènes, fonctionnant sur un mode clanique. Le brasier mal éteint par les accords de Khasaviourt en août 1996 (prévoyant notamment un référendum en 2001 pour décider du statut définitif de la Tchétchénie) est rallumé trois ans plus tard, après l'incursion tchétchène au Daghestan et des attentats dans plusieurs villes de Russie : la deuxième guerre (août-septembre 1999), dirigée cette fois par Poutine, est plus radicale (exaction de l'armée russe, « nettoyage », disparitions)<sup>148</sup>. Aujourd'hui, la situation est « normalisée » : Grozny est devenu une friche industrielle en ruine disposant d'une aide financière appuyée de Moscou pour sa reconstruction, mais dont le taux de chômage atteindrait les 45% (le gouvernement ne publie plus de statistique sur la Tchétchénie). Vivant au rythme des assassinats et des luttes claniques entre chefs de guerres laïcs, branches *soufi* « modérées » et radicaux islamistes<sup>149</sup>, elle a à sa tête la personnalité controversée de Ramzan Kadyrov, vassal tchétchène de Poutine, de confession musulmane mais prônant une lutte féroce contre l'intégrisme<sup>150</sup>.

---

<sup>148</sup> Peu de journalistes ont pu rapporter les faits : parmi eux A Politkovskaïa et S.Babitski. in ECKERT, Denis, *Le monde russe*, 3<sup>e</sup> édition, Paris, Hachette supérieur, 2012. p.62.

<sup>149</sup> La société tchétchène s'est construite sur un mode clanique hérité de la tradition soufie ; in MERLIN Aude et RADVANYI Jean, *Russes et Caucasiens à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Identités et Territoires*. Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest, 2003, vol.34n°4, p.102

<sup>150</sup> Ramzan Kadyrov appartient à la confrérie soufie de la Qadiriya qui s'oppose dans ses fondements à l'intégrisme religieux, suivant le précepte de « non-résistance » du mufti Kount-Khadji Kichiev.

### - Des espaces en proie aux tensions ethniques latentes

Outre la Tchétchénie qui marque une véritable guerre ouverte en son sein, la Russie connaît d'autres espaces de tensions :

La plus notable est certainement liée à la présence d'une importante diaspora circassienne. Héritiers de l'ancienne Circassie qui s'étendait alors sur l'ensemble du littoral pontique, dominés alternativement par l'Empire Ottoman et la Russie, les Circassiens ont été divisés par l'administration russe selon leur gentilité (Adygues, Tcherkesses, Kabardes et Chapsougs) à laquelle a été donné un « cadre territorial » (respectivement en République d'Adyguée, en Karatchaïevo-Tcherkessie, Kabardino-Balkarie, et le raïon de Lazarevskoe pour les Chapsougs)<sup>151</sup>. Islamisé au XVIème siècle par les Turcs de Crimée<sup>152</sup>, ils sont intégrés à l'Empire russe en 1864 mais ont conservé une identité culturelle forte dont la langue à aujourd'hui 480 000 locuteurs en Russie. Les nationalistes se regroupent autour de deux mouvements : celui qui prône la reconnaissance du « génocide circassien » et celui qui souhaite la recréation de la Circassie historique, créant des tensions avec le Kremlin. L'organisation des J.O. de Sotchi, considéré comme la patrie originelle dont ils ont été chassés voire massacrés<sup>153</sup> les a largement ravivées, certains Circassiens se greffant alors aux campagnes « No Sotchi 2014 » depuis 2006. Leurs actions sont protéiformes (pétitions, manifestations aux slogans évocateurs de « Russia, we are back » ou « Pas d'Olympiades à Sotchi sur la terre d'un génocide », campagne d'affichage ou encore campagne de détournement des 3 mascottes des J.O.) et elles sont souvent réprimées par les autorités. Cette situation tendue a été décrite dans un reportage d'Al Jazeera montrant le développement de l'opposition et ses actions<sup>154</sup>. Ce n'est certainement pas anodin si la chaîne a relayé la situation de cette minorité musulmane...entraînant de fait une sorte de contre-diplomatie publique.

D'autres espaces de tensions ethniques fortes ou latentes sont remarquables, comme au Daguestan, dans le district de Stavropol, ou Jean Radvanyi parle de « daghestanisation », du fait de la mosaïque ethnique semblable à celle de la région voisine qui s'y développe, mais aussi l'Ingouchie, ou les incessants mouvements de population avec l'Ossétie du Nord et la

---

<sup>151</sup> On peut ici noter que les Circassiens restent cependant minoritaire sur le territoire attribué : Ils représentent 22% de la population en République d'Adyguée, 10% en République Karatchaïevo-Tcherkessie. Source : Goskomstat.

<sup>152</sup> BRUNET, Roger, *La Russie, dictionnaire géographique*, La République d'Adyguée p.24.

<sup>153</sup> Il s'agit en outre pour les Circassiens d'un triste anniversaire puisque les J.O. se tiendront exactement 150 ans après ce qu'ils considèrent comme ayant été un génocide (1864).

<sup>154</sup> Al Jazeera World, *Winter of Discontent*, 18 juin 2013. Disponible en version intégrale (<http://www.aljazeera.com/programmes/aljazeeraworld/2013/06/20136179431945292.html>)

Tchéchénie crée des tensions ethniques importantes. Pourtant, à ce jour, aucun lien ne peut être fait directement avec le littoral.

### ***La peur d'une exportation des violences, risque effectif pour le littoral ?***

Cependant, il convient de noter qu'il n'y a pas de corrélation entre la proximité et le niveau du facteur risque : même situé à quelques 900 kilomètres de la Mer Noire, les retombées des tensions tchéchènes paraissent plus inquiétantes pour la sécurité du littoral que les revendications circassiennes.

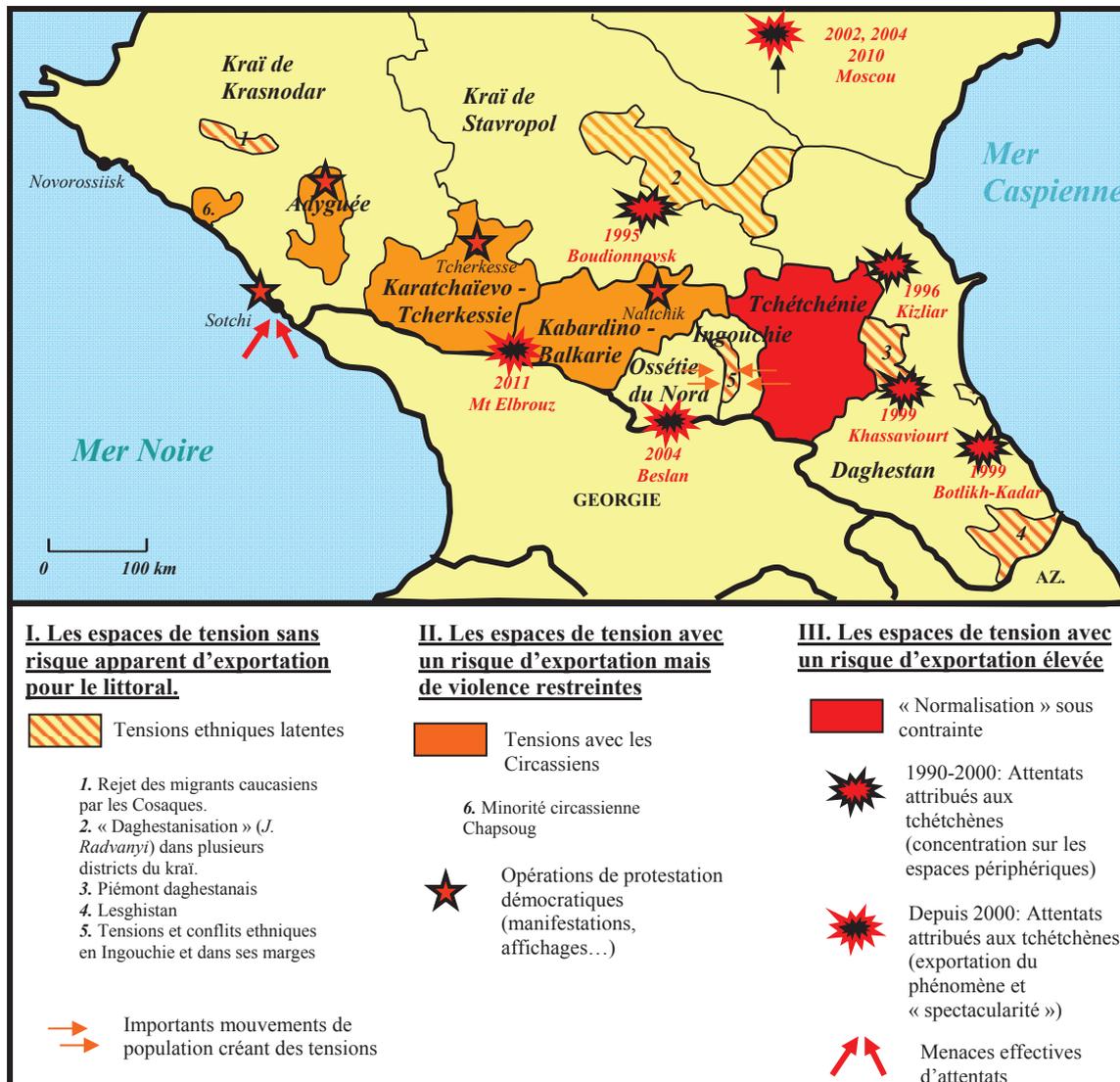
En effet, le conflit tchéchène est plus susceptible d'entraîner une exportation des violences vers le littoral que les tensions avec les Circassiens, qui sont toujours restées « démocratiquement correctes » et ont mené la majorité de leurs actions à l'intérieur des frontières de leurs républiques respectives, même si on compte quelques manifestations à Sotchi ayant été rapidement réprimées. Il n'y a pas en somme une politique d'exportation de la violence. En revanche, la logique est tout autre pour la Tchétchénie : il convient de noter que la lutte contre les intégristes tchéchènes, dont certains se réclamaient « djihadistes » (Chamil Bassaïev, Dokou Oumarov), a été habilement intégrée par Vladimir Poutine dans la lutte internationale contre le terrorisme islamique. Si on peut être un peu sceptique - cette intégration permettant surtout à la Russie de justifier, avec « l'approbation de fait » des Etats-Unis, ses opérations « coups de poing » en Tchétchénie - il n'en reste pas moins que certains indépendantistes seraient financés par des groupes islamistes radicaux opérant au niveau international. C'était le cas de Bassaïev, qui aurait reçu des fonds des Moudjahidin d'Afghanistan via son allié Ibn al-Khattab. Longtemps considéré comme le « terroriste numéro 1 » de la Fédération de Russie avant sa mort en 2006, Bassaïev a notamment revendiqué l'attentat de Beslan en 2004 (Ossétie du Nord). D'autres actes terroristes sont en outre imputés aux intégristes tchéchènes : la prise d'otage au théâtre de la Doubrovka à Moscou (2002), la pose de bombes dans des lieux publics de la capitale russe et dans le métro (6 février et 31 août 2004 ; 29 mars 2010), la pratique de plus en plus utilisée des attentats-suicides.

Il est donc de mise pour les autorités russes de s'inquiéter : un attentat sur le littoral, avant ou pendant les J.O. serait un coup de « publicité » idéal pour la cause des indépendantistes tchéchènes... Inquiétude fondée depuis que Dokou Oumarov<sup>155</sup>, considéré depuis la mort de Bassaïev comme « l'Emir du Caucase », a appelé à menée des attaques sur le site des Jeux

---

<sup>155</sup> Bien connu du Comité national antiterroriste russe (NAK), Dokou Oumarov a notamment revendiqué l'attentat du métro de Moscou en 2010 et celui de l'aéroport de Domodedovo à Moscou (janvier 2011).

Olympiques de Sochi dans une vidéo datée du 3 juillet 2013<sup>156</sup>. Simple tentative d'affolement des autorités dans l'espoir d'ouvrir des négociations ou véritable menace ? Toujours est-il que le risque pour le littoral est bien réel et qu'il nuit indéniablement à son attractivité.



Carte 13 : Typologie du risque d'exportation des violences sur le littoral

### Une épine dans le pied de la diplomatie publique russe.

Ces tensions sont un véritable problème pour la diplomatie publique russe. L'opinion publique et les médias internationaux ont été très critiques quant à la gestion des conflits ethniques, notamment du « problème » tchétchène : entre l'assassinat de journalistes dénonçant les crimes perpétrés en Tchétchénie (A. Politkovskaïa à Moscou en 2006, Natalia

<sup>156</sup> Déclaration de Dokou Oumarov, 3 juillet 2013 "We know that on the bones of our ancestors, on the bones of many, many Muslims who died and are buried on our territory along the Black Sea, today they plan to stage the Olympic Games. We, as the Mujahedeen, must not allow this to happen by any means possible" (disponible sur le lien <http://kavkazcenter.com/eng/content/2013/07/03/17994.shtml>)

Estemirova à Grozny en 2009), l'interdiction de certaines ONG internationales et d'agences de presse et les exactions commises par l'armée russe, la Russie apparaît aux yeux de l'opinion publique internationale dans une logique de répressions et de violences, et donc d'utilisation d'un *hard power* aveugle et obstiné. Comment dans ses conditions promouvoir une diplomatie publique et un *soft power* à quelques centaines de kilomètres ?

La méfiance de l'opinion publique étrangère est en outre alimentée par sa presse nationale qui suit, avec un œil souvent critique, l'évolution de la situation sur le littoral : un simple tour d'horizon de la presse internationale, qui relaie les incidents et remet en cause la sécurité générale, permet de s'en faire une idée. Quelques exemples : la fusillade qui a entraîné la mort des trois skieurs revendiquée par Oumarov<sup>157</sup>, la peur ambiante du terrorisme « importé » de Tchétchénie<sup>158</sup>, ou comme nous avons vu plus haut, des médias qui font état de la montée des tensions.

Cette méfiance est en outre renforcée par les efforts déployés par les autorités russes pour faire croire à la « normalisation » de la région : lors de la présidentielle de mars 2012, par exemple, Vladimir Poutine aurait obtenu 99,8% de vote en sa faveur en Tchétchénie, score qui n'a pas tardé à faire le tour de la presse internationale amusée...

Les freins à l'attractivité ne sont cependant pas uniquement localisés à l'intérieur du territoire russe : outre des citoyens « encombrants », les autorités russes doivent faire face à une situation tendue au-delà de leurs frontières.

## B) Des voisins turbulents

*La guerre n'est qu'une affaire d'opinion [...] Tout ce qui n'est que fantaisie et qui n'est pas fondé sur le véritable intérêt ne résiste pas à un revers.*

Napoléon I<sup>er</sup>, *Note sur la nécessité de l'offensive en Italie*  
Citer dans *Comment faire la guerre*

---

<sup>157</sup> Article Disponible sur le site du Point ([http://www.lepoint.fr/monde/russie-inquietudes-sur-la-securite-des-jo-de-sotchi-apres-une-fusillade-21-02-2011-1297813\\_24.php](http://www.lepoint.fr/monde/russie-inquietudes-sur-la-securite-des-jo-de-sotchi-apres-une-fusillade-21-02-2011-1297813_24.php))

<sup>158</sup> Article disponible sur le site du New York Times ([http://www.nytimes.com/2011/03/08/world/europe/08sochi.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2011/03/08/world/europe/08sochi.html?_r=0))

### « *L'improbable Abkhazie*<sup>159</sup> » aux portes du littoral

Situé à la frontière du Grand Sotchi, à moins d'une dizaine de kilomètre du centre ville d'Adler, un des trois centres névralgiques des Jeux Olympiques, l'Abkhazie est un point de tension encore vif entre la Géorgie et la Russie.

Son intégration à la République de Géorgie en 1922 par Staline fait question : Pour certains, elle aurait été une façon d'affaiblir Tbilissi, peu enthousiaste face à la main mise russe, en incluant dans son territoire un foyer indépendantiste<sup>160</sup> ; pour d'autres, Staline, lui-même d'origine géorgienne, y aurait vu un moyen d'étendre le territoire de la République de Géorgie tout en leur déléguant le problème des indépendantistes. S'ensuit alors une série de mesures jugées « intégratrices » par les géorgiens et « vexatoires » par les abkhazes : utilisation de l'alphabet géorgien imposé par Beria en 1938, fermeture des écoles abkhazes, implantations massives de géorgiens et de russes<sup>161</sup> et vagues successives de déportations des abkhazes ayant manifesté contre la « géorgisation » et de leur famille en 1932, 1957, 1964, 1967 et 1978. Cependant à partir de Khrouchtchev, le pouvoir central permet à l'Abkhazie de réaffirmer ses particularités culturelles : les écoles abkhazes sont rouvertes, l'alphabet russe est réintégré dans l'enseignement et la vie quotidienne, les médias abkhazes se développent... Suite à l'abolition de la Constitution soviétique avec la chute de l'URSS, la Géorgie proclame son indépendance (1992) et ré adopte sa Constitution de 1920. L'Abkhazie, de facto sur son territoire, craint un retour de la « géorgisation » et décide de profiter de cette occasion pour déclarer son indépendance (juillet 1992) déclenchant une guerre avec la Géorgie, les indépendantistes abkhazes étant soutenus par Moscou mais aussi par les Tchétchènes. Affaiblie, la Géorgie doit accepter un cessez-le-feu proposé par l'ONU signé à Moscou le 13 décembre 1993, suivant six résolutions du Conseil de Sécurité adoptées la même année<sup>162</sup>. Le droit international est favorable à l'intégrité du territoire géorgien qui doit être respectée et l'Abkhazie reste une « république autonome » à l'intérieur des frontières géorgiennes. Cependant, les faits, eux, sont favorables à l'Abkhazie, et par extension à Moscou : en réalité, Tbilissi perd le contrôle de l'Abkhazie en dehors de la région du Kodori où la capitale ne maintient qu'un contingent militaire.

<sup>159</sup> COLM, LÉON, *Improbable Abkhazie*, Ed. Autrement, 2009.

<sup>160</sup> RADVANYI, J., BEROUTCHACHVILI, N., *Atlas géopolitique du Caucase. Russie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan : un avenir commun possible ?*, Paris, Ed. Autrement, 2009, p.66.

<sup>161</sup> La démographie de l'Abkhazie s'en est d'ailleurs fortement trouvée changée puisqu'en 1989, seulement 17% des habitants d'Abkhazie sont Abkhazes.

<sup>162</sup> Liste des résolutions dont la 849, 854, 858, 876, 881 et 892 concernant l'Abkhazie (<http://www.un.org/docs/scres/1993/scres93.htm>). Il y est fait mention de la mission d'Observation, l'Unomig, qui doit veiller au respect du cessez-le-feu, et qui doit veiller à l'intégrité du territoire géorgien.

En août 2008, l'Abkhazie devient un conflit « périphérique » de la Deuxième guerre russo-géorgienne d'Ossétie du Sud. Soutenus par l'armée russe, les Abkhazes récupèrent la vallée de Kodori et expulsent les dernières forces géorgiennes du territoire. Moscou reconnaît quelques jours plus tard l'indépendance de l'Abkhazie (26 août 2008) et promet de l'aider à conserver son intégrité territoriale. La Russie y dispose à cet égard un contingent militaire de 1700 soldats, pour une durée de 49 ans...

La situation de l'Abkhazie est donc celle d'un statut-quo bancal : Dépendante *de jure* de la Géorgie, mais Etat indépendant *de facto* (et s'acheminant vers une dépendance de Moscou ?!), une simple altercation pourrait ranimer ce brasier. Ce manque de sécurité est donc peu enviable pour le développement pérenne du littoral russe voisin qui pourrait devenir, si un nouveau conflit éclatait, une zone militaire tampon ou pire une ligne de front. Difficile de mettre en place une stratégie d'attraction à quelques kilomètres d'un nouveau conflit potentiel. D'autant plus quand la flotte russe et les navires de l'OTAN se font face à quelques kilomètres des plages du littoral...

***Outre le risque de conflit, l'instabilité de l'Abkhazie peut-être vecteur de troubles pour le littoral.***

Malgré une relative stabilité depuis les événements de 2008 que la mort du « président » abkhaze Sergueï Bagapch en 2011, garant de l'ordre dans la région, n'a pas remise en cause, l'Abkhazie marche au ralenti. La politique est plus ou moins inféodée à Moscou. Son économie dépend en grande partie de l'injection des capitaux russes, fait logique puisqu'elle n'est reconnue que par cinq Etats dans le monde. Sa sécurité est assurée par les autorités russes. Si les Abkhazes qu'on peut rencontrer sur le littoral russe comme travailleurs se félicitent tous de l'indépendance de l'Abkhazie, beaucoup ont peur de devenir un satellite de Moscou et souhaiterait diversifier les relations. On pourrait craindre, non pas un rejet de l'autorité russe (l'Abkhazie n'ayant aucun appui), mais des tensions latentes liées à la volonté d'émancipation des Abkhazes.

En outre, la fragilité de la structure de ce qui se veut un nouvel « Etat » aux portes du littoral est assez inquiétante : contrairement aux frontières, l'intérieur de la région est peu contrôlé et pourrait servir de base pour des groupes terroristes visant le littoral : En mai 2012, le Comité National Antiterroriste russe (NAK) a démantelé un réseau terroriste et saisi un important arsenal d'armes<sup>163</sup> dont l' « Emirats du Caucase » se serait servi pour commettre des attentats

---

<sup>163</sup> Agence de presse RIA Novosti, Moscou, 10 mai 2012. (Article disponible sur <http://fr.rian.ru/society/20120510/194643048.html>)

avant et pendant les J.O. Suivant le communiqué officiel, l'Agence de presse Ria Novosti fait état de « trois missiles portables antiaériens Igla et Strela, deux lance-roquettes antichar, un mortier, 12 engins explosifs artisanaux, 15 mines antichar et antipersonnel, 39 grenades, 15 kilos de trinitrotoluène ainsi que deux mitraillettes ».

### ***Les tensions avec la Géorgie : vers un lobbying antirusse contreproductif pour le littoral ?***

Outre les tensions territoriales, certains officiels russes accusent la Géorgie de tout faire pour que les J.O. de Sotchi soit un désastre en terme de relations publiques pour la Russie<sup>164</sup>. Fin août 2008, le président Saakashvili avait en effet déjà appelé les Etats-Unis et l'Union Européenne à boycotter les Jeux Olympiques, invoquant un « choix moral »<sup>165</sup>.

Pourtant, revirement de situation : le 2 mai 2013, le président du comité olympique géorgien Leri Khabelov annonçait que la Géorgie participerait bien aux Jeux Olympiques. Le nouveau premier ministre Bidzina Ivanichvili, partisan de l'amélioration des relations avec la Russie, devrait même assister en personne aux cérémonies d'ouverture et de clôture.

Selon le journal *Georgia Today*, « les hommes politiques géorgiens auraient déclarés en aparté que le boycott géorgien n'était pas vu d'un bon œil par Washington qui aurait demandé à Saakashvili de distinguer le sport et la politique »<sup>166</sup>. Le président géorgien a donc déclaré laisser le choix au comité olympique géorgien qui a finalement récemment tranché.

Un lobbying antirusse de la part du pouvoir géorgien est donc hors de propos à présent. Le ministre géorgien de la Défense Irakli Alassania a même déclaré en juillet 2013 que la Géorgie était prête à coopérer avec la Russie pour assurer la sécurité des Jeux Olympiques, arguant que tous les pays ont intérêt à ce que ces derniers se déroulent dans une ambiance calme<sup>167</sup>. Cependant, tous les géorgiens ne voient pas les choses de la même manière : l'ancien gouvernement par exemple, ainsi que certains groupes nationalistes, regrettent que le non boycott n'ait pas été prononcé et voit cela comme une révérence à Moscou.

Comme le fait remarque A. Charbonneau, il semblerait que cette décision de la Géorgie soit avant tout le fait d'un pragmatisme géoéconomique, au vue de l'importance du marché russe, surtout en pleine préparation des J.O., pour les débouchés de l'économie géorgienne. La

---

<sup>164</sup> New York Times, New York, 7 mars 2011 (disponible sur <http://www.aljazeera.com/programmes/aljazeeraworld/2013/06/20136179431945292.html>)

<sup>165</sup> CHARBONNEAU A., *La Géorgie et la question du boycott de Sotchi 2014*, Revue Regard sur l'Est, février 2013 ([http://www.regard-est.com/home/breve\\_contenu.php?id=1382&PHPSESSID=d774b64b86854dbb2e00806429183aa6](http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1382&PHPSESSID=d774b64b86854dbb2e00806429183aa6))

<sup>166</sup> *Olympic Diplomacy*, dans *Georgia Today*, 8 novembre 2012. ([http://www.georgiatoday.ge/article\\_details.php?id=10574](http://www.georgiatoday.ge/article_details.php?id=10574))

<sup>167</sup> Sécurité des JO de Sotchi: la Géorgie pourrait coopérer avec la Russie (ministre), Ria Novosti, 15 juillet 2013 (<http://fr.rian.ru/world/20130715/198778733.html>)

Géorgie pourrait en effet espérer une cessation des blocus (pour l'exportation des matériaux de BTP, mais aussi des denrées, comme le vin géorgien dont la Russie représentait 80% des exportations et dont les plus gros consommateurs étaient la région littoral et Moscou).

### **C) Le système Caspienne-Mer Noire, carrefour des ambitions et terrain de jeux géostratégique.**

*La Russie devient, à l'ouest, riveraine d'espaces de coopération militaire, économique et politique qui se sont étendus, auxquels elle n'envisage évidemment pas d'adhérer et avec lesquels les relations ne sont pas forcément faciles.*

Pierre Gentelle, *Géopolitique du monde contemporain*, p.154

Comme nous l'avons vu précédemment<sup>168</sup>, la Russie développe une stratégie pour faire du système Caspienne-Mer Noire un carrefour régional sous sa sphère d'influence. Cependant, d'autres acteurs ont vu dans cet espace un intérêt géostratégique qui redistribue les cartes et perturbe le jeu russe.

#### ***Les Etats-Unis***

Le premier acteur concerné, et non des moindres, sont les Etats-Unis. Le système Caspienne-Mer Noire a pour eux un intérêt croissant pour plusieurs raisons. La plus évidente est l'accès aux hydrocarbures de la Caspienne qui va de paire avec un nécessaire débouché sur la Mer Noire. Face à l'impossibilité depuis 1979 d'envisager l'Iran comme lieu de transit et la volatilité d'un partenariat avec la Russie, la seule possibilité reste un acheminement via l'Azerbaïdjan (comme source) et la Géorgie (comme débouché). L'Arménie semble avoir été totalement exclue de la stratégie de transit : enclave (donc ni source, ni débouché), un passage dans ses frontières compliquerait la donne à la fois avec l'Azerbaïdjan et avec la Turquie<sup>169</sup>. Déjà dans les années 90', les Etats-Unis disposaient leurs pions : En 1994, un an après leur adhésion à la CEI et à son traité de défense collective, l'Azerbaïdjan et la Géorgie se voient proposer un Partenariat pour la paix par l'OTAN. En 1997, les deux pays deviennent membres

---

<sup>168</sup> Partie II, Chapitre IV, D) Intégration et polarisation : la mise en place d'un carrefour régional.

<sup>169</sup> On voit bien ici que le *Silk Road Strategy Act* correspond bien plus la mise en place d'un corridor géostratégique qu'à un programme d'aide économique et militaire pour améliorer la situation de l'ensemble du Sud-Caucase, l'Arménie étant exclue *de facto*.

du GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie) alliance d'Etats critique vis-à-vis de la politique du Kremlin, créée sous l'égide américaine avant de se déclarer candidats à une entrée dans l'OTAN (2002).

Pour revenir à la terminologie de la Guerre Froide, les Etats-Unis utilisent ici la vieille technique du *containment*, de manière moins poussée, mais néanmoins constante. Le but est clair : empêcher Moscou de retrouver une influence trop importante sur ce que Washington voit comme une de ses principales routes d'approvisionnement. Le maintien de la *Silk Road Strategy* pousse les Etats-Unis à être présents sur le terrain, quitte à créer des tensions avec la Russie : les Etats-Unis ont ainsi mis en place une base militaire en Géorgie et investissent massivement dans la construction et la protection des « tubes ».

L'implication des Etats-Unis s'explique en second lieu par le rôle de carrefour stratégique que le Caucase peut jouer dans la lutte contre les réseaux criminels et le terrorisme. La région nous l'avons vu précédemment, connaissant des foyers d'islamisation radicale peut servir de relai à des organisations plus conséquentes. Le jeu des Etats-Unis est donc serré : s'il faut chercher à réduire la sphère d'influence de la Russie, ils ont en même temps besoin d'une Russie stable et forte capable de lutter contre le terrorisme.

### ***Les organisations internationales***

Dès la guerre russo-géorgienne décrite plus haut<sup>170</sup>, l'ONU est intervenue pour tenter d'établir une force de maintien de la paix : l'Unomig. Chargée de maintenir l'intégrité du territoire géorgien et d'apaiser les troubles avec l'Abkhazie, la mission se voit désavouée quand éclate en 2008 la guerre d'Ossétie du Sud. Son incapacité à prévenir le conflit a d'ailleurs justifié en partie que la Russie pose son veto à une reconduction de la mission en 2009, ce qui lui permettait de se « débarrasser » des membres de l'Organisation encore en poste sur le terrain, notamment en Abkhazie<sup>171</sup>. L'ONU n'est en effet pas un partenaire idéal pour la Russie (même si cette dernière y a un statut particulier)<sup>172</sup> en raison de son ingérence dans les affaires internes de la région caucasienne : ses différentes institutions spécialisées ont adopté des résolutions pour y promouvoir la défense des droits de l'homme (UNESCO, Bureau de l'ONU à Genève) et le déroulement démocratique des élections.

---

<sup>170</sup> Partie III, Chapitre VII, B) Des voisins turbulents.

<sup>171</sup> United Nations News Center, *Russia vetoes extension mission in Georgia*, 15 juin 2009. (disponible sur <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=31151&Cr=georgia&Cr1=#.UgTCK9K-2So>)

<sup>172</sup> La Russie est en effet un des cinq pays à disposer d'un droit de veto, avec la Chine, les Etats-Unis, la France et le Royaume-Unis.

L'intérêt de l'ONU pour cet espace rejoint en outre celui des Etats-Unis dans la lutte contre les réseaux criminels et le terrorisme. Le système Caspienne-Mer Noire est en effet une des routes de transit de l'héroïne en provenance d'Afghanistan<sup>173</sup>, mais aussi du cannabis en provenance de la région pakistano-indienne<sup>174</sup>. Le Caucase est également une plaque tournante pour le trafic d'armes, qui en raison des foyers terroristes doit être étroitement surveillé<sup>175</sup>.

Les rapports et les interventions sur le terrain des Organisations Internationales, même si elles cherchent un moyen de régler ces problématiques, font mauvaise presse à la région et contrebalancent les efforts de diplomatie publique engagés par la Russie.

### *Et les autres...*

L'UE s'investit également dans la région. Elle a notamment inclus les trois Etats caucasiens dans sa Politique Européenne de Voisinage (PEV) en juin 2004.

L'Iran joue également un rôle dans le système Caspienne - Mer Noire. Disposant d'une large partie des ressources de la Mer Caspienne, et seul source d'approvisionnement direct de l'Arménie en situation de blocus, le pays s'intègre dans un « axe d'entente » Russie - Arménie - Iran.

La Turquie coopère activement, à fois économiquement et militairement, avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan. Fruit de cette coopération : deux « tubes » qui contournent le territoire russe : l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) et le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE).

## **D) Les risques effectifs pour le littoral de la Mer Noire.**

*Face au risque d'une radicalisation des tensions interethniques, le Kremlin réactive la fibre patriotique (festivités, slogans héros nationaux) et la quête d'une idéologie nationale.*

Atlas de la Mondialisation, 5<sup>ème</sup> édition, Les Presses Sciences Po, p.137

Au terme de ce chapitre, trois freins à l'attractivité peuvent donc être synthétiser :

- Le risque d'une atteinte à l'intégrité « physique » du littoral.

---

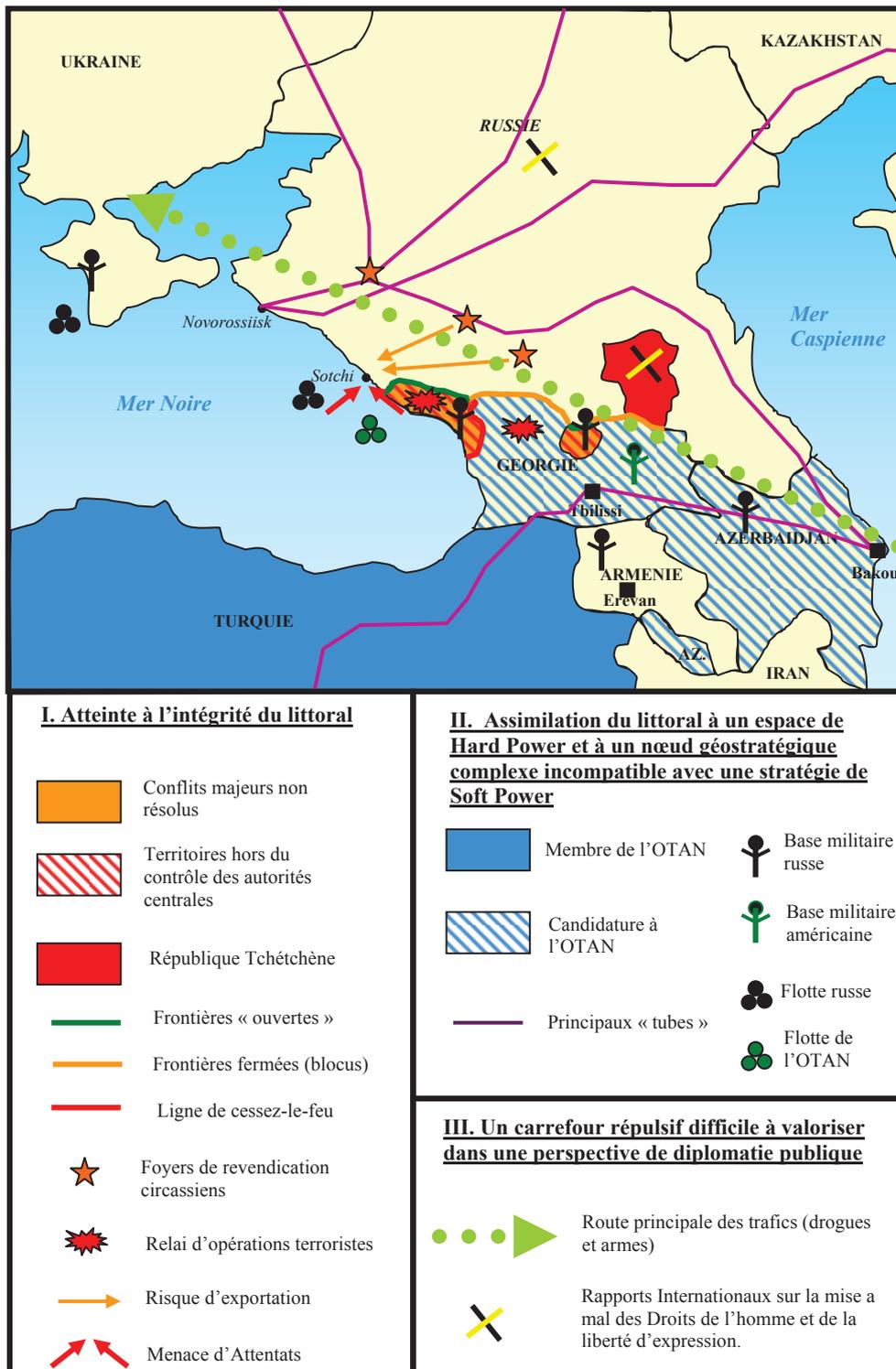
<sup>173</sup> ONU, Bureau en charge de la drogue et des crimes, *The Opium Economy in Afghanistan*, 2002. (disponible sur [http://www.unodc.org/pdf/publications/afg\\_opium\\_economy\\_www.pdf](http://www.unodc.org/pdf/publications/afg_opium_economy_www.pdf))

<sup>174</sup> ONU, Rapport Mondial sur les drogues, 2013. (disponible sur <http://www.unodc.org/wdr/>)

<sup>175</sup> HERVOUET G., JUNEAU T. ET LASSERRE F., *Asie Centrale et Caucase, une sécurité mondialisée*, Québec, les Presses de l'Université Laval, 2004, p.101 et p.172.

- Une assimilation du littoral pontique, par l'opinion publique internationale, comme un espace de *hard power* et un nœud géostratégique complexe, de fait incompatible avec un espace de *soft power*.

- L'impossibilité de mettre en place une diplomatie publique effective en raison d'éléments qui font de cet espace un carrefour répulsif.



Carte 14 : Risques et menaces pour le littoral russe de la Mer Noire

## Chapitre VIII

### Les dysfonctionnements internes du système du littoral de la Mer Noire

Outre les facteurs extérieurs qui risquent de mettre à mal l'attractivité du littoral que nous avons développé au chapitre précédent, certains éléments endogènes au fonctionnement du système du littoral représentent également un frein à cette attractivité. A l'image du reste du territoire russe, le littoral pontique est un espace relativement fermé et très hiérarchisé, rendant les investissements étrangers et le tourisme plus complexes que dans un espace sans contrainte. L'étude du système littoral a, dans un second temps, révélé une série de problématiques : la superposition des pouvoirs administratifs ou encore le conflit entre le développement économique, l'environnement et les mouvements urbains, créateurs de vives tensions. Enfin on peut craindre comme la population autochtone, une irrémédiable ascension vers un système macrocéphale dominé par Sotchi, et asphyxiant le reste du littoral.

#### **A) La complexité du fonctionnement russe, frein à l'investissement étranger et au tourisme ?**

*Le service consulaire n'est pas obligé de motiver le refus du visa. En même temps tout étranger a le droit d'envoyer au Ministère des Affaires Etrangères de la Russie une plainte contre les employés du service consulaire (la réponse doit être donnée en 30 jours). En outre, les demandeurs ont le droit de faire appel du refus judiciairement.*

Site officiel de la ville de Moscou, Rubrique Formalité, « Visa et enregistrement ».

#### ***Un espace fermé et contrôlé***

Qui veut aller en Russie, pour affaires ou de simples vacances, a toujours une première appréhension : le visa. Les plus optimistes se rassurent en pensant que c'est un vieux mythe rattaché au passé soviétique, les plus pessimistes préfèrent abandonner lorsqu'il voit la queue et l'accueil « chaleureux » dans les services consulaires russes...

L'Ambassade, ou le consulat, est en fait le premier « espace fermé » qu'il faut traverser, véritable reproduction en taille réduite du territoire russe. Reflet fidèle de la complexité du fonctionnement de l'administration russe, elles réclament une grande rigueur de la part des demandeurs (formulaire, assurances, certificat VIH négatif...) tout en fonctionnant paradoxalement selon des règles que ses fonctionnaires semblent eux-mêmes fixer (délais inégaux pour un même dossier, refus selon les nationalités). Les novices comprennent d'un seul regard du guichetier qu'il ne vaut mieux pas questionner le système. Les Russes, sans aucun doute les plus téméraires parmi les personnes présentes, s'agacent devant le visage placide du fonctionnaire. Seuls les horaires semblent fixes : à 12h30, le service consulaire ferme, et même si vous attendez depuis 7h30 (le passage dépend de l'affluence et de la bonne volonté des gardes) on vous « invite », impassiblement, à revenir demain...

Le système de délivrance des visas nécessite une série de documents, dont le nombre dépend de la durée et de la raison du séjour. La base fixe se compose : d'un formulaire, d'une assurance, mais également d'une « invitation » à séjourner sur le territoire russe.

<b>Type du visa</b>	<b>Document à fournir</b>	<b>Validité du visa</b>
<b>Tourisme</b>	Voucher touristique (bon d'échange de l'hôtel ou de l'agence russe). Seulement les vouchers reçus de Russie par fax sont acceptés (avec une trace de fax en haut de la page)	30 jours maximum
<b>Affaires</b>	Lettre d'invitation officielle délivrée par le Ministère des Affaires Etrangères de Russie (MID) ou par le Service Fédéral d'Immigration Russe (UFMS)	1 an maximum
<b>Travail</b>	L'original de l'invitation officielle émanant du Service fédéral de Migration (FMS) sur demande de l'entreprise russe	Durée variable selon contrat de travail (1an max.)
<b>Privé</b>	Attestation d'accueil délivré par le Service Fédéral d'Immigration Russe (UFMS) sur demande de la partie <i>invitante russe</i>	3 mois maximum
<b>Etude</b>	L'original de l'invitation officielle émanant du Service fédéral de Migration (FMS) sur demande de l'Université russe	Durée variable selon durée des études

**Tableau 4 : Invitation nécessaire à l'obtention des différents visas.**

Déjà, la complexité et parfois la longueur des démarches peut entacher la motivation des visiteurs. Mais une fois sur le territoire russe, les démêlés avec l'administration ne sont pas finis. Il faut encore procéder à son enregistrement dans les bureaux de migration locaux (UFMS) dans un délai de 7 jours sous peine d'amende. Ce dernier permet aux autorités russes de contrôler que l'invité est bien chez l'invitant, et donc en conformité avec ce qui a été

déclaré par l'invitation, mais surtout de pouvoir situer chaque personne sur le territoire russe (notons que l'enregistrement doit être effectué par les étrangers comme par les citoyens russes !). Le fait de quitter le lieu de résidence initial oblige à un autre enregistrement dans la nouvelle ville visitée, si le séjour y est de plus de 7 jours (3 jours avant la nouvelle loi de 2011)<sup>176</sup>. Entre la recherche du bureau de migration, ses horaires d'ouverture aléatoires, son formulaire uniquement en russe et l'inflexibilité de ses fonctionnaires qui n'ont aucune pitié à vous le faire remplir trois fois, il faut bien compter une journée entière pour cette étape.

Il faut en outre noter que la complexité du système s'accroît avec le temps de séjour et ses motivations. Aucun visa de plus de 90 jours ni à « multi entrée » (*mnogokratnaya viza*<sup>177</sup>) n'est délivré dans le pays de résidence. Le travailleur ou l'étudiant doit donc attendre 90 jours, sans pouvoir sortir du territoire russe (puisqu'il n'est en possession que d'un visa « une entrée ») pour pouvoir lancer les procédures et avoir son visa définitif.

Indéniablement, ce système administratif complexe est un frein à l'attractivité en créant un espace fermé, à la fois compliqué d'accès et de circulation ; mais également dans lequel il semblerait qu'on ait constamment une procédure en cours avec l'administration, donnant ainsi l'impression d'un espace surveillé.

Cette situation d'espace à la fois fermé et contrôlé ne profite pas du tout à la diplomatie publique russe et au littoral. Qu'il s'agisse des touristes ou des investisseurs potentiels, la complexité des modalités d'entrée puis des procédures pour circuler sur le territoire reste assez décourageante. En revanche il profite à des agences qui proposent de faux enregistrements aux touristes mal informés et qui fleurissent sur le sol russe... encore une pratique susceptible d'engendrer une mauvaise publicité pour la Russie.

### ***Un espace hiérarchisé : l'Etat, le « monde des affaires » et l'investisseur***

La hiérarchisation de l'espace est essentiellement ressentie par les investisseurs ou les travailleurs. Elle est sans doute moins évidente pour les touristes, qui ne sont pas confrontés directement au système interne russe, même si ils peuvent déjà en avoir une certaine impression lors de leur « confrontation » avec l'administration.

-L'Etat aux commandes ? : Depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir, le retour du contrôle de l'Etat dans la sphère économique s'est fait largement ressentir, et notamment la

---

<sup>176</sup> Les procédures d'enregistrement sont décrites dans la nouvelle loi de « Modifications de certains actes législatifs de la Fédération de Russie » N° 42-ФЗ, 20 Mars 2011

<sup>177</sup> C'est-à-dire permettant d'entrer et de sortir du territoire russe quand on veut, par opposition au visa « une entrée » (*odnokratnaya viza*) qui ne permet qu'une entrée sur le territoire russe, et qui est lui délivré par les services consulaires à l'étranger.

volonté de resserrer le contrôle sur certains secteurs jugés clés pour l'économie russe. Le secteur des matières premières a été le premier à être « réintégré » dans le giron du Kremlin ou à subir des pressions pour ne pas céder des entreprises stratégiques à des investisseurs étrangers ou réorienter la majorité des bénéfices vers des places financières extérieures. Plusieurs affaires sont assez révélatrices : celle du PDG du groupe pétrolier Ioukos, Mikhaïl Khodorkovski, officieusement coupable de ces deux chefs d'accusation<sup>178</sup>, et qui purge une peine de prison en Sibérie depuis 2005, officiellement pour « meurtre dans le but de protéger les intérêts économiques de sa compagnie »<sup>179</sup>; celle de Boris Berezovki, ancien proche de la famille Eltsine, retrouvé mort dans sa propriété anglaise en mars 2013<sup>180</sup> où il était en exil après s'être engagé dans plusieurs tours de force avec le Kremlin (Le scandale Aéroflot par exemple, qui consista à délocaliser à l'étranger la partie la plus rentable de cette entreprise, pourtant encore majoritairement financé par l'Etat, afin d'en faire dériver les bénéfices via des sociétés écrans).

Les autorités russes ont ainsi créé une sorte de règle officieuse, à bon entendre pour les investisseurs : on engage un bras de fer avec le Kremlin à ses risques et périls...

La loi de « réglementation des investissements étrangers dans les sociétés ayant une importance stratégique pour la défense et la sécurité de l'Etat » adoptée par la Douma en 2007 fixe clairement les cadres imposés aux investisseurs étrangers dans 42 « secteurs stratégiques » parmi lesquels figurent le nucléaire, l'aéronautique et l'aérospatiale, l'extraction et l'exploitation des ressources naturelles, l'armement, le secteur de l'édition et des médias. Le texte prévoit que toute entreprise étrangère privée souhaitant acquérir plus de 50% (10% dans le secteur de l'extraction) et toute entreprise étrangère nationale souhaitant acquérir plus de 25% (5% pour l'extraction) d'un groupe figurant dans un des 42 secteurs devra obtenir l'autorisation d'une commission formée par des représentants des ministères de l'Economie et de la Sécurité nationale et dont les conclusions seront rédigées par le FSB et par la commission interdépartementale pour les secrets d'Etat. Cette mesure a été jugée discriminatoire par l'OCDE qui l'a décrit comme un véritable frein aux IDE<sup>181</sup>. Elle concerne en outre directement le littoral : en effet, un des secteurs en expansion est justement l'extraction de matériaux de construction pour satisfaire la demande immobilière croissante, notamment en vue de la préparation des J.O. La participation des entreprises étrangères est

---

<sup>178</sup> Radvanyi, Jean, op.

<sup>179</sup> Sa peine a été reconduite de 6 ans en 2010 pour « vol caractérisé de pétrole » et « blanchiment d'argent ».

<sup>180</sup> La thèse du suicide a été avancée même si de nombreux doutes persistent.

<sup>181</sup> OCDE, *Réformes économiques 2011 : Objectifs croissance*, 2011 p.146 et 147 (également disponible sur le site de l'OCDE <http://www.oecd.org/fr/eco/croissance/47537481.pdf>)

donc extrêmement réduite dans ce secteur, ce qui explique le faible niveau déjà observé précédemment dans le Chapitre IV<sup>182</sup>. Si il n'y a pas de restriction légale semblable dans la filière des services touristico-récréatifs, qui est également un secteur à fort potentiel sur le littoral (et donc le plus susceptible d'attirer des investisseurs étrangers), cette dernière est cependant dépendante du secteur d'extraction des matériaux pour la construction ou la rénovation des complexes touristiques. Par conséquent, les investisseurs sur le littoral sont toujours plus ou moins dépendants du système et du bon vouloir des fournisseurs russes et de l'Etat et ne peuvent pas contrôler la chaîne de production du « produit » dans lequel ils investissent du début à la fin. Cette situation renforce indéniablement le sentiment d'incertitude de l'investissement sur le littoral russe.

Enfin, les investissements sur le littoral sont freinés par la faiblesse du cadre légal en matière de droit privé des affaires<sup>183</sup> et de droit privé économique<sup>184</sup>. Depuis 1991, la mutation du système économique russe a obligé la Russie à redéfinir ses cadres juridiques pour les adapter aux nouvelles lois du marché. Cependant ces profondes transformations, notamment en droit des entreprises, droit financier et droit bancaire, sont longues à mettre en place et encore insuffisantes pour offrir un cadre juridique rassurant à des potentiels investisseurs russes comme étrangers.

- Le « monde des affaires »: De manière globale, la Russie souffre d'un manque de transparence général des entreprises, notamment en termes d'actionnariat, qui complique la participation des investisseurs. La corruption est en outre considérée comme étant monnaie courante dans le milieu des affaires. A cet égard, *Transparency International* classe la Russie à la 133<sup>ème</sup> place en 2012<sup>185</sup>. A la chute de l'URSS se développe à la fois une importante économie parallèle et une criminalité organisée (la « mafia russe ») qui, bien que liées, sont deux phénomènes distincts.

L'économie parallèle s'est développée suite au manque de liquidités auquel doit faire face la Russie dans les années 90' : les revenus réels sont dissimulés au fisc et la pratique du « troc », fiscalement non imposable, se généralise entraînant une double comptabilité et la corruption des fonctionnaires chargés du contrôle des entreprises. La faiblesse du salaire des fonctionnaires ainsi que le cycle infernal des démarches administratives pour les entreprises

---

<sup>182</sup> Partie II, chapitre IV, C) Un espace d'investissements p.62 *Les investisseurs étrangers*

<sup>183</sup> Regroupant notamment le droit des entreprises, le droit financier, le droit bancaire, les réglementations sur la concurrence, sur les normes sociales et les conditions de travail

<sup>184</sup> Regroupant notamment le droit de la propriété intellectuelle.

<sup>185</sup> Site officiel de Transparency International, *Corruption Perceptions Index 2012*, (disponible sur le site <http://www.transparency.org/cpi2012/results>)

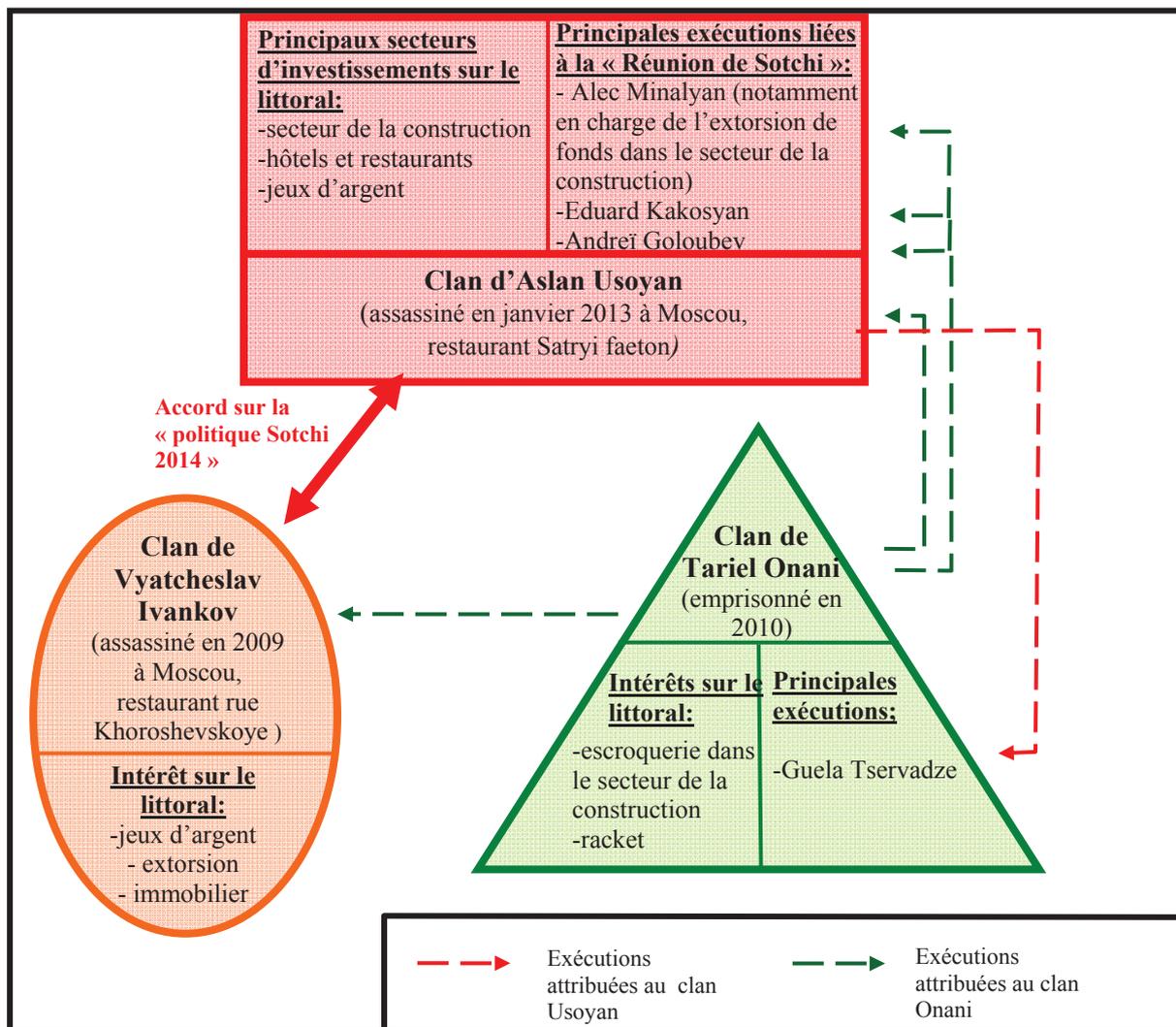
ont favorisé l'émergence d'un clientélisme entre des structures administratives (local, régional voire fédéral) et des entreprises. Le Kremlin, qui n'est pas non plus un modèle de transparence, tente depuis quelques années de simplifier les démarches administratives et fiscales pour réduire ces pratiques et les détournements de fonds<sup>186</sup>.

La « criminalité organisée » est le second phénomène. A la chute de l'URSS l'économie, jusqu'alors entièrement administrée par l'Etat, se retrouve sans véritable cadre légal : le droit de propriété est parfois mis à mal (escroquerie foncière ou financière, vols), les dettes ne sont pas payées et les contrats ne sont pas respectés. Face à l'immobilisme judiciaire lié à la désorganisation du système étatique, se développe alors un véritable « marché de la protection », sorte de prestataire de « services » pour régler les affaires de certains entrepreneurs. Légalisé dans les années 90', le marché de la protection voit donc certains de ses anciens criminels devenir des chefs d'entreprise ou ayant développé des appuis, se reconvertir en politicien. Des filières purement criminelles persistent cependant.

Le littoral de la Mer Noire n'a en effet pas échappé à une hiérarchie organisée du crime, milieu dans lequel aujourd'hui la perspective des Jeux Olympiques et les immenses retombées financières qui lui sont liées sont au cœur de toutes les spéculations. Plusieurs clans s'affrontent sur le littoral et notamment à Sotchi, où la mise hors jeu de trois des grands « parrains », Aslan Usoyan, Vyatcheslav Ivankov et Taniel Onani, va très certainement engendrer des problèmes de successions internes et laisser « une chance » à l'émergence de nouveaux clans. Le littoral vit donc également aujourd'hui au rythme de l'économie parallèle, du clientélisme et du crime organisé. La hausse de la facture des J.O. qui a quintuplé (elle s'élève aujourd'hui à 50 milliards de dollars !) est notamment due à la corruption et au détournement d'argent. Les mafias, bien implantées dans le secteur de la construction, sont également au cœur de la rénovation du parc urbain et donneraient des conseils « avisés » aux promoteurs. Enfin, la perspective de l'ouverture d'hôtels, de restaurants et de casinos représente une aubaine à la fois pour le blanchiment d'argent et pour avoir « pignon sur rue ». Il va sans dire que les proies les plus faciles pour le crime organisé sont les investisseurs étrangers, victimes de la faiblesse des cadres juridiques évoquée plus haut.

---

<sup>186</sup> Radvanyi, Jean. Op. chapitre 3 De la douloureuse expérimentation de modèle libéral en Russie.



**Schéma 13 : Anatomie du crime sur le littoral : essai de synthèse**  
*Sources : terrain et journaux*

Les investisseurs sont ainsi susceptibles de se retrouver confrontés à une hiérarchie à la fois politique et économique où interagissent l'Etat et son administration, le milieu des affaires légale et la mafia. Difficile donc de s'intégrer dans cet espace.

## B) Le problème de la superposition : le littoral en quête de stabilité.

*La Russie ? Une devinette enveloppée de mystère, placée à l'intérieur d'une énigme.*

Winston Churchill

### *La superposition des espaces administratifs : vers la verticale du pouvoir ?*

Comme nous l'avons déjà exposé précédemment<sup>187</sup>, le littoral de la Mer Noire est soumis à une superposition des espaces de pouvoir qui peut entraîner des frictions quant à la politique à mener : le littoral, susceptible de générer une manne financière importante, intéresse les différents niveaux de pouvoir, que nous allons ici étudier avec plus de précision :

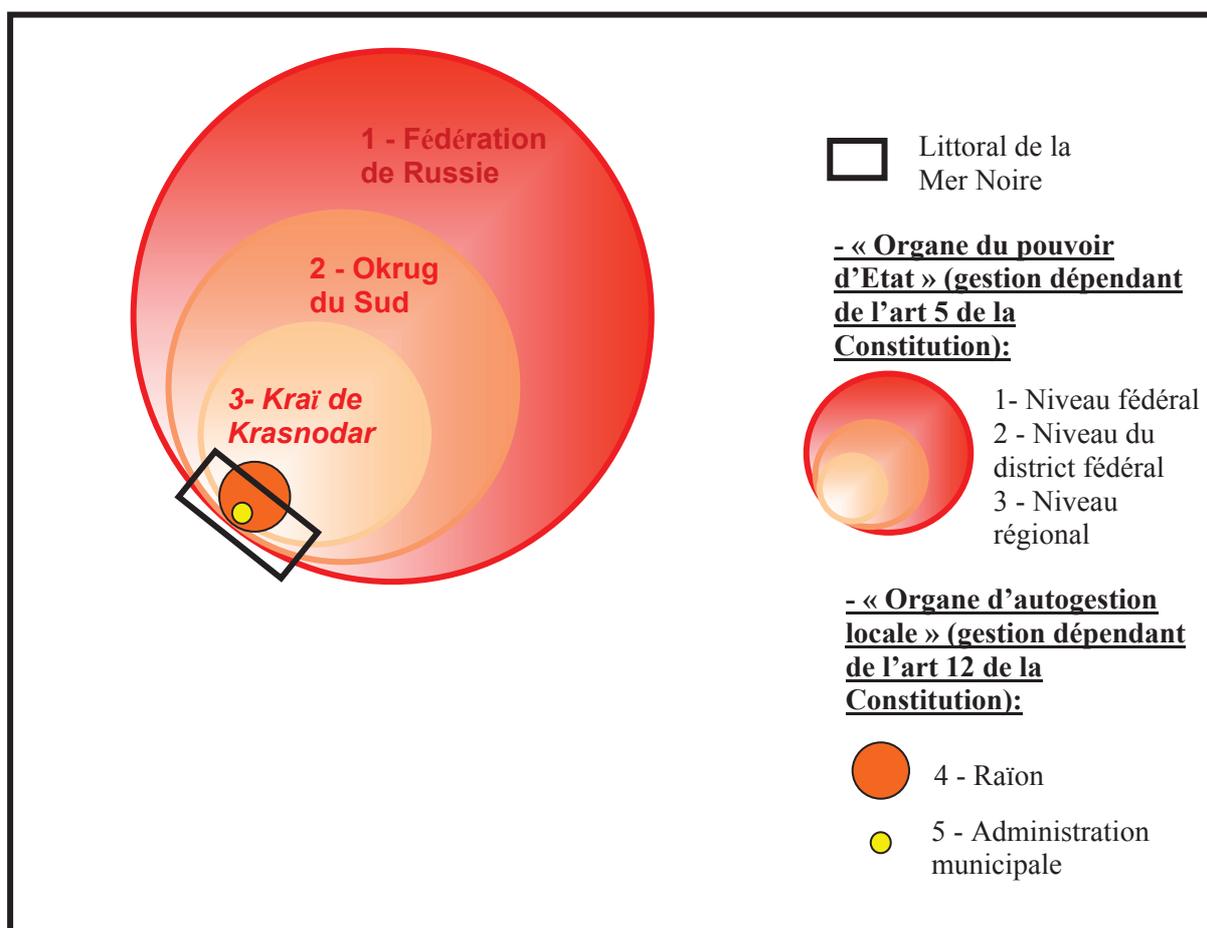


Schéma 14 : Superposition des espaces administratifs

Cependant, pour lutter contre cette superposition, le Kremlin a lancé une série de réforme depuis les années 2000 qui montre, comme le fait remarquer D. Eckert (op.cit.), qu'« un rapport de force permanent » s'est établi entre le pouvoir régional et fédéral.

<sup>187</sup> Partie I, Chapitre I

5 - Le niveau municipal : Roudakov (op.cit.), qui a travaillé sur la réforme politique des systèmes d'autogestion locale dans la Fédération russe<sup>188</sup> en s'appuyant sur l'exemple des villes littorales de la Mer Noire, a étudié le développement de l'administration municipale induit par cette réforme. Selon lui, le principe d'autogestion locale a permis d'améliorer la vision des problématiques du terrain et faciliter l'organisation de la ville et l'établissement de perspectives stratégiques pour son développement. L'administration municipale est, *de jure*, selon son statut, sous l'autorité du raïon, sous l'autorité du gouverneur de la région ou sous l'autorité fédérale.

4 - Le niveau du raïon : régulé également par le principe d'autogestion locale, le raïon gère l'agriculture, les services sanitaires, scolaires et culturels.

3- Le niveau régional : Sous l'ère Eltsine, les gouverneurs de région ont bénéficié de la décentralisation. Alors élus au suffrage universel, leur pouvoir étant seulement contrebalancé par une assemblée régionale assez faible, les gouverneurs de région centralisant alors l'ensemble des pouvoirs de décisions sur leur territoire. Situation à laquelle Poutine va chercher à mettre fin dès son arrivée au pouvoir (suppression de l'immunité fédérale des gouverneurs, exclusion de la Chambre haute fédérale) sans pour autant pouvoir les écarter totalement de la scène politique (création d'un conseil d'Etat regroupant les gouverneurs). En 2004, une nouvelle réforme supprime l'élection des gouverneurs au suffrage universel. Ils seront désormais nommés par les « présidents fédéraux »

2 - Le niveau du district fédéral : Cette division administrative est créée en 2000, afin de renforcer la verticale du pouvoir voulu par Poutine. Leur président sera nommé par le pouvoir fédéral central, et il nommera le gouverneur des régions sous son autorité. Un moyen pour l'Etat de contrôler la nomination au niveau régional.

1- Le niveau fédéral : On voit bien à ce niveau l'établissement d'une verticale du pouvoir permettant de contrôler le territoire au niveau local.

Cependant, tout n'est pas si simple. D'abord parce que le pouvoir fédéral ne peut pas tout maîtriser : la vie politique locale a son autonomie et sa logique surtout en ce qui concerne la gestion sociale et économique et dispose d'appui locaux. Aux vues des retombées financières que peut avoir le développement rapide du littoral, cette superposition pourrait devenir conflictuelle avec d'un côté une municipalité ou un raïon qui, sous couvert du principe d'autogestion locale ne déclare pas toutes ses rentrées d'argent et « détourne » des fonds et de

---

<sup>188</sup> Article 12 de la Constitution, évoqué Partie II, Chapitre IV, C)

l'autre le contrôle de l'Etat fédéral, qui compte bien tirer profit du développement puisqu'il investit l'argent. Pour réduire les risques, le Kremlin a juridiquement défini Anapa, Guelendjik et bien sûr Sochi comme étant des « stations fédérales », les plaçant directement sous sa juridiction.

*Espaces économiques, espaces habités, espaces écologiques : de la superposition à la montée des conflits d'intérêt*

**Espace économique/espace habité :** Avec la montée des prix de l'immobilier sur le littoral et la vague de promoteurs (qui comme nous l'avons vu précédemment peuvent ne pas être très scrupuleux), cette équation s'est compliquée, surtout à Sochi. La nécessité de construire des complexes touristiques et récréatifs proche du centre ville entraîne la destruction d'espace d'habitation. En février 2013, l'AFP ou encore Human Rights Watch ont rapporté que les autorités avaient procédé à de nombreuses expulsions et expropriations, les plus « chanceux » étant relogés dans des quartiers périphériques, sans parfois se voir verser la moindre indemnité. Plusieurs reportages ont dénoncé ce problème<sup>189</sup>. En outre, la hausse des prix de l'immobilier a entraîné une hausse des loyers que certains habitants ne peuvent pas suivre, obligé par conséquent de se loger ailleurs. Notons en outre que cette pression des prix immobiliers est une technique parfois utilisée sciemment par certains propriétaires qui veulent expulser les locataires pour ensuite vendre leur valeur immobilière à des promoteurs qui les transformeront en complexe récréatifs ou en hôtel.

**Espace habité/Espace écologique :** le relogement des expulsés et l'augmentation général du parc habitable entraîne une extension des constructions de logement dans les espaces naturels périphériques jusqu'alors non-bâti, ce qui pose un double problème : d'abord, parce que l'extension de l'urbain empiète sur les espaces verts et tend à modifier l'équilibre environnemental ; ensuite, parce que les terrains périphériques où s'étend le nouveau tissu urbain ne sont parfois pas constructibles et dangereux. Cette situation est observable sur toute la côte : à Anapa, qui a rénové son centre et du agrandir sa périphérie, à Touapsé, où la part importante de l'industrie en ville sur le front de mer oblige à « délocaliser » les habitants ;

---

<sup>189</sup> Les « malgré-nous » de Sochi 2014 (disponible <http://www.youtube.com/watch?v=0YH4hCUovWs>) et reportage de Human Rights Watch, Sochi : JO 2014, l'envers de la médaille ([http://www.youtube.com/watch?v=KXBH2nqM0\\_M](http://www.youtube.com/watch?v=KXBH2nqM0_M))

mais c'est à Sotchi que la situation est plus particulièrement tendue. La géomorphologie du littoral y est très instable du fait de l'étroitesse de l'interface mer/montagne, occasionnant d'importants glissements de terrains et des éboulements. Dans le reportage cité plus haut, Human Rights Watch a en outre dénoncé le fait que les constructions olympiques étaient elles-mêmes responsables de plusieurs glissements de terrain. *Les malgré-nous de Sotchi 2014* montre la dangereuse inclinaison de certaines maisons.

Notons enfin que le littoral reste « imprévisible » : en juillet 2012, des pluies diluviennes ont engendré une inondation à Krymsk, aux abords de Novorossiisk provoquant officiellement la mort de 171 personnes et paralysant l'activité du port.

**Espace écologique/espace économique** : Encore une fois, la superposition de ces espaces est visible sur toute la côte, mais le conflit d'intérêt atteint son paroxysme à Sotchi. Comme le montre Sitchev dans sa thèse (*op.cit.*), le choix d'un développement de la filière récréative a entraîné une hausse du « stress » porté sur l'environnement : augmentation de l'extraction de matériaux, augmentation de la pollution et des déchets, diminution du parc forestier autour des espaces urbains... Pour Sotchi ces problématiques ont été sévèrement pointé du doigt par des ONG internationales comme Greenpeace et WWF : les premiers ont dénoncé le rejet des déchets et des ordures ménagères en pleine nature<sup>190</sup>, entre 2000 et 4000 hectares de forêt abattue entraînant une menace sur certaines espèces (truite endémique, buis de Colchide) et ils ont aussi été très actif dans la lutte contre la construction du combiné route-rail, long de 48 km, reliant Sotchi à Krasnaïa Poliana ; les seconds ont alerté sur les dommages causés à l'écosystème et reproché la mauvaise qualité des études d'impact sur l'environnement : par exemple, il n'aurait fallu que deux semaines à moins d'une dizaine de personnes pour valider le combiné route-rail<sup>191</sup>.

L'ONG locale « Veille écologique du Caucase nord » est également très active. Dénonçant les contournements législatifs des autorités (par exemple en 2006, la modification de la loi sur les espaces protégés pour autoriser les activités sportives de masse dans les parcs nationaux ; en 2009, la modification du code forestier pour augmenter l'abattage légal)<sup>192</sup>, le groupe étend son auditoire en étant de plus en plus présent sur les sites communautaires<sup>193</sup> et va présenter

---

<sup>190</sup> Site officiel de Greenpeace Russia *Russia fails to fulfill Zero Waste commitments for the Sochi Olympics* (disponible sur <http://www.greenpeace.org/russia/en/news/21-03-2012-olympic-waste-eng/>)

<sup>191</sup> Site officiel WWF (disponible lien <http://wwf.panda.org/?188262/Preparations-for-Olympic-games-in-Russia-not-meeting-environmental-standards---WWF>)

<sup>192</sup> Site officiel du groupe Veille Ecologique du Nord Caucase, uniquement disponible en russe (<http://www.ewnc.org/>)

<sup>193</sup> Il est notamment présent sur Facebook, Twitter et Vkontakte (le twitter russe)

un « livre noir » des violations faites à l'encontre de l'environnement lors de la Conférence mondiale pour le sport et l'environnement qui se tiendra à Sochi de 30 octobre au 2 novembre 2013. La proximité des sites olympiques avec la réserve naturelle du Caucase classé au patrimoine mondial de l'UNESCO<sup>194</sup> a également poussé les organisations internationales, UNESCO et PNUE en tête, à se pencher sur la question. Notons que cette réserve a été l'objet d'une proposition pour être placé dans la liste du Patrimoine mondial en danger lors de la 37<sup>ème</sup> Session du Comité du Patrimoine Mondial à Phnomh Penh (juin 2013). Pour échapper à la « sanction », la délégation russe auprès de l'UNESCO a certifié que des efforts seraient faits.

### ***Superposition des espaces de développement : inégalités sociales et ruptures spatiales***

La hausse des prix dans les quartiers rénovés centraux entraîne un mouvement des populations les moins aisées vers les périphéries. C'est un phénomène complètement différent de ce qui peut être observé à Saint-Petersbourg par exemple où le centre, bien que rénové en « façade », conserve encore de nombreux appartements vétustes : faute de moyens, certaines familles y vivent en colocation dans des appartements communautaires hérités de l'époque soviétique. On a donc en centre ville, des personnes avec un niveau de vie très hétéroclites. Cependant la logique sur le littoral est différente : Sochi doit accueillir un nombre important de personnes au même moment : les besoins en terme de logements sont donc bien plus conséquent et nécessite une place en conséquence dans son centre urbain et une rénovation en profondeur de ces espaces, entraînant une poussée des populations vers les périphéries. Le littoral pourrait donc faire naître un nouveau paradigme urbain, où le niveau de vie répond à un espace défini, à un quartier : Au centre les populations les plus aisées, en périphérie immédiates, les populations les plus pauvres. Le système urbain risquerait donc de s'apparenter au modèle américain, expliqué par l'Ecole de Chicago dans les années 20'... sort assez ironique pour la ville où Staline voulait développer un tourisme égalitaire de masse.

Parallèlement, les services offerts sur le littoral en termes de développement fonctionnent à deux vitesses. C'est le cas pour la santé par exemple. Si la Constitution de 1993 est théoriquement garante de la gratuité pour tous à l'accès aux soins médicaux, les hôpitaux non payants sont moins équipés et moins sûrs que de nouvelles cliniques qui flambant neuf à Sochi, sont prêtes à recevoir les spectateurs des Jeux les plus aisés, russes ou étrangers.

---

<sup>194</sup> Site officiel de l'UNESCO, Centre du Patrimoine Mondial, *Liste du Patrimoine mondial*, Caucase de l'Ouest (disponible <http://whc.unesco.org/fr/list/900/>)

### C) L'effrayante perspective de la macrocéphalie

*Si vous voulez des magasins, il faut aller à Sotchi...si vous voulez vous divertir, il faut aller à Sotchi. Vous cherchez un hôtel ? c'est mieux d'aller à Sotchi alors. Nous, on nous a seulement laissé les industries et le marché des produits régionaux.*

Discussion avec un chauffeur de taxi, Touapsé, été 2012.

#### ***Sur le terrain, la peur du « tout Sotchi ».***

Les habitants des autres villes du littoral craignent en effet que la publicité et les nombreux investissements dont bénéficie Sotchi ne rompent l'équilibre multifonctionnel et multipolaire, système sur lequel s'est reposé le littoral jusqu'à présent et que nous avons décrit dans la partie II.

Un nouveau modèle serait en phase de s'imposer : celui d'un système macrocéphale, qui attirerait l'ensemble des investissements et des touristes et qui, à terme, pourrait conduire à l'asphyxie du reste du littoral. Concernant le secteur récréatif par exemple, représentant une grande partie des ressources d'Anapa et de Guelendjik, Sotchi représente un concurrent de poids. La ville va en effet se doter d'un appareil récréatif très complet, comme le montrait la thèse de Demerchian (op.cit) : l'offre de la ville en termes de choix (grande quantité de complexe touristique) et de prix (large échelle quant à la qualité des complexes) n'a rien de comparable sur le reste du littoral. En outre, Sotchi est susceptible de proposer un plus grand nombre d'activités susceptibles d'attirer les touristes, grâce au développement des espaces récréatifs dans un écosystème particulier (interface mer/montagne permettant un tourisme balnéaire et blanc, hinterland pour le tourisme vert et le tourisme de cure).

Les politiques de développement se sont en outre focalisées sur Sotchi. En effet, nous l'avons vu dans la partie II, pour accueillir les Jeux Olympiques, et donc de nombreux étrangers, la ville doit avoir un niveau de développement suffisant : une offre large de services (banques, postes, restaurants) et de distractions (théâtres, parcs, complexe récréatifs) tout en assurant une sécurité sanitaire (hôpitaux, service de distribution et de traitement des eaux...) et une sécurité physique (police, pompiers). Les autres habitants craignent que les fonds qui devraient leur permettre de développer leurs propres villes ne soient détournés et alloués à Sotchi, surtout à la vue de la facture qui ne cesse d'augmenter. Il est d'ailleurs difficile de savoir combien d'argent a été exactement injecté dans le développement de Sotchi : si la facture s'élève aujourd'hui à quelques 50 milliards de dollars, une partie des fonds a été

détournée comme nous l'avons vu et la ville n'en verra jamais la couleur. Toujours est-il que l'argent injecté représente toujours une fortune comparé au budget des autres villes.

La peur qui en résulte est la mise en place d'un système à deux vitesses: Sotchi et son raïon, largement développé d'un côté, et de l'autre le reste du littoral, au développement stagnant.

### ***Le revers de la diplomatie publique***

Certes, la volonté des autorités de développer l'ensemble du littoral et pas seulement Sotchi est indéniable, nous l'avons vu dans la partie II. Cependant, la publicité chargée de mettre en avant Sotchi risque de stimuler cette ascension vers un système macrocéphale et d'augmenter le risque d'asphyxie du reste du littoral. Car c'est bien là un des problèmes majeurs de la diplomatie publique russe pour le littoral de la Mer Noire : la stratégie semble se concentrer d'abord sur Sotchi, en espérant à termes que les retombées seront positives pour l'ensemble du littoral. Cependant, rien n'est moins sûr, surtout si, la cité olympique porte ombrage plutôt que ne tire vers le haut les autres villes du littoral.

C'est donc là, à notre sens, un revers de la diplomatie publique, qui s'est davantage axé sur un marketing uniquement tourné sur Sotchi alors que paradoxalement elle a engagé des efforts pour développer l'attractivité de l'ensemble du littoral. Un scénario pessimiste voudrait donc que la diplomatie publique soit contre-productive pour le développement de l'ensemble du littoral. Les autorités russes ont quant à elles, semble-t-il, préférées le scénario optimiste : la diplomatie publique axée sur Sotchi entrainera d'abord un intérêt pour la ville, qui sera le point de départ d'un intérêt pour le reste du littoral.

## Chapitre IX

### La nécessité d'une politique de gestion efficace

Suite à la découverte des freins à l'attractivité du littoral, il aurait été paradoxal que la Russie, si elle souhaitait véritablement en faire un espace attractif, n'ait pas cherché à mettre en place une stratégie de gestion visant à réduire ces freins. La réactivité face aux menaces, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières, est une première solution. Ayant choisi une zone traditionnelle de *hard power* pour développer une zone de *soft power*, la Russie joue un jeu serré. Coup de maître prémédité ou volonté aveugle d'un dirigeant de mettre en avant un lieu qui lui est cher ? Toujours est-il que ce choix permettra, en conclusion de ce chapitre, d'illustrer l'idée que semble ce faire les autorités russes du *soft power* et de la diplomatie publique pour mener selon eux une politique de gestion efficace, avant de résumer les atouts et les freins à l'attractivité ainsi que les succès et échecs de ce *soft power* « à la russe ».

#### A) Réduire les freins à l'attractivité

*N'accroche pas tout au même clou*

Proverbe russe

#### *Une politique active de la part des autorités russes*

Les autorités russes ont entrepris des politiques pour résoudre certaines des problématiques évoquées aux chapitres précédents : ouvrir l'espace russe et maintenir l'équilibre entre la sécurité et une certaine liberté.

L'ouverture de l'espace russe correspondrait à une simplification, voire à une abolition, de la politique des visas. Cependant, cette décision ne revient pas uniquement aux autorités russes mais dépend de la bonne volonté des deux contractants concernés. La dure politique des visas russe à l'égard des Etats-Unis ou de l'Union Européenne s'explique en effet par une dure pratique des visas dans l'autre sens, en partie conservée pour éviter une émigration trop massive en provenance de Russie et d'Asie centrale. La Russie propose depuis quelques années une simplification du processus. En 2008 déjà, lors du sommet Russie-Union

Européenne qui s'est déroulé à Khanty-Mansiisk, le président D. Medvedev a proposé une discussion sur un potentiel processus d'abolition des visas. Le 4 juin 2013, José Manuel Barroso, président de la Commission européenne a déclaré lors du sommet Russie-UE qui s'est tenu à Ekaterinburg, que des progrès considérables ont été faits dans ce sens. Seuls des problèmes techniques concernant la fourniture des données personnelles des passagers restent encore en discussion. Valable pour les courts séjours, cette modification serait une chance d'ouverture pour l'espace russe, surtout avant les Jeux Olympiques. L'accélération du processus par la partie russe serait d'ailleurs largement liée à l'évènement : dans l'attente d'un changement qu'il avait peur de ne pas voir venir à temps, Poutine avait déjà lancé début 2013 la proposition d'un régime sans visas, au moins pour les athlètes étrangers.

Résoudre le problème de la hiérarchie spatiale est cependant plus complexe, car cette dernière repose sur un équilibre des pouvoirs, équilibre dépendant lui-même d'une juste dose de sécurité et de laxisme : en effet, comme nous l'avons vu, le problème des autorités russes est d'assurer une certaine sécurité sur le territoire, nécessaire à la stratégie d'attraction, tout en accordant une certaine flexibilité pour assurer le fonctionnement du système, en laissant les mains libres au milieu politique ou au milieu des affaires dans certaines mesures. Sur le littoral de la Mer Noire, les autorités tendent également à respecter cet équilibre en développant des politiques pour assurer la sécurité du littoral. Dans sa thèse portant sur la sécurité générale du littoral<sup>195</sup>, E. Potachova développe les directions engagées par les autorités pour assurer la sécurité du littoral au niveau international, national, régional et local, l'intérêt étant de voir en quoi elles pouvaient servir à réduire les freins à l'attractivité développé dans les chapitres VII et VIII :

<b>Niveau d'intervention</b>	<b>Mesures proposées</b>	<b>Freins à l'attractivité évoqués dans les chapitres VII et VIII visés par la mesure.</b>
<u>Niveau International</u>	<p><b>1</b> - Création dans le système Mer Noire d'organisations mondiales capables de représenter le littoral sur la scène internationale pour le maintien du tourisme.</p> <p><b>2</b> - Révision des codes juridiques et adaptations aux normes internationales.</p> <p><b>3</b>- Développer des partenariats et</p>	<p>1 - Lutte contre la faiblesse de la représentation au niveau internationale</p> <p>2 - Lutte contre la faiblesse institutionnelle juridique</p> <p>3 - Lutte contre l'isolement de la</p>

<sup>195</sup> POTACHOVA, E.A., *Sécurité générale et économique dans le contexte du développement économique et social du complexe des stations balnéaires (l'exemple du littoral de la Mer Noire et d'Azov)*, Moscou, Thèse de doctorat, 2010.

	des accords	Russie sur la scène internationale
<u>Niveau National</u>	<p><b>4-</b> Améliorer la juridiction pénale et civile :</p> <p>A. Large renforcement des forces de l'ordre<sup>196</sup>.</p> <p>B. Travail sur les conceptions anti-terroristes de sécurité des stations balnéaires.</p> <p>C. Renforcement des peines concernant les crimes contre les touristes</p> <p><b>5-</b> Création dans le ministère de l'Intérieur (МВД) d'une police touristique.</p> <p><b>6-</b> Formation de spécialiste de gestion des risques pour la sphère touristique.</p> <p><b>7-</b> Elargissement de la sécurité pour les transports (Etablir liste de passagers dans les gares routières.)</p> <p><b>8-</b> Développer des normes standards pour être accrédités (guide, excursions, conducteurs, hôtellerie)</p>	<p>4- A et B et C - Prévention et lutte contre le terrorisme et la mafia</p> <p><b>5-</b> Prévention et lutte contre les abus envers les touristes/renforcement du sentiment de confiance</p> <p><b>6-</b> Lutte contre les problèmes de superposition des espaces habités/économiques/écologiques</p> <p><b>7-</b> Prévention contre le terrorisme et l'entrée des criminels</p> <p><b>8 -</b> Lutte contre la faiblesse des normes juridiques dans la sphère touristique et lutte contre les arnaques touristiques.</p>
<u>Niveau régional :</u>	<p><b>9-</b> Création d'une organisation autonome non commerciale « Système de sécurité du tourisme sur le littoral »<sup>197</sup></p> <p><b>10-</b> Développer les programmes de sauvegarde (naturel, culturel)</p> <p><b>11-</b> Renforcement des inspections dans les complexes touristiques</p>	<p><b>9-</b> Gestion systémique de la sécurité du littoral.</p> <p><b>10-</b> Lutte contre les destructions écologiques et apaisement des tensions avec les écologistes</p> <p><b>11-</b> Lutte contre la mafia, les abus à l'encontre des touristes</p>
<u>Niveau local :</u>	<p><b>12-</b> Gérer la hausse du débit de touristes en équilibrant le littoral et facilitant une accessibilité rapide d'une ville à une autre.</p>	<p><b>12-</b> Lutte contre la macrocéphalie</p>

**Tableau 5 : Politiques entreprises pour assurer la sécurité du littoral et freins à l'attractivité qu'elles visent à réduire.**

<sup>196</sup> Le renforcement des services de l'ordre a d'ailleurs été vérifié sur le terrain : Un grand centre de police vient d'être ouvert entre Adler et Sochi et de nombreux policiers sont présents dans les villes, notamment aux points névralgiques d'entrée (gare, aéroport, entrée de la ville) et dans les espaces centraux.

<sup>197</sup> Plus d'informations sur ce programme sont développés sur le site Viestnik Kavakza (<http://vestikavkaza.ru/news/tourism/beach/41301.html>)

### ***La tentation d'une utilisation systématique du hard power dans certaines situations***

La gestion des freins à l'attractivité passe également par l'utilisation d'une politique de *hard power*. Comme nous l'avons vu dans le chapitre VII, le gouvernement russe y a recours de manière systématique à l'intérieur comme à l'extérieur de ces frontières dès qu'une situation déplaît ou commence à échapper à Moscou : ce fut le cas pour les deux guerres d'Ossétie et la « normalisation » de la Tchétchénie qui contribue à la stabilité de la région caucasienne russe et dont, par extension, la sécurité est importante pour l'attractivité du littoral ; c'est aujourd'hui encore le cas, par exemple dans la répression des manifestations contre les Jeux Olympiques de Sotchi, les pressions exercées par les autorités (pour faciliter les expulsions des habitants dans la zone de construction des Jeux, pour « inviter » les investisseurs privés à injecter des fonds dans le littoral...).

Pour la Russie, la force de coercition qu'elle exerce sur certains espaces lui permet de réduire les freins à l'attractivité : par exemple, les interventions et le contrôle de la Tchétchénie ainsi que l'envoi de troupes armées dans les régions montagnardes du Caucase permet a permis de démanteler des réseaux terroristes, réduisant de fait les risques d'exportation des violences sur le littoral. De même, les interventions en Ossétie du Sud et en Abkhazie sont justifiées par les autorités comme la volonté de stabiliser la région.

Cependant, l'utilisation du *hard power* dans la réduction des freins à l'attractivité est à double tranchant : d'un côté elle réduit certains freins et de l'autre, elle en crée de nouveau. L'utilisation de la force coercitive, très mal vue par l'opinion publique internationale, semble de plus incompatible avec la mise en place d'une politique de *soft power* dans le même espace.

### ***Vers une politique normative pour une meilleure gestion de l'espace ?***

Néanmoins, parallèlement à l'utilisation toujours tenace du *hard power*, la Russie a cherché à se conformer aux normes internationales et à développer des partenariats stratégiques afin de réduire les freins à l'attractivité. C'est une sorte de normalisation de l'espace russe par la « normatisation », visant à améliorer à la fois la visibilité, la sécurité et la transparence du littoral. Quelques courts exemples permettront d'illustrer ceci :

- L'adhésion à l'OMC : Conformément aux règles de l'OMC<sup>198</sup>, la Russie a du ouvrir un certains nombres de secteurs aux investisseurs étrangers, limiter l'interventionnisme pour

---

<sup>198</sup> Chaque Etat adhère à des conditions spécifiques déterminées par les pays membres de l'OMC. Les négociations avec la Russie ont duré 18 ans (entrée 22 août 2012).

favoriser les anciennes industries soviétiques pour respecter le principe de libre concurrence et se conformer aux réglementations antidumping. Cette adhésion pourrait donc rassurer les potentiels investisseurs étrangers, mais aussi obliger les autorités à lutter contre l'économie parallèle et la corruption sur le littoral.

-La coopération avec l'ONU : Concernant le littoral, la coopération avec l'ONU est bien entendu inégale. Comme nous l'avons vu précédemment, la Russie entend bien intervenir militairement sans grand intérêt pour l'avis des recommandations du Conseil de Sécurité. Cependant, la Russie collabore avec quelques agences spécialisées pour des questions relatives au littoral. C'est le cas par exemple avec l'UNESCO pour la conservation du patrimoine culturel et naturel du Caucase. Le partenariat le plus avancé est celui avec le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). Le PNUE a développé une page web en coopération avec le Comité d'Organisation Sochi 2014 pour présenter les objectifs communs<sup>199</sup> : le développement d'un Plan d'Action en 4 points (*Zero Waste Games, Climate Neutral Games, Games in Harmony with Nature, Enlightenment Games*) ; la signature d'une déclaration d'engagement pour la « restauration de l'écosystème du bassin de la rivière Mzymta » où s'étend la cité olympique<sup>200</sup>, mais également la présentation de 3 rapports de durabilité, auquel est soumis le Comité d'Organisation.

## **B) *Soft power* et diplomatie publique « à la russe » : essai de définition.**

*Les actions parlent plus que les mots.*

Joseph Nye, *The New Public Diplomacy*, site de l'auteur

L'exemple de la Mer Noire a permis de mettre en avant l'originalité de l'approche russe des notions de *soft power* et de diplomatie publique dans la pratique. Nous avons en effet présenté dans le chapitre II l'approche conceptuelle des russes, mais l'étude de terrain a révélé des différences entre l'approche théorique des organes chargés de mettre en place les stratégies d'attraction et la mise en pratique.

---

<sup>199</sup> Site officiel du PNUE [http://www.unep.org/sport\\_env/sochi2014/commitments.aspx](http://www.unep.org/sport_env/sochi2014/commitments.aspx)

<sup>200</sup> Déclaration d'engagement officiel disponible sur le site du PNUE ([http://www.unep.org/sport\\_env/sochi2014/Documents/Other/Sochi.Declaration.Mzymta.Valley.pdf](http://www.unep.org/sport_env/sochi2014/Documents/Other/Sochi.Declaration.Mzymta.Valley.pdf))

### ***La place prépondérante de l'Etat.***

Nous avons précédemment vu que l'approche des organes chargés de mettre en place les stratégies et outils de diplomatie publique (notamment le Ministère des Affaires Etrangères et le *Rossotroudritchestvo*, agence fédérale spécialisée en diplomatie publique) était similaire en théorie à l'approche américaine : la diplomatie publique émane autant de l'Etat que de la société civile<sup>201</sup>. Cependant, il semble que dans la pratique, l'Etat russe soit le seul générateur de diplomatie publique. Cela s'explique notamment par ce qui avait été précédemment décrit par la « verticale du pouvoir » : le Kremlin a la possibilité, et l'utilise largement, de contrôler et conditionner les organes sociétaux qui dans les autres pays émettent librement leur propre diplomatie publique. Prenons un exemple : le gouvernement des Etats-Unis a une politique de diplomatie publique très active qu'ils produisent eux-mêmes. Cette dernière est complétée par un panel d'organes indépendants qui participe au rayonnement des Etats-Unis sans être sous la coupe du gouvernement (médias, entreprises, investisseurs...). A contrario, les liens sont très étroits entre le gouvernement russe et les organes sociétaux<sup>202</sup> qui devraient émettre ce complément de diplomatie publique, donnant l'impression que chaque « particulier » qui prend une initiative de mise en valeur du littoral est en fait une sorte de pion habilement manœuvré par l'Etat.

### ***Une politique de soft power parallèle à une politique de hard power***

Rien de vraiment original à première vue : en effet, les Etats-Unis ont toujours manié la coexistence de ces deux politiques avec habileté. D'un côté une culture de masse et des valeurs « démocratiques » et « libérales » qui s'exportent dans un monde certes inégalement heureux de les accueillir, de l'autre un interventionnisme militaire constant que ce soit en Irak, en Afghanistan. Cependant, l'originalité de la Russie répond au fait que l'espace appelé à générer du *soft power* est le même que l'espace de *hard power*, ce qui est inenvisageable pour les Etats-Unis. Aussi attrayante qu'elle soit, la *Silicon Valley* aurait un charme tout relatif si les Etats-Unis et le Mexique entretenaient des tensions risquant à tout moment de dégénérer en guerre ouverte et si des minorités indiennes menaçaient sa sécurité.

L'étude du terrain montre donc que la conception russe de l'émission du *soft power* n'est pas incompatible avec la présence, sur ce même territoire, de zones de *hard power*.

---

<sup>201</sup> Partie I, Chapitre II, B) L'adaptation au « cas russe », p.31

<sup>202</sup> Nous l'avons vu précédemment : les grands médias sont affiliés au Ministère de l'Information, les investisseurs sont « invités » par le Kremlin à investir, les entreprises russes dépendent du nouveau système fiscal et juridique que la Russie met en place au fur et à mesure.

### ***La dure loi de la crédibilité***

La notion de crédibilité tient une place importante dans l'ouvrage de J. Nye dans le processus d'émission du *soft power* et dans la construction de la stratégie de diplomatie publique. Un rapide retour à la figure 9<sup>203</sup> permet de mieux cibler le problème. La valorisation de l'espace sert de vitrine à la diplomatie publique. Si l'espace « vendu » par la diplomatie publique ne correspond pas à la « publicité », un problème de crédibilité s'installe. Comme nous l'avons développé, les autorités russes ont sérieusement pris en compte cet aspect et ont valorisé le littoral de la Mer Noire en procédant à de vastes aménagements et en investissant largement. Cependant, la valorisation d'un territoire peut avoir deux sens : le valoriser de manière matérielle et le valoriser en lui conférant ses valeurs propres (morales, sociales, éthiques). La partie II a montré que la Russie a mis tous ses efforts dans le premier sens du terme. Cependant elle semble avoir oublié le second. Nous l'avons vu dans la partie III : la justice toute relative des expulsions, les dégradations environnementales ou encore les financements opaques ne confèrent pas de valeur au territoire, dans le deuxième sens du terme. Le système de valeur sur lequel s'appuie la diplomatie publique est donc caduc.

Les freins à l'attractivité remettent ainsi en cause de manière générale la vision que veut donner la Russie de son territoire, entraînant une inadéquation entre le produit et la publicité, et donc un défaut de crédibilité.

### **C) Atouts et freins à l'attractivité sur le littoral russe de la Mer Noire : Synthèse.**

*Les Jeux de Sochi ne vont pas seulement modifier l'aspect extérieur de la ville. Ils contribueront aussi au développement socioculturel, économique et écologique de toute la région de Krasnodar. Ils permettront aussi d'établir de nouvelles normes, entre autres dans les domaines de la stratégie, de l'environnement et de la gestion. Il s'agit donc pour Sochi de devenir un exemple pour les autres villes de Russie et du monde.*

Site Officiel de Sochi 2014, onglet l'héritage des Jeux.

---

<sup>203</sup> Partie I, Chapitre III, B) Des outils pour étayer l'hypothèse

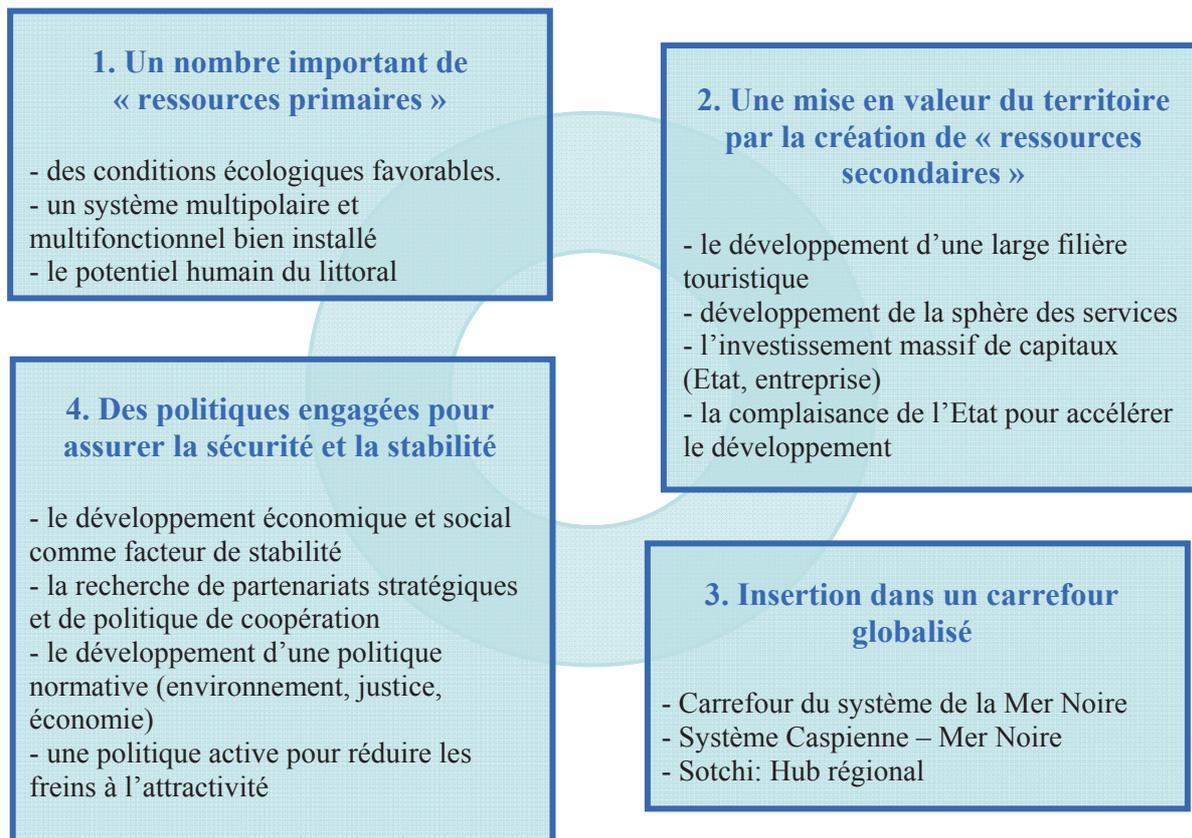


Schéma 15 : Synthèse des atouts de l'attractivité du littoral

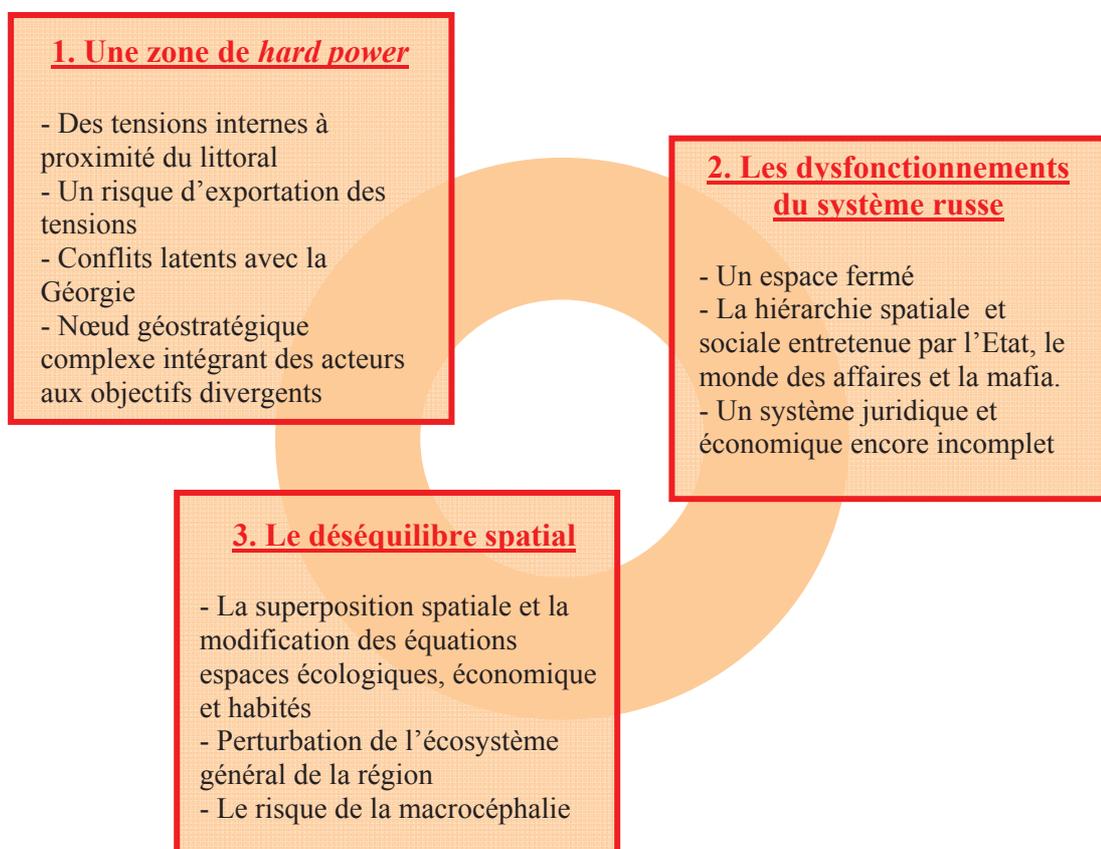


Schéma 16 : Synthèse des freins à l'attractivité du littoral

**Partie IV : Sotchi 2014, l'outil de diplomatie publique le plus abouti. Etude de Cas.**

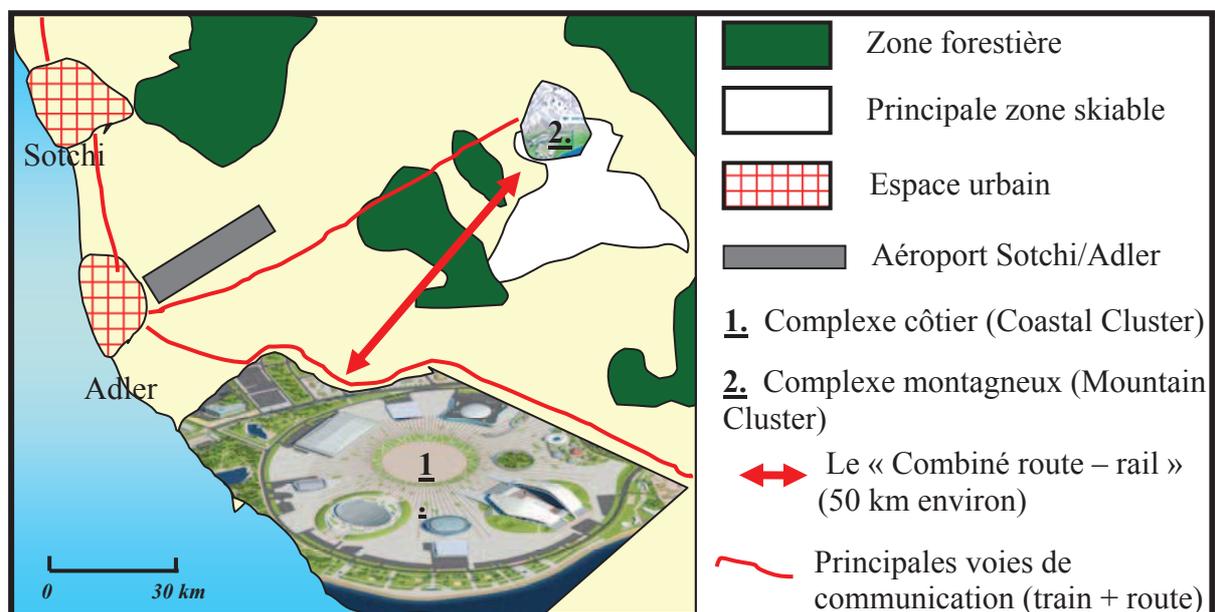
Les Jeux Olympiques de Sotchi, qui auront lieu en 2014, font partie intégrante de la stratégie d'attraction élaborée par la Russie. Indéniablement, parmi tous les outils mis en place sur le littoral que nous avons vu précédemment, le projet « Sotchi 2014 » est celui qui serait capable d'avoir l'impact le plus important en terme de génération de *soft power* et, par conséquent, de créer dans l'esprit de l'opinion publique internationale, une image positive à la fois sur l'espace littoral de la Mer Noire, mais également sur la Russie de manière plus générale.

Le choix de cette étude de cas pour conclure ce mémoire n'est pas un hasard. Tout au long des recherches puis de l'écriture, l'impression que toute la stratégie pour le développement de la Mer Noire tournait autour de Sotchi revenait sans cesse. La future cité olympique était finalement le point de départ et l'aboutissement de la recherche : elle avait suscité l'intérêt premier qui avait poussé à s'intéresser plus particulièrement au littoral de la Mer Noire et elle se révélait être une des clés pour répondre à la problématique établie : **Comment la Russie tente d'utiliser le littoral de la Mer Noire pour rehausser son image publique, et dans quelles mesures y parvient-elle ?** Sotchi serait la stratégie de diplomatie publique première, qui permettrait de mettre en avant le reste du littoral russe de la Mer Noire dans un premier temps puis la Russie dans un second temps.

Cette étude de cas permettra donc d'entrer au cœur de l'outil et la stratégie spatiale la mieux élaborée à notre sens par la Russie, pour rehausser son image publique sur la scène internationale.

## Sotchi 2014 : Au cœur de la future cité olympique

Avec ses quelques 50 milliards de dollars injectés en faisant les Jeux Olympiques les plus chers de l'histoire du sport<sup>204</sup>, plus de 60.000 ouvriers qui s'activent sur un chantier colossal à ciel ouvert, 2 complexes prêts à accueillir chacun plus de 70.000 personnes et 11 installations gigantesques qui émergent lentement de terre depuis 2009, bienvenue sur le site du plus grand « projet » actuel de la Russie.



Carte 15 : La Cité Olympique

Le projet Sotchi 2014 intègre plusieurs éléments : D'abord, le complexe olympique, cœur à proprement parler des jeux, où se dérouleront les compétitions sportives. Pour mettre en avant l'interface mer/ montagne du littoral de la Mer Noire, les autorités russes ont décidé de scinder ce complexe en deux. Une partie des infrastructures sportives, mais également le village olympique, s'étendant sur pas moins de 256 hectares, a donc été installée sur la côte (Complexe côtier ou *Coastal Cluster*) ; la seconde partie se trouve à Krasnaïa Polyana, station de ski déjà reconnue en Russie et située dans les montagnes, à une cinquantaine de kilomètres de la côte (Complexe montagneux ou *Mountain Cluster*). Ensuite, Adler et Sotchi

<sup>204</sup> Une grande partie aurait été détournée, ce qui explique que le coût final atteint soit si élevé.

complètent la cité olympique en servant de zone de « retraite » comprenant les hôtels, les lieux de divertissement.

Pour améliorer l'accessibilité, le réseau de transport a été élargi afin de relier ces différents espaces entre eux : le *Sotchi Light Metro*, composé de 3 lignes et desservant 24 stations, relie Sotchi au complexe côtier et au complexe montagneux, en passant par Adler et l'aéroport ; le combiné « rail-route » permet de relier directement les deux complexes olympiques.

En ce qui concerne l'accessibilité externe :

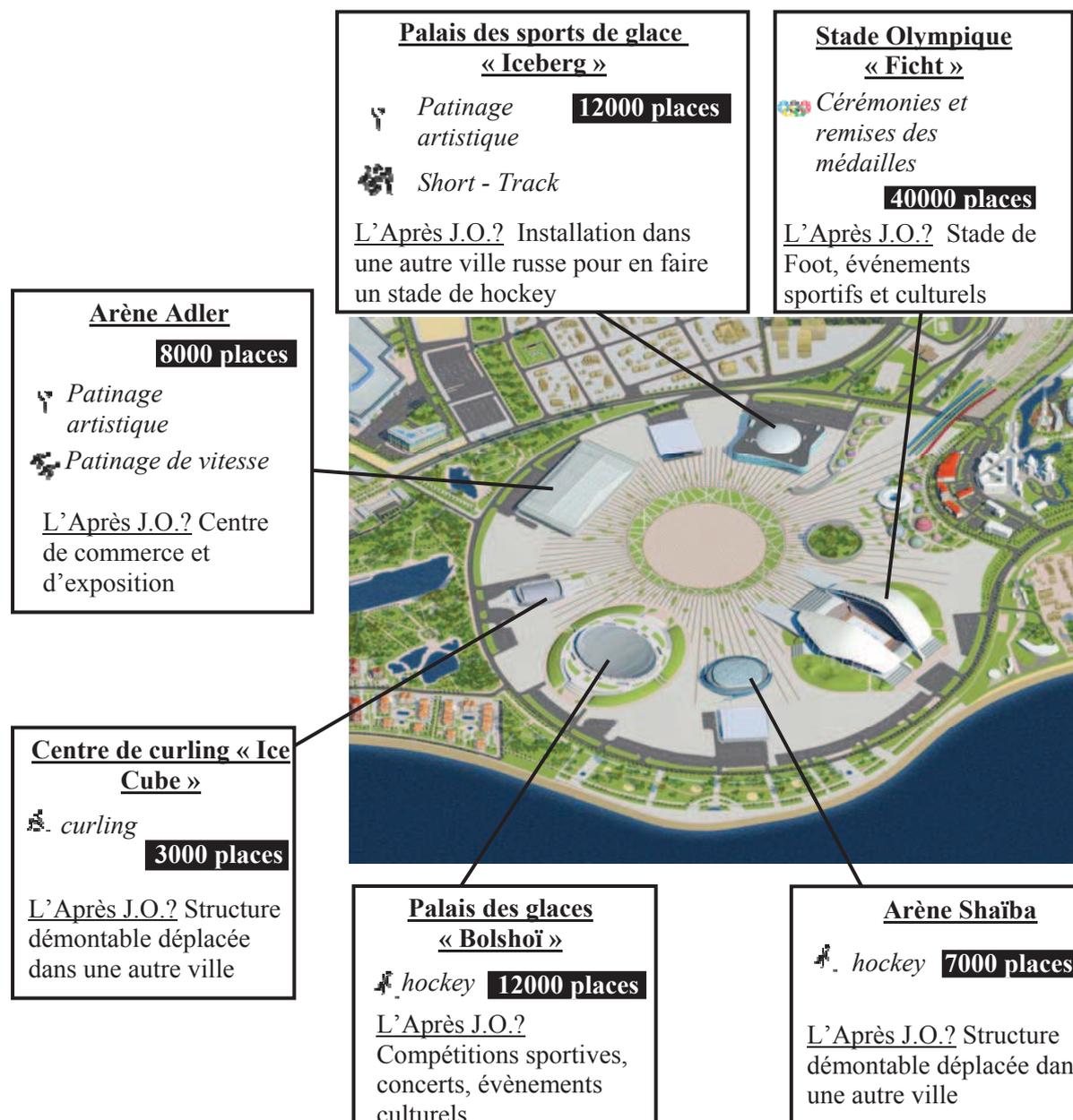
- Le réseau ferroviaire a été largement amélioré en direction de Sotchi. La ligne Touapsé → Adler qui passe par Sotchi a été doublé pour augmenter le trafic entre les trois villes (même si il est escompté que ce sera la partie Sotchi - Adler qui sera la plus utilisée). En outre, une voie à grande vitesse a été installée par RZD, la compagnie des chemins de fer russe, pour relier Moscou à Adler. La compagnie a également fait une commande d'une quarantaine de train Siemens Desiro, largement utilisé à travers l'Europe.
- Un nouveau terminal portuaire a été ouvert à Sotchi augmentant la capacité de passagers à 3000.
- Un nouveau terminal a été ouvert dans l'aéroport de Sotchi-Adler<sup>205</sup>. Il existe peu de liaisons internationales : on compte des lignes directes en direction de l'Europe de l'est (Minsk, Chisinau, Kiev), la Turquie (Istanbul-Ataturk et Trabzon), Israël (Tel Aviv-Ben Gurion), l'Asie centrale (Dushanbe, Tashkent, Khujand) et l'Arménie (Erevan). La majorité des touristes étrangers transitent par Moscou, Saint-Pétersbourg et Ekaterinbourg. Enfin, deux lignes supplémentaires vont être ouvertes uniquement pour la période des J.O. : une ligne Frankfort -Sotchi, dont les vols seront assurés par Lufthansa et Aéroflot, et une ligne Oslo - Sotchi, assurée par Scandinavian Airlines.

---

<sup>205</sup> Site officiel de l'aéroport de Sotchi-Adler (<http://sochi-airport.com/>)

## Plan du Coastal Cluster (complexe côtier)

Le complexe côtier s'étend sur 256 hectares et comprend village olympique disposant d'hôtels, de salles d'entraînements et de rassemblement pour les délégations étrangères qui arriveront dès le 30 janvier 2014, ainsi que le centre de presse principal. Certains bâtiments du complexe ont été pensés pour être démontés et réinstallés dans d'autres villes russes.

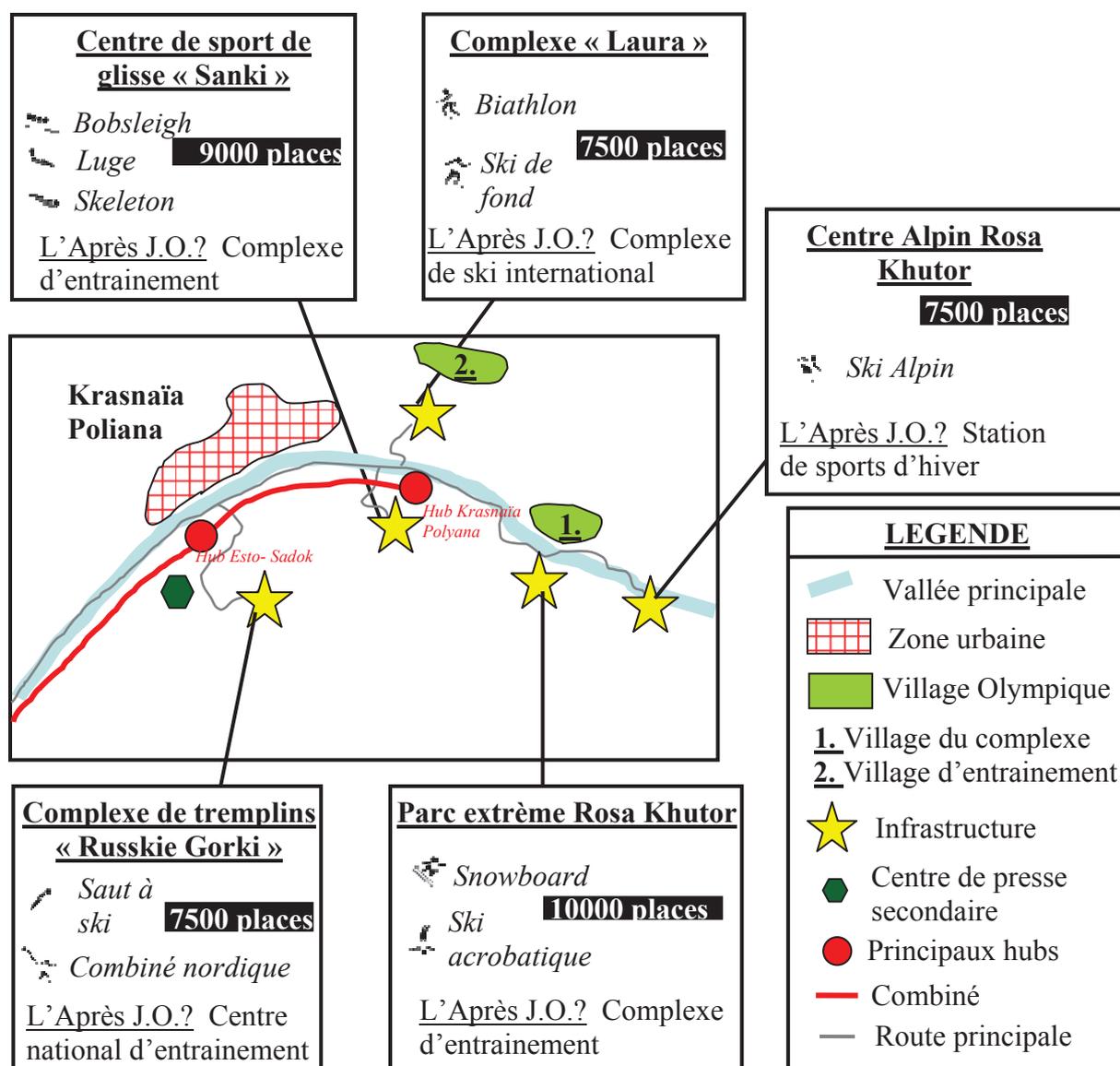


Carte 16 : Infrastructures du complexe côtier  
Source : Olympstroy<sup>206</sup> et site officiel Sotchi 2014.

<sup>206</sup> Olympstroy, entreprise publique chargé de la construction du site fourni de nombreuses informations sur son site officiel (<http://www.sc-os.ru/en/>) mais également (dans un souci de diplomatie publique ?!) a créé une page officielle contenant des vidéos sur la construction des sites olympiques sur youtube (<http://www.youtube.com/user/Olympstroy?feature=watch>). Les indications si dessus ont notamment été données dans la vidéo (<http://www.youtube.com/watch?v=hdLRhZuEXbY>)

### Plan du Mountain Cluster (complexe montagneux)

Contrairement au complexe côtier, toutes les infrastructures du complexe montagneux sont permanentes. Krasnaïa Polyana étant déjà une importante station de ski russe, les autorités russes comptent bien en faire une station de renommée internationale s'intégrant dans le circuit des plus grandes stations internationales. A ce titre, le centre alpin Rosa Khutor, avec ses 9 kilomètres de pistes conçu par Bernhard Russi (un des architectes les plus réputé pour les pistes de descente) a déjà servi pour des épreuves de la Coupe d'Europe de ski alpin en 2011. Krasnaïa Poliana a également été intégrée au Freeride World Tour depuis 2008, aux cotés de Saint-Moritz et Chamonix.



Carte 17 : Le Complexe montagneux et ses principales infrastructures.

## *La stratégie de diplomatie publique décryptée*

---

Pour Nicholas Cull, « l'intégralité du projet des Jeux Olympiques moderne peut être conceptualisé comme étant un exercice de diplomatie publique »<sup>207</sup>. En effet, l'organisation des J.O. est un « coup de marketing » inégalable pour un Etat qui peut à la fois promouvoir une région, projeter les valeurs positives attachées au sport et montrer une société moderne, dynamique et mobilisée autour des idéaux portés par les J.O.

Héritière de la tradition soviétique, qui utilisait déjà en pleine guerre froide le sport comme un outil de diplomatie publique contre son grand rival américain, la Russie a semble t-il développé plusieurs axes stratégiques pour faire du « projet Sotchi 2014 » un outil de diplomatie publique moderne et efficace, capable d'engendrer du *soft power*.

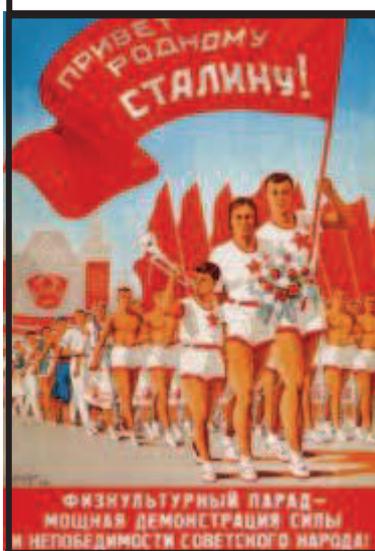
---

<sup>207</sup> CULL, Nicholas J., in *Owning the Olympics, narratives of the New China*. Partie II *The public diplomacy of the Modern Olympic Games and China Soft Power Strategy*. The University of Michigan Press, 2008, p.117 à

**Axe Stratégique N°1 : Utiliser comme outil de diplomatie publique un domaine que l'on maîtrise et dans lequel on excelle : le sport.**

**Diplomatie publique, sport et Jeux Olympiques I : une tradition soviétique**

*A l'époque soviétique, le sport est une manière de mettre en valeur la nouvelle société émergente, se conformant au vieil adage de Juvénal « Mens sana in corpore sano ». Le sport comme les compétitions internationales, et notamment les Jeux Olympiques, deviennent alors de véritables outils de diplomatie publique dans un monde où les grandes puissances cherchent à imposer leur modèle, d'abord dans l'entre deux guerres puis pendant la guerre froide.*



Parade gymnastique - Grande manifestation de la force et de l'invulnérabilité du peuple soviétique

**Les médailles olympiques, outil de diplomatie publique en pleine guerre froide**

	Nombre total de médailles URSS	Classement URSS	Nombre total de médailles Etats-Unis	Classement Etats-Unis
Helsinki (1952)	71	2 <sup>ème</sup>	76	1 <sup>er</sup>
Melbourne (1956)	98	1 <sup>er</sup>	74	2 <sup>ème</sup>
Rome (1960)	103	2 <sup>ème</sup>	71	2 <sup>ème</sup>
Tokyo (1964)	96	2 <sup>ème</sup>	90	1 <sup>er</sup>
Mexico (1968)	91	2 <sup>ème</sup>	107	1 <sup>er</sup>
Munich (1972)	99	1 <sup>er</sup>	94	2 <sup>ème</sup>
Montréal (1976)	125	1 <sup>er</sup>	94	3 <sup>ème</sup>
Moscou (1980)	195	1 <sup>er</sup>	Boycott	Boycott
Los Angeles (1984)	Boycott	Boycott	174	1 <sup>er</sup>
Séoul (1988)	132	1 <sup>er</sup>	94	3 <sup>ème</sup>

Couverture du *Time*, (mai 1984): Boycott des Jeux Olympiques de Los Angeles par les soviétiques.



*L'USSR n'a jamais atteint le niveau d'un soft power massivement produit à l'Ouest (à cause du rideau de fer, mais aussi de la culture de masse soviétique, peu attrayante) [...] Pourtant, de nombreux phénomènes étaient objets de diplomatie publique: le premier Spoutnik dans l'espace, Youri Gagarine et les victoires des sportifs soviétiques...*

Rossotroudritchstvo, *La Diplomatie publique contemporaine*, pp.14 et 15

## Diplomatie publique, sport et Jeux Olympiques II : la continuité russe

*La chute de l'URSS a certes provoqué des modifications radicales, mais la Russie est restée très attachée à la place du sport dans la société, mais également très consciente du rôle que ce dernier peut jouer en sa faveur sur la scène internationale. Accumulant les bons résultats sportifs, symbole d'une société stable et forte, la Russie développe une diplomatie publique sportive en organisant de plus en plus d'événements d'envergure mondiale, stratégie dans laquelle s'insère la ville de Sotchi.*

Les ressources de diplomatie publique russes sont les suivantes:

- la place de centre civilisationnel (attirant les forces russophiles)
- des outils nationaux capables de générer du soft power: la littérature nationale, la musique classique, les ballets et le sport.
- les infrastructures de diplomatie publique à l'étranger.

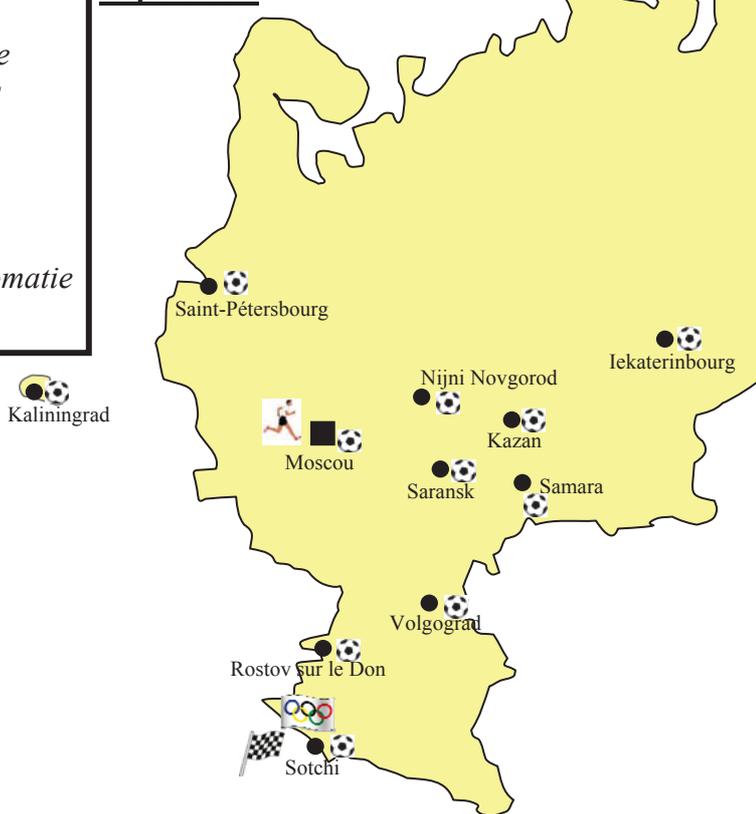
Rossotroudritchestvo, *La Diplomatie publique contemporaine*, p. 16



Poutine, premier « supporter » de la diplomatie publique (ci-dessus), en compagnie de D. Cameron « validant » devant la presse internationale le projet Sotchi 2014 (ci-dessous)



### Principaux Evénements sportifs en Russie: Sotchi, au cœur de la stratégie de diplomatie publique « sportive »



Championnat du Monde d'athlétisme (2013)



GP Automobile de Russie (dès 2014, étape du championnat du monde de F1)



Jeux Olympiques d'Hiver (2014)



Villes accueillant la Coupe du Monde de la FIFA (2018)

### Classement de la Russie aux Jeux Olympiques (depuis 1992) :

D'ETE		D'HIVER	
Barcelone (1992)	Absence	Albertville (1992)	Absence
Atlanta (1996)	2 <sup>e</sup>	Lillehammer (1994)	1 <sup>e</sup>
Sydney (2000)	2 <sup>e</sup>	Nagano (1998)	3 <sup>e</sup>
Athènes (2004)	3 <sup>e</sup>	Salt Lake City (2002)	5 <sup>e</sup>
Pékin (2008)	3 <sup>e</sup>	Turin (2006)	4 <sup>e</sup>
Londres (2012)	4 <sup>e</sup>	Vancouver (2010)	6 <sup>e</sup>

## Axe Stratégique N°2 : Impliquer les différents acteurs de la Société civile russe.

*Mobiliser la société russe pour les Jeux Olympiques est une stratégie de diplomatie publique indéniable: il s'agit d'abord de montrer au monde que les Russes s'impliquent dans ce projet et donc soutiennent, de fait, leur gouvernement, mais également d'arborer une société dynamique, porteuses des « valeurs olympiques ». A cet égard, la « politique des mascottes » et le recrutement des volontaires illustrent chacun ce choix stratégique.*

*Mais la Russie compte également sur des partenaires constants: face à une facture qui ne cesse de s'allonger (aujourd'hui elle s'élèverait à plus de 51 milliards de dollars) l'apport de l'Etat est complété par une large mobilisation des oligarques et du secteur privé russe.*

Pour la première fois dans l'histoire des Jeux Olympiques, l'ensemble du pays a été impliqué dans le choix des mascottes. Il y a trois mascottes pour les Jeux Olympiques d'Hiver, représentant les trois places sur le podium [...]. Les mascottes sont le choix de l'ensemble de notre pays et cela restera dans l'histoire des Jeux Olympiques.

Dmitry Chernyshenko, Président du Comité d'organisation de Sochi 2014



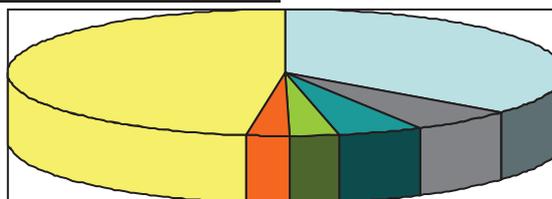
Le choix des trois mascottes s'est effectué en direct, dans un programme de deux heures intitulé *Talismania: Sochi 2014*, diffusé sur Kanal Odin, la première chaîne de télévision russe. 270.000 votants ont été enregistrés.

### Principaux partenaires nationaux de Sochi 2014



<sup>1</sup> Compagnie des chemins de fer russe

### Principaux investisseurs pour le projet Sochi 2014: une mobilisation du secteur public comme privé :



Etat (18 Milliards)	O. Deripaska (1.4 Milliards)
Gazprom (3 Milliards)	Sberbank (1.3 Milliards)
V. Potanin (2.5 Milliards)	Autres sponsors

### Le Volontariat: outil de diplomatie publique

Sur 180000 dépôts de candidature, le Comité d'organisation de Sochi 2014 a sélectionné 25000 jeunes volontaires qui travailleront dans différents secteurs (logistique, accueil, contrôle...). Les volontaires sont d'une importance capitale dans la stratégie de diplomatie publique ce qui explique qu'un processus de sélection ait filtré les candidats: ces derniers sont le reflet de la « future » société russe. Poutine a lui-même insisté sur la nécessité pour ces derniers d'être prêt et excellent dans leur domaine... et bien sûr de parler plusieurs langues.



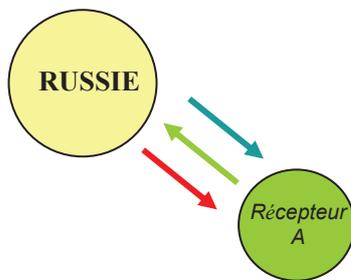
Bosco, le plus connu des magasins de sport russe a lancé une ligne Sochi 2014

**Axe Stratégique N°3 : Développer les efforts d'ouverture à l'internationale pour donner l'image d'une Russie moderne, intégrée et ouverte**

*Les Jeux de Sotchi sont destinés à devenir les Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver innovants, qui symboliseront le caractère de la Russie moderne et apporteront des changements positifs durables à tout le pays.*

Source : Vision pour le projet Sotchi 2014 (site officiel : Sochi.ru)

*L'ouverture sur l'autre et le monde a une place fondamentale dans la mise en place d'une stratégie de diplomatie publique. Comme nous l'avons vu dans le chapitre VI, la diplomatie publique dépend en partie du récepteur et une adaptation au « langage » de ce dernier pour qu'elle fonctionne est nécessaire; la Russie s'est donc lancée dans l'adoption de normes et standards internationaux, a multiplié les partenariats avec des leaders mondiaux et a mis Sotchi à l'heure de la mondialisation...  
Le jeu est donc serré pour la Russie: donner l'image d'un pays intégré et ouvert tout en gardant sa spécificité, puisque ce n'est pas le prototype d'un « village global » que la Russie veut donner à voir mais un modèle singulier.*



- Politiques de diplomatie publiques, utilisant les « deux niveaux » de ressource du littoral de la Mer noire
- Attrait
- Influence positive tangible (amélioration de l'image, imitation du modèle)

Pour le projet Sotchi 2014, les récepteurs sont les spectateurs des Jeux Olympiques d'hiver et à plus grandes échelle, les sociétés des Etats qui y participent (journalistes, société civile...). Cependant, la majorité des 38 Etats participants sont majoritairement des Etats « occidentaux ». Ce sont donc ces récepteurs que la Russie doit séduire en priorité.

**Partenaires mondiaux officiels de Sotchi 2014**



A Sotchi, toutes les rues sont désormais signalé en russe et en anglais, ce qui n'est observable ni à Saint-Petersbourg, ni à Moscou. Un véritable effort d'adaptation a été engagé. Des guides, des hôtes d'accueil, des fonctionnaires ont été formé pour être capable de s'exprimer en anglais. Les panneaux d'indication routiers et d'informations sont pour la plupart également bilingues.

Outre le fait d'être une manne financière non négligeable, les sponsors internationaux servent de point de repères « psychologiques » pour les spectateurs tout en faisant la promotion de l'ouverture du pays à l'international



**La communication comme outil de diplomatie publique: le site Sochi.ru, meilleur « vendeur » des JO de 2014 à l'international**

Le site officiel des Jeux Olympiques d'hiver 2014 (<http://www.sochi2014.com/fr/>) est un outil de communication didactique très efficace. Disponible en russe, en anglais et en français, il présente de manière très interactive les complexes olympiques, mais évoque aussi l'actualité du CIO, du comité d'organisation de Sotchi 2014 mais aussi l'avancée en matière de normes et standards que la Russie adopte (protection de l'environnement, standards dans la sphère touristiques évoqués plus largement dans les chapitres précédents)

## Axe Stratégique N°4 : Etablir une politique de diplomatie publique cohérente... et publique

La politique de diplomatie publique engagée par la Russie n'a rien de secret, ce qui est déjà en soi assez rare dans l'histoire de la diplomatie russe. En effet, au cours des recherches, plusieurs ouvrages ont permis de mettre en avant la politique élaborée. Mais c'est surtout le site officiel des J.O. de Sotchi, véritable plateforme pour le public, qui délivre le plus grand nombre d'informations sur la stratégie et le but de la diplomatie publique engagée.

### Acte I : « La Vision : des J.O. innovants célébrant l'esprit de la Russie et transmettant un changement positif et durable qui inspire le monde »

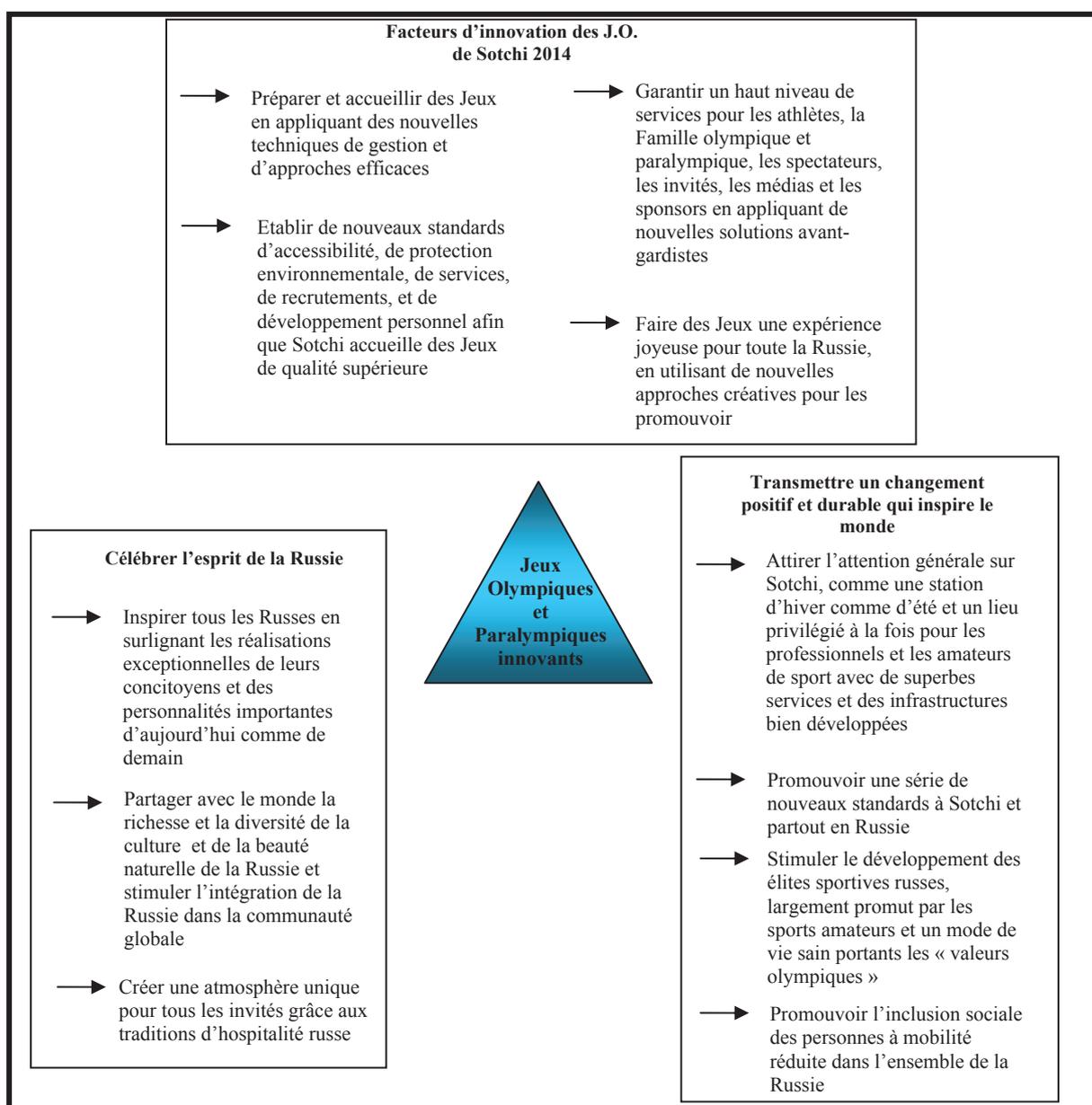


Schéma 17 : La Vision des Jeux Olympiques présentée sur le site officiel des J.O. de Sotchi 2014

## Acte II : Promouvoir les valeurs du « Diamant Russe »

En faisant siennes les valeurs olympiques, la stratégie de la Russie est simple : montrer à l'opinion publique internationale que la Russie porte et défend ces valeurs et qu'elles font parties intégrantes du fonctionnement russe. Cette stratégie du Diamant russe s'appuie sur 9 valeurs qui seront portées par les J.O. de Sotchi, parmi lesquelles on reconnaît des valeurs déjà admises lors des précédents J.O. (excellence, respect) et d'autres « valeurs ajoutées » (hospitalité, originalité...).

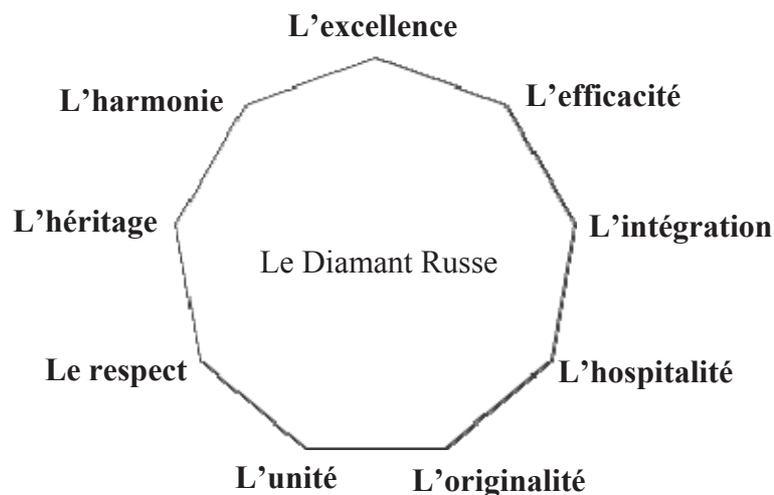


Schéma 18 : le « Diamant russe », synthèse de valeur promu par la diplomatie publique russe

## Acte III : Remplir les « objectifs stratégiques » fixés.

Enfin, la Russie s'est fixé 4 objectifs qui doivent être atteints grâce à la politique stratégique que nous venons de voir<sup>208</sup> :

- ➔ Préparer et réaliser des Jeux uniques et couronnés de succès
- ➔ Assurer des impressions positives aux participants, aux visiteurs des compétitions et aux milliards de téléspectateurs dans le monde entier
- ➔ Former un héritage pour Sotchi, la Russie et tout le mouvement Olympique et Paralympique
- ➔ Utiliser au maximum le plus grand événement international sportif pour le développement à long terme de la région et du pays

<sup>208</sup> L'ensemble de la stratégie est disponible sur le site officiel des J.O. de Sotchi (<http://www.sochi2014.com/fr/games/strategy/>)

## *L'épreuve du feu*

---

Sotchi 2014 est un véritable test pour la Russie et la politique de diplomatie publique qu'elle a établit. Indéniablement, le processus de valorisation que nous avons étudié dans la deuxième partie du mémoire, et dont la ville de Sotchi est la première à bénéficier, sert de base à l'élaboration de la diplomatie publique engagée par la Russie que nous venons de décrire : sans cette valorisation initiale, il serait impossible de véhiculer la vision de la « Russie moderne » que les autorités veulent promouvoir.

La stratégie de diplomatie publique que constituent les J.O. prend presque un ton dramatique : il semblerait que la Russie compte énormément sur cet événement « qui symbolisera le caractère de la Russie moderne et apportera des changements positifs durables à tout le pays »<sup>209</sup>. Et au vue de la stratégie décryptée plus haut, ces changements positifs durables font sans nul doute référence à un changement d'image de la Russie sur la scène internationale...

Cependant, rien n'est encore jouer pour la Russie : entre les vices cachés de Sotchi, la presse internationale toujours critique à l'égard de la gestion globale du projet, la difficile balance entre assurer la sécurité et promouvoir l'ouverture, Sotchi est de fait soumise à l'ensemble des freins à l'attractivité que nous avons abordés dans la troisième partie.

---

<sup>209</sup> Site Officiel Sotchi.ru (<http://www.sochi2014.com/fr/games/strategy/vision/>)

Retards sur les chantiers, dénonciation de travailleurs immigrés sous payés, glissements de terrain et inondations, expulsions forcées sur fonds de malversations financières et de détournements de fond... Les coulisses du projet « Sotchi 2014 » ont une grande part d'ombre mettant indéniablement à mal les différentes stratégies de diplomatie publique élaborées par la Russie que nous avons vu précédemment. Entre les valeurs et ambitions portés dans la politique de diplomatie publique par les autorités russes et les problématiques du terrain surgit le problème de la crédibilité qui entache le processus de diplomatie publique engagé.

**A) Les freins à l'attractivité du littoral : Transposition à la cité olympique**

De nombreux freins à l'attractivité du littoral évoqués dans la troisième partie représentent également une problématique pour la cité olympique, ces derniers allant à contre courant avec les idées véhiculées par les stratégies de diplomatie publique vu auparavant.

Frein à l'attractivité...	...allant à contre courant des stratégies de diplomatie publique engagées
<p style="text-align: center;"><b>L'instabilité géopolitique</b></p> <p>→ la peur du terrorisme → la proximité de l'Abkhazie et les tensions avec la Géorgie</p>	<p style="text-align: center;"><b>Axe stratégiques N°4</b></p> <p>Les valeurs du « Diamant Russe » comme l'unité (terrorisme tchéchène, manifestations circassienne), l'harmonie (tensions avec la Géorgie) sont difficiles à promouvoir dans les conditions d'instabilités géopolitiques</p>
<p style="text-align: center;"><b>Un espace fermé et hiérarchisé</b></p> <p>→ La politique des visas, toujours en attente de modification → Le manque de normes juridiques et de lois dans les secteurs d'investissement. → Un système complexe et parallèle entretenu par des acteurs indistincts (mafia, hommes d'affaires, différents niveaux étatiques fédéraux)</p>	<p style="text-align: center;"><b>Axe stratégique N°3</b></p> <p>Ces freins vont à l'encontre de la volonté d'ouverture affichée par la diplomatie publique</p> <p style="text-align: center;"><b>Axe stratégique N°4</b></p> <p>« célébrer l'esprit de la Russie » et « transmettre un changement positif et durable qui inspire le monde » semble difficile avec les dysfonctionnements observés</p>

<p style="text-align: center;"><b>Le déséquilibre spatial</b></p> <p>→ La superposition spatiale et la modification des équations espaces écologiques, économique et habités</p> <p>→ Perturbation de l'écosystème général de la région</p> <p>→ Le risque de la macrocéphalie</p>	<p style="text-align: center;"><b>Axe stratégique N°2</b></p> <p>Citoyens expulsés, travailleurs exploités, quartiers détruits, il semble difficile d'impliquer de manière positive une partie de la société russe</p> <p style="text-align: center;"><b>Axe stratégique N°4</b></p> <p>Les objectifs de développement durable évoqués par la Russie dans sa stratégie sont loin d'être tous respectés</p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Tableau 6 : Contradiction entre la réalité du terrain (freins à l'attractivité) et ce qui est véhiculé par la stratégie de diplomatie publique**

**B) Les autres « vices de forme » de la cité olympique mettant à mal la stratégie de diplomatie publique.**

→ **Les conditions écologiques** : Si l'interface mer/montagne crée un espace original mis en avant par la diplomatie publique pour sa richesse et sa beauté naturelle (Axe stratégique N°4), elle crée surtout des conditions météorologiques complexes : les précipitations sont nombreuses sur la côte comme sur les sommets, générant à la fois un risque accru d'inondations (comme celle de l'été 2012) et un manque de neige, compliquant la tenue des Jeux Olympiques. Le Comité d'Organisation des J.O. s'est déjà paré de quelques 400 canons à neige pour palier l'éventualité d'un manque de neige. Cependant, en cas de fortes pluies, la neige des canons est susceptible de ne pas tenir. Mais les problèmes écologiques de la cité olympique ne s'arrêtent pas là : la précipitation couplée avec un terrain déjà instable provoque d'importants glissements de terrain. L'année dernière par exemple, un glissement de terrain avait déjà endommagé le tremplin du complexe *Russkie Gorki*.

→ **Le problème de gestion des mouvements** : Si les deux complexes olympiques ont été pensés et construits pour accueillir des flux importants, ce n'est pas le cas de Sotchi, d'Adler et de Krasnaïa Poliana, dont les centres urbains et les voies d'accès semblent insuffisants pour drainer les flux et les mouvements qui seront générés lors des Jeux Olympiques. Comme le montre une conférence russo-allemande qui s'est tenue sur la sécurité de mouvement lors des Jeux Olympiques de Sotchi<sup>210</sup>, présentant le fait que de nombreuses voies d'accès *intra-muros*

<sup>210</sup> *Sécurité des Mouvements pendant les Olympiades de Sotchi*, Conférence russo-allemande dans le cadre des programmes de l'année scientifique russo-allemande, Ed. Koubik, Sotchi, 2011, 105 p.

ne peuvent être élargis sans détruire le tissu urbain qui l'entoure. Actuellement, aux heures de pointes, la circulation est déjà trop dense pour avoir une circulation fluide créant d'énormes embouteillages dans le centre ville.

La gestion des mouvements concerne aussi les manifestations, les regroupements qui pourraient créer des mouvements de foule. Entre les manifestations des opposants aux Jeux pour des raisons économiques, écologiques ou politiques, les risques d'attentats mais également la polémique autour du droit des homosexuels qui a été lancé en été 2013, le pouvoir russe craint les rassemblements et les mouvements de foules, qui dans un réseau urbain serré risquerait d'être difficile à gérer. Dans le but d'éviter les débordements qui pourrait être une entrave au bon déroulement et à la sécurité même des Jeux, et qui représenterait aussi une mauvaise publicité allant à l'encontre des valeurs promu par la diplomatie russe, les autorités russes ont adopté un décret prévoyant des restrictions de circulation et de réunion dans la cité olympique, qui sera valable du 7 janvier au 21 mars 2014. Le décret prévoit notamment la création d'une "zone interdite" sur une grande partie de Sotchi et interdit l'accès à la ville par la route sans autorisation spéciale. En outre, les réunions publiques "non liées" au Jeux olympiques sont interdites.

➔ ***Les difficultés d'une cité sortie de terre*** : Sotchi comme Krasnaïa Poliana ne disposait pas d'infrastructures sportives susceptibles d'accueillir un évènement olympique. Le comité d'organisation partait de zéro pour bâtir ce qui devrait être une cité olympique moderne et cohérente, capable en outre de supporter les ambitions de diplomatie publique du gouvernement central. Les chantiers prenant du retard, la Russie aurait, selon Human Rights Watch, eu recours à des travailleurs illégaux dont les conditions de travail et de rémunération reste flous. Cette pratique, contraire à l'esprit des Jeux, met une nouvelle fois à mal la stratégie de diplomatie publique.

La nécessité de construire rapidement entraîne aussi un certain flou quand à la gestion générale : les fausses entreprises et les contrats fallacieux se multiplient, de nombreux fonds sont détournés (ce détournement serait en partie responsable du fait que les J.O. atteignent un prix cinq fois supérieur à celui initialement prévu) et des questions se posent quand au respect des normes de construction ou au contournement des réglementations juridiques pour accélérer le chantier. Encore une fois, ces pratiques tranchent avec les valeurs olympiques promues dans la stratégie de diplomatie publique.

***Un test grandeur nature pour évaluer la capacité de la Russie à mettre en place une politique de diplomatie publique efficace et à générer du soft power.***

Pour la Russie, les Jeux Olympiques de Sotchi représentent un véritable investissement. La stratégie de diplomatie publique que la Russie a cherché à mettre en place, si elle trouve certes ses limites et entre parfois en contradiction avec la réalité du terrain, est un exercice auquel la Russie ne s'était plus prêté avec autant d'application depuis longtemps. L'ère Eltsine puis le début des années Poutine se sont consacrés à l'adaptation des arcanes de l'appareil soviétique aux changements provoqués par la chute de l'URSS. En pleine restructuration à la fois politique, économique et sociale, il est difficile pour un pays d'établir parallèlement une politique de diplomatie publique en vue de générer un *soft power*. En effet, la diplomatie publique est en quelque sorte un « luxe » dans lequel tous les Etats ne peuvent s'engager. La décision de la Russie de relancer ce type de politique révèle donc que le pays se situe dans une nouvelle dynamique de reconstruction, mais cette fois tournée vers l'extérieur.

Cependant, outre les dysfonctionnements et incohérence que l'on trouve dans sa politique de diplomatie publique, la Russie connaît un autre « opposant » féroce au développement de sa stratégie : la presse occidentale<sup>211</sup> semble assez sceptique sur le bon déroulement des J.O., bien que le regard critique soit inégalement tranché et qu'il n'y ait pas de voix unanime. Il y a cependant une constante, les médias suivent et relèvent avec intérêt les retards, avancées ou incidents qui font le quotidien de la cité olympique depuis maintenant plus de trois ans... et il est vrai que les vices cachés de la cité olympique et les freins à l'attractivité apportent de l'eau au moulin des médias, déjà parfois peu enclins à avoir un regard positif sur la Russie. Par exemple, le dernier évènement sportif à s'être déroulé en Russie, les championnats du monde d'athlétisme à Moscou, ont eu une audience modérés, relayé dans certains médias comme prémices de l'échec des Jeux Olympiques de Sotchi.

De fait, l'impression qui en ressort est que, plus que tout autre pays organisateur avant elle, il semble que la Russie n'a pas le droit à l'erreur. Car l'opinion publique internationale ne l'a jugera pas sur sa capacité à produire de la diplomatie publique, mais sur la conformité de cette dernière avec la situation actuelle que présentera le terrain. De là naîtra la crédibilité, étape nécessaire avant toute génération d'un *soft power*.

---

<sup>211</sup> Le récepteur ayant été défini auparavant comme étant principalement les Etats participant aux J.O. et que ces derniers sont pratiquement tous des pays d'Europe ou d'Amérique du Nord seuls les médias des pays occidentaux sont concernés.

## **Conclusion**

*La meilleure des propagandes est la vérité.*

Edward R. Murrow

A la lumière du développement, il est à présent possible de compléter le croquis présenté au début du mémoire pour comprendre le processus de génération du *soft power* et y ajouter les pièces qui manquaient et qui viennent d'être découverte à la fin de notre développement : la conformité de la diplomatie publique avec la réalité du terrain, engendrant la crédibilité et les « influences extérieures », freins à l'attractivité ou encore opposants au processus de génération du *soft power*, qui réduisent ou empêchent la dernière étape de ce processus de génération sur un de ses trois niveaux : 1. En réduisant les effets de la politique de diplomatie publique ; 2. En diminuant ou annulant l'attrait qu'a pu provoquer la politique de diplomatie publique ; 3. En empêchant l'expression d'une influence positive tangible.

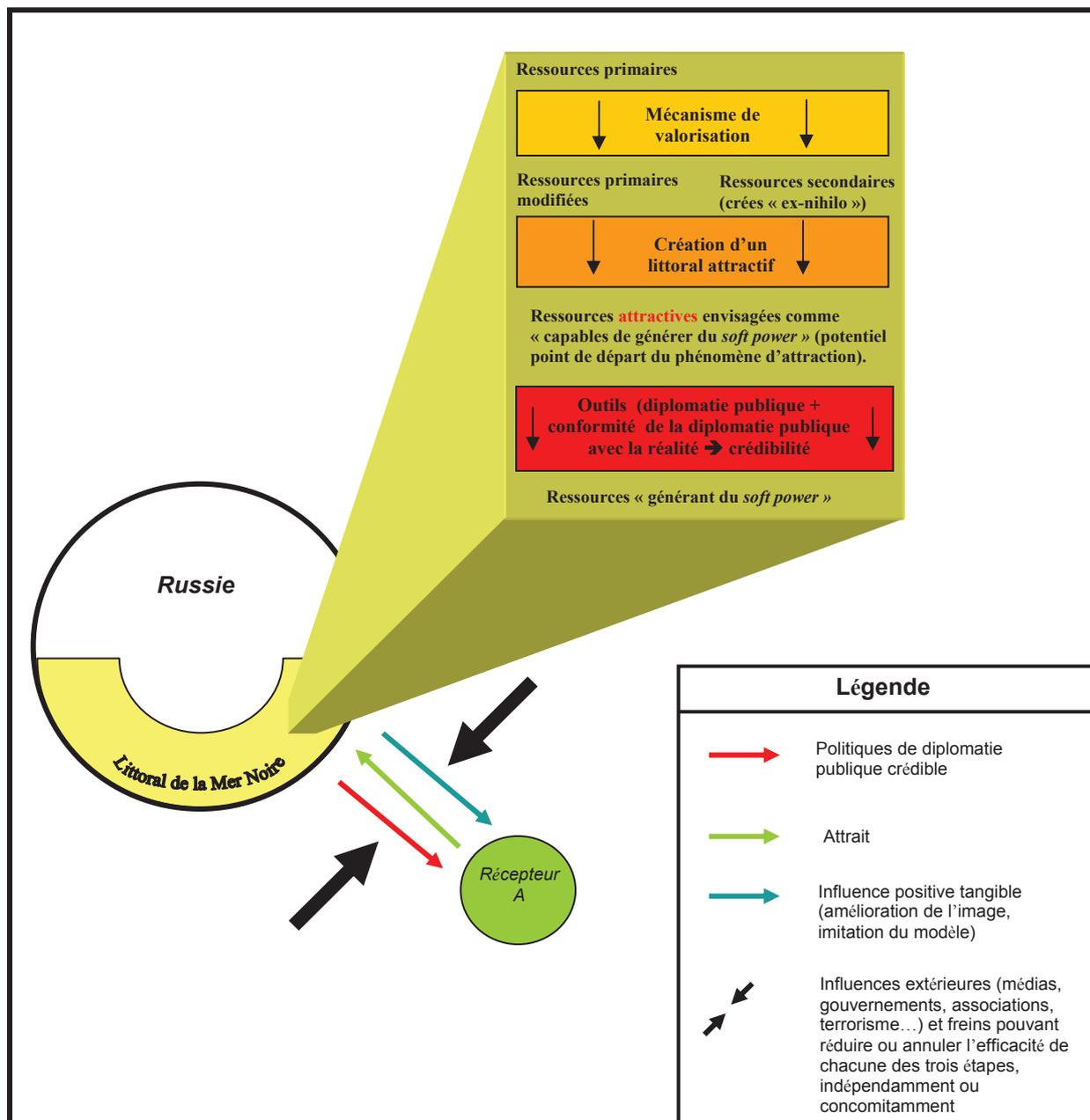


Schéma 19 : La crédibilité et l'importance des « influences extérieures », pièces manquantes pour comprendre le processus de génération du *soft power*.

Cette dernière figure permet de répondre à la problématique que le mémoire avait proposée en introduction :

**Comment la Russie tente d'utiliser le littoral de la Mer Noire pour rehausser son image sur la scène internationale, et dans quelles mesures y parvient-elle ?**

La Russie a mis en place des mécanismes de valorisation dans le but de créer un espace véritablement attractif<sup>212</sup> afin d'être en conformité (et donc crédible) avec la politique de diplomatie publique qu'elle met parallèlement en place pour « vendre » cet espace. Ce système de fonctionnement serait parfait si, à un deuxième niveau, des freins ne venaient pas contrecarrer soit la crédibilité de la politique de diplomatie publique, soit l'attrait du récepteur, soit encore l'influence positive tangible de ce dernier.

Ainsi, suite à la mise en place d'un processus d'augmentation de l'attractivité du littoral et d'une diplomatie publique qui la promeut, la Russie peut donc rehausser son image sur la scène internationale dans la mesure où :

1 - les influences et freins pouvant réduire ou annuler ces efforts ne remettent pas en cause la crédibilité, et donc la conformité entre ce qui est dit et ce qui est fait ;

2- Les autorités russes adoptent une politique de gestion efficace pour réduire ou annihiler ces freins.

Cependant, nous l'avons vu dans la partie III, puis dans la partie IV : 1- l'inadéquation entre les valeurs promues et la réalité du terrain est le plus grand frein à la génération d'un *soft power* efficace par la Russie, et à une amélioration de son image sur la scène internationale ; 2 - la Russie ne semble pas encore avoir mis en place une politique de gestion suffisante pour réduire ce frein.

Mais la volonté des autorités russes est-elle véritablement de faire que le territoire russe porte les valeurs promues dans la stratégie des J.O., nécessitant un profond travail sur les structures actuelles et le fonctionnement de l'Etat, ou souhaitent-elles simplement injecter de la diplomatie publique sans remettre en cause son système?

Dans le premier cas, la Russie pourrait envisager de rehausser son image sur la scène internationale. Il ne s'agit pas pour le pays d'abandonner « son âme » et ses spécificités et de devenir une réplique d'un pays à « l'occidental » (dans la mesure où il est encore aujourd'hui possible de parler d'un modèle occidental...), mais bien plutôt d'appliquer à son mode de

---

<sup>212</sup> Voir Chapitre IV et V.

fonctionnement les valeurs qu'elle dit défendre et soutenir. Dans le second cas, l'inadéquation entre les valeurs promues et la réalité du terrain annihile les efforts de la diplomatie publique.

L'évolution actuelle laisse à penser que le second cas semble plus probable. Cependant, seul l'après « Sochi 2014 » nous permettra véritablement d'observer les retombées que les J.O. ont eu sur l'image de la Russie.

Le développement du présent mémoire, que nous concluons ici, a permis de confirmer l'hypothèse de départ que nous avons envisagé : **le pouvoir russe utilise bien le littoral de la Mer Noire comme un outil de diplomatie publique, qu'il juge capable de générer du *soft power*, dans le but de rehausser son image sur la scène internationale.** De manière plus précise, nous pouvons dire à présent que le projet Sochi 2014 constitue la clé de voute de cette politique et que même si il est un échec, il est indéniablement la tentative de diplomatie publique la plus aboutie que la Russie ait mis en place depuis longtemps. En effet, depuis la chute de l'URSS, la Russie ne s'était pas adonnée avec autant de passion à un exercice de diplomatie publique.

La Russie s'adapterait-elle à une nouvelle ère, dans laquelle le pays renouerait avec des opérations de séduction dirigées en direction de l'opinion publique internationale ? S'orienterait-elle vers une politique étrangère cherchant à allier à la fois le *hard power* et le *soft power*, dans une synthèse officiellement défendue par Hillary Clinton : le *smart power* ? Si tel est le cas, elle devra d'abord affronter les freins et incohérences internes qui ont été ici développés. Les derniers mots seront laissés à Joseph Nye, dont le travail a fortement conduit à choisir le thème de *soft power* et à le confronter à la Russie, un pays qui en semble parfois si éloigné.

*Le Pouvoir, à l'âge de l'information de masse, plus que jamais, inclura une dimension "douce" d'attraction mais également une dimension « forte » de coercition et de rétribution. Combiné ces deux dimensions est appelé le « smart power » [...]*

*La Diplomatie publique est un outil important dans l'arsenal du smart power, mais une diplomatie publique intelligente requière la mise en avant de la crédibilité, de l'autocritique, et du rôle de la société civile dans la génération du soft power. Si elle dégénère en propagande, la diplomatie publique, non seulement échoue à convaincre, mais peut ruiner les fondements du soft power.*

## Table des figures

### Cartes :

<b>Carte 1</b> : La région de la Mer Noire, première approche cartographique.....	p.12
<b>Carte 2</b> : Le système du littoral de la Mer Noire.....	p.23
<b>Carte 3</b> : Les ressources écologiques.....	p.51
<b>Carte 4</b> : La modernisation de Touapsé : vers une reconquête du front de mer ?.....	p.57
<b>Carte 5</b> : Le centre de Sotchi, en tête des villes du littoral en termes de modernisation....	p.60
<b>Carte 6</b> : Le corridor des hydrocarbures dans le système Caspienne-Mer Noire.....	p.73
<b>Carte 7</b> : Le corridor des hydrocarbures aujourd'hui.....	p.74
<b>Carte 8</b> : Intégration du littoral dans le système régional de la Mer Noire et polarisation : la mise en place d'un carrefour régional.....	p.75
<b>Carte 9</b> : Comparaison des deux différents systèmes d'intégration des ressources touristiques : 1.L'exemple d'Anapa : Intégration au cœur du système urbain ; 2.L'exemple de Novorossiisk : Intégration en périphérie.....	p.81
<b>Carte 10</b> : La rénovation et l'agrandissement du complexe hôtelier à Sotchi au cœur du système récréatif de la ville.....	p.83
<b>Carte 11</b> : Répartition du complexe hôtelier sur le littoral russe de la Mer Noire.....	p.84
<b>Carte 12</b> : Une <i>sun belt</i> « à la russe ».....	p.101
<b>Carte 13</b> : Typologie du risque d'exportation des violences sur le littoral.....	p.123
<b>Carte 14</b> : Risques et menaces pour le littoral russe de la Mer Noire.....	p.131
<b>Carte 15</b> : La Cité Olympique.....	p.156
<b>Carte 16</b> : Infrastructures du complexe côtier.....	p.158
<b>Carte 17</b> : Le Complexe montagneux et ses principales infrastructures.....	p.159

### Graphiques :

<b>Graphique 1</b> : L'augmentation des dépenses dans le secteur de la construction.....	p.55
<b>Graphique 2</b> : Part des stations du littoral dans les dépenses de l'ensemble du <i>kraï</i> dans le secteur de la construction (janvier-juillet 2012).....	p.56
<b>Graphique 3</b> : La rapide augmentation des investissements dans le <i>kraï</i> de Krasnodar.	p.65
<b>Graphique 4</b> : Importance des villes réceptrices d'investissement dans le <i>kraï</i> , en 2011	p.66

<b>Graphique 5</b> : Nombre de migrants en provenance de pays de la CEI, restant 9 mois et plus par an, dans le kraï de Krasnodar.....	p.71
<b>Graphique 6</b> : Nombre de migrants ; restant 9 mois et plus par an, dans le kraï de Krasnodar .....	p.71
<b>Graphique 7</b> : Revenus et pensions mensuels moyens, indice du niveau de vie dans le kraï.....	p.87

### **Photographies :**

<b>Photo 1</b> : Les Quais de Sotchi.....	p.13
<b>Photo 2</b> : La variété des essences du Dendarium à Sotchi.....	p.15
<b>Photo 3</b> : Le caractère architectural hétéroclite du littoral.....	p.16

### **Schémas :**

<b>Schéma 1</b> : Le système du littoral de la Mer Noire, en interaction avec d'autres systèmes.....	p.25
<b>Schéma 2</b> : Les entités et le phénomène du <i>soft power</i> .....	p.28
<b>Schéma 3</b> : La place de la diplomatie publique dans le système d'attraction.....	p.29
<b>Schéma 4</b> : Les deux modèles de diplomatie. La diplomatie traditionnelle à droite, la diplomatie publique à gauche.....	p.31
<b>Schéma 5</b> : Synthèse de l'hypothèse de départ.....	p.40
<b>Schéma 6</b> : Interaction entre la valorisation de l'espace, les freins à l'attractivité spatiale et l'utilisation d'une politique de diplomatie publique.....	p.43
<b>Schéma 7</b> : La valorisation, première étape du processus de la stratégie d'attraction...	p.47
<b>Schéma 8</b> : Processus de création de l'attractivité.....	p.48
<b>Schéma 9</b> : Processus de création du phénomène d'attraction.....	p.49
<b>Schéma 10</b> : Système simplifié du « développement durable ».....	p.94
<b>Schéma 11</b> : Les rouages de la machine pour générer du <i>soft power</i> en place.....	p.103
<b>Schéma 12</b> : Les faiblesses de la diplomatie comme facteur de limitation du <i>soft power</i> .....	p.113
<b>Schéma 13</b> : Anatomie du crime sur le littoral : essai de synthèse.....	p.138
<b>Schéma 14</b> : Superposition des espaces administratifs.....	p.139
<b>Schéma 15</b> : Synthèse des atouts de l'attractivité du littoral.....	p.153
<b>Schéma 16</b> : Synthèse des freins à l'attractivité du littoral.....	p.153

<b>Schéma 17 :</b> La Vision des Jeux Olympiques présentée sur le site officiel des J.O. de Sotchi 2014 .....	p.165
<b>Schéma 18 :</b> le « Diamant russe », synthèse de valeur promu par la diplomatie publique russe.....	p.166
<b>Schéma 19 :</b> La crédibilité et l'importance des « influences extérieures », pièces manquantes pour comprendre le processus de génération du <i>soft power</i> .....	p.173

**Tableaux :**

<b>Tableau 1 :</b> Calcul de la superficie, de la population et de la densité des villes du littoral et du littoral dans son ensemble pour l'année 2010.....	p.53
<b>Tableau 2 :</b> Les projets d'investissement de la ville d'Anapa fin août 2012 et la place prépondérante de la sphère récréativo-touristique.....	p.79
<b>Tableau 3 :</b> Evolution des moyens médicaux entre 2008 et 2011, en nombre de lits d'hôpitaux, de médecins (toutes spécialités confondues) et d'infirmières.....	p.88
<b>Tableau 4 :</b> Invitation nécessaire à l'obtention des différents visas.....	p.133
<b>Tableau 5 :</b> Politiques entreprises pour assurer la sécurité du littoral et freins à l'attractivité qu'elles visent à réduire.....	p.147
<b>Tableau 6 :</b> Contradiction entre la réalité du terrain (freins à l'attractivité) et ce qui est véhiculé par la stratégie de diplomatie publique.....	p.168

## - Bibliographie -

### - Ouvrages généraux

BAILLY, Antoine (sous la direction de), *Les concepts de la géographie humaine*, Paris, Ed. Armand Colin, 4<sup>ème</sup> édition, 1998. 333p.

BRUNET, Roger, FERRAS, Robert, THERY, Hervé, *Les Mots de la Géographie, dictionnaire critique*. Montpellier-Paris, Reclus - La Documentation Française, 2006 (3<sup>ème</sup> édition), 520 p.

BRUNET, Roger, *La Russie, dictionnaire géographique*, CNRS, GDR Libergéo-La Documentation française, 2001. 480 p.

GENTELLE, Pierre, *Géopolitique du Monde contemporain*, Paris, Nathan, 2008, 287 p.

LOZATO-GIOTARD, Jean-Pierre, *Géographie du tourisme*, Ed. Pearson Education France, 2<sup>ème</sup> édition, 2008. 330p.

SEBAG MONTEFIORE, Simon, *Staline, la cour du tsar rouge*. Edition des Syrtes, 2005. 793 p.

RETAILLE, Denis (sous la direction de), *La Mondialisation*, Paris, Ed. Nathan, 2007. 320 p.

SCHEIBLING, Jacques, *Qu'est ce que la Géographie ?*, Paris, Ed. Hachette Livre, 1994.

TODD, Emmanuel, *Après l'empire, essai sur la décomposition du système américain*, Paris, Gallimard, 2002, 293 p.

### - Atlas

DOUBOVAÏA, O.D, (sous la direction de) *Atlas Géographie de la Russie. 8<sup>ème</sup> classe*. Moscou, Izdatelctva DIK, Dropha, 2012. 48 p. (ДУБОВАЯ, О.Д. (Руководитель проекта) *Атлас. География 8 класс*. Москва, Издательство ДИК, Дрофа, 2012. 48 с.)

DOUBOVAÏA, O.D, (sous la direction de) *Atlas Géographie de la Russie. 9<sup>ème</sup> classe*. Moscou, Izdatelctva DIK, Dropha, 2010. 48 p. (ДУБОВАЯ, О.Д. (Руководитель проекта) *Атлас. География 9 класс*. Москва, Издательство ДИК, Дрофа, 2010. 48 с.)

DOUBOVAÏA, O.D, (sous la direction de) *Atlas Historique de la Russie. Le XIX<sup>ème</sup> siècle*. Moscou, Izdatelctva DIK, Dropha, 2012. 32 p. (ДУБОВАЯ, О.Д. (Руководитель проекта) *Атлас История России, XIX век*. Москва, Издательство ДИК, Дрофа, 2012. 32 с.)

DURAND, Marie-Françoise (sous la direction de), *Atlas de la Mondialisation : comprendre l'espace mondial contemporain*. Paris, Ed. Sc.Po Les Presses, 5<sup>ème</sup> édition, 2010. 184 p.

MARCHAND, Pascal, *Atlas géopolitique de la Russie. Puissance d'hier, puissance de demain ?* Paris, Ed. Autrement, 2007. 80 p.

MARCHAND, Pascal, *Atlas Mégalopole : Moscou*, Paris, Ed. Autrement, 2010. 87 p.

POLOUNKINA N.N. et alii, *Atlas de l'histoire sociale de la Russie au XXème siècle*, Novossibirsk, Ed. L'Usine Cartographique de Novossibirsk, 2009. (ПОЛУНКИНА, Н.Н., *Атлас отечественная история XX век*, Новосибирск, Новосибирская уартографическая фабрика, 2009).

RADVANYI, J., BEROUTCHACHVILI, N., *Atlas géopolitique du Caucase. Russie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan : un avenir commun possible ?*, Paris, Ed. Autrement, 2009. 80 p.

### - Etude des concepts

CULL, Nicholas J., *The « Public Diplomacy » before Guillon: evolution of a phrase*. USC Center on Public Diplomacy. Disponible sur Internet : <http://uscpublicdiplomacy.org/pdfs/gullion.pdf>

CULL, Nicholas J., in *Owning the Olympics, narratives of the New China*. Partie II *The public diplomacy of the Modern Olympic Games and China Soft Power Strategy*. The University of Michigan Press, 2008, 416 p.

DAVIS, Mike, *City of Quartz : Los Angeles, capitale du futur*. Paris, La découverte, 2000.

KAGAN, Robert, *La puissance et la faiblesse. Les Etats-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial*. Plon, 2003, 160 p.

КАСТОУЕВА-JEAN, Tatiana, « Soft Power russe : discours, outils, impacts », in *Russie NEI Reports n°5*, IFRI (octobre 2010),

LAVROV, Sergueï, *Entre passé et futur : la diplomatie russe dans un monde en mutation*, OLMA Media Group, 2011, 896 p. (ЛАВРОВ С., *Между прошлым и будущим: Российская дипломатия в меняющемся мире*, ОЛМА Медиа групп, 2011, 896 с.)

LAÏDI, Zaki, *La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*. Presses de Sciences Po, 2005. 170 p.

MELISSEN, Jan, *The New Public Diplomacy. Soft Power in International Relations*. New York, Palgrave MacMillan, 2005. 221p.

MICHON, Christian, (sous la direction de), *Le Marketeur, les nouveaux fondements du marketing*. Paris, Pearson Education France, 2003. 456 p.

МОУКНАМЕТЧИНА, F.M. (sous la direction), *La Diplomatie Publique contemporaine : l'évolution russe*. Moscou, La Ville Blanche, Ed. Rossotroudritchestva, 2011. 240 p. (МУХАМЕТШИНА, Ф.М., (под общ. Ред.) *Современная общественная дипломатия : российское измерение*. Москва, Белый город, Россотрудничество, 2011. 240 с.)

NYE, Joseph S., *Soft Power: The means to success in world politics*. New York, Public Affairs, 2004. 191 p.

NYE, Joseph S., *The Future of Power*. New York, Public Affairs, 2011. 298 p.

## **- Approche et analyse du terrain**

БАЙРАМОВ, В.М., *Sureté de la préparation et de la mise en place des XXIIème Jeux Olympiques d'Hiver et des XIème Jeux Paralympiques d'Hiver de 2014 dans la ville de Sotchi. Aspects régionaux*. Moscou, Ed. U Sport Soviétique, 2011. 200 p. (БАЙРАМОВ В. М., *Безопасность подготовки и проведения XXII Олимпийских зимних игр и XI Паралимпийских зимних игр 2014 года в городе Сочи. региональные аспекты*, Издательство Советский спорт. Москва, 2011. 200 pp.)

COLM, LEON, *Improbable Abkhazie*, Ed. Autrement, 2009.

DEMERTCHIAN, N.C., *Formation des tendances de développement de la ville de Sochi sur la base de l'évaluation complète des centres touristiques à caractère mondial*. Thèse doctorale, Sotchi, 2011. (ДЕМЕРЧЯН, Н.С., *Формирование направлений развития г. Сочи на основе комплексной оценки соответствия туристским центрам мирового уровня*, Автореферат, Сочи, 2011)

DOUQUEDROIT, A., ZIMINA, R.P., *Méditerranée*, Aix-en-Provence, 1987. vol.61.

ECKERT, Denis, *Le monde russe*, 3  édition, Paris, Hachette supérieur, 2012. 256p.

HERVOUET G., JUNEAU T. ET LASSERRE F., *Asie Centrale et Caucase, une sécurité mondialisée*, Québec, les Presses de l'Université Laval, 2004, 245p.

КОУПРЯНОВ, А.Б., *Caractéristiques géopolitiques de la région de la Caspienne et de la Mer Noire dans le système des relations internationales contemporaines*. Ed. Académie russe de Sciences, Moscou, Institut d'Economie, 2009. (КУПРЯНОВ, А.Б., *Геополитические особенности Каспийско - Черноморского региона в системе современных международных отношений // Российская академия наук, Москва, Институт Экономки, 2009*).

MERLIN Aude et RADVANYI Jean, *Russes et Caucasiens à la fin du XXe siècle. Identités et Territoires*. Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest, 2003, vol.34, n 4, p.97 à 114.

МИСЛИВКА, Е.В., *Formation municipale de la station balnéaire urbaine de Guelendjik dans le système récréatif du littoral de la Mer Noire et du kraï de Krasnodar*, Thèse doctorale, Krasnodar, 2011. (МЫСЛИВКА, Е.В., *Муниципальное образование город-курорт Геленджик в рекреационной системе черноморского побережья Краснодарского края*, Автореферат диц. Краснодар, 2011.)

НИТКАТЧЕВА, Е.А., *Le Kraï de Krasnodar dans le système territorial économique et social de l'okrug fédéral du Sud (de 2000 à 2009)*, Krasnodar, Thèse de doctorat, 2010.

(НЕТКАЧЕВА, Е.А., Краснодарский Край в территориальной социально-экономической системе южного федерального округа 2000-2009 гг. // Автореферат Краснодар, 2010)

POTACHOVA, E.A., *Sécurité générale et économique dans le contexte du développement économique et social du complexe des stations balnéaires (l'exemple du littoral de la Mer Noire et d'Azov)*, Moscou, Thèse de doctorat, 2010.

RADVANYI, Jean, *La nouvelle Russie*, 4<sup>ème</sup> édition, Paris, Armand Colin, 2007. 462p.

ROMANENKO, V.I., *Le nouvel espace politique de la région de la Mer Noire dans le contexte de la sécurité nationale russe (Analyse politique)*, Thèse doctorale, Académie diplomatique du ministère des affaires étrangères, Moscou, 2009. (РОМАНЕНКО, В.И., *Новое политическое пространство черноморского региона в контексте российской национальной безопасности* //(автореферат) дипломатическая академия министерства иностранных дел российской федераций, Москва, 2009)

ROUDAКOV, L.V., *Réforme politique des systèmes d'autogestion locale dans la Fédération de Russie (l'exemple des villes littorales de la Mer Noire)*, Thèse doctorale en sciences politiques, Krasnodar, 2009. (РУДАКОВ Л. В., *Политическое реформирование системы местного самоуправления в Российской Федерации. (на примере городов Черноморского побережья России)* . автореф. полит. наук., Краснодар, 2009.)

SHEVELEVA, I, MANCHINA, N, *Le kraï de Krasnodar, Voyage pour la santé: Guide Historique*. Moscou, Vetché, 2011. 288 p. (ШЕВЕЛЕВА, Ирина, МАНЬШИНА, Надежда. *Краснодарский край, путешествие за здоровьем, Исторический путеводитель*. Москва, Вече, 2011. 288 с.)

SNIGAEVSKII, V.N., *Le Grand Sotchi, Guide*. Moscou, Izdatelectva Astrel, 2009. 225 p. (СНИГАЕВСКИЙ, В.Н., *Большой Сочи, путеводитель*. Москва, Издательство Астрель, 2009. 225 с.)

TOUCHARD, L, *La Russie et le changement climatique : une nouvelle géographie du froid*, Paris, L'Harmattan, 2011. 270p.

VARDOMSKII L.B. et MIRONOV V.A. (sous la direction de) *Perspective pour le littoral russe de la Mer Noire dans le contexte des conditions géopolitiques et géoéconomiques contemporaines*, retranscription de la conférence internationale du 5-6 octobre 1999 à Sotchi. Ed. Epikon, Moscou, 2000. 156 p. (ВАРДОМСКИЙ Л.Б., МИРОНОВ В.А. *Перспективы российского Причерноморья в контексте современных геополитических и геоэкономических условий*. [Междунар. семинар, 5-6 окт. 1999 г], Епикон, Москва, 2000, 156 с.)

YAKOBLIEV, E.H., *Problèmes concernant la sécurité économique dans la région de la Mer Noire*, Thèse de doctorat, Krasnodar, 2009. (Якоблев, Э.Н., *Проблемы экономической безопасности Черноморского региона*, автореф. эко. наук., Краснодар, 2009,

*Sécurité des Mouvements pendant les Olympiades de Sotchi*, Conférence russo-allemande dans le cadre des programmes de l'année scientifique russo-allemande, Ed. Koubik, Sotchi, 2011, 105 p.

## - Articles de presse

СНЮУКІН, Ахееі « La flamme olympique apporte la lumière à Sotchi ». l'Expert, juillet 2007  
ЩУКІН, А. « Олимпийский огонь принесет в Сочи свет » Эксперт, 2007

## - Ressources numériques -

### - Sites officiels

-Site officiel du service fédéral de statistique de l'Etat, le « Goskomstat » (URL <http://www.gks.ru/wps/wcm/connect/rosstat/rosstatsite/main/>).

-Site officiel du service fédéral de statistique du kraï de Krasnodar (URL <http://www.krsdstat.ru/digital/default.aspx>)

-Site officiel du Kremlin (URL <http://kremlin.ru/>)

Vladimir Poutine, *Intervention devant les ambassadeurs et les représentants permanents de la Fédération de Russie*, 12 juillet 2004 (URL [http://archive.kremlin.ru/appears/2004/07/12/0000\\_type63374type63378\\_74399.shtml](http://archive.kremlin.ru/appears/2004/07/12/0000_type63374type63378_74399.shtml))

- Site officiel du Ministère des Affaires Etrangères Russe (URL <http://www.mid.ru/bdomp/sitemap.nsf>)

Compte rendu de la discussion téléphonique entre Serge Lavrov, Ministre des Affaires Etrangères russe et Konstantin Grischenko, ministre des Affaires Etrangères ukrainien, 31 mai 2012 (URL [http://www.mid.ru/brp\\_4.nsf/0/C9F4E45DFD690F7C44257A1300444796](http://www.mid.ru/brp_4.nsf/0/C9F4E45DFD690F7C44257A1300444796))

- Site officiel du *Rossotroudritchestva*, agence fédéral pour les affaires de la CEI, des compatriotes à l'étranger et de la coopération humanitaire internationale (URL <http://rs.gov.ru/>)

- Site officiel de l'agence fédérale russe pour le tourisme (URL <http://www.russiatourism.ru/>)

« Indicateur des touristes russes à l'étranger 2011 ». (URL <http://www.russiatourism.ru/rubriki/-1124140897/>)

-Site officiel de la ville de Sotchi (URL <http://www.sochiru.ru/>)

-Site officiel de l'Association des ports de commerces maritimes.

« Trafic Portuaire des ports maritimes de Russie en 2009 ».  
(<http://www.morport.com/rus/publications/document1024.shtml>)

- Site officiel de l'Organisation de Coopération économique de la Mer Noire. (URL <http://www.bsec-organization.org>)
  - Site officiel de l'agence Roussaltours (URL <http://www.abkhazia.ru/stateborder/rf.shtml>)
  - Site officiel de l'Abkhazie (URL <http://www.abkhazia.ru/>)
  - Site officiel du Comité d'Etat de la République Abkhaze pour le tourisme (URL <http://abkhazia.travel/index.php>)
  - Site officiel de l'Organisation des Nations Unies.  
Rapport du Bureau drogues et crimes, The Opium Economy in Afghanistan, 2002.  
([http://www.unodc.org/pdf/publications/afg\\_opium\\_economy\\_www.pdf](http://www.unodc.org/pdf/publications/afg_opium_economy_www.pdf))  
Rapport Mondial sur les drogues, 2013.  
(<http://www.unodc.org/wdr/>)
  - Site officiel de l'UNESCO :  
Liste du Patrimoine mondial : Caucase de l'Ouest (<http://whc.unesco.org/fr/list/900/>)
  - Site officiel du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)  
UNEP and the Sochi 2014 Winter Olympics website  
([http://www.unep.org/sport\\_env/sochi2014/](http://www.unep.org/sport_env/sochi2014/))
  - Site officiel de l'OCDE
  - Site officiel de Transparency International
  - Site officiel de Human Rights Watch
  - Site Officiel de Greenpeace Russia (<http://www.greenpeace.org/russia/en/>)
  - Site officiel du WWF (<http://wwf.panda.org/>)
  - Site officiel du groupe « Veille Ecologique du Caucase Nord » (<http://www.ewnc.org/>)
  - Site officiel de Joseph Nye: the New public diplomacy
  - **Articles**
  - UN News Center
  - Agence de presse Reuters
  - Agence de presse RIA Novosti
- « Vladimir Poutine prendra part au Guatemala à l'ouverture de la session du CIO », *RIA Novosti*, article du 21/06/2007 (URL <http://fr.rian.ru/russia/20070621/67600801.html>)

Article de RIA Novosti « Russie-Turquie, des relations en plein essor », 19 juin 2012 (URL <http://fr.ria.ru/world/20120619/195087558.html>)

Site officiel de l'agence fédérale russe pour le tourisme. « Indicateur des touristes russes à l'étranger 2011 ». (URL <http://www.russiatourism.ru/rubriki/-1124140897/>)

Interview de Boris Nemtsov, in *Foreign Policy*, Mars 2010. (URL [http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/03/01/interview\\_boris\\_nemtsov](http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/03/01/interview_boris_nemtsov)>)

Leonid Tyagachev, proche de Poutine ? (<<http://www.theage.com.au/news/russia/russias-rich-follow-putin-to-ski-playground/2007/02/28/1172338690072.html>>).

BONIFACE, Pascal, « Les Russes se mettent au *Soft Power* », in *Affaires Stratégiques.info* (septembre 2010) < <http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article3883>>

CHARBONNEAU A., *La Géorgie et la question du boycott de Sotchi 2014*, Revue Regard sur l'Est, février 2013. (<[http://www.regard-est.com/home/breve\\_contenu.php?id=1382&PHPSESSID=d774b64b86854dbb2e00806429183aa6](http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1382&PHPSESSID=d774b64b86854dbb2e00806429183aa6)>)

EVANS, Julian, “Spinning Russia”, in *Foreign Policies* (december 2005) , (URL [http://www.foreignpolicy.com/articles/2005/11/30/spinning\\_russia](http://www.foreignpolicy.com/articles/2005/11/30/spinning_russia))

## - Vidéos

Russia Today : « Full version of Putin Speech (2014 Winter Olympic) » on *You Tube* (URL <http://www.youtube.com/watch?v=ByUqTJ2voSM>).

Extrait du reportage « Mister Vladimir, Docteur Poutine », France 5. Mars 2012. Disponible sur *You Tube* « Poutine contraint le président de Rusal, Oleg Deripaska, à ouvrir une usine de ciment ». (URL <http://www.youtube.com/watch?v=Q2szcdHGIn4>).

Al Jazeera World, *Winter of Discontent*, 18 juin 2013. Disponible en version integrale sur le site d'Al Jazeera World (<http://www.aljazeera.com/programmes/aljazeeraworld/2013/06/20136179431945292.html>)

## Annexe 1. Les « trois » diplomaties publiques russes. Texte original et traduit.

Начнем с определения общественной дипломатии. По сути, общественная дипломатия является проекцией мягкой силы государства и нации за рубежом. Представляется необходимым определиться с выбором термина который адекватно отражает ситуацию в позиционировании с зарубежными партнерами и в целом деятельность на данном направлении. Ныне употребляются три общепринятых термина « общественная », « народная », и « публичная » дипломатия.

- По традиции продолжаем употребляться принятый в советские времена термин народная дипломатия

- все шире в последние годы употребляется термин общественная дипломатия

- употребляется понятие и публичная дипломатия, например в названии вновь созданного фонда поддержки публичной дипломатии имени А.М. Горчакова.

Термин « народная дипломатия » привычен для отечественного дискурса, но не представляется оптимальным в силу своей идеологизированности и не в полной мере отражает дух современной природы международных общественных связей. Исторически термин « народная дипломатия » восходит к 1950-м годам, когда советская пропаганда (и внутренняя, и внешнеполитическая) противопоставляла « дипломатию правительств » « дипломатии народов ». Первая подчинялась законам холодной войны, « железно занавеса », доминирования Запада в ООН и в мировой политике в целом, вторая была миролюбивой, подчеркивала возможность союза народов во имя мира против воли агрессивных « поджигателей войны ». Не обсуждая сути такого концептуального подхода, выделим главное : народная дипломатия, по сути, противопоставляет (по крайней мере, на « той стороне », международных контактов) правительства и народы, и именно этим, на наш взгляд, неприемлена для современных условий, когда общественная дипломатия призвана дополнять и позитивно влиять на межгосударственные связи. К тому же термин « народная » лишь с большим допущением может переводиться на европейские языки как *public*.

Термин « публичная дипломатия » также не в полной мере соответствует сути вопроса. Более того, в переводах термина « общественная дипломатия » на европейские языки, скорее всего, будет употребляется тот же латинский корень « *publico* ». Однако в русском языке этот термин не представляется оптимальным, поскольку не передает сочетание двух смыслов, заложенных в него в европейских языках: « *public* » в них обозначает, во первых, публичность как гласность, активное информационное начало, во вторых, всеобщность. « *Public* » является антонимом « частного » (« *private* »), не исключая и « государственного », как выразителя интересов всего общества (*public sector*, *public finance* - это государственный сектор и финансы). Понятийный ряд западноевропейских языков унаследовал традицию римского права, которая атрибутирует собственность этих активов не государству (бюрократии), а всему обществу. Привычное русскому языку понятие общественный в р входит составной частью.

В силу этих соображений наиболее подходящим можно считать термин общественная дипломатия как дипломатия гражданского общества. Гражданское общество в демократии не антипод государства, но автономный от него субъект действия, который может сотрудничать с государством во имя общих интересов, а может иногда и соперничать или по крайней мере иметь отличную от государства позицию. Но и эти расхождения с государством, во первых, управляются и разрешаются цивилизованно- по

норман правого государства, во вторых, и целом конструктивны, потому что расширяют спектр мнений и действий, направленных на достижение общественно значимых целей.

**Выбор может быть сделан как в пользу термина «общественная дипломатия» как максимально точно выражающего суть этого института, так и в пользу термина «народная», как привычного для отечественной аудитории.**

О народной дипломатии как о сложившемся общественном явлении можно говорить только с определенного этапа развития цивилизации вообще и средств массовой коммуникации в частности: общество должно выйти на определенный уровень включенности в политический процесс, а информация - иметь возможности быстро достигать широких масс населения. Как подчеркивал изобретатель термина «*public diplomacy*» Эдмунд Галлион, «стержнем общественной дипломатии является транснациональный поток информации и идей». О возникновении общественной дипломатии как института можно говорить примерно с восьмидесятых годов 19 века (начало эпохи империализма), а в современном понимании - в эпоху после второй мировой войны.

Таким образом, методы и приемы общественной дипломатии использовались во внешней политике государств испокон веков, однако лишь во второй половине XX века они начали трансформироваться в осознанную государственную политику, имеющую законодательную и научно-теоретическую базу. Это было временем радикальных изменений на геополитической карте мира, коренных трансформации биполярной системы международных отношений.

Распад СССР, возникновение на его территории новых независимых государств стали новым вызовом для стран бывшего капиталистического лагеря, подтолкнули научные круги к теоретическому осмыслению потенциала мягкой силы. Именно в этот период была осознана важность разработки качественно иной стратегии взаимодействия с новыми внешнеполитическими игроками. Старые методы «жесткой силы», характерные для времен холодной войны, уже не соответствовали изменившимся реалиям.

Назрела необходимость перехода от милитаристских концепции в международных отношениях и формулирования принципиально иных теоретико-методологических подходов к внешней политике.

Ряд исследователей, относящихся к консервативному направлению в современной политологии, приравнивает общественную дипломатию к пропаганде. В этом случае фактически идет речь о более новом, модернизированном, «политкорректном» понятии пропаганды, лишенном идеологической нагрузки.

Противостоят данному тезису эксперты, развивающие свой научные построения в рамках либеральных концепции. Взгляд на общественную дипломатию как на доверительный диалог между государством и зарубежной общественностью не только позволяет им дистанцироваться от негативных коннотаций с пропагандой, но и дает возможность говорить о так называемой «новой публичной дипломатии». Под этим понятием подразумеваемся не просто позиционирование страны за рубежом, а двусторонний процесс коммуникации, учитывающий аргументы страны-партнера и основанный на гуманитарном и информационном обмене и сотрудничестве.

В последние годы особую популярность набирает и такое понятие как «национальный брендинг». Наряду с традиционными инструментами общественной дипломатии, как то международное гуманитарное сотрудничество, экспорт культуры, языка, образования, - национальный брендинг становится довольно эффективным средством в продвижении положительного образа страны за рубежом и может

рассматриваться в качестве дополнительного инструмента в реализации комплексной стратегии общественной дипломатии.

Commençons par une définition de la diplomatie publique (*obchiestvienaïa diplomatïa*). En effet, la diplomatie publique est une projection du *soft power* de l'Etat et de la nation à l'étranger.

Il semble nécessaire de déterminer le choix du terme qui reflète de manière adéquate le positionnement des partenaires étrangers et les activités qui concernent ce domaine en général. Présentement, les trois termes utilisés sont : la diplomatie « *obchiestvienaïa* », « *narodnaïa* » et « *poublitchnaïa* ».

- Traditionnellement, le terme « *narodnaïa diplomatïa* » continue à être utilisé en référence à l'époque soviétique, durant laquelle il a été adopté

- De plus en plus, le terme de « *obchiestvienaïa diplomatia* » est utilisé ces dernières années

- le concept de « *poublitchnaïa diplomatïa* » est aussi utilisé, par exemple dans le fond A.M. Gortchakova récemment créé pour soutenir la diplomatie publique.

Le terme de « *narodnaïa diplomatia* » est récurrent dans le discours national, mais il n'est pas optimal, en raison de son caractère idéologique et parce qu'il ne reflète pas pleinement l'esprit de la nouvelle nature des relations publiques internationales. Le terme historique de « *narodnaïa diplomatia* » remonte aux années 1950, lorsque la propagande soviétique (à la fois domestique et étrangère) oppose la « diplomatie des gouvernement » à la « diplomatie des peuples ». La première se complaisait dans les lois de la guerre froide, le « rideau de fer », la domination de l'Ouest à l'ONU, et dans la politique mondiale en général, la seconde était pacifique, soulignant la possibilité d'une alliance des peuples au nom de la paix, contre la volonté de « maître de la guerre » agressifs. Sans débattre sur la nature d'une telle conception, ce qui apparaît principal : la « *narodnaïa diplomatia* », en fait, s'oppose (au moins, en ce qui concerne les contacts internationaux) les gouvernements et les peuples, ce qui, de notre point de vue, est impensable dans les conditions actuelles, où la diplomatie publique est destinée à créer un impact positif sur les relations interétatiques. De fait, le terme de « *narodnaïa* » ne peut, qu'avec de grandes précautions, être traduit en langue européenne par *public*.

Le terme de « *poublitchnaïa diplomatia* » ne correspond de même pas entièrement à l'objet dont il est question. Il est vrai que, les traductions du terme de diplomatie publique en langues européennes se rattachent à la racine latine *publico*. Cependant en russe, ce terme n'est pas le mieux approprié, car il ne combine pas deux significations qui lui sont pourtant inhérentes dans les langues européennes : *Public* signifie, dans un premier temps, la publicité comme transparence, commençant par une information active, et dans un deuxième temps, toute la société. *Public* est l'antonyme de « privé » (« *private* »), sans excepter l'Etat, considéré comme la voix de la société dans son ensemble (*public sector, public finance* - correspondent au secteur étatique et aux finances étatiques). De nombreuses langues occidentales ont hérité de la tradition du droit romain, qui attribue la possession de ses membres non pas à l'Etat (la bureaucratie), mais à la société. Le concept familier en russe de « *obchiestvienaïa* » rend bien compte de la partie sociale de la diplomatie.

Pour ces raisons, le terme le plus approprié peut être celui de « *obchiestvienaïa diplomatia* » comme diplomatie de la société civile. Dans une démocratie, la société civile n'est pas aux antipodes de l'Etat et son autonomie par rapport à l'Etat explique l'objet de son action, qui peut consister à coopérer avec le gouvernement au nom de l'intérêt commun, mais peut aussi parfois s'opposer à l'Etat, ou du moins avoir une position différente. Les opinions qui diffèrent de celles de l'Etat, dans un premier temps, permettent la gestion et la résolution

des normes de l'Etat et, dans un deuxième temps, sont dans l'ensemble constructives car elles étendent le spectre des points de vue et des actions visant à la réalisation des objectifs de l'intérêt public.

**Le choix peut donc être fait en faveur de l'expression « obchiestvennaïa diplomatia » étant celle qui exprime le plus fidèlement l'essence du terme tel qu'il a été institué, et continuer à utiliser le terme « narodnaïa diplomatia » pour ne pas bousculer les habitudes du public russe.**

Concernant la « narodnaïa diplomatia » comme phénomène de société actuel, on ne peut seulement en parler qu'à partir d'un certain stade de développement de la civilisation de manière générale, puis des moyens de communication de masse en particulier : la société doit atteindre un certain niveau d'implication dans le processus politique, et l'information doit être en mesure d'atteindre rapidement un large public. Comme l'a fait remarquer Edmund Guillon, qui s'est le premier référer au terme de diplomatie publique, « le cœur de la diplomatie publique est le flux transnational des informations et des idées ». En ce qui concerne la diplomatie publique en tant que terme institué, on peut déjà en parler à partir des années 1880 (au début de l'ère impérialiste), et dans le sens moderne du terme, à partir de la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

Ainsi, les méthodes et techniques de diplomatie publique ont été utilisées en politique étrangère par les Etats pendant des siècles, mais c'est seulement dans la seconde moitié du XXème qu'ils ont commencé à être utilisés dans une politique consciemment se dotant d'une base légale et scientifico-théorique. Cette période était marquée par les changements radicaux qui s'opéraient sur la carte géopolitique mondiale, la transformation principale étant la mise en place d'un système bipolaire régissant les relations internationales.

La Chute de l'Union Soviétique, ses pertes territoriales ayant engendré des Etats nouvellement indépendants est devenu un nouveau défi pour les pays de l'ancien camp capitaliste, et a incité la communauté scientifique à la compréhension théorique de la construction du *soft power*. C'est durant cette période que l'importance de développer des stratégies d'interaction de qualité face à de nouveaux joueurs sur la scène internationale. Les vieilles méthodes de « hard power », caractéristiques de la guerre froide, ne correspondent plus aux réalités qui ont évolué.

Il est nécessaire de dépasser la conception militariste dans les relations internationales et formuler quelques approches de politique étrangère théoriques et méthodologiques fondamentalement différentes.

Dans les rangs de chercheurs en sciences politiques contemporaine, certains appartenant à la tendance conservatrice assimilent la diplomatie publique (obchiestviennaïa diplomatia) à la propagande. Dans ce cas, il s'agit d'un renouvellement du concept, modernisé, une sorte de propagande « politiquement correct », dépourvu de toute charge idéologique.

En opposition avec cette thèse, des experts ont élaboré le développement de leur recherche dans le cadre de la conception libérale. Considérer la diplomatie publique (obchiestviennaïa diplomatia) comme un dialogue de confiance entre le gouvernement et le public étranger, permet non seulement de prendre ses distances quant à la connotation négative du terme propagande, mais donne également l'occasion de parler de qu'on appelle la « nouvelle diplomatie publique » (novaïa poublichnaïa diplomatia). Ce concept désigne, en plus des positionnements des pays à l'étranger, le processus de communication à double sens, étudiant les arguments des pays partenaires, et basé sur l'échange et la coopération humanitaire et informationnelle.

Ces dernières années, cette notion a connu une forte popularité, et certains concepts comme le *national branding* ont fait leur apparition. Avec les outils traditionnels de la diplomatie publique comme la coopération internationale humanitaire, l'exportation de la

culture, la langue, l'éducation, le *national branding* devient un outil très efficace pour promouvoir une image positive du pays à l'étranger et peut être considéré comme un outil supplémentaire dans la mise en œuvre d'une stratégie globale pour la diplomatie publique (obchiectviennaïa diplomatia).



## RESUME

Alors même que les concepts de *soft power* et de diplomatie publique semblent parfois incompatibles avec la politique extérieure menée par la Russie, il semblerait que le gouvernement souhaite mettre en place une stratégie plus active en la matière. Si plusieurs outils ont déjà été établis, l'état russe paraît vouloir utiliser un territoire pour élaborer une stratégie d'attraction : le littoral russe de la Mer Noire. Espace au climat subtropical et à la longue tradition touristique, ce dernier rompt avec les clichés communément admis sur la Russie. Symbole de cette volonté, le gouvernement a habilement œuvré pour que Sochi accueille les Jeux Olympiques d'Hiver en 2014. Cependant les mécanismes de valorisation développés sont confrontés à plusieurs freins qui risquent de mettre à mal la stratégie territoriale de la Russie.

**Mots-clés :** Russie, diplomatie publique, *soft power*, Sochi, Jeux Olympiques, diplomatie du sport, stratégie territoriale.

## SUMMARY

Even though the concepts of soft power and public diplomacy somehow seem incompatible with the foreign policy led by Russia, the Russian government apparently wants to implement an active strategy regarding this matter. Several tools have already been established, but the Russian state also try to develop a strategy of attraction using a territory : the Black Sea coastline. Having a subtropical climate and an old touristic heritage, this territory breaks down the stereotypes usually connected with Russia. As an example of this strategy, the Russian government has worked to have Sochi hosting the Winter Olympic Games in 2014. However, this policy is facing a wide range of obstacles which is likely to undermine the territorial strategy of Russia.

**Keywords:** Russia, Public Diplomacy, Soft Power, Sochi, Olympic Games, Sports Diplomacy, Territorial Strategy